

Cahiers libres

Chowra Makaremi

Femme ! Vie ! Liberté !

Échos d'un soulèvement
révolutionnaire en Iran



La Découverte

Cet ouvrage a été publié avec l'aimable collaboration de L'Agency.

Les recherches de l'autrice mentionnées dans ce livre ont bénéficié d'un financement du Conseil européen de la recherche (ERC) dans le cadre du programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne (accord de subvention n° 803208).

Composé par Facompo (Lisieux)
Création graphique de la couverture : Quentin Poilvet
Dépôt légal : septembre 2023

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner à notre lettre d'information sur notre site **www.editionsladecouverte.fr**.

ISBN 978-2-348-08044-9

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

© Éditions La Découverte, Paris, 2023.
34, rue des Bourdonnais, 75001 Paris.

Aux guerrières

« La révolution est plus proche de vous que la jugulaire de votre cou »

La photo, prise dans une rue de Téhéran, est celle d'une jeune fille qui marche derrière une brigade de police en treillis militaire et tenue antiémeute. Elle porte une veste blanche, un jean délavé et des baskets ; ses cheveux roux sont ramenés en queue-de-cheval sur sa nuque. Nous sommes en octobre 2022. Certaines images capturent des instants d'une révolte, comme celle, en 2019 à Beyrouth, d'une insurgée qui donnait un coup de pied circulaire à un milicien. Ici, au contraire, c'est pour la caméra que la manifestante emboîte le pas des policiers, à leur insu. Elle mime dans son corps de jeune fille le rythme de leur marche martiale, le balancement de leurs bras, pour produire cette image dont la circulation est une autre façon, en mode mineur, d'occuper l'espace public. Son geste de clown retourne la menace. Le danger qui plane derrière les forces de l'ordre est une femme sans son voile. La légende dit : « La révolution est plus proche de vous que la jugulaire de votre cou. »

Comme toutes les nuits de l'automne 2022, comme des dizaines de millions d'autres Iraniens et Iraniennes dans le monde, j'étire les heures qui me séparent du sommeil en faisant défiler les photos et les vidéos sur mon téléphone.

J'aimerais posséder un porte-document virtuel organisé en dossiers soigneusement étiquetés pour ranger, classer chaque image et pouvoir ensuite facilement la retrouver. Mais je n'ai pas le temps, il y en a trop. Elles arrivent en flux tendu et il semble impossible de les considérer une par une. Je saute d'un média à l'autre : des fils Telegram, Twitter, Instagram, d'innombrables nouveaux groupes auxquels j'ai été ajoutée sur WhatsApp, des sms de mon père qui m'envoie des liens – « Tu as vu ça ? ». Puis, quand je retourne sur Telegram, encore des dizaines de nouvelles images. Nous les regardons circuler et nous nous émouvons. À distance, les événements prennent la forme d'un assemblage de scènes qui défilent et parfois se répètent sur nos écrans, et pourtant ils nous imposent leurs rythmes et leurs affects. Que peut-on connaître d'un soulèvement à travers ces images, ces voix et ces fragments de lutte ? Ceux-ci font ricochet à la surface d'un monde social qui nous reste hors d'atteinte. Mais ils acquièrent une autre épaisseur et une autre densité lorsqu'ils entrent en résonance avec des séquences de l'histoire postrévolutionnaire iranienne, d'autres soulèvements et d'autres luttes, d'autres formes de violence et tentatives avortées de changement. Cette épopée du pouvoir et de la résistance, je la connais intimement par mon histoire familiale, et je la connais également car je l'étudie en tant qu'anthropologue. Depuis dix ans, je scrute les contre-archives d'une histoire qui s'est fabriquée en liquidant ces mémoires contraires en Iran.

J'ai commencé à écrire en septembre 2022, pour faire un peu de lumière sur les événements, par discipline personnelle face à l'actualité et aux périls de submersion digitale qu'on encourt quand on s'accroche trop étroitement à elle.

Ce travail s'est transformé en un texte adressé, en prenant la forme de chroniques rédigées à distance qui portent un regard à double focale sur la longue saison insurrectionnelle en Iran : au jour le jour d'une révolte qui s'installe dans la durée, tout en dépliant l'histoire et les enjeux sociaux dans lesquels elle résonne. Je voulais produire, pour les événements contemporains, le genre d'ouvrages-témoins, d'ouvrages-ancrés, d'ouvrages-datés collés aux faits, inscrits dans leur vie émotionnelle, fidèles à l'anecdotique qui en fait la texture, le genre de documents qui, dans mes recherches sur le passé, m'ont le plus touchée. Garder trace de la micro-événementialité de ce soulèvement révolutionnaire, qui en donne le ton. Avec le tâtonnement de ce qui se fait à chaud, parler de ce que j'ai vu à la lumière orange des feux de rues, images d'une révolte qui se vit comme une combustion de colère, comme une profanation et comme une contagion. En parler en faisant place aux correspondances, aux libres associations de souvenirs, aux éclairages thématiques. Reprendre la tradition des femmes de ma famille, la mère de ma mère, sa mère et ses aïeules, qui tissaient des fils et dessinaient des motifs dans la trame, comme me le rappellent les tapis qui meublent la pièce depuis laquelle j'écris en France. Je suis rivée aux événements, à travers les écrans : sans me départir de cette distance paradoxale, je veux donner à l'irruption de cette révolte spontanée une profondeur de champ qui permette d'en identifier les genèses multiples, mais aussi de saisir le basculement irréversible qu'elle représente, quel qu'en soit le futur.

La jugulaire, veine vitale du cou, est le lieu physiologique de la colère en persan : pour dire l'outrage, on dit d'une personne qu'elle a la jugulaire qui gonfle. C'est aussi le lieu

de l'intimité : être plus proche de quelqu'un que sa veine jugulaire signifie l'extrême proximité. On rencontre cette expression dans un beau verset du Coran, où elle définit la relation de Dieu à sa créature : « Nous avons créé l'Homme et Nous savons ce que son âme lui chuchote. Nous sommes plus proches de lui que sa veine jugulaire¹. » Portée par des centaines de milliers de jugulaires gonflées, qui nous rappellent la puissance des émotions collectives dans la fabrique des événements politiques, la révolution est plus proche du pouvoir que la veine de son cou, déjà touchée.

1 Coran, sourate 50, verset 16.

15 septembre 2022

Les clichés sont pris au téléphone portable, sous la lumière crue d'un hôpital. La raie d'un halo, le flou d'un doigt, le cadrage trahissent la hâte de la photographe. Niloofar Hamedi est journaliste au quotidien *Shahrgh* (l'Orient), un des journaux réformistes les plus anciens et les plus lus d'Iran – même si, depuis quelques années, les publications réformistes ne sont pas beaucoup lues dans le pays. Niloofar s'est rendue au service de réanimation de l'hôpital Kasra à Téhéran. Une jeune femme y a été transférée par la police des mœurs quelques jours auparavant. Elle est dans le coma et les médecins n'ont pas grand espoir. Son frère raconte qu'ils ont été contrôlés à la sortie du métro Shahid Haghani parce que son voile était considéré trop relâché. Elle a ensuite été conduite, avec d'autres femmes arrêtées, dans un centre de rééducation de la police des mœurs. Les médecins de l'hôpital disent que la patiente souffrait d'une hémorragie cérébrale quand elle a été admise d'urgence. Le secrétariat du centre de rééducation dit qu'ils ne sont au courant de rien et qu'ils publieront un communiqué ; ils déclareront plus tard que la patiente souffrait d'une tumeur et avait fait une crise cardiaque. Son père

dit qu'elle n'avait aucun problème de santé, qu'elle était en pleine forme quand ils sont arrivés à Téhéran pour passer ces quelques jours de vacances. Ils sont venus de Saghez dans le Kurdistan¹. Niloofar Hamedi photographie la famille dans le couloir. Un homme aux cheveux courts poivre et sel, en chemise à carreaux et pantalon gris, prend sa propre mère dans ses bras. Plutôt, il s'accroche à elle, les mains agrippées à ses épaules, la tête cachée dans son cou. Les mains de la vieille dame en manteau et foulard noirs serrent les coudes de son fils. Ils attendent. Sur les réseaux sociaux, la journaliste écrit : « Sa grand-mère chante une berceuse en kurde. Son père dit : “Que quelqu'un m'aide. Que quelqu'un nous aide. Nous n'avons rien pu faire. Notre habit noir de deuil sera maintenant notre drapeau.” » Aussitôt, l'information est massivement partagée à travers le pays et au-delà. D'autres clichés sont publiés : un de la jeune femme intubée, les yeux clos, et un autre du bracelet d'identification de l'hôpital. On y voit des doigts qui écartent un cathéter pour rendre lisibles les informations portées au bras de la patiente, taché d'ecchymoses : « N° 40111959 / Nom : Mahsa Amini / Date d'entrée : 21/06/1401 », soit le 13 septembre 2022.

Ce n'est pas la première fois que Niloofar Hamedi enquête sur les « rondes de l'observance » (*gash-t-e ershād*), traduit en français par la police des mœurs. Au printemps, elle a publié un entretien avec un couple dont le mari avait reçu quatre balles d'un agent du *gash-t-e ershād* au cours du contrôle de sa femme, considérée mal voilée, dans le parc Pardisan à l'ouest de Téhéran. Reza Moradkhani, sa femme Maria Harefi et leur bébé de dix mois se promenaient en

1 Voir la carte en fin d'ouvrage.

devisant joyeusement en lori, une langue du sud-ouest de l'Iran, quand une voiture avait barré la route de Maria et lui avait demandé son numéro de carte d'identité biométrique afin de vérifier si elle était connue de leurs services pour « offenses aux mœurs ». « Quelles “offenses aux mœurs” ? » avait demandé Maria, qui précisait qu'elle n'était pas particulièrement mal voilée. « Quelles “offenses aux mœurs” ? » s'était également emporté son mari. Plusieurs policiers et policières étaient descendus de voiture, et face à Reza qui continuait de contester le contrôle de sa femme et refusait de baisser le ton, l'un d'eux avait sorti son pistolet et tiré dix balles. Quatre avaient touché Reza au dos, à la jambe et au ventre, le laissant invalide. Les policiers avaient confisqué les téléphones portables d'une dizaine de témoins qui s'étaient attroupés (certains avaient filmé), et les avaient réinitialisés pour effacer les vidéos.

Quelques semaines plus tard, Niloofar Hamedi couvrait un autre événement qui a bouleversé l'opinion iranienne. L'affaire avait débuté en juillet 2022 dans un bus à Téhéran, quand Sepideh Rashno, une jeune Téhéranaise, s'était fait interpellé par une passagère en tchador traditionnel, qui lui avait demandé de réajuster son voile. Les bus sont non mixtes en Iran, et celui-ci était bondé – en témoigne la vidéo qui avait bientôt circulé dans le monde entier. Sepideh, outrée, s'était mise à filmer celle qui lui avait adressé ces remarques : on la voit lui demander de répéter ce qu'elle vient de dire devant la caméra, et l'insulter abondamment. La jeune dévote avait dégainé son téléphone pour filmer en retour. On entend les passagères ovationner Sepideh, l'encourager. Certaines sortent également leur téléphone. Tout le monde filme tout le monde ; on en vient aux

mains. Sepideh hurle d'une voix stridente et incontrôlée : « Sors ! Sors ! » et, au premier arrêt, la foule pousse la jeune femme en tchador hors du bus. La séquence se clôt par les applaudissements des passagères soulagées d'être à nouveau entre elles un fois l'intruse poussée dehors. Quelques jours plus tard, des avocats informaient que Sepideh Rashno, une jeune artiste téhéranaise, venait d'être arrêtée. Puis plus de nouvelles. Sepideh Rashno était réapparue le 8 août au soir au journal télévisé, pour donner cette forme particulière d'entretien qu'on appelle « confessions forcées ».

À la même période, deux autres Iraniennes opposées au voile obligatoire apparaissaient dans le même genre d'entretien, le visage fatigué et discrètement marqué d'ecchymoses, sur un fond d'écran bleu électrique. Les jeunes femmes confessaient travailler pour les « forces étrangères » et recevoir de l'argent de la journaliste Masih Alinejad, exilée depuis 2014 à Washington, d'où elle a lancé des opérations de diffusion de photos et vidéos en désobéissance au voile obligatoire sur les réseaux sociaux. Ces campagnes digitales sous forme de défis ont du succès en Iran, où les femmes se photographient sans voile dans la rue et envoient ces images à Masih Alinejad, qui les diffuse accompagnées de la légende « Liberté à la dérobée ». Les arrestations de femmes mal voilées se sont multipliées autour du 12 juillet, décrété « journée annuelle d'action nationale contre le mauvais *hejab* ». La surveillance des mœurs est l'une des principales propositions politique du président Ebrahim Raïssi, qui en a très peu par ailleurs : ce bureaucrate est un exécutant fidèle du Guide suprême. Son manque d'esprit le laisse à la fois capable de n'importe quel crime et incapable de quelconque initiative politique. Dans le contexte de crise économique

endémique creusée par les sanctions internationales et la pandémie globale, et de crise politique issue d'un effritement avancé du pacte républicain, Raïssi n'a rien trouvé de mieux que de donner un tour de vis supplémentaire au couvercle de cette cocotte-minute sans soupape qu'est devenu l'Iran depuis plusieurs années.

Les « rondes de l'observance » font partie des corps de police mis en place sous le double mandat de Mahmoud Ahmadinejad, entre 2005 et 2011². Ce dirigeant conservateur, autoritaire et populiste n'était pas issu du clergé, comme les autres présidents iraniens, mais de la force armée des gardiens de la révolution, le deuxième pilier du pouvoir théocratique iranien. Le pouvoir paramilitaire et économique du Sepah (des « gardiens ») se décline en un dispositif armé aux ramifications opaques, qui contrôle plusieurs milices dont celles, pléthoriques, du Bassidj, les jeunes volontaires en charge de la sécurité intérieure et extérieure du pays. Il comprend aussi la Force Al-Qods, en charge des opérations extérieures et de la formation ou du soutien des milices chiites alliées dans la région (en Irak, au Liban, en Syrie, au Yémen). À mesure que s'est construite la puissance régionale de l'Iran au Moyen-Orient et dans le monde chiïte, les activités du Sepah se sont d'ailleurs progressivement désinvesties des opérations de police intérieure laissées aux bassidjis, au ministère des Renseignements et à ses « agents en civil » (*lebās charkhsi*), et aux différentes forces de l'ordre (police anti-émeutes, brigades d'intervention urbaines...). La présidence de Mahmoud Ahmadinejad, marquée par la crise politique

2 Voir la chronologie en fin d'ouvrage.

profonde du « mouvement vert », en protestation à sa réélection frauduleuse en 2009, a excellé dans la réorganisation de l'appareil sécuritaire et la création de nouvelles forces de l'ordre : cyber-police, police des mœurs... Cette dernière s'inscrit dans un projet de réislamisation, qui a été sa grande vision politique. Le Guide suprême Ali Khamenei l'a fait sien, tout en écartant du pouvoir son instigateur inspiré, mais trop autonome au goût de ce dirigeant peu enclin à partager le pouvoir³. L'islamisation de la société, du gouvernement et de l'État iraniens représente les trois étapes de la feuille de route pour les quarante prochaines années, présentée lors des quarante ans de la révolution islamique en 2019⁴. En février 1979, à la suite de longs mois insurrectionnels, le renversement de la monarchie Pahlavi aboutissait à une révolution qui transformait l'Iran en un immense laboratoire et marquait l'apparition de l'islam politique dans le monde contemporain. Coupant court à cette expérience révolutionnaire, la République islamique instituée dès le mois suivant a mis en place un régime théocratique organisé autour d'un système politique unipartiste, d'un appareil juridique investi par le clergé chiite, du gouvernement d'un Guide suprême, Khomeini, et de différents organes sécuritaires et milices sous contrôle de ce dernier.

L'islamisation de la société annoncée en 2019 par le successeur de Ruhollah Khomeini, l'actuel Guide suprême Ali Khamenei, a été planifiée dans une double démarche :

3 Marie LADIER-FOULADI, *La République islamique d'Iran vue de l'intérieur*, Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2020.

4 Ali KHAMENEI, « The second phase of the revolution. Statement addressed to the Iranian nation », en ligne, consulté le 2 mars 2023.

par le haut et par le bas. Par le haut, les élections présidentielles mais aussi législatives partielles et surtout municipales ont placé au pouvoir des équipes conservatrices, fidèles au fanatisme idéologique des premières heures de la République islamique. Les candidatures aux diverses élections sont validées par un Conseil des gardiens nommé par le Guide suprême en Iran : or ce Conseil a simplement invalidé toute candidature qui ne correspondait pas aux profils affidés au Guide, vidant les différentes élections de leur enjeu et brisant le pacte électoral. Parmi les nouveaux élus – ou placés –, le président de la République Ebrahim Raïssi était juge au sein des tribunaux révolutionnaires chargés de la suppression des dissidents dans les années 1980 ; l'un des membres du nouveau conseil municipal de Téhéran avait dirigé le comité de propagande du Hezbollah libanais, milice confessionnelle chiïte financée par l'Iran depuis sa création dans les années 1980. Par le bas, ces équipes ont concentré leurs efforts sur une islamisation de l'espace public et des institutions petites et grandes. La direction des écoles, centres culturels et sportifs, bibliothèques a été investie par les bassidjis. De nouvelles mosquées ont été construites et leur collaboration avec ces services publics renforcée. Carte blanche a été laissée aux milices du Bassidj et aux policiers des mœurs pour surveiller plus étroitement l'application du code de la moralité (adopté en 1983) et lutter au quotidien contre les signes de plus en plus envahissants de la perverse occidentalisation des modes de vie iraniens. Les magasins qui arrangent leurs vitrines aux couleurs de la Saint-Valentin ou d'Halloween sont temporairement fermés. Les hommes aussi se font de plus en plus contrôler pour des tenues non islamiques, comme le pantacourt. L'augmentation

des chiens domestiques, considérés impurs dans la culture musulmane, et leur promiscuité avec les humains sont considérées comme de réels problèmes de société. Ces animaux sont kidnappés et tués ; il est interdit de les promener en laisse. Pourtant, les Iraniens promènent leurs chiens plus que jamais, les Iraniennes remplacent les voiles par des bobs et des casquettes, tous prennent des *selfies*, hilares, devant les panneaux publicitaires géants vantant les mérites du bon *hejab*. Les politiques d'islamisation par le bas n'impressionnent pas une société qui, depuis des décennies, a acquis une grande expertise dans le contournement des oppressions quotidiennes. Elle a fait du mode de vie son terrain d'insubordination, et de la schizophrénie entre sphères publique et privée le fondement de sa socialisation. Bienvenue au « pays des paradoxes », dans l'Iran « loin des clichés », décomplexé, connecté, que les Iraniens, les observateurs et les voyageurs aiment tant raconter.

Autre chose encore est en cours depuis quelques années. Tandis que la pauvreté augmente, les gens pauvres adoptent de plus en plus massivement les valeurs et les modes de vie qui étaient ceux des classes moyennes urbaines⁵. L'opposition entre modes de vie traditionnel et occidentalisé, religieux et sécularisé, rural et urbain a longtemps correspondu à une opposition entre classes sociales ; mais ces lignes ont bougé. La vie digitale que mènent plus de 88 % des Iraniens en est un facteur important. La « pénétration numérique » (comme disent les experts) de la société iranienne était

5 Hamit BOZARSLAN, « Soulèvement populaire et crise de pouvoir en Iran : septembre 2022-mars 2023 », table ronde du CETOBaC, 16 mars 2023.

environ la même que celle de l'Islande et de Hong-Kong en 2021⁶. La scolarisation et la démocratisation massive des études supérieures sont d'autres éléments déterminants – dans ce domaine, les chiffres et les pourcentages sont ceux de pays européens. Les réussites de la République islamique ont détruit les lignes de divisions sociales et culturelles qu'elle avait politisées en un ciment idéologique de son pouvoir, en faisant de l'islam politique le défenseur des *mostazafan*, des déshérités. Les échecs de la République islamique ont eux aussi contribué à cette transition sociale et culturelle. Le chômage, la précarisation du travail, l'augmentation des inégalités et le marasme économique ont déplacé les clivages. Les ressentiments et les expériences d'injustices n'opposent plus les classes laborieuses et pieuses aux classes moyennes occidentalisées, mais une population tirée vers le bas à ses nouvelles élites, matériellement et idéologiquement déconnectées. Ce mouvement de fond est parfaitement figuré dans le renversement de la « position symbolique » de la jeunesse pauvre, et particulièrement des jeunes hommes pauvres⁷. Ceux-ci faisaient l'objet d'une vénération après 1979 : le romantisme révolutionnaire et patriotique célébrait les damnés de la terre, les jeunes hommes déshérités, comme les véritables protagonistes de l'histoire, héros de la révolution islamique puis de la guerre Iran-Irak. Cette guerre, déclenchée à l'automne 1980 par une invasion irakienne de l'Iran un an après la révolution, s'est prolongée huit longues années et a causé la mort de

6 Selon le classement annuel de l'agence onusienne de l'Union internationale des télécommunications.

7 Shahram KHOSRAVI, « The precarious status of working-class men in Iran », *Current History*, vol. 116, n° 794, 2017, p. 355-359.

plusieurs centaines de milliers de combattants et de milliers de civils. Tandis que la toute jeune République islamique placée sous embargo occidental était donnée perdante, et la guerre de Saddam Hussein financée par les puissances occidentales comme un projet de renversement du régime postrévolutionnaire, l'Iran a opéré un miracle militaire au prix d'un immense sacrifice humain de bataillons de *bassidjis* lancés sur les champs de mines ou vers les tranchées ennemies. La figure archétypale du martyr combattant, qui orne encore les villes à travers des fresques murales géantes, des statues et des noms de rues, est celle du jeune homme des bidonvilles, poussé dans une vie de dépossédé par les politiques agraires, la modernisation forcée et les politiques injustes du Shah. Or ces bidonvilles n'ont fait que s'étendre après la destitution de celui-ci et l'institution de la République islamique. Hier héros, martyrs, les jeunes déshérités sont devenus des surnuméraires désormais définis à travers la figure du délinquant. La criminalisation des pauvres a pris le relais des politiques sociales ou de subvention, comme dans nombre de pays qui ont engagé un tournant néolibéral.

Avant la création de la police des mœurs en 2005, l'espace public était déjà contrôlé mais par d'autres moyens. Longtemps, les agents principaux de cette surveillance ont été les milices du *Bassidj*. Or, comme on le voit par exemple dans le roman graphique *Persepolis*⁸, ce contrôle brutal était encouragé par l'implicite d'une revanche de classe des déshérités sur les occidentalisés. C'est ce qui a d'abord paralysé les militants de gauche, qui ont mis un

8 Marjane SATRAPI, *Persepolis*, L'Association, Paris, 2000.

temps à déconstruire l'idéologie supposément socialiste et anti-impérialiste de la République islamique. Mais à mesure que l'État postrévolutionnaire se défaisait de son vernis de défenseur des *mostazafan* pour apparaître comme une société radicalement inégalitaire, cette confrontation de classe perdait sa pertinence. Aujourd'hui, elle s'inverse carrément : les appareils de contrôle et de police deviennent des lieux de harcèlement des plus pauvres et des plus vulnérables, et de protection des nouvelles élites corrompues. Les enfants des nouvelles élites islamiques ont lancé dans les années 2010 un compte sur les réseaux sociaux appelé *Rich kids of Tehran* (Les gosses de riches de Téhéran) où ces jeunes multimillionnaires mettent en scène leur mode de vie luxueux, occidentalisé, *hype* et dépravé, grande ode instagrammique à l'« Iran loin des clichés ». Les « soirées Tequila » des petites-filles d'un membre éminent du clergé de Qom, faisant des doigts d'honneur en bikini sur leurs yachts, ou les concours de la plus grosse Ferrari du fils d'un gardien de la révolution et président de la « Fondation des déshérités » ont affiché l'ampleur de l'hypocrisie idéologique. Ils ont même esthétisé, mis en scène, symbolisé la profondeur du mensonge d'État dans une forme – celle de la *story* Instagram – très familière et prisée du public iranien, de surcroît fort simple à diffuser. Or les gosses de riches sont devenus visiblement plus riches sous le nouveau régime de sanctions économiques imposé par les États-Unis à l'Iran depuis 2015 dans la crise de l'accord sur le nucléaire iranien, tandis que le reste du pays se demande un peu plus chaque jour comment joindre les deux bouts. Le spectacle de cette corruption économique et morale n'en a pris que plus d'ampleur. Les actions de la police ne sont

plus empreintes de l'aura de justice sociale qui a fait de tant d'intellectuels occidentaux les compagnons de route indulgents de la République islamique (je ne parle pas ici de Michel Foucault). Les forces de l'ordre sont devenues les rouages et les boulons de la survie d'un régime autoritaire, face aux tensions créées par les inégalités et le spectacle des injustices. Tant et si bien que la violence arbitraire de la police des mœurs contre une jeune Kurde peut faire exploser aux yeux des Iraniennes comme des Iraniens la violence sociale, politique et économique de l'État.

16 septembre 2022

Mahsa Amini meurt à l'hôpital après trois jours de coma. Le journal *Shahrgh* refuse de publier l'enquête de Niloofar Hamedi. Celle-ci rapporte simplement sur ses comptes de réseaux sociaux avec rage et sobriété : « Une fille a été tuée à coups de matraque sur la tête. »

Immédiatement, les internautes qui étaient restés suspendus au sort de la jeune femme se rassemblent devant l'hôpital Kasra à Téhéran : des militantes féministes, des habitants émus, des journalistes, des avocats. Le nom de Mahsa Amini est sur toutes les lèvres, sur tous les fils des réseaux sociaux, dans tous les groupes de conversation. Les gens partagent sa photo : non plus celle où elle gît, livide, intubée, mais une autre, prise peu avant sa mort. Elle pose, pas tout à fait de profil, le regard perdu au-devant, un demi-sourire sur les lèvres, un pli aux commissures un peu Joconde, devant un paysage verdoyant de montagnes kurdes, sous un ciel lourd. Il y a dans son visage velouté quelque chose de lointain et retenu qui fait écho à son silence. On découvre le nom de la jeune femme alors qu'elle est déjà morte ; jamais on ne saura ce qu'elle pensait ni ce qu'elle a vécu.

Mahsa Amini n'est pas son nom complet : elle s'appelait Jina Mahsa Amini mais son premier prénom, kurde, n'a pas été enregistré à l'état civil. L'administration iranienne interdit les prénoms kurdes, parmi la multitude d'autres pratiques destinées à effacer cette culture nationale. Par exemple, l'enseignement du kurde est interdit à l'école, et les panneaux dans cette langue sont interdits dans l'espace public. Jina portait le voile de façon négligée, comme la majorité des jeunes filles à Téhéran ; et l'intensification des rondes de police n'ont eu aucun effet sur un relâchement du voile toujours plus créatif, obstiné et stylé en cet été 2022. Le frère de Jina raconte qu'il a tenté de convaincre les agents de police de ne pas l'arrêter en leur expliquant qu'ils étaient des « étrangers dans cette ville ». Je me souviens d'une conversation, lorsque j'enquêtai sur les contrôles policiers à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle et que j'écrivais une thèse sur la détention aux frontières en France. « Comment savez-vous qui arrêter ? » avais-je demandé à un officier chargé des « contrôles passerelles » directement à la sortie de l'avion, bien avant l'arrivée au poste de douane, afin d'arrêter celles et ceux dont les papiers d'identité ne sont pas en règle, qui demandent l'asile ou qui sont soupçonnés d'immigration illégale. Ces contrôles sont opérés à la descente des vols venant des pays des Suds, en toute discrétion. Vous ne les avez peut-être pas remarqués quand ils ont eu lieu sur vos vols, car ils ne concernent pas tout le monde. Qui donc les policiers décident-ils de contrôler, comment font-ils le tri ? « Ça se fait à l'œil, m'avait répondu l'officier, on voit tout de suite ceux qui n'ont pas l'habitude de circuler. » Il y a un profilage physique selon les origines bien sûr, mais ce n'est pas tout. Le contrôle s'appuie sur des façons de

marcher, d'être à l'aise ; des gestes, des habitudes (de faire la queue, de passer une porte) qui trahissent des origines nationales ou sociales et distinguent les citoyens globaux des autres, suspects. Nos « techniques du corps¹ » nous identifient. Est-ce que c'est ce regard policier formé au triage qui a orienté les agents vers Jina parmi la foule des mal-voilées le 13 septembre 2022 ? Est-ce que Jina a manqué d'habitude et de réflexes en ne sachant pas comment contourner le contrôle : repérer les agents, remonter rapidement son voile, se glisser entre les fourches des « rondes de l'observance » ? Est-ce qu'elle a manqué de bouteille en ne sachant pas comment parlementer avec les agents, avec juste le bon mélange de dédain et de sage docilité pour s'en sortir en payant un peu ? Est-ce que, quand son frère a pris la parole pour la défendre, son accent kurde a indiqué aux agents qu'ils pouvaient faire ce que la police iranienne fait si souvent avec les corps kurdes : se défouler sans crainte des conséquences. Souvent j'ai entendu, de la bouche des premiers intéressés, des récits de passage à tabac par des forces de l'ordre ou d'agressions racistes ordinaires. Cette violence quotidienne est subie par toutes les minorités nationales, ethniques ou religieuses en Iran : les Kurdes mais aussi les Baloutches, les Arabes, les membres de la confession baha'ie ou les plus de deux millions d'Afghans réfugiés et leurs enfants nés en Iran. Le corps abîmé de la jeune fille au sourire de Joconde est au croisement de plusieurs formes de domination et d'impunité : sa mort rend visible et évident leur entrelacement.

1 Marcel MAUSS, « Les techniques du corps », in *Sociologie et anthropologie*, PUF, Paris, 1950, p. 365-383.

« Cela aurait pu être moi » : combien de fois ai-je entendu ou lu ces mots après le 16 septembre ? L'identification avec le destin de Jina a fait de sa mort une épreuve émotionnelle et politique pour les Iraniennes au-dedans, au-dehors du pays, et pour beaucoup de femmes dans le monde. Les jours suivants, nombreuses sont celles qui se sont coupé les cheveux – parfois rasé la tête – en reprenant ce geste de deuil dans la culture kurde. Je n'ai pas pensé quant à moi que « cela aurait pu être n'importe qui d'entre nous » car Jina était kurde et étrangère dans la ville, mais j'ai ressenti une identification à d'autres niveaux. Relâcher son voile, jouer à cache-cache avec la surveillance, saisir son droit de vivre et le cultiver dans les interstices, faire comme si les discours psychotiques du pouvoir religieux étaient du second degré, du symbolique, une désagréable toile de fond qui ne régit pas nos vies réelles : voici comment les Iraniens et surtout les Iraniennes ont continué de vivre malgré tout et de résister depuis trois décennies. Cela aussi peut tuer, nous dit Jina. Il y a, dans la rage ressentie à sa mort et dans la façon de nous en prendre à nos cheveux, pour les couper comme on mangerait nos poings, une impression d'avoir atteint le fond du désespoir. C'est de là que coule la bile. Mais il y a aussi de la surprise à constater que l'outrage pousse un grand nombre de femmes et d'hommes dans la rue. Cette après-vie de la rage est impulsive mais elle n'est pas que cela : elle s'enracine dans une histoire plus longue.

17 septembre 2022

Les jours précédents à Saghez, la ville natale de Jina, la nouvelle de son hospitalisation s'était répandue comme une traînée de poudre et tout le monde était suspendu au sort de la jeune fille, sans grand espoir, avec beaucoup de rage. Un journaliste kurde originaire de la ville m'en fera le récit au téléphone plusieurs mois plus tard, depuis la ville d'Erbil au Kurdistan irakien où il est exilé. Vendredi 16 septembre, jour férié, plusieurs activistes étaient allés tâter l'atmosphère en ville : elle était silencieuse, maussade, tendue. Peu de monde dans les parcs. « La ville était grosse de deuil », dira-t-il. Deux semaines auparavant, à Marivan, à quelques dizaines de kilomètres, la mort par défenestration d'une habitante pour échapper à une tentative de viol avait donné lieu à des manifestations. Sheler Rassouli s'était jetée dans le vide pour échapper à l'agression d'un voisin, qui l'avait séquestrée durant l'absence de son mari, parti chercher du travail de l'autre côté de la frontière, au Kurdistan irakien. Ce vendredi, des militants des mouvements féministes, ouvriers, syndicaux et enseignants s'étaient rassemblés à Saghez pour réfléchir à ce qui se passerait si Jina mourait elle aussi. La ville vibrait de colère ; ils pensaient qu'il fallait,

comme à Marivan, saisir ce moment pour exprimer un refus clair et collectif de la violence féminicide. Ils avaient appelé la famille de Jina à Téhéran pour avoir de ses nouvelles. « Elle vient de mourir », les avait informés son père. Un responsable syndical, en présentant ses condoléances, avait dit à Amjad Amini que Jina n'était désormais plus sa fille mais leur fille à tous : « Vous êtes son père, mais sa famille est le peuple. N'ayez pas peur », avait-il ajouté. « On n'a pas peur », avait répondu Amjad. Que pouvait-il arriver de plus ?

Face aux rassemblements devant l'hôpital Kasra, les autorités avaient annoncé à la famille qu'elles avaient préparé une ambulance pour le rapatriement de la dépouille de Jina le soir même. Ce n'est pas une, mais trois ambulances qui sont parties finalement vers le Kurdistan. L'une d'elles transportait la dépouille de Jina, sa famille et des agents des services de renseignement. Les deux autres transportaient des agents de sécurité pour semer la confusion. Amjad a contacté les activistes locaux, afin qu'ils diffusent l'information et donnent des consignes de participation aux funérailles publiques qui s'organisaient. Tel est le souhait de la famille, qui adresse une invitation aux habitants de Saghez : « Rendez-vous à 9 heures le samedi 17 septembre au cimetière Aïchi pour la mise en terre de Jina Mahsa Amini. » Les réseaux militants se mettent au travail, mobilisent leurs carnets d'adresses téléphoniques et préparent l'événement : la sono, les discours, les communiqués. Tandis qu'à Saghez, la nuit se passe à rédiger des textes, collecter des signatures, diffuser des appels, sur la route du Kurdistan, les ambulances changent d'itinéraire. Elles n'empruntent pas la route qui passe par la capitale kurde, Sanandadj, mais font un long

détour par le nord du pays et Tabriz. À l'intérieur du véhicule, les fonctionnaires tentent de convaincre la famille de Jina de déclarer publiquement que la jeune fille souffrait de problèmes de santé. Plusieurs semaines plus tard, quand le mouvement déclenché par sa mort donnera ses tués, la famille d'une jeune doctorante kurde morte sous les balles à Téhéran sera également cuisinée de la sorte dans l'ambulance qui rapatriera sa dépouille, jusqu'à ce que ses parents acceptent de donner un entretien-vidéo aux autorités, dans lequel ils déclareront que leur fille s'est suicidée. Celle-ci sera enterrée en toute discrétion. La famille de Jina ne donne pas d'entretien sur la route. Sur le dernier tronçon du trajet, en descendant de Tabriz vers les villes kurdes de Miandoab, Boukan puis Saghez, les téléphones portables des proches sont confisqués par les autorités. Les groupes locaux perdent leur contact. Puis, à 6 heures du matin, ils reçoivent un appel d'Amjad Amini qui les prévient, paniqué, que le cortège des ambulances est arrivé au cimetière Aïchi à Saghez, et que les autorités insistent pour mettre en terre le corps de Jina immédiatement. La famille résiste et cherche à gagner du temps. Un groupe d'une vingtaine de personnes se rend sur place pour s'opposer au débarquement de la dépouille, tandis que chacun s'active pour diffuser l'appel à venir au cimetière dès que possible. « L'enterrement est prévu à 9 heures », s'entête Amjad Amini face aux agents de sécurité, et le groupe tient bon durant deux heures. En grappes de quinze à vingt personnes, les gens affluent dès 8 heures. Dans la demi-heure qui suit, une foule si compacte entoure les ambulances, prenant à partie les forces de sécurité, que ces derniers, encerclés, décident de quitter les lieux. À 9 heures, l'assemblée a envahi le cimetière.

La famille décide de descendre la dépouille de Jina, qui est portée sur les épaules de proches et d'habitants jusqu'au funérarium où, selon la coutume, elle est lavée et placée dans un linceul blanc. Puis le cortège accompagne le cercueil de la jeune fille jusqu'à sa dernière demeure. Là, devant la tombe, au premier rang, sont alignés une vingtaine de mollahs de la mosquée de Saghez venus partager la peine de la famille – et accessoirement restaurer la présence de l'État, mise à mal par la fuite des équipes de sécurité téhéranaises. Derrière les religieux, plusieurs dizaines de responsables et d'employés de la mairie, du conseil municipal, du parlement provincial, du bureau de police serrent les rangs, avec un air contrit de circonstance. Des mollahs s'avancent pour prendre place au-dessus de la tombe de Jina et prononcer la prière des morts. Des protestations et des commentaires scandalisés fusent, la tension monte : « L'islam qui l'a tuée veut la bénir maintenant ?! » « Jina est notre martyre, elle n'a pas besoin de votre bénédiction. » En quelques minutes, l'assemblée perd sa solennité et la colère gronde de nouveau. Les religieux se dispersent discrètement. Les officiels de la ville maintiennent le rang, graves et imperturbables. La foule commence à scander en chœur à leur attention « À bas les *jâsh* ! » (ce terme kurde signifiant « âne » désigne habituellement les « collabos »), « À bas les vendus ! » Sous les huées, les *jâsh* finissent par quitter, eux aussi, la cérémonie. La suite des funérailles se déroule dans la vigilance de participants soucieux de préserver ce moment de partage. Dans cette ambiance protégée, pleine de rage et de tristesse, la plupart des femmes enlèvent leurs voiles. La dépouille de Jina est mise en terre. Sa famille prend la parole. Puis la tribune est mise à la disposition de qui

souhaite s'exprimer. Les visages connus de la société saghezie se relaient au micro : les militants politiques, les féministes, les enseignantes, les syndicalistes, les familles qui ont perdu des proches durant les décennies meurtrières de conflit entre les groupes d'opposition kurdes et la République islamique. Chacun parle une dizaine de minutes, et la foule, patiente, écoute intensément : il est important que toutes et tous voient leurs cœurs. Les militantes féministes ont adopté durant la nuit un manifeste collectif qui marque l'assemblée et pose les données du problème. Plusieurs participants entonnent des chants révolutionnaires de résistance de 1979, repris en chœur. Tous et toutes pleurent leur fille Jina, mais inscrivent aussi sa mort dans l'histoire longue d'un État criminel et rappellent l'histoire de la résistance face à ces brutales dominations de l'islam politique, de l'État central, de l'exploitation économique, de l'iranité xénophobe. C'est ce que déclame la poétesse kurde Sheler Rashidi ce matin-là sur la tombe de Jina :

Ne ferme pas les yeux
Toi et tes yeux, ne m'éconduisez pas sans espoir loin de
ton cœur
Ne me laisse pas seule
À me damner pour ta mort orpheline, exilée
À devenir folle pour ton crépuscule
Ne me laisse pas seule
Moi aussi je suis l'exilée, l'étrangère dans cette ville.

La cérémonie dure trois heures trente. Puis l'assemblée est invitée à se joindre à une manifestation devant le bureau du gouverneur sur la place Qods. La foule qui quitte le cimetière peu après midi est si nombreuse qu'une partie

s'y trouve encore quand les premiers groupes atteignent la place. Sur le trajet, elle longe le boulevard Emam, qui abrite les bâtiments des services de renseignement. Elle chante en chemin « À bas la dictature ! », « À bas la République islamique ! », « *Jin Jian Azadi* ». Les femmes n'ont pas remis leur voile, elles le brandissent au poing – du jamais-vu.

Ce n'est pas la première fois que le slogan kurde « Femme Vie Liberté » résonne dans les rues du Kurdistan iranien. Il avait été chanté à Marivan lors des funérailles de Sheler Rassouli. La colère des mouvements de femmes avait alors été attisée par deux faits. D'abord, l'agresseur de Sheler était connu pour être un employé des services de renseignement : le viol et l'insécurité des femmes étaient liés à l'impunité de l'État et de ses agents. Ensuite, Sheler avait été célébrée par des femmes politiques conservatrices pour l'héroïsme avec lequel elle avait sacrifié sa vie pour sauver sa vertu. Cette conception d'une vie sociale qui soumet les femmes à la brutalité des désirs masculins, et l'idée de l'agression comme norme naturelle, biologique des relations entre les sexes sont au fondement des discours de justification étatiques du voile obligatoire en République islamique. Comme l'expliquent les autorités religieuses-légales et les éditorialistes à la télévision, le voile protège les femmes de l'agression qu'elles subiraient sans. Le suicide est pénalisé dans certaines sociétés car l'individu n'est pas libre de disposer de la vie, sacrée, qui lui a été conférée. De même, en Iran, les femmes doivent être protégées de la mort par agression à laquelle les expose leur corps dévoilé, peu importe qu'elles soient pour ou contre cette protection : la préservation de leur vie dépasse les domaines de leur volonté ou de leur jugement. On retrouve une logique

juridique semblable dans l'interdiction du « lancer de nain » en France : la Cour européenne des droits de l'homme a estimé que même si l'homme était d'accord pour être lancé, cette pratique portait atteinte à sa dignité humaine – que l'État, au-delà de ce que chaque personne pense ou souhaite, se doit de préserver. Et voici, nous apprend-on dans les cours de droit et d'éthique, comment le droit européen a produit la définition la plus palpable de la « dignité » : une caractéristique fondamentale de notre humanité dont nous ne sommes que les dépositaires, et l'État le garant. Nous sommes au plus près ici du système de croyances et de valeurs laïques qui nous gouverne en France. En théocratie, les citoyens sont dépositaires d'une vie donnée par Dieu, et cette relation sacrée entre leur vie, Dieu et l'État régule en dernière instance le champ de leur liberté. Sans entrer dans les subtilités de ces casuistiques patriarcales, les organisations de femmes kurdes ont dénoncé haut et fort, lors des funérailles de Sheler Rassouli, l'idéologie mortifère qui préférerait célébrer la chasteté d'une femme agressée plutôt que de condamner son viol et le violeur.

Contre cette violence à la fois étatique et culturelle, le slogan *Jin Jian Azadi* rappelait à Marivan que la mort de Sheler n'était pas un fait divers mais une mort politique, et que la contestation de la domination d'État passait désormais au Kurdistan par les luttes des femmes. Ces mots étaient en effet ceux chantés depuis 2014 aux enterrements des combattantes des Unités de protection du peuple (YPG) et des Unités de protection de la femme (YPJ) en guerre contre l'État islamique et l'État turque au Kurdistan syrien, le Rojava. Avant cela, ils avaient été entendus en Turquie dès 2013 dans les congrès et

marches des mouvements politiques de femmes kurdes qui prenaient alors part à la fondation du Parti démocratique des peuples, le HDP (interdit depuis 2014). Ils ont également résonné dans les cortèges des manifestations féministes du 8 mars dans le monde ces dernières années. En Iran, ces mots étaient écrits sur le mur à côté du lit de Shirin Amoli, une militante kurde exécutée dans la prison d'Evin en mai 2009, rappelle la chercheuse Somayeh Rostampour dans la longue généalogie qu'elle consacre au slogan¹. Shirin Amoli était membre du Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de Turquie. La pensée de son dirigeant Abdullah Öcalan est une des inspirations principales du slogan « Femme Vie Liberté ». D'influence marxiste-léniniste, Öcalan a opéré un tournant théorique après l'effondrement du bloc soviétique pour réfléchir aux conditions réelles d'exercice de la démocratie et de la confédération, mais surtout de l'égalité des genres. Sa préoccupation n'est plus celle de systèmes politiques mais du « développement d'une vie libre », des formes de vie politique qui mettent au centre la question de la vie elle-même et ses conditions d'épanouissement. Or celles-ci, estime Öcalan, ne passent résolument pas par la perpétuation de formules étatiques et bureaucratiques. Il s'agit donc de penser la libération comme une lutte pour faire sauter ce noyau de valeurs, de structures et d'organisation des relations affectives et humaines qui ont accompagné la naissance de l'État au Moyen-Orient et verrouillent,

1 Somayeh ROSTAMPOUR, « Jin, Jiyan, Azadi (Femme, Vie, Liberté) : la généalogie d'un slogan », *CrimethInc.*, consulté le 9 mai 2023.

depuis, nos vies politiques : faire sauter ce verrou qu'est l'inégalité entre les genres et la domination matérielle, juridique, culturelle et familiale des femmes, explique Öcalan au long des centaines de pages qu'il consacre au sujet, depuis sa cellule sur l'île-prison d'Imrali en Turquie, où il est en isolement total depuis 2011. Il écrit :

[Les femmes sont] la première force sociale dans cette scène historique [car elles] ont une véritable valeur antithétique. En raison de la façon dont les classes ont structuré les civilisations, le développement de celles-ci s'est fondé sur la domination masculine. C'est ce qui place la femme dans cette position d'antithèse [...] en ce qui concerne le renversement des divisions de classes et de la supériorité masculine. Le *leadership* des mouvements de femmes dans la démocratisation de la société au Moyen-Orient a des caractéristiques historiques qui en font à la fois une antithèse (du fait que cela se passe au Moyen-Orient) et une synthèse (à l'échelle mondiale). Ce domaine de travail est le plus crucial que j'aie jamais entrepris. Je pense qu'il devrait avoir la priorité sur la libération des nations et de la force de travail. Si je veux combattre pour la liberté, je ne peux ignorer ceci : la révolution des femmes est une révolution dans la révolution².

À Saghez, le 17 septembre 2022, en investissant la place Qods, où s'inscrit depuis 1979 le pouvoir de la République islamique au cœur de cette ville hostile à sa domination, les manifestants savaient ce qu'ils faisaient. Les funérailles de Jina ont été transformées en un moment politique

2 Abdullah ÖCALAN, *Libérer la vie : la révolution de la femme*, International Initiative Edition, 2014.

par une détermination, une coordination, des savoir-faire et des savoir-être ensemble forgés au cours d'une longue histoire de résistances. Cette transformation de l'outrage en allégorie et genèse d'une lutte à mener a orienté leur marche après l'enterrement selon une géographie bien précise. La foule ne s'est pas rendue sur la place Oghâb, liée à l'histoire révolutionnaire et populaire de la ville. Elle n'est pas restée dans les quartiers de façon volontairement fragmentée, comme les manifestants le feront dans les mois à venir. Elle a sorti sa colère du cimetière pour la diriger « au front », vers le centre sécuritaire et répressif, la jugulaire du pouvoir. À 13 h 30, les forces de l'ordre qui encerclent la place Qods commencent à tirer sur les manifestants à la grenade lacrymogène et à l'arme non létale. Les images font le tour du pays. Le slogan kurde qui y résonne, *Jin Jian Azadi*, est aussitôt repris en persan devant l'hôpital Karsa où les gens sont encore rassemblés, et bientôt ailleurs, dans les villes petites et grandes : *Zan Zendegi Azadi*.

21 septembre 2022

Elles sont assises sur une borne électrique en plein jour, relèvent leurs cheveux au-dessus de leurs têtes, les tiennent d'une main et les coupent à grands coups de ciseaux de l'autre. Elles montent sur des poubelles têtes nues et lèvent leur voile dans leur poing ; la foule applaudit. Elles marchent entre les voitures en faisant tourner en l'air leurs voiles au milieu des klaxons. Elles dansent devant un feu, tournent sur elles-mêmes et jettent leurs voiles dans les flammes ; la foule chante « Femme d'honneur ! Femme d'honneur ! ». Ces gestes sont devenus les symboles de la révolte depuis les funérailles de Jina à Saghez.

Le voile est en Occident le symbole de l'oppression des femmes dans les sociétés musulmanes. L'attention particulière, fort excessive, accordée à cet objet est un héritage des pouvoirs coloniaux français et anglais, qui ont fondé sur ce sujet une partie de leur discours sur les bienfaits civilisateurs de la colonisation : il s'agissait de dévoiler les femmes arabes et musulmanes pour rendre ces sociétés libres. Aujourd'hui encore, on assiste dans l'espace public en France à des scènes ahurissantes : un candidat d'extrême droite à l'élection présidentielle peut par exemple acculer une femme musulmane

à enlever son voile devant les caméras. Cette façon d'imaginer, et même de désirer, l'acte du dévoilement comme un soulagement (pour qui ?), de le voir comme un « éveil » de la femme iranienne ou afghane est propre aux sociétés occidentales et à leur rapport à leur héritage colonial. Il ne concerne pas les Iraniennes. D'abord, la question n'est pas le voile en soi, mais l'obligation de le porter (ou l'interdiction de le faire, d'ailleurs) : il ne s'agit pas du vêtement mais de la charge qui lui est attribuée (libération, soumission), qui transforme le corps des femmes – jamais des hommes, que ce soit la kippa ou le turban sikh – en un support où s'inscrivent les valeurs d'une société. Des corps soumis à des lois, qui en deviennent les incarnations ambulantes. Le voile obligatoire en Iran est dès le lendemain de la révolution de 1979 le moyen le plus efficace, le plus rapide, le plus clair de montrer à tout le monde, femmes et hommes, l'ampleur et la nature du contrôle de l'État sur l'espace public : intime, total, assuré par la répression physique. La ligne de partage ne passe pas entre les femmes voilées et les femmes non voilées, mais entre celles qui sont d'accord avec cette obligation vestimentaire et celles qui la refusent. Parmi les dernières, Fatemeh Sepehri, elle-même musulmane pratiquante et voilée, vient d'être arrêtée chez elle par les forces de sécurité. Cette figure de l'opposition, détenue en 2018 et 2021 après avoir demandé l'abolition de la République islamique et la démission du Guide suprême, a perdu son mari sur le front de la guerre Iran-Irak. Femme de martyr issue d'un milieu traditionnel, et musulmane convaincue portant le tchador noir, elle incarne une réalité qui s'est imposée ces dernières années : les gens qui étaient considérés comme la base de soutien du régime iranien ne le sont plus forcément – que

ce soient les classes populaires, les milieux ruraux ou traditionalistes, les familles de martyrs de la guerre bénéficiant de programmes de soutien ou les quartiers acquis aux milices du Bassidj. Le partage entre soutien et contestation ne passe plus par des appartenances à des milieux opposables, et ce brouillage se fait au grand détriment des soutiens, à mesure que la contestation fermente dans toute la société. Fatemeh Sepehri s'est imposée comme une des voix les plus radicales dans la lutte des femmes iraniennes. Bien qu'elle ne soit pas apparue dans les rues depuis le début des révoltes, elle est emmenée par des miliciens le 21 septembre vers un lieu inconnu, alerte sa fille dans un post sur Instagram. Ces arrestations se multiplient de jour en jour. Niloufar Hamedi vient elle aussi d'être emmenée. Sa consœur et amie Elaheh Mohammadi, qui a couvert les funérailles de Jina à Saghez, sera arrêtée une semaine plus tard tandis qu'elle se rendait à une convocation des services de renseignement. Les deux journalistes seront détenues en confinement solitaire pendant six mois avant d'être jugées pour espionnage à la solde de la CIA, un crime passible de la peine capitale. Les vagues d'arrestations massives visent à supprimer toutes celles et tous ceux qui pourraient organiser la contestation, l'inscrire dans des réseaux de lutte et la diriger. Fatemeh Sepehri, qui lie depuis plusieurs années sa critique de la ségrégation des femmes à une demande de changement de régime, est une source d'espoir et de fierté pour les jeunes Téhéranaises qui sortent en jean troué, les cheveux au vent. Cette femme enthuse les soutient et les applaudit, et les jeunes filles la reconnaissent comme leur porte-voix.

C'est la deuxième différence, plus insidieuse et non moins importante, entre le refus du voile en Iran et son refus en

France. Les Iraniennes n'éprouvent aucun sentiment d'altérité, d'hostilité, d'étrangeté face au voile. Il est familier : c'est celui de nos grands-mères, de nos tantes, de nos mères et amies. Ici, on a peut-être entendu dans les transports ou les salles d'attente des gens prendre à partie une femme voilée en lui rappelant « qu'on est en France », ou râler tout haut qu'« on n'est plus chez nous ». Une expérience de l'altérité se mêle à la lutte des idées et des principes sur cette question : plus elle est déniée et plus on se dit que le problème de la xénophobie est profond et complexe. Cela non plus ne concerne pas les Iraniennes. Il n'y a aucune contradiction entre le port voulu du voile et la révolte des Iraniennes. Il n'y a même pas de rapport. Des femmes du Rojava, le Kurdistan syrien, ont d'ailleurs publié une vidéo de soutien après la mort de Jina : on les voit manifester et scander *Jin Jian Azadi*, puis l'une d'elles, qui est voilée comme la plupart des manifestantes, brûle un voile en solidarité.

En Iran, le refus du voile est le refus d'une ségrégation de genre beaucoup plus vaste et totalisante, et du contrôle masculin de l'espace public, dont le *hejab* est la manifestation la plus visible. Pour autant, cette révolte sous la bannière « Femme Vie Liberté » n'est pas un mouvement de femmes. C'est très visiblement un mouvement qui engage toutes les franges de la population : hommes et femmes des petites et grandes villes, des quartiers riches et des banlieues pauvres. Les hommes ne sont pas les alliés des femmes qui demandent des droits – on n'en est plus là –, tous et toutes manifestent contre le pouvoir, en retournant son symbole théocratique le plus immédiat. Enlever ou brûler son voile en public est un acte politique qui affirme, avec la plus grande économie de moyens, qu'on monte au créneau et qu'on défie l'ordre

établi. Non plus de façon cachée, à travers des subversions et des contournements habiles, comme les Iraniens en ont pris l'habitude depuis tant de décennies, mais frontalement, et en public. Dans ce sens, quand les femmes brûlent leur voile et que les hommes les applaudissent, ce ne sont pas les hommes qui soutiennent les femmes dans leur lutte, ce sont les femmes qui agissent pour elles et aussi pour les hommes – qui n'ont pas de voiles à brûler, c'est-à-dire de symbole clair et reconnaissable de refus.

Les gestes de révolte des Iraniennes sont stratégiques. Ils donnent les coordonnées exactes de la rupture radicale qui est annoncée. Ôter son voile dans la rue désarticule le pacte entre société et État de quatre façons. D'abord, cela renoue avec une position politique qui a une histoire compliquée en Iran : celle de l'antagonisme ou de l'opposition frontale. Ensuite, cette frontalité est assumée avec joie et créativité : il n'y a pas que de la rage mais aussi de l'allégresse, et ces sentiments impliquent une absence de peur. L'absence de peur est mise en scène, car le fait de ne plus avoir peur est aussi important que ce que l'on n'a plus peur de faire. Ces gestes de défi ne sont pas totalement inédits : en 2018, des jeunes femmes avaient manifesté contre le voile obligatoire rue de la Révolution à Téhéran en montant sur des caissons têtes nues, leur voile blanc brandi en drapeau au bout d'un bâton. La performance des « filles de la rue de la Révolution » marquait une rupture radicale mais elle restait une performance individuelle. Un public admiratif ou bienveillant s'était formé, mais pas de cercles. Ce qui est nouveau, et lié à la maîtrise de la peur, est que les gestes d'aujourd'hui produisent un « nous ». Les femmes enlèvent leur voile et les gens autour klaxonnent, ils applaudissent

et crient que ce sont des « femmes d'honneur » : le son fait circuler leur geste dans une réappropriation collective. Enfin, le point essentiel, qui fait précisément de ce geste un tel défi, est qu'il franchit une « ligne rouge ».

Un certain respect intériorisé des lignes rouges établies par le pouvoir définit la citoyenneté iranienne depuis plus de trente ans – rendant si difficile de caractériser celui-ci et de comprendre le degré de contrainte, les formes de l'obéissance, les limites de l'adhésion. Sont des lignes rouges (*khat-e ghermez* en persan) les sujets à ne pas aborder et les choses à ne pas faire ou dire si l'on ne veut pas avoir de sérieux problèmes. Ces lignes rouges cartographient l'espace public praticable – à géométrie extrêmement variable, puisqu'il peut s'élargir ou se rétrécir selon les périodes. Elles ne sont inscrites ou listées nulle part : elles relèvent d'un savoir à la fois implicite et évident, intériorisé par les Iraniens et les Iraniennes. Leur apprentissage et leur mise au jour sont donc une des premières formes de socialisation. Il arrive souvent que l'on se moque d'un proche vivant à l'étranger et qui, de retour après quelques années, continue de respecter une ligne rouge tombée en désuétude. Au contraire, un sujet toléré peut soudain devenir une ligne rouge, comme ce fut le cas des recherches sur le VIH au début des années 2000, ou de la protection de l'environnement. À partir de 2017, de nombreux défenseurs de l'environnement ont été arrêtés ; le président d'une association de défense de la faune sauvage est mort en détention en 2018 ; trois militants écologistes kurdes sont morts en 2020 dans un étrange incendie criminel. La ligne rouge était tracée.

S'il existe des lignes mouvantes et d'autres bordées d'une relative marge de négociation, certaines sont immuables : elles

sont le socle sur lequel s'est construit le discours du pouvoir iranien. Le Guide suprême (la fonction et la personne) en est une, le voile obligatoire aussi. Cela fait dix ans que mes recherches portent sur un sujet qui est une autre ligne rouge immuable : la violence d'État après la révolution de 1979 – raison pour laquelle je ne peux plus me rendre en Iran. J'ai donc commencé à prendre les lignes rouges elles-mêmes comme sujet d'étude : comment elles se sont instituées (à travers la violence postrévolutionnaire), comment elles fonctionnent, à quoi elles servent. Cette construction de l'espace public a été, pendant des décennies, un des principaux mécanismes par lesquels l'État tenait sa société.

Les lignes rouges, intériorisées, ont produit de multiples formes d'autocensure individuelle, collective et institutionnelle – dans le monde de la culture ou de la recherche par exemple, mais aussi dans le monde associatif ou de l'engagement politique. La société civile et la vie publique se sont construites en intégrant les réalités de la censure et en jouant avec elles, afin d'ouvrir des voies d'expression ou de changement. Cette méthode implique de travailler dans le cadre tracé par les lignes rouges, en les respectant afin de ne pas mettre en péril une économie de résistance fragile mais dynamique. L'idée est de progresser en évaluant à chaque étape la possibilité de continuer à agir (travailler, parler, se déplacer). La question pragmatique qui orientait les choix était donc la suivante : « Cette action ou ce sujet vont-ils créer un problème qui va m'arrêter, ou au contraire me permettront-ils de continuer ? » Il s'agissait avant tout d'éviter les confrontations directes provoquant la répression, les intimidations par les services de renseignement, les arrestations...

Les conséquences de cette stratégie ont été doubles. D'abord, la résistance a consisté à désactiver les effets du pouvoir en désertant ses lignes de front ; à œuvrer pour un changement au sein même de l'ordre juridique et politique, dont les prémices étaient (au moins stratégiquement) acceptées. Là où le pouvoir avait verrouillé par la force son système, il n'y avait personne pour le confronter : les gens s'étaient déplacés dans des espaces plus praticables, à la recherche de marges de changement possible dans la vie de tous les jours. Et puis les lignes rouges ont fini par être intériorisées. De plus, personne ne les remettant plus en question, elles n'ont plus tremblé, se sont fixées, constituant un ensemble de sujets interdits qui se sont calcifiés avec le temps, puisqu'ils n'étaient plus abordés, au nom du praticable et du pragmatique. En conséquence, sur de nombreux sujets, personne ne savait plus où se trouvaient exactement les lignes rouges. Elles pouvaient être plus éloignées qu'on ne le pensait : l'autocensure avait une longueur d'avance sur la censure réelle. Elles pouvaient aussi mener, à peine le premier pas posé, à une arrestation, une détention, une mort – mystérieuse ou non. La société a progressivement métabolisé les frontières tracées par l'État. Dans ce processus, des sujets d'abord vécus comme sensibles ou dangereux – par exemple, les violences de masse après la révolution de 1979 – se sont transformés en sujets moralement, socialement et émotionnellement dévalorisés, auxquels les gens ne souhaitaient pas associer leur nom. C'est ainsi que l'acceptation stratégique des frontières a conduit à leur intériorisation, et que la société civile est devenue la gardienne des lignes rouges qui lui ont été imposées. Cette économie, individuelle et collective, nous permet de saisir comment la République

islamique a construit un pouvoir dont le caractère répressif était souvent nié, ou minoré sous forme de dédramatisation par les Iraniens eux-mêmes. La distinction faite par Hannah Arendt entre obéissance et adhésion est ici très éclairante¹, et il semble y avoir eu dans la société iranienne un glissement constant d'un terme à l'autre. Dans ce contexte, enlever et (plus impensable encore !) brûler son voile, ou écrire sur les murs contre le pouvoir indiquent clairement un refus du pacte social : on ne le déserte plus à bas bruit, on le défie avec fracas, peu importe la façon dont la situation évoluera dans un avenir que nul ne peut prédire. Or ce franchissement implique d'être sorti des mécanismes mentaux qui ont organisé le pacte social tout ce temps – depuis bien avant la naissance de la plupart des manifestants.

En ce sens, ce qui a été consumé par les feux est incomparable. C'est toute une subjectivation politique, une forme de participation et de citoyenneté, les termes d'un gouvernement qui ont été vidés. Mais comme la mue du serpent, ce mouvement ne date pas d'il y a quelques jours : tandis que l'on observe, abasourdi, une coquille vide de peau morte, le serpent, peau neuve, trace déjà sa route.

1 Hannah ARENDT, *Les Origines du totalitarisme*, Fayard, Paris, 1982.

22 septembre 2022

Cela fait une semaine que les manifestations embrasent le pays. Elles gagnent les provinces les plus conservatrices : Machhad, la ville du Guide suprême, se soulève ; à Ahmedabad, dans la banlieue de Yazd, un poste de police est incendié. La contestation prend aussi d'autres formes : des manifestations de voitures ralentissent la circulation, les gens crient des slogans le soir depuis leurs fenêtres et sur les toits. Cette technique avait été la signature des insurrections révolutionnaires de 1978, quand résonnaient de toit en toit les *Allah-o Akbar*, devenus, en trois générations, « À bas Khamenei ». Dans la rue, la détermination monte : les voiles continuent de brûler, les poubelles, les pneus, les voitures de police brûlent, les bâtiments brûlent. Les vidéos de foules défiant les forces de sécurité circulent plus nombreuses que les images de la répression et des arrestations. La situation est explosive au Kurdistan. Une organisation norvégienne de lutte contre la peine de mort, Iran Human Rights, a recensé cinquante morts au cours des deux derniers jours. Cette ONG, fondée par Mahmood Amiry-Moghaddam, un médecin iranien qui dirige le laboratoire de neurosciences moléculaires de l'université d'Oslo, est en lien de confiance

avec des infirmiers, des médecins et des chefs de service hospitalier à travers l'Iran, ce qui lui permettra de devenir une source de documentation principale de la répression dans les mois suivants. Le retour à Téhéran du président Raïssi, qui a quitté le sommet de l'Organisation des Nations unies à New York dans la soirée, laisse craindre l'ouverture des vannes de la violence. Les forces de sécurité restaient mesurées tant que durait ce voyage diplomatique ; que va-t-il se passer désormais ? En novembre 2019, la répression des manifestations avait fait plusieurs centaines de morts en quelques jours tandis que le pays était isolé du monde, sans connexion Internet. Or Internet ne fonctionne plus dans de nombreuses villes, ou seulement de minuit à 4 heures du matin. Les applications de communication WhatsApp et Instagram, massivement utilisées par les Iraniens, sont bloquées. Les distributeurs de billets et les lecteurs de carte bancaire ne fonctionnent plus le soir. Des films nous parviennent quand même : ils montrent des bureaux des imams du vendredi (*emam-e jomeh*) incendiés au cocktail Molotov, des postes de police incendiés, des posters géants de Khamenei et du général Qassem Soleimani en flammes.

Comment la situation va-t-elle évoluer, alors que le pouvoir iranien est pris dans la guerre de succession d'un Guide suprême en bout de course, et confronté à une reconfiguration des rapports de force internationaux dont son allié russe ne semble pas vraiment sortir gagnant ? Je me souviens, parmi les livres *samizdat* de l'époque du Shah, d'un ouvrage d'analyse géopolitique marxiste daté de décembre 1978, qui avait pour sous-titre : *Pourquoi une révolution est actuellement impossible au Moyen-Orient ?* Trois mois plus tard, la révolution iranienne de 1979 triomphait.

On ne peut rien prédire. On ne peut que penser à chaud – littéralement à la chaleur et à la lumière des flammes. La plupart des images de la révolte sont noir et orange. Les feux de quartier jouent un rôle essentiel dans l'organisation insurrectionnelle, les incendies et la mise à feu aussi : c'est une révolte qui se vit et se définit comme une combustion de colère, une profanation et une contagion.

En réaction à la réélection de Mahmoud Ahmadinejad en 2009, le mouvement vert avait lancé des millions d'Iraniens dans les rues des grandes villes – très vite encerclés et aculés par des cordons policiers. Cette fois, il n'y a pas une seule manifestation monstre mais une multitude de petites actions de proximité. Les forces de police anti-émeutes en charge de la répression peinent à utiliser leurs techniques rodées de passage, qui plus est dans des rues bien connues des manifestants. L'objectif est clair : épuiser, fragmenter, déborder les forces de l'ordre. Deux ou trois voitures bloquent la circulation, klaxonnent pour indiquer aux habitants où se retrouver (même quand Internet fonctionne, les gens sortent sans leur téléphone) ; immédiatement, quelqu'un renverse des poubelles, on y met le feu et une manifestation commence sous les klaxons, qui dure quelques dizaines de minutes au plus, avant l'arrivée des forces anti-émeutes. Les feux sont allumés pour contrer l'effet des gaz lacrymogènes (utilisés massivement), pour signaler les lieux de rassemblement, et aussi parce que c'est pratique et convivial d'y brûler les voiles.

L'usage tactique de la violence se fait de plus en plus présent pour désactiver les forces de répression. Cette tactique agit en étapes, en retournant de façon mimétique les pratiques de terreur du pouvoir. La première étape,

privilegiée, est l'intimidation par exposition ou identification : marquer d'une croix ou d'un slogan la maison des miliciens, diffuser sur les réseaux sociaux les photos d'eux masqués, avec leur adresse et leur numéro de téléphone, pour les dissuader de sortir. La deuxième étape est l'attaque des centres du Bassidj ou des casernes au cocktail Molotov, pour immobiliser une partie des troupes qui sont dès lors occupées à protéger les lieux ou éteindre les incendies. La troisième étape consiste à empêcher les unités de se déplacer facilement, à créer du désordre dans la circulation pour rendre leur accès aux manifestations plus difficile. Enfin, certains n'hésitent pas à aller au corps-à-corps à coups de couteaux, de seringues remplies de mort-aux-rats, ou à utiliser des lance-pierres fabriqués avec des sondes médicales. On dévalise les pharmacies mais pour l'instant, l'usage de toute arme à feu est strictement banni. Dans les provinces frontalières comme le Kurdistan ou le Sistan-Baloutchistan, où la contrebande les rend facilement accessibles, elles sont pourtant délibérément absentes. L'enjeu est de ne pas glisser sur le terrain de prédilection de l'État : transformer ses opposants en ennemis et les écraser dans un conflit armé. Tout comme pour la peur, autre grande absente, l'enjeu est de ne pas laisser de prise aux techniques habituelles du pouvoir.

L'arme la plus répandue, la plus utilisée est finalement l'outrage : la confrontation s'épanouit avec exubérance dans le champ du symbolique. La destruction des emblèmes de la domination (le voile, les photos des Guides suprêmes) s'est vite imposée, exigeant un changement de régime, rien de plus et rien d'autre : « Mort au dictateur. » Il n'y a parmi les très nombreux slogans aucune demande de droits, de

libertés publiques, d'amélioration économique, comme si la situation ne pouvait plus être améliorée. Ce qui se chante dans la rue est l'annonce jubilatoire, malicieuse et extrêmement profanatrice d'une chute : « Cette nuit est la nuit du sang, Seyyed Ali verra son renversement » (le prénom de Khamenei, appellation affectueuse qu'utilisent ses partisans) ; « c'est notre dernier message, notre objectif est l'ordre lui-même ». Et plus les jours passent, plus l'insulte prend les rênes du langage, que ce soit scandé en foule ou énoncé en commentaire individuel : la rue ne réclame plus, elle injurie avec détermination, elle s'enivre d'injures.

26 septembre 2022

La nuit a été particulièrement intense : l'embrasement s'est poursuivi, voire est monté d'un cran. Il plane une tension à double visage. Les manifestations continuent, moins nombreuses et plus violentes. Elles durent longtemps : de la mi-journée à tard dans la nuit. Il s'agit d'épuiser ce, ou celui, qui apparaît désormais comme l'ennemi. Ce changement modifie radicalement la donne, nous sommes passés à une logique de combat. Quelle sera la riposte du pouvoir ? Toujours aucune réaction du gouvernement. Le Guide suprême Khamenei ne s'est pas encore exprimé sur le sujet.

Le blackout d'Internet s'est intensifié : il n'est pas total mais suffisant pour couper le pays du reste du monde. Peu d'images, longs délais sans informations... inquiétude et suspension. Les maîtres de l'angoisse ont repris la main sur le scénario. Iran Human Rights parle de soixante-quatorze morts, dont six de moins de 18 ans, sous les tirs de la police (anti-émeute et en civil). Les gardiens de la révolution ne sont pas (encore ?) entrés en scène, mis à part au Kurdistan et au Sistan-Baloutchistan. De nombreuses rumeurs circulent sur la démoralisation des forces de l'ordre, qui rechigneraient à la tâche, auraient peur et auraient

même sporadiquement refusé d'obéir. Une chose est sûre : le recrutement de garçons d'une douzaine d'années comme auxiliaires des forces de l'ordre, comme en attestent des vidéos, fait scandale. Il montre la corruption morale du système, rappelle l'image traumatique des bassidjis-enfants soldats de la guerre contre l'Irak et indique à quoi sont réduits les gouvernants en termes de ressources humaines.

On sait que la répression peut basculer à tout moment. Les conditions d'un massacre *éventuel* sont là : on ne le dit pas mais on le sait. Les autorités jouent avec maestro du silence. Elles cherchent à désactiver par l'angoisse l'intensité et la joie explosive d'une révolte qui bat des records de durée. Il s'agit de retisser la toile de la peur, avec une économie de violence, pour le moment, tout en signifiant qu'elles seront prêtes à mettre les moyens s'il le faut. Mais force est de reconnaître que ça ne prend pas. Dans les rues, il y a une pratique collective de l'étanchéité à l'angoisse qui semble relever à la fois d'une discipline des émotions et d'une forme d'« envoûtement », comme l'évoquait une participante aux soulèvements de 1960 à Alger dans le film de Mathieu Rigouste, *Un seul héros : le peuple*¹.

Le rideau de la peur s'est déchiré. Le rideau désigne aussi l'écran de cinéma en persan. Les mots « rideau de la peur » (*pardeh-ye tars*) me renvoient immédiatement à Téhéran, en 1984, dans une salle du Luna Park. J'ai 4 ans. Le cinéma est devenu le lieu de convocation des familles des prisonnières et prisonniers politiques. Ils sont nombreux, des milliers. C'est au Luna Park que les pères, seuls autorisés aux visites, attendent de monter dans des bus aux vitres teintées qui les

1 Mathieu RIGOUSTE, *Un seul héros : le peuple*, France/Algérie, 89 min.

emmènent vers les centres de détention spéciaux où leurs enfants sont tenus au secret. C'est aussi là que les gardiens de la révolution viennent placarder les listes des exécutés. Les familles rôdent, attendent, se font rabrouer par les gardes ou évacuer violemment si elles ont le chagrin trop bruyant. Mais dans mon souvenir, ces scènes se mêlent à d'autres, amusantes : les rondes des motards sur les pistes en anneau de terre battue, les balançoires géantes et les glaces. Plus tard mes recherches me l'ont confirmé : le parc d'attractions est bien resté ouvert pendant tout ce temps, seule une partie était réservée à l'administration des familles de prisonniers.

Je me souviens d'une séance de cinéma, en attendant mon grand-père parti pour le centre de détention spécial. On y passait un Zorro en noir et blanc. Je me souviens avoir eu la peur de ma vie devant ces images de visages moustachus, yeux masqués, en gros plan sur l'écran. Je me souviens de mes hurlements, si stridents qu'on m'avait fait sortir de la salle. Des cris mauves, comme on dit en persan. Au même moment, mon grand-père se voyait finalement refuser la visite pour laquelle il était venu. Ma mère était détenue dans la section 3 000, soumise aux plus intenses tortures. Personne ne revenait de la section 3 000, il vaudrait mieux cesser de la chercher, lui avait dit le vieux concierge à l'accueil, en ajoutant que deux de ses fils avaient été emmenés dans cette section, et n'en étaient jamais revenus. C'est ce qu'écrit mon grand-père dans le témoignage qu'il a laissé et à partir duquel je peux reconstruire ce souvenir, et lui donner sens².

2 Chowra MAKAREMI, *Le Cahier d'Aziz. Au cœur de la révolution iranienne 1979-1988*, Paris, Gallimard, 2011 (Folio, 2023).

J'ai longtemps tenté de comprendre cette phrase. Est-ce que l'homme avait dénoncé ses fils, comme cela arrivait ? Est-ce que, au contraire, il avait fini par devenir concierge dans l'espoir de les revoir ou, au moins, d'être plus près d'eux ? Était-ce ce qu'on lui avait appris à raconter pour effrayer les pères qui espéraient voir leurs enfants ? Une autre question que j'ai souvent retournée dans un sens et dans l'autre : comment les visiteurs du Luna Park pouvaient-ils ne pas savoir ce qui se passait à quelques mètres sous leurs yeux ?

L'écran de la peur, c'est ce qui s'est tissé dans la trame de cette violence sanguinaire et massive, mais aussi kafkaïenne et administrative, qui fonde la genèse cachée de la République islamique. Comment la peur est-elle tombée ? Quand exactement ? Pour qui ? Il faudrait pouvoir répondre à ces questions pour comprendre où l'on va. Où l'on pourrait aller, cette fois-ci, qui est si « différente », comme ne cessent de le répéter tous les Iraniens que je connais, au-dehors comme au-dedans.

28 septembre 2022

À Ochnavieh, une petite ville frontalière de 40 000 habitants au Kurdistan iranien, les manifestants mettent le feu aux postes de police et attaquent les casernes militaires. Des scènes de combat très impressionnantes sont filmées : il y a un monde fou dans la rue, cailloux et cocktails Molotov à la main. Au soir du 24 septembre, les forces de sécurité se sont repliées dans une caserne du Bassidj et les habitants insurgés en ont pris le contrôle, appelant les guérillas du Parti démocratique du Kurdistan, les peshmergas, à les rejoindre. Ce parti d'opposition est basé de l'autre de la frontière, au Kurdistan irakien. Pourtant, ces groupes armés, entraînés n'ont pas franchi les quelques dizaines de kilomètres qui les séparaient d'Ochnavieh. Pourquoi ? Parce que l'heure n'est pas encore venue, ont-ils dit. Entrer en conflit armé avec la République islamique est une chose extrêmement sérieuse, pas une décision qui peut se prendre dans le feu de l'action et de l'enthousiasme. La révolte possède-t-elle l'organisation nécessaire pour soutenir au long terme un tel conflit réel ? Les partis d'opposition ne le pensent pas.

Cette prudence n'a pas empêché l'État iranien de riposter violemment, en envoyant, quatre jours plus tard,

ses drones kamikazes (les Shahed 136, vendus également à la Russie pour bombarder les civils ukrainiens) sur les bases des groupes d'opposition réfugiés au Kurdistan irakien. À Hewlêr et à Souleymanieh, les attaques ont ciblé trois groupes : le Komala (Organisation révolutionnaire des travailleurs kurdes), le Parti de la liberté du Kurdistan et le Parti démocratique du Kurdistan. Des peshmergas, des civils et des enfants kurdes ont été tués (près de vingt), des dizaines de personnes ont été blessées et des lieux de vie de réfugiés, dévastés. L'escalade vers un conflit armé est donc souhaitée par l'État iranien, que ce soit au sein de la région kurde en Iran ou au-delà des frontières du pays, en Irak. Mais là encore, pas de réaction combattante de la part des peshmergas. Cette stratégie de la patience et du non-engagement sera une constante des partis d'opposition armés kurdes, tout au long de l'automne et de l'hiver insurrectionnels 2022-2023. Elle s'inscrit dans une longue histoire de violence d'État au Kurdistan depuis 1979 : peu connue (des Iraniens eux-mêmes) et pourtant incontournable pour saisir la nature de l'État postrévolutionnaire et la façon dont il s'est mis en place.

À peine le Shah parti et un gouvernement provisoire nommé en février 1979 par le chef charismatique de la révolution, Ruhollah Khomeini, l'État postrévolutionnaire s'est enfoncé dans une répression violente au Kurdistan iranien. Le conflit armé qui s'en est suivi a duré près d'une décennie et a profondément marqué cette province du sceau de l'exclusion économique, de la domination politique et de la suffocation culturelle. Cette réponse aux demandes de reconnaissance nationale ou d'égalité ethnique au Kurdistan, comme dans le Turkmen Sahara, en Azerbaïdjan, ou au

Baloutchistan, avait clarifié une chose : la République islamique se construisait non seulement comme un État théocratique, mais aussi comme une nation perse et chiïte, fondée sur la domination ethnique et religieuse du centre. L'État-nation iranien, qui a été un empire pendant des siècles et s'est donc solidifié sur une tradition de gouvernement impérial, est constitué d'une mosaïque ethnique et religieuse. Les découpages administratifs en régions ont cherché à affaiblir l'unité des territoires historiquement habités par les minorités nationales, comme en témoigne le Kurdistan iranien – le Rojhelat – qui s'étend sur les quatre provinces de l'Azerbaïdjan occidental, du Kurdistan, de Kermanshah et de l'Ilam. Par ailleurs, depuis le début du xx^e siècle, la politique de domination intérieure de l'État s'est ancrée dans un double mouvement : armer les populations frontalières pour en faire les gardiens des marches de l'empire, et intervenir dans les structures sociales et politiques pour défaire les hiérarchies traditionnelles au bénéfice de nouvelles élites affidées. À ces techniques s'est ajouté, depuis 1979, un contrôle de la tradition religieuse sunnite qui prévaut au Kurdistan, au Baloutchistan et au Turkmen Sahra, et qui devient légalement une « minorité religieuse » en théocratie chiïte. L'axe fondateur des relations entre cet État central et les périphéries est resté le souci d'« écraser les velléités », poursuivant la politique du régime déchu des Pahlavi : les populations de ces provinces sont construites comme menaçantes socialement et politiquement, toujours suspectées de sécession, si bien que la charge de la violence à contenir et subjuguier est renversée de leur côté. Ce retournement est l'un des piliers du discours de légitimité de la République islamique. Il s'est enraciné avec succès dans

la société iranienne, contribuant à renforcer les sentiments xénophobes envers les Iraniens non perses et la justification de la violence d'État, au nom de la défense de l'intégrité territoriale (*tamâmyat-e 'arzi*) – aujourd'hui brandie pour infuser une suspicion hostile, vis-à-vis des contestations, notamment par les réformistes et les milieux intellectuels qui leur sont proches. Puisque le changement politique radical, dont il était répété que « les Iraniens ne voulaient pas », est finalement bien ce qu'ils veulent, l'attention est détournée vers la question de l'intégrité territoriale, seul pilier qui semble avoir encore de la valeur. Si bien que dans les discussions publiques, les Iraniens kurdes, baloutches, azéris sont souvent sommés d'éclaircir leur position vis-à-vis de l'autonomisme (en le condamnant bien sûr) avant tout propos sur les événements en cours.

Le Kurdistan a été un laboratoire de gouvernement pour les gardiens de la révolution islamique, corps militaire, sécuritaire et paramilitaire, organe de renseignement, et aujourd'hui complexe économique-industriel. Créé en mai 1979 sur décret de Khomeini, cette milice n'était même pas officiellement promulguée que ses combattants zélés étaient envoyés dans cette province pour prendre la relève de l'armée officielle dans la gestion d'une répression jugée trop mijaurée par les nouveaux dirigeants. C'est dans la guerre contre les Peshmergas, les opposants et les civils kurdes que le Sepah a forgé sa culture, son idéologie, ses tactiques, ses méthodes – qui relèvent clairement de la guerre contre-insurrectionnelle. Pourtant, en février 1979, les mouvements kurdes qui avaient allègrement participé au renversement du régime du Shah tentèrent de s'aligner sur le nouveau gouvernement iranien, mettant en avant leur

identité musulmane (bien qu'ils soient sunnites) et clarifiant leur position : celle d'une demande non pas d'indépendance, mais d'autonomie politique. Toutefois, en République islamique, il n'y a pas de dialogue possible – comme la société iranienne n'a pas tardé à le comprendre. Dès le mois de mars, des soulèvements commencèrent à secouer la province. Le gouvernement provisoire envoya immédiatement l'armée. Les peshmergas reprirent aussitôt les armes, contre le nouveau pouvoir cette fois, largement soutenus par une population au sein de laquelle ils étaient profondément ancrés à travers des relations tribales et familiales, des services sociaux (alphabétisation, éducation, dispensaires), la médiation des conflits locaux mais aussi la diffusion des idées autonomistes et communistes. En avril, les gardiens de la révolution entrèrent en scène, avec pour ordre de tout mettre en œuvre pour récupérer les positions regagnées par les peshmergas. Le Sepah investit sans compter sur les renseignements, le financement d'espions locaux, la surveillance des populations urbaines et rurales. Dans les villages, des expéditions punitives furent menées sans états d'âme – des massacres dont il reste peu de traces dans les livres d'histoire. En ville, le quadrillage urbain et le couvre-feu devinrent la norme. Des escadrons recrutant dans la population locale commencèrent à faire régner la terreur par les enlèvements, les exécutions sommaires et les tortures. La technique du siège fut employée pour affamer et punir la population. La formation d'une hydre armée à plusieurs têtes menant de front des opérations militaires, de police, de renseignement et de supervision de milices locales fut déterminante pour le développement du Sepah, et la diffusion de ses méthodes au reste du pays afin de mettre celui-ci en coupe réglée.

L'offensive meurtrière de Sanandaj qui fit plus de deux cents morts en mars 1979, puis celles de Paveh, Mahabad, Saghez, en août, sont restées dans les souvenirs comme des crimes originels de la République islamique. Cette répression d'État fut alors dénoncée par les quotidiens nationaux indépendants, provoquant, dès l'automne 1979, leur fermeture à Téhéran et des vagues d'arrestations, sonnante le glas de la courte phase de liberté d'expression ouverte par la révolution de février.

Même après l'ordre de cessez-le-feu donné par le président Bani Sadr après l'invasion irakienne de l'Iran à l'automne 1980, le Sepah poursuivit sa politique brutale de contre-insurrection. Tout au long de la guerre meurtrière qui opposa l'Iran à l'Irak jusqu'en 1988, et dans les années qui suivirent, le conflit au Kurdistan se poursuivit en basse intensité, à travers des attaques sporadiques et une résistance armée des peshmergas, qui trouvèrent refuge de l'autre côté de la frontière dès le milieu des années 1980. En 2022, les racines de cette résistance armée sont encore vivantes, tandis que l'État a rétabli au Kurdistan iranien une paix glacée en maintenant le sous-développement économique, des niveaux très élevés d'incarcérations, d'exécutions, de chômage, une répression meurtrière contre ceux qui pratiquent la contrebande de survie (les *kolbar*), l'interdiction de l'enseignement de la langue kurde dans les écoles... Les réseaux d'information, d'entraide et d'action du PJAK du Komala et du Parti démocratique du Kurdistan survivent sous la glace au sein des villes et des campagnes.

Tandis que les révoltes au cri de « Femme Vie Liberté » s'installent dans une durée inédite, je commence justement à réécouter et traduire une série d'entretiens que j'ai menés

en novembre 2021 avec Setar Awehang, un peshmerga du Komala désormais exilé à Toronto. Cet homme originaire des montagnes aux alentours de Marivan a adhéré au Parti communiste kurde en 1979. Il avait travaillé plusieurs années comme ouvrier dans le bâtiment à Téhéran. Son expérience aiguë de la xénophobie anti-sunnite et anti-kurde, et de l'exploitation qui en résultait sur les chantiers l'avait convaincu de rejoindre le maquis kurde au lendemain de la révolution de février. Photographe autodidacte, armé d'un Nikkon, il a documenté entre 1979 et 1990, de sa ville natale jusqu'à Souleymanieh, au Kurdistan irakien, le quotidien d'un conflit parmi les moins connus des dernières décennies. Or l'histoire de cette résistance se distingue par la place particulière qu'y prennent les femmes¹ : les premières combattantes ont rejoint la lutte dès 1980, incarnant bien avant les militantes du Rojava cette figure de la femme kurde en chalouar kaki et foulard traditionnel à fleurs. Rejoindre le Komala était aussi une façon pour elles d'échapper aux mariages forcés, alors monnaie courante, et de permettre à leurs proches d'y échapper aussi. Les récits de « *Kak Setar* » (frère Setar) témoignent en effet de l'absence de hiérarchie dans les luttes menées par le Komala : il s'agissait tout autant d'attaquer les bases du Sepah et d'occuper des positions que de lutter localement contre les coutumes du patriarcat féodal sur lesquelles la République islamique tentait de s'appuyer. Dès que le parti parvenait à prendre le pas sur l'armée iranienne sur une portion du territoire,

1 Fatemeh KARIMI, « Les rapports sociaux de sexe dans les forces politiques kurdes en Iran entre 1979 et 1991 : le Komala », thèse de doctorat en sociologie, EHESS, Paris, 2020.

des campagnes y étaient menées contre le mariage forcé, les peshmergas intervenaient pour rétablir un équilibre minimal en faveur des filles dans les partages d'héritages. Ils menaient aussi leur propre « justice révolutionnaire », condamnant à mort des combattants ennemis et parfois des indicateurs – peines auxquelles le parti a renoncé à la fin des années 1980. Cette action locale des guérillas, entre deux batailles dans la guerre de position, a marqué durablement la société kurde. L'opposition kurde a donc perdu la guerre de libération, tandis que l'État central a fait du Kurdistan ce « désert qu'il a nommé la paix² », mais elle a gagné de multiples luttes sociales et politiques qui ont transformé cette province en une « porte vers la liberté » de l'Iran : c'est ainsi que celles et ceux qui se soulèvent en 2022 la surnomment.

2 TACITE, « Vie d'Agricola », in *Œuvres de Tacite*, trad. Charles-Louis-Fleury PANCKOUCKE, C.-L.-F. Panckoucke, Paris, 1833, t. VI, chapitre XXX.

29 septembre 2022

Deux jours plus tôt, on entendait pour la première fois une chanson à la mélancolie lancinante, quelques accords au piano et une voix nue commençant toutes les phrases par le même mot : *baraye*. Ce morceau sans refrain a immédiatement résonné sur les réseaux sociaux et en fond sonore des vidéos filmées en Iran : dans les voitures, les haut-parleurs des centres commerciaux, dans la bouche de lycéennes, énumérant les raisons de la révolte : « pour » ou « à cause de » – *baraye*. Le 29 septembre, son auteur, Shervin Hajipour a été emmené par des forces de sécurité en civil vers une destination inconnue. Ses proches annoncent qu’il a été arrêté pour « incitation à l’insurrection ». Ce chanteur de R&B, la vingtaine, se produit en marge d’une industrie musicale fort encadrée en Iran : il n’a pas sorti d’album et n’a pas donné de concert, mais il a publié plusieurs titres et clips qui parlent d’amour et de dépression parfois (mélancolique, pas économique). La singularité de sa voix, capable de monter très haut dans les aigus, est connue depuis sa participation au jeu de télé-réalité musical organisé par la radio-télévision publique iranienne « Un Nouvel Âge » : il est allé jusqu’en quart de finale. Shervin n’est pas un chanteur engagé et

les chansons qu'il compose ne sont pas politiques, contrairement à celles de nombreux rappeurs, même s'il vient d'une famille d'opposants – son père a passé plusieurs années en prison dans les années 1980, bien avant sa naissance. C'est donc sur son compte Instagram personnel qu'il met en ligne la chanson qui évoque les révoltes actuelles à partir d'un collage de *tweets* écrits par les Iraniennes et les Iraniens pour expliquer pourquoi ils descendent dans la rue : *#baraye*. Le dispositif est simple : il se filme au téléphone portable, à la verticale, assis derrière un micro dans une chambre épurée. Il chante les yeux fermés. La phrase finale, qui reprend le slogan « Femme Vie Liberté », répète et épuise dans un cri androgyne le mot « liberté » (*azadiiiiiii*). Le procédé, l'émotion de la voix me rappellent un vers d'une chanson de Nina Simone en hommage à Martin Luther King, qui accompagne un portrait-vidéo de ma mère que j'avais réalisé il y a longtemps : *Will my countryyyyyyyyy stand or fall ? / Is it too late for us all ?*¹

Quelques jours après sa disparition, Shervin Hajipour refera surface et publiera une vidéo sur son compte Instagram, dans laquelle il s'excusera pour son irresponsabilité en précisant qu'il n'avait aucune intention politique. Cette technique intrusive nouvelle, l'autoconfession forcée publiée sur les comptes de réseaux sociaux des personnes arrêtées, sera beaucoup utilisée désormais par les forces de répression. Elle charge les opposants de la production et la diffusion de l'« aveu », les transformant temporairement en bourreaux d'eux-mêmes. Elle infiltre par des modes d'inti-

1 « Mon pays va-t-il tenir ou tomber ? / Est-il trop tard pour nous tous ? » (Nina SIMONE, *Why ? The King of Love is Dead*, 1968).

midation inédits des réseaux sociaux investis comme espaces de résistance. Mais le désaveu contraint du chanteur passe presque inaperçu derrière l'emballement mondial que suscite son hymne.

Pour la peur au moment de s'embrasser
Pour ma sœur, ta sœur, nos sœurs
Pour changer les mentalités frelatées
Pour la honte d'être à court d'argent
Pour la vie normale qui nous a été confisquée.

Le cahier de doléances qu'est cette chanson énumère l'injustice économique, la ségrégation des femmes et des minorités (« Pour les enfants-ouvriers afghans »), la corruption, l'intoxication idéologique (« Pour ce paradis obligatoire »), le manque de libertés. L'écocide est également évoqué dans plusieurs vers, qui parlent de la disparition de la faune sauvage et de l'extinction des guépards iraniens, les *pirouz*, ou des arbres fanés de l'avenue Vali-Asr dans un Téhéran devenu irrespirable sous l'effet de la pollution de l'air.

Les paroles de la chanson dessinent les rêves et les espoirs des Iraniens mais aussi les contours d'une société iranienne transnationale. Par touches, elles reflètent l'image que la société iranienne construit d'elle-même sur les réseaux sociaux. Cinquante millions d'Iraniens sur les quatre-vingts millions recensés, et dix millions d'Iraniens à l'étranger vivent connectés. Plus l'espace public s'atrophie, plus la connexion à Internet devient précieuse. Je me souviens d'un cousin qui avait fêté il y a dix ans son anniversaire à Chiraz avec un gâteau en forme du pouce blanc sur fond bleu de

Facebook. Il ne faudrait pas opposer toutefois les esprits occidentalisés, exilés sur Internet, à l'État islamique et ses partisans qui occuperaient le vrai terrain. Certes, ceux-ci occupent de plus en plus manifestement le terrain réel, dans la contre-offensive conservatrice de ces dernières années, mais la présence digitale est aussi une dimension importante de l'État. Le président Rohani a développé en 2014 une « e-citoyenneté » qui relie les Iraniens à leur bureaucratie *via* un numéro biométrique (en comparaison, la bureaucratie administrative française a quelque chose d'arriéré dans ses délais et son fonctionnement...). Surtout, de nombreux organismes parapublics produisent une documentation et une activité de promotion culturelle digitale prolifiques en langues persane, anglaise, arabe, à destination d'un large public shiite dans le monde. En parallèle, les réseaux sociaux ont permis le développement en ligne d'une société civile transnationale, qui irradie dans toutes les sphères de la société iranienne les valeurs d'une classe moyenne globale – y compris auprès des technocrates, promoteurs de la e-nation iranienne et de la e-communauté des croyants shiites, et des franges économiquement dominées et laissées pour compte qui formaient la clientèle traditionnelle de la République islamique. C'est cette vie sociale digitale qui m'a encouragée à me créer un poste d'observation mobile, sur les *spaces* de discussion de Twitter et sur l'application Clubhouse, où les Iraniens de l'intérieur et des diasporas échangent à propos de sujets parfois très précis, d'autres fois plus généraux.

Certaines paroles de la chanson de Shervin Hajipour ne font sens que dans un univers de référence lisible *via* les réseaux sociaux et des moments de viralité partagés.

« Pour l'enfant éboueur et ses souhaits » fait allusion à une vidéo montrant un enfant afghan qui, à la caméra qui lui demande « quel est ton souhait ? », répond « c'est quoi un souhait ? ». L'entretien est filmé au téléphone portable, de nuit, dans une banlieue pauvre de Téhéran, peu avant le début des soulèvements. Les deux millions de réfugiés afghans font partie des groupes subalternes dont la révolte nourrit le soulèvement. Maintenus dans les limbes juridiques et la marginalité, ils ne peuvent pas accéder à la nationalité iranienne, ni être locataires légalement, non plus que fréquenter les écoles publiques ou avoir de contrat de travail. Des membres de cette communauté, pour la plupart nés en Iran et n'ayant connu que ce pays, ont témoigné sur les *spaces* du changement qu'ils ressentaient dans les comportements et les regards quotidiens qui leur sont réservés. Ce soulèvement est peut-être en train de faire bouger certaines lignes dans des relations sociales marquées jusque-là par une xénophobie crue. De même, si le slogan *Jin Jian Azadi* vient du Kurdistan, le simple fait qu'il ait été traduit et réapproprié en persan indique le changement de mentalités dont cette révolte porte trace, dans un pays où des instituteurs kurdes sont emprisonnés et exécutés pour avoir enseigné la langue kurde à leurs élèves. D'ailleurs, les slogans criés actuellement dans les rues en soutien aux capitales du Kurdistan et du Baloutchistan, tels que « Sanandadj, Zahedan, lumière et prunelle de l'Iran », montrent une société qui fait de la solidarité interethnique une arme de contestation.

Une autre phrase de *Baraye* dit : « Pour que se répète l'image de ce moment. » Dans le clip, les *tweets* dont sont tirées les strophes défilent sur l'image de Shervin. Pour celle-ci, c'est une photo de Hamed Esmailyoun et sa fille de 8 ans

lisant côte à côte. Cet homme a perdu sa femme et son unique enfant dans le vol ukrainien PS 752, l'avion abattu peu après son décollage de Téhéran vers Toronto *via* Kyiv, le 8 janvier 2020. Survenue dans le contexte de crise diplomatique ouverte six jours plus tôt avec l'assassinat, par l'armée états-unienne, du commandant de la Force Al-Qods Qassem Soleimani en Irak, cette attaque a été revendiquée comme une « erreur technique » par les gardiens de la révolution. Il n'y a eu aucun survivant parmi les cent soixante-seize passagers. Au Canada, où il vivait avec sa famille, Hamed Esmailyoun a cofondé l'Association des familles de victimes du vol PS 752, devenant une figure du mouvement de demande de justice et de vérité à l'État iranien, mais aussi auprès des tribunaux canadiens et ukrainiens – une autre forme de constitution d'une société iranienne transnationale.

Finalement, le projet de migration, comme celui de révolution se concentrent dans ces paroles devenues phares de *Baraye* : « Pour la vie normale qui nous a été confisquée. » Elles sont chantées par les Iraniennes et Iraniens les yeux mi-clos, la gorge nouée. Qu'est-ce qu'une vie normale ? Quel projet politique traduit le désir de cette normalité heureuse incarnée dans le mode de vie de la classe moyenne globale ? Comment s'articuleront dans la durée deux éléments que l'on sent déjà en tension : d'une part, le soulèvement des minorités en demande d'égalité et la manifestation de la solidarité (entre genres, entre groupes ethniques, centres et périphéries, classes) comme valeur cardinale de la lutte en situation, d'autre part, cet idéal de « vie normale », promesse aujourd'hui mise à mal dans les pays mêmes qui sont censés en incarner le modèle ?

30 septembre 2022

À la sortie de la prière du vendredi devant la mosquée de Zahedan, les gardiens de la révolution tirent sur la foule à bout portant, à balles réelles. Des témoins paniqués rapportent sur les réseaux sociaux que des tirs ont atteints ceux qui étaient juste en train de sortir du bâtiment. D'autres racontent dans des entretiens téléphoniques avec des médias à l'étranger comment certains habitants se faisaient encore tuer dans la soirée, visés à la tête, au cou, alors qu'ils rentraient chez eux après être restés terrés plusieurs heures. Iran Human Rights parlera de quarante-trois morts et de dizaines de blessés, de corps ensanglantés, en plein jour, sur la place. On s'en souviendra comme du « vendredi sanglant » de la révolte : du jour de carnage. Il a eu lieu là où les vies valent le moins en Iran, au Sistan-Baloutchistan, à la frontière avec le Pakistan et l'Afghanistan, et a couronné la longue escalade des jours passés, dans cette province qui s'est presque immédiatement ralliée à la contestation.

Femme Vie Liberté, ce n'était pourtant pas gagné dans cette région frontalière où règne un islam sunnite deobandi¹ et

1 Stéphane DUDOIGNON, « Un mawlawi contre les Pasdaran ? », *La Pensée de midi*, vol. 27, n° 1, 2009, p. 92-100.

un ordre tribal drastiquement patriarcal. Mais les Baloutches et les Sistanis sont descendus dans la rue, hommes et femmes, jeunes et vieux, pour réclamer la fin de la dictature. La présence des femmes dans l'espace public là-bas est particulièrement significative de la puissance transformatrice et subversive du mouvement. Trois jours auparavant, le 27 septembre, un officier de police du port de Tchabahar, sur l'océan Indien, avait violé une manifestante de 15 ans. La réaction publique n'a pas été de cacher ce crime, comme c'est d'habitude le cas pour les violences sexuelles, mais de le dénoncer haut et fort. Ce retournement montre que dans un contexte de domination et de violence d'État tendu à l'extrême, l'ordre social patriarcal peut, paradoxalement, se rallier à une puissance contestataire qui prend appui sur sa remise en question. Cette situation fait écho au viol et à la mort de Sheler Rassouli à Marivan le 3 septembre 2022. À Tchabahar, pierres et cocktails Molotov au poing, les manifestants ont brûlé le poste de police. Ils n'ont pas utilisé d'armes à feu, dont la possession est pourtant courante dans cette région frontalière de contrebande, mais les armes civiles de l'insurrection, comme partout ailleurs. Par ces techniques, par les slogans, les Baloutches s'inscrivent dans une unité du peuple iranien en colère, à rebours de toutes les tentatives séculaires qui ont cherché à gouverner cette province en l'excluant, en subjuguant sa culture, en dominant sa population, en la soumettant au pouvoir central dans une citoyenneté de seconde zone, un colonialisme de l'intérieur. Le nom de la jeune fille violée n'a pas été divulgué, par souci de protection, mais celui de son agresseur l'a été, par le chef religieux sunnite deobandi qui a évoqué et condamné le crime dans sa prière de ce vendredi 30 septembre.

Charismatique et respecté, Molawna Abdol-Amid soutient la contestation et condamne l'État, tout en invitant à la retenue : les femmes ont le droit d'enlever leur voile..., dit-il dans un sermon, le brûler, quand même pas ! En place depuis la fin des années 1970 et membre de l'assemblée en charge d'écrire la Constitution de la République islamique en 1979, Molawna Abdol-Amid tente depuis la fondation de ce régime de faire fléchir les lois vers une plus grande égalité juridique entre citoyens sunnites et chiites. Allié de première heure des présidents réformateurs, puis modéré jusqu'en 2017, il a opéré un tournant conservateur ces dernières années. Il a soutenu les fondamentalistes afghans, les talibans, lors de leur retour au pouvoir à Kaboul en 2021. Le même été, il a favorisé l'élection de l'ultra-conservateur Ebrahim Raïssi en sollicitant les voix de ses fidèles. L'influence politique et sociale dont il jouit fait partie de la stratégie de la République islamique pour gouverner les provinces périphériques ethniquement et religieusement minoritaires, dans la droite ligne de la méthode mise en place par les Pahlavi, père et fils, durant le régime du Shah : déstructurer les élites tribales (et nomades) traditionnelles, puis s'appuyer sur de nouvelles élites (ici le clergé sunnite) auxquelles le pouvoir central garantit une certaine hégémonie politique et sociale en échange de leur inféodation². Ces jeux de pouvoir ont soumis la société baloutche à trois formes croisées de dominations patriarcales qui sont, de surcroît, en conflictualité permanente : celle de l'ordre tribal traditionnel, qui persiste au niveau

2 Stéphane DUDOIGNON, « Un tropisme indo-pakistanaï ? Le sunnisme en Iran aujourd'hui », *Outre-Terre*, vol. 2, 2011, p. 329-339.

familial, celle du sunnisme conservateur et celle, chiïte, de la République islamique.

Le pouvoir iranien soumet le Sistan-Baloutchistan à travers une violence d'État multiple, en s'appuyant sur les paniques morales entretenues autour des dangers « séparatistes » aux marges de la République. Le premier aspect est structurel et renvoie à la politique consciente de sous-développement appliquée à cette province au climat désertique et montagneux extrêmement rude, qui a subi une sécheresse dévastatrice dans les années 2000. Les paysans baloutches, qui forment la majorité de la population active, se souviennent des jeunes ingénieurs pieux, utopistes et zélés du « Djihad de la Reconstruction », déployés dans le pays après 1979. Ces soldats du progrès et du développement sont venus, pleins de bonnes intentions, construire, sans aucune concertation avec les villageois, des puits, des ponts et des canaux qui ont détruit durablement l'écologie locale et les méthodes d'irrigation séculaires.

La montée en puissance de la contrebande comme source de revenus dans ces terres situées sur la route de l'opium afghan a eu pour effet de systématiser et justifier la seconde forme de violence d'État : la mise en place d'un régime policier et sécuritaire pour encadrer par la répression une population criminalisée. Les lois antidrogue étant particulièrement sévères (la peine de mort est appliquée pour simple détention de stupéfiant), ces politiques répressives ont notamment pour effet une surincarcération des Baloutches, qui constituaient un tiers des personnes exécutées en 2022, tandis qu'ils représentent « seulement » 2 % de la population iranienne. À cette violence sociale s'ajoute une violence politique qui prend la forme d'une lutte antiterro-

riste contre des organisations locales réellement ou prétendument liées au terrorisme islamiste transnational. Comme en Occident, celle-ci s'appuie sur un arsenal juridique et militaro-sécuritaire maintenant toute la population sous le joug d'un état d'exception. Depuis l'arrivée au pouvoir du président Ahmadinejad en 2005, le choix de gouverneurs régionaux particulièrement antibaloutches et antisunnites nourrit une politique d'escalade qui s'appuie sur la lutte contre des groupes armés locaux pour exercer une politique générale de répression et faire grimper encore le nombre des exécutés. L'Iran est ainsi, en proportion, le pays qui exécute le plus au monde (surtout des Kurdes et des Baloutches), et le deuxième en chiffres absolus, après la Chine. Ce gouvernement colonial de l'intérieur fait fructifier les ressources du Sepah, d'une part en laissant libre champ aux entreprises extractivistes sur ces sols riches en ressources naturelles (gaz, fer), stratégiquement situés au carrefour de l'Asie centrale et du sous-continent indien, d'autre part à travers l'industrie militaro-sécuritaire largement détenue par les cadres de cette milice (un exemple en est le mur de sécurité construit entre l'Iran et l'Afghanistan). Par ailleurs, l'État iranien recrute et finance les milices locales du Bassidj, ces corps paramilitaires d'engagés volontaires, aux ordres du Sepah.

Une troisième forme, tout aussi importante, de violence est l'exclusion à travers la négligence, la violence administrative et le désintérêt profond envers le peuple baloutche, indigénisé à bien des égards. La répression qui s'abat en 2022 sur le Sistan-Baloutchistan dans une sauvagerie hors de proportion avec le reste du pays met au jour un fait que les Iraniens ignoraient : l'administration centrale ne délivre tout simplement pas de documents d'identité à de

nombreux Baloutches. Comment prouver qu'une personne a disparu si elle n'a jamais existé dans les registres d'état civil ? C'est la question que posent de nombreux proches de manifestants tués ou disparus, auxquels on répond : « Mais cette personne n'existe pas. »

Il a fallu que les Baloutches se solidarisent de la révolte nationale pour que devienne visible, aux yeux du reste du pays, l'étendue de leur subalternité. La société baloutche est sous-étudiée, dans le pays comme à l'étranger³. L'information disponible est surtout le fruit du travail de journalistes et militants baloutches, pour beaucoup exilés. L'ironie, c'est qu'un imam conservateur, Molawna Abdol-Amid, soit devenu l'unique porte-voix institutionnel du soulèvement Femme Vie Liberté – il ira jusqu'à demander la poursuite en justice du Guide suprême. Fédérée autour d'un chef charismatique, la révolte au Baloutchistan s'inscrit dans la durée, malgré la cruauté de la répression. Dans les semaines qui suivent le « vendredi sanglant », un imam sunnite renommé sera enlevé et tué. Sa mort, attribuée à un groupe terroriste, sera l'occasion de nouvelles représailles contre la société baloutche. Malgré cela, les Baloutches se souviendront du massacre des fidèles et marcheront en criant « À bas le dictateur » tous les vendredis. Ces manifestations, inscrites dans une durée longue du soulèvement, portent l'expérience nouvelle de la présence dans la rue du corps des femmes, qui occupent l'espace et chantent « Avec ou sans voile, on marche vers la révolution ». Des femmes qui organisent leur

3 Hors d'Iran, l'historien français Stéphane Dudoignon est l'un des seuls chercheurs à se pencher sur cette société, à travers notamment son élite cléricale sunnite.

30 SEPTEMBRE 2022

résistance contre les feux croisés des dominations patriarcales, quand elles s'inspirent des militantes sud-américaines pour leur hymne : « L'obsédé c'est toi ! Le salopard c'est toi ! La femme libre c'est moi ! »

2 octobre 2022¹

Des rassemblements de solidarité avec l'Iran ont lieu à travers l'Europe, le Moyen-Orient et l'Amérique du Nord. Nombreuses et hebdomadaires, ces manifestations réunissent militants solidaires et iraniens de l'étranger, activistes expérimentés et personnes peu habituées à battre le pavé, qui n'ont pas manifesté depuis le mouvement vert de 2009. Ce n'est pas mon cas – je descends assez régulièrement dans la rue –, mais de tous les slogans que j'ai chantés dans ma vie, celui de « Femme Vie Liberté » est unique. C'est la première fois que j'entonne des mots qui ne réduisent pas ma pensée mais ouvrent une perspective qui la déborde. Habituee, comme toute personne qui manifeste, à crier des slogans souvent insatisfaisants, peu exaltants, repris par nécessité collective, je fais l'expérience inédite de prononcer des mots dont l'assemblage me plaît infiniment, dont chacun est plein et dont la juxtaposition en une phrase sans verbe (qui laisse la place pour une infinité de connexions) l'arrime à un réel non

1 Une version antérieure de cette chronique a été publiée dans *La Déferlante* : Chowra MAKAREMI, « Iran : 30 ans de résistances féministes », *La Déferlante, la revue des révolutions féministes*, n° 9, 2023, p. 10-15.

découpé ou contraint par les champs du politique ou du social seuls. Il y a une joie, une façon entière d'assumer les mots, un plaisir de bouche et de pensée à crier cette poétique promesse qui en même temps est la plus simple des descriptions : « Femme Vie Liberté. » Le 2 octobre, nous sommes encore une fois plus d'un millier à répéter ce slogan à pleins poumons à Paris, lors d'une marche qui a simultanément lieu à Istanbul, Stockholm, Berlin, Beyrouth, Toronto, Montréal, New York et Vancouver. Elle est organisée par des collectifs locaux nommés Feminists4Jina, coordonnés en réseau à travers le monde pour soutenir le soulèvement en Iran. Feminists4Jina a été fondé par les anciennes militantes de la campagne « Un million de signatures », dont l'action a marqué durablement la société civile iranienne dans les années 2000.

Il y a plus d'un an, je participais à un collectif de chercheurs et militants iraniens en exil qui s'étaient réunis autour d'un projet de podcast, pour explorer comment la société iranienne se rêvait à l'aube de son xv^e siècle (2021 était l'année 1400 dans le calendrier iranien). Nous voulions éviter de nous concentrer une fois de plus sur le bilan gris des dominations et libérer au contraire les imaginations politiques. Nous avons discuté de nombreuses heures, précisément de femmes, de vie et de respect du vivant, de libertés. Puis notre groupe s'est délité sans accomplissement notoire, parce que nous n'avons pas osé formuler la condition de libération et de mise en commun de ces imaginations : la possibilité du renversement du régime en place. Tout était là mais rien ne nous autorisait à rêver de cette devise de lutte, « Femme Vie Liberté », qui retourne les fondements du pouvoir théocratique actuel, et lui oppose

un projet dont la puissance émotionnelle et la radicalité se font sentir à travers le monde. La réappropriation par la rue iranienne du slogan féministe et écologiste kurde place les événements actuels au-delà d'un mouvement de revendication de droits en vue de s'approcher péniblement de l'idéal occidental de démocratie et d'égalité des genres (au moins sur le plan juridique). Il est porteur d'une vitalité politique et d'une redéfinition subjective qui nous interpelle aussi en Occident, où les défis démocratiques, écologiques et féministes sont brûlants. Que des idées informulables collectivement le deviennent sous l'impulsion des événements, voilà ce qui caractérise le mieux le basculement actuel. Notre projet collectif avorté de podcast est une preuve, par le contraire, de l'importance des temporalités politiques qui sont au croisement d'évolutions traçables et de mouvements spontanés. Mais ce projet est aussi une empreinte, parmi tant d'autres, du mouvement féministe iranien dont les réseaux, les idées et les pratiques ont continué à travailler la société dans et hors du pays, malgré la répression violente qu'il subit depuis dix ans. Notre collectif réunissait notamment une médecin et anthropologue professeure à l'université McGill de Montréal, qui travaille sur les conceptions médicales et sociales du genre, une journaliste, autrice et militante féministe kurde résidant en Suède, une activiste pour la défense des droits kurdes et LGBTQI+ résidant en Allemagne, une doctorante en théorie politique au Canada, militante féministe et LGBTQI+ et ancienne syndicaliste étudiante. Les liens amicaux et intellectuels profonds qui les unissaient venaient de leur expérience militante commune dans la campagne « Un million de signatures », au sein de laquelle elles avaient toutes milité en Iran, avant d'être

forcées à l'exil. Elles s'y étaient formées et y avaient développé des méthodes d'action, de travail, d'analyse. Depuis, de nombreuses initiatives, dont les collectifs Feminists4Jina, montrent la puissance vivace des réseaux et les parcours forgés par cette expérience militante. Elles témoignent de l'histoire récente du féminisme iranien.

La première manifestation organisée contre la toute nouvelle République islamique, le 8 mars 1979, réunissait plusieurs centaines de milliers de femmes contre le port obligatoire du voile. Mais cette opposition ne s'est pas pérennisée en un mouvement. Une campagne de terreur menée par les miliciens du Hezbollah, à coups d'attaques à l'acide et de matraque, a imposé l'ordre. Ce n'est pas un hasard si Jina Mahsa Amini puis de nombreuses jeunes manifestantes sont mortes d'hémorragie cérébrale. La technique était dès le début de frapper les femmes à l'endroit où elles pèchent : *Yâ toussari, yâ roussari* (« Voile ta tignasse ou je te tabasse »).

Décidée fin février 1979, l'obligation du port du voile pour les femmes travaillant dans des administrations publiques s'est élargi, malgré l'opposition du 8 mars, à tous les espaces publics à partir de 1980. Les journaux de l'époque portent la trace des batailles de décrets et de décisions administratifs punitifs qui, avec l'appui des interventions criminelles du Hezbollah, ont normalisé l'obligation du voile au cours de ces années de construction des institutions de la République islamique, dans un contexte d'extrême brutalité. En 1983, une refonte du code pénal et civil légalisait de nombreuses règles théocratiques et autoritaires promulguées par décret et appliquées par la force depuis 1979, notamment celle sur le *hejab*. Dans ce sens, son

l'imposition n'est pas la conséquence de l'institution d'une République islamique voulue par la majorité du peuple. Elle est l'un des procédés de brutalisation du corps social à travers lesquels s'est instituée cette République islamique – un régime certes voulu par la majorité du peuple.

De nombreuses révolutionnaires ont choisi, dans le contexte chaotique et incertain de la réorganisation du pouvoir après la chute du Shah, de se ranger derrière les demandes de leurs partis politiques (de gauche, ou des *mojahedin*, c'est-à-dire islamistes-marxistes), dirigés par des hommes et aux structures hiérarchiques. La question des libertés individuelles semblait moins importante que celle d'une unité nationale dans le projet républicain islamique. La société iranienne était alors traditionnelle et patriarcale, en bien des points compatible avec le khomeinisme. Or cette idéologie islamiste s'est construite sur la ségrégation de genre comme mode privilégié de contrôle absolu de tout le corps social, et l'obligation du voile en était la manifestation la plus visible et efficace. Plongée dans la guerre contre l'Irak dès 1980, la République islamique a profité de cet état martial pour écraser par l'emprisonnement, les tortures, les massacres et les exécutions toute opposition et toute altérité. Plus la nation donnait de martyrs à cette guerre maintenue huit ans (Khomeini refusant les cessez-le-feu proposés par Saddam dès 1981), plus les femmes devaient se montrer à la hauteur du sacrifice, en respectant par leur *hejab* les valeurs de la société que les combattants défendaient au prix de leur vie. On en trouve encore trace dans une vidéo récente devenue virale, où un mollah hurle à une femme qui refuse de remonter son voile : « Nous avons donné des martyrs ! » Il y en a eu beaucoup, en effet : plus de deux cent

cinquante mille – et le même nombre du côté irakien. Mais tandis que les femmes, comme sujets politiques, n'existaient que comme sœurs, mères, femmes de martyrs, la révolution sociale (démographique, urbaine, scolaire) et la guerre modifiaient profondément leur condition : elles devenaient cheffes de famille, très majoritairement éduquées, mères de familles nucléaires restreintes.

Cette préhistoire, souvent écartée puisqu'il n'y a rien à signaler, me semble pourtant essentielle pour comprendre l'espace dans lequel renaît peu à peu la société civile à partir du milieu des années 1990. D'une part, la théocratie s'affirme dans une double légitimité : divine bien sûr, mais aussi populaire et souveraine puisqu'elle est l'héritière directe et démocratiquement instituée de la révolution de 1979 voulue par le peuple. L'histoire de l'institution violente de la République islamique a été effacée, elle est devenue un « secret public² » : ce qu'on sait qu'il ne faut pas savoir. On croit, ou l'on fait comme si l'on croyait, à la légitimité républicaine des institutions. D'autre part, la guerre a reconfiguré dans les épreuves communes le sentiment patriotique des Iraniens et Iraniennes envers leur gouvernement. L'État postrévolutionnaire a réussi à faire coïncider identité iranienne et République islamique, sans que rien ne dépasse désormais. Ces nouvelles relations entre société et État étaient la condition de possibilité de la société civile islamique, célébrée à travers le renouveau réformiste avec l'arrivée au pouvoir du président Khatami en 1997. Elles ont rendu possible la participation citoyenne, tout en la définissant

2 Michael TAUSSIG, *Law in a Lawless Land. Diary of a Limpieza in Colombia*, University of Chicago Press, Chicago, 2005.

dans un espace strictement délimité par les « lignes rouges » à ne pas franchir, dont le *hejab*. C'est par une modification aussi profonde que silencieuse des manières de le porter, pourtant, que s'est refaçonné après la guerre un mouvement de femmes, qui ont progressivement modifié l'espace public en colorant, en raccourcissant leurs voiles et leurs tuniques. C'est la tactique de la « présence comme résistance³ » : imposer à doses progressives, sans aucun discours ni revendication explicites, son corps subversif, comme l'illustre la pratique du vélo par les femmes dans la rue, ou leur présence dans les stades. Il n'est pas anodin que Niloofar Hamedi, qui a enquêté sur la mort de Jina Amini soit journaliste sportive. Cette genèse silencieuse, individuelle et corporelle de la lutte des femmes après la révolution est aujourd'hui convoquée, réinvestie, mais cette fois dans une perspective de revendication ouvertement féministe, lorsque la violence physique de la répression ferme les autres voies d'expression collective. Il en a été ainsi du mouvement des Filles de la rue de la Révolution en 2017, plantées seules et têtes nues sur des bornes électriques, leur voile blanc suspendu en drapeau au bout d'un bâton. Il en est de même pour un grand nombre d'Iraniennes qui tous les jours depuis septembre dernier, dans les moments de répit et de retour à l'ordre, corrodent silencieusement celui-ci en se promenant sans voile, en s'embrassant dans la rue, en dansant dans le métro.

Au milieu des années 2000, les actes subversifs silencieux et individuels ont progressivement été accompagnés

3 Navid POURMOKHTARI, « Presence-as-resistance : feminist activism and the politics of social contestation in Iran », *Journal of International Women's Studies*, vol. 24, n° 7, 2022, p. 2.

de paroles publiques et collectives : la lutte des femmes prenait de la voix. L'explosion foisonnante de la presse et du journalisme a vu l'appropriation ou la création de journaux féminins (*Zanan*, *Farzaneh*), qui évoluaient de la prescription normative à un discours d'analyse, de réflexion, d'investigation, de partage d'expériences. La société civile s'est reconfigurée autour d'un débat public sur la compatibilité entre islam et droits de l'homme, et d'organisations émergentes de défense des droits. En résonance, une réflexion féministe s'est développée depuis ces champs, menée par des juristes. À côté d'un tissu dense d'ONG féministes-islamistes liées au gouvernement, a émergé un mouvement féministe citoyen indépendant visant l'égalité de droit et de fait. De nombreux paysages iraniens, très arides, sont faits de terre battue qui, dès la première pluie, se couvre d'un duvet de jeunes pousses : en quelques heures, les graines qui attendaient depuis des mois font une poussée collective. Il en est de même pour ce mouvement féministe, dont l'émergence s'est faite dans une tension. D'une part, il a été rapide, dynamique, foisonnant, pléthorique en nombre et en activités, et il a adapté sa temporalité à celle des dynamiques de pouvoir et de résistance propres à cette période : tout journal fermé le matin était réenregistré le soir sous un nouveau nom. D'autre part, il a été prudent et s'est mû dans l'infra : afin de se développer au sein de cet espace de participation politique ambigu traversé de lignes rouges, il a exploré un seuil d'existence qui faisait de lui un mouvement sans trop le paraître, un « quasi-non-mouvement⁴ ». C'est ainsi que

4 Asef BAYAT, *Life as Politics. How Ordinary People Change the Middle East*, Stanford University Press, Redwood City, 2013.

s'est imposée « la campagne » comme forme d'action privilégiée : un regroupement libre autour de quelques objectifs communs, sans existence associative, sans bureau central ; permettant aussi de créer des solidarités féministes au-delà des divisions entre islamistes et laïques, entre les femmes soutiens du régime partisans de réformes et les opposantes qui adoptent une approche pragmatique de demandes d'améliorations. Parmi les campagnes marquantes, on peut citer celle pour l'accès des femmes aux stades de football, ou celle contre la lapidation et le mariage des mineures, respectivement lancées par Masih Alinejad et Shadi Sadr, forcées à l'exil et aujourd'hui figures de proue de l'opposition à l'étranger. Une autre campagne, fondamentale dans l'histoire et l'évolution non seulement du féminisme et de la société civile, mais aussi de la vie politique institutionnelle iranienne contemporaine, est celle des « Un million de signatures ».

Cette initiative a été lancée en 2006 par une vaste équipe (cinquante-quatre femmes) dont l'avocate Nasrin Sotoudeh, la militante Narges Mohammadi (toutes deux prisonnières politiques depuis 2010, figures centrales de l'opposition politique dans le pays), la journaliste Parvin Ardalan ou encore la prix Nobel de la paix Shirin Ebadi, en exil depuis 2009. Décentralisée et horizontale, simple dans son fonctionnement, elle a cherché dès le départ à produire et disséminer des formes de lutte et de prise de conscience, autant qu'à atteindre son objectif officiel : présenter au Parlement une pétition réunissant le million de signatures constitutionnellement nécessaires pour demander un changement des lois de ségrégation de genre. La campagne se composait d'un site Internet, d'un livret présentant et expliquant la ségrégation juridique, de fiches pratiques et de formulaires de pétition

pour devenir militante ainsi que d'un lien de connexion pour signer en ligne. Les membres suivaient une formation en petits groupes, comprenant un volet théorique féministe et juridique (sur les effets concrets des changements de loi demandés et donnant une série d'arguments pour contrer les raisonnements théologiques) et un volet pratique (comment aborder les passants, les passantes ? comment utiliser le théâtre de rue ? que faire face à la police ?). Chaque signataire pouvait à son tour suivre une formation et collecter des signatures autour d'elle. Cette organisation et l'importance des demandes pour la vie quotidienne des femmes, quelle que soit leur origine sociale ou ethnique, ont permis la dissémination de la campagne jusque dans les petites villes et les provinces rurales. Elle a progressivement changé la sociologie et la pensée politique du mouvement, se souvient la chercheuse Niloofar Golkar, alors membre et étudiante dans une grande école de Téhéran :

J'ai commencé par cibler les femmes occidentalisées, au voile relâché. Mais il arrivait souvent qu'elles me répondent « la politique, ça ne m'intéresse pas ». Alors une femme en tchador qui écoutait notre conversation s'approchait de moi en disant : « Je vois de quoi tu parles, c'est exactement mon problème : donne-moi ta pétition, je vais la signer et la faire signer » et elle s'inscrivait pour une formation ! Parce que les femmes de milieux populaires ou plus tradi étaient en prise quotidienne avec les effets de ces lois, elles étaient les plus exposées et aussi les plus motivées. On a aussi appris à faire signer les hommes. Même ceux qui refusaient de signer s'impliquaient dans la discussion sur les rapports hommes-femmes : ils sortaient de l'indifférence. D'ailleurs, une personne peut signer au bout de la dixième

fois. Il faut voir cela comme un processus dans lequel la pétition est une « excuse » à la fois sur le terrain et au niveau politique, pour faire bouger les consciences sans s'exposer comme politiquement « subversifs ». Mes convictions ont évolué quant aux possibilités et aux volontés de changement dans la société. C'est la raison pour laquelle on est restées politiquement actives même après l'échec de la campagne, la prison, l'exil : cette expérience que le changement est possible produit un espoir, une fois que tu as saisi que l'important, c'est le processus, plus que le résultat.

Le résultat, la campagne n'a pu le voir aboutir du fait d'une répression sévère qui a mis un terme à ses activités en 2008, sans pour autant désactiver son élan : il a trouvé refuge dans des mondes sociaux et des mouvements politiques plus larges où ces idées et ses méthodes se sont répandues. Ses membres sont restées très actives dans les mouvements étudiants, les mouvements écologistes et le mouvement vert lancé par le candidat réformiste Moussavi, qui visait à l'amélioration des institutions sans remettre en cause le projet républicain islamique (un vert qui n'a rien à voir avec l'écologie, mais renvoie à la couleur de l'islam). Le pouvoir ne s'y est pas trompé : en réaction aux soulèvements contestant la réélection frauduleuse du conservateur Ahmadinejad, il a massivement arrêté et forcé à l'exil les anciennes membres de la campagne « Un million de signatures ». Si elles ont nourri les formations politiques et sociales par leurs réseaux et leurs méthodes, elles ne sont pas parvenues à y importer leurs perspectives ou créer une conjonction des luttes. Ce n'est qu'en 2022 que le mouvement étudiant se redéfinit comme féministe. Le féminisme

s'impose comme force et forme politiques de contestation au sein de la société civile, alors que le réformisme, dans l'ombre duquel il a longtemps évolué, est désormais illégitime politiquement et obsolète intellectuellement – conséquence de sa mise à l'écart du pouvoir depuis 2009 et de son incapacité à tenir ses promesses d'une amélioration progressive du quotidien des Iraniens. Cela révèle la force du basculement en cours aujourd'hui, et l'explique aussi, lorsqu'on sait comment les militantes féministes ont imprégné et irrigué les différents mouvements de la société civile depuis deux décennies, à la fois comme soldates de terrain, forces de proposition stratégique et politique. Dans le champ politique en effet, l'expérience de la campagne a fait évoluer ce mouvement vers une approche attentive aux dominations économiques et ethniques : par la diversification de sa base sociale et géographique, mais aussi par la prise de conscience des militantes, comme l'explique Niloofar Golkar :

Quand on a fait nos premiers séjours en prison, on s'est rendu compte du lien étroit entre la ségrégation de genre et la violence sociale : en réalité, la plupart des condamnées à mort avaient tué par impossibilité de sortir d'un mariage très violent, de stopper un père incestueux, de s'opposer à un viol.

Si la campagne a été réprimée dans les grandes villes, ses réseaux restent vivants dans les petites villes, les périphéries subalternes, les zones rurales. Dans les grandes villes, les anciennes membres, fortes du savoir social acquis, réinvestissent leur énergie dans la création d'organisations

locales de solidarité, qui tentent de pallier le démantèlement et la corruption de l'État social en soutenant les femmes des milieux populaires ou les enfants des rues. Beaucoup d'observateurs renvoient le féminisme iranien à un féminisme islamiste ou un mouvement prodémocratique de classes moyennes urbaines, mais la réalité du terrain et les reconfigurations du mouvement sont tout autres. Passée sous radar, sa dimension intersectionnelle éclate au grand jour dans le basculement révolutionnaire actuel et donne des clés pour le comprendre.

Quoi qu'il devienne, ce basculement a rendu visible l'effondrement définitif (sans doute progressif et antérieur) de ce qui a fondé les rapports entre société et État dans l'Iran postrévolutionnaire : la coïncidence entre identité iranienne et identité républicaine islamique, la légitimité institutionnelle du pouvoir, la possibilité d'une participation politique dans le respect des lignes rouges. Le mouvement féministe iranien, qui a eu la force de survivre, même éclaté, à ses apparentes liquidations, comme survivent l'hiver les animaux à sang froid, a nourri le bouleversement politique qui pulvérise enfin les contradictions substantielles dans lesquelles il était enfermé depuis trois décennies au moins.

3 octobre 2022

Toute la nuit, des vidéos filmant l'attaque de l'université Sharif à Téhéran ont circulé, accompagnées d'appels à s'y rendre pour ne pas laisser les étudiants seuls aux mains des milices. L'agression a commencé la veille, le jour de la rentrée universitaire. Sur ce campus à quelques rues de la « place de la Liberté » et de son emblématique tour de ciment blanc au centre de la ville, comme dans plus d'une centaine d'établissements à travers le pays, les étudiants avaient massivement refusé d'entrer dans les amphithéâtres et s'étaient rassemblés dans la cour pour manifester. En fin d'après-midi, des appels à l'aide avaient commencé à circuler sur les réseaux sociaux. Les miliciens du Bassidj, à deux sur des motos, armés de flashballs, de paintballs et de matraques, étaient entrés dans l'université et avaient lancé des grenades lacrymogènes. Les manifestants qui avaient voulu fuir avaient constaté que toutes les entrées étaient condamnées et s'étaient alors réfugiés à l'intérieur des bâtiments, où les miliciens les avaient poursuivis, dévalant les marches à moto, les prenant en tenaille dans le parking sous-terrain. Une foule s'était rassemblée devant les grilles. À l'incertitude (pourquoi enfermer les étudiants ? qu'allaient-ils faire d'eux ?) se superposaient

des souvenirs de scènes vues en 1999 et en 2009, lorsque les milices avaient jeté des étudiants par les fenêtres de leurs dortoirs. Des enseignants avaient tenté de s'interposer. Les arrestations avaient commencé. Les motos avaient emmené des étudiants, coincés entre deux miliciens, le bas du t-shirt remonté sur la tête pour cacher leur visage. Des ambulances sans plaque d'immatriculation en avaient embarqué d'autres. L'université était restée bloquée, les manifestants enfermés, battus, parqués, triés toute la nuit et une partie du lendemain. Quel était l'objectif de cette attaque ? Où les avaient-ils emmenés ? Combien en avaient-ils emmené ? Y avait-il eu des morts ? Pas sur place, semble-t-il.

Un avertissement ? Les étudiants n'étaient pas entrés collectivement dans la révolte jusqu'alors, puisque les universités n'étaient pas encore ouvertes. Mais à peine réunis, ils et elles s'étaient déclarés en grève. C'est cet élan qu'il s'agissait de mater, en intervenant de façon spectaculaire à Sharif, l'établissement le plus central, le plus prestigieux, le plus visible d'entre tous.

En Iran, l'accès à l'université est régi par un concours national, où les matières scientifiques, techniques, médicales sont les plus convoitées. Sur le demi-million d'élèves qui le passent chaque année, seuls les huit cents premiers ont accès à l'université technologique Sharif, qui compte une dizaine de milliers d'étudiants. La voie royale, l'élite scolaire et sociale, venues des trente et une provinces du pays. C'est d'ailleurs dans cette université qu'a été formée Maryam Mirzakhani, professeure à l'université Stanford et première femme au monde à recevoir la médaille Fields en mathématiques. Morte d'un cancer à 40 ans, en 2017, elle a été célébrée par l'État iranien : de grands portraits

d'elle, les cheveux courts, sans voile, étaient affichés dans les rues. Cette apparition tout à fait exceptionnelle (inédite, en réalité) a été saluée comme un ultime exploit posthume. Et pourtant, il y avait dans cette opération de communication quelque chose de profondément troublant, comme si le choix de la montrer sans voile affirmait que ce génie aux cheveux ras n'était pas vraiment une femme : elle était cooptée et symboliquement située dans le monde des hommes. Il aurait peut-être été plus humiliant pour l'État iranien de la montrer voilée *et* médaillée Fields.

L'enseignement supérieur en Iran est fondé, comme en France, sur un modèle centralisé et méritocratique : la réussite scolaire est tenue pour un moyen de surmonter individuellement des inégalités de genre et de classe, et de compenser les entraves sociales et juridiques qui jalonnent le parcours des femmes en particulier. Cela explique la présence écrasante des étudiantes à l'université – elles étaient même majoritaires au début des années 2000, avant que l'État, paniqué, ne mette en place un système de discrimination positive en faveur des étudiants. Comme ailleurs dans le monde, certaines filières et certains métiers sont massivement féminins : l'étude des langues et de la littérature par exemple, ou le métier d'infirmière. Pour autant, les Iraniennes sont loin de désertier les filières scientifiques et technologiques : tout espace qui permet – *via* des opportunités, du pouvoir, du prestige – d'avancer une revendication d'égalité est investi. Les étudiantes ont donc pris une part égale aux mouvements étudiants devenus moteur dans le renouveau de la société civile depuis la fin des années 1990, et violemment marqués par de multiples répressions que ravive l'attaque des bassidjis sur le campus de Téhéran le 3 octobre.

Le premier d'entre eux remonte à 1999. Les espoirs ouverts par l'arrivée au pouvoir du président réformiste Khatami en 1997 – élu en grande partie grâce au vote des femmes et de la jeunesse – ont gonflé les mouvements étudiants, qui sont devenus l'un des principaux soutiens du nouveau président. Celui-ci devait en effet affronter une résistance déterminée des élites conservatrices qui détenaient encore les rênes de l'« État profond¹ ». Ses projets de réformes institutionnelles étaient détricotés dès que possible par des instances de pouvoir comme l'Autorité judiciaire ou les gardiens de la révolution, qui entravaient également l'activité bouillonnante de cette société civile émergente. Surtout, une vague de violence politique a rendu visible le fait qu'un pouvoir exécutif parallèle et opaque tenait le pays, à travers un appareil sécuritaire tentaculaire et transnational. En 1998, des assassinats et des disparitions cibèrent des intellectuels, des personnalités politiques qui avaient survécu à l'annihilation des années 1980. Les époux Forouhar, écrivains et anciens parlementaires membres du parti marxiste Toudeh, furent assassinés de dizaines de coups de couteau chez eux à Téhéran. Quelques jours plus tard, les écrivains Mohammad Mokhtari et Mohammad Jafar Pouyandeh furent retrouvés étranglés près d'une usine de ciment désaffectée au sud de Téhéran. Ces méthodes rappellèrent étrangement celles utilisées dans d'autres meurtres d'opposants à l'étranger, dessinant un réseau d'assassinats (bien que les connexions n'aient pas été systématiquement

1 Michael M. GUNTER, « Taming Turkey's deep state », in ID. (dir.), *The Kurds Ascending. The Evolving Solution to the Kurdish Problem in Iraq and Turkey*, Palgrave Macmillan, New York, 2008, p. 107-130.

établies). Shapour Bakhtiar, ancien opposant au Shah et dernier Premier ministre, nommé en 1979 (ultime fusible avant la révolution), ainsi que son proche collaborateur Abdolrahman Boroumand avaient été assassinés au couteau à Paris en 1991, malgré la protection policière renforcée dont ils bénéficiaient. Le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan, Abdul Rahman Ghassemlou, et deux collaborateurs avaient été tués à bout portant à Vienne en juillet 1989 ; le chanteur et opposant Fereydoon Farokhzad avait été assassiné à Bonn de multiples coups de couteau au visage et au torse en 1991. Ces deux derniers crimes restent à ce jour non élucidés. Plus de quatre-vingts assassinats sont ainsi reliés, sous le nom de « meurtres à la chaîne », à une entreprise d'élimination de tous les tenants possibles d'une alternative à la République islamique. Khatami, le président réformiste qui incarnait à fin des années 1990 l'espoir d'alternative, a dû gouverner en parallèle de cet appareil sécuritaire directement contrôlé par le Guide suprême, sur lequel il n'avait pas de prise. Il a rapidement prouvé qu'il ne pouvait et ne voulait pas sortir de ce système de gouvernement théocratique.

En juillet 1999, les autorités judiciaires ordonnèrent la fermeture du quotidien réformiste *Salam*. Les étudiants de la capitale se joignirent à une large mobilisation de soutien au journal. La nuit même, le 9 juillet, des miliciens firent irruption dans les dortoirs de l'université de Téhéran, mirent le feu aux chambres, passèrent à tabac les filles et les garçons, en jetèrent par les fenêtres et emmenèrent des centaines d'entre eux sous les yeux des forces de police, qui ne bougèrent pas. La contestation s'étendit à d'autres villes : Tabriz, Machhad, Chiraz, Ispahan. Des centaines de jeunes

furent arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison. Le président Khatami s'est désolidarisé et a condamné les manifestants : la première trahison réformiste. Les révoltes étudiantes de 1999, alors les plus importantes depuis la fondation de la République islamique, ont été menées par une génération qui n'avait connu qu'elle. Il y eut des morts, des dizaines de disparus, des centaines de blessés, et plus d'un millier de détenus. Cette répression, prise en charge par les milices et les tribunaux révolutionnaires, a créé un rapport de force défavorable aux réformistes qui, malgré leur victoire aux élections législatives et la réélection de Khatami pour un second mandat présidentiel en 2001, se montrèrent incapables d'assumer des choix à même de faire aboutir, concrètement, leurs promesses de réformes institutionnelles, politiques et sociales. « Nous ne toucherons pas aux fondements de la République islamique », répétaient-ils aux Iraniens, qui prirent acte et, en 2005, portèrent au pouvoir une figure conservatrice issue du corps des gardiens de la révolution : Mahmoud Ahmadinejad. Sa présidence ouvrit alors une nouvelle ère conservatrice et autoritaire, caractérisée par le populisme et un projet de réislamisation de la société².

La contestation de 1999 a durablement marqué la société civile : son héritage a nourri une multitude d'organisations étudiantes dans la décennie suivante. Rejoint par les militantes féministes qui avaient reconfiguré leurs luttes après la répression des années 2007-2008, le mouvement étudiant est devenu le principal ferment d'une renaissance

2 Marie LADIER-FOULADI, *La République islamique d'Iran vue de l'intérieur*, op. cit.

réformiste derrière le candidat Mir Hossein Moussavi aux élections présidentielles en 2009. Les Iraniens discutaient d'une nouvelle citoyenneté, dans un espace public qui s'ouvrait soudainement durant la campagne (comme ce fut souvent le cas, afin d'encourager la participation électorale). Ils se mettaient à désirer une vraie démocratie à l'intérieur des lignes rouges de la République islamique, réconciliée avec sa dimension religieuse mais émancipée du rigorisme idéologique. Mir Hossein Moussavi, qui avait été Premier ministre entre 1981 et 1988, évoquait sa volonté de revenir « à l'âge d'or de l'imam Khomeini », mais présentait un programme progressiste ralliant les classes moyennes derrière la couleur verte de sa campagne. Architecte de métier, il ne venait pas du corps clérical mais de la technocratie islamiste qui avait mis à disposition de l'idéologie théocratique une bureaucratie moderne. Pour la première fois, la femme d'un candidat était publiquement active : la frêle Zahra Rahnavand, souriante, les yeux soulignés au khôl, avec son blouson en jean et ses foulards traditionnels fleuris sous son tchador noir, incarnait un féminisme islamique qui faisait écho aux espoirs d'une plus grande égalité de genre placés dans la candidature de son mari. Malgré le souvenir des impuissances et des impasses du réformisme, la campagne était portée par une vague verte venant de la rue, qui s'étendit comme une traînée de poudre à travers les villes du pays. Le choc n'en fut que plus dur quand, au soir du premier tour, après des heures de confusion durant lesquelles les réseaux mobiles du pays étaient suspendus, Mahmoud Ahmadinejad fut déclaré vainqueur à la majorité absolue. Le jeune mouvement vert, fort d'une organisation locale et spontanée mise en place au cours de la brève campagne, descendit dans

la rue avec une demande obstinée : « Où est mon vote ? » Les artères des villes se remplirent de centaines de milliers de manifestants – trois millions à Téhéran, dit-on – qui marchaient calmement, dans l'esprit de non-violence dont Moussavi avait fait un pilier de son programme.

Un suspense immense planait sur les premiers jours de cette crise politique, tandis qu'on attendait la réaction, l'arbitrage du Guide suprême : accepterait-il le résultat des élections, ou entendrait-il le peuple ? Il est presque amusant de repenser au flou qui entourait alors le pouvoir : les commentateurs et les observateurs ne savaient pas lequel, du président Ahmadinejad ou du Guide suprême, tenait l'autre par la barbichette. S'agissait-il d'un coup orchestré par les gardiens de la révolution, qui tordaient ainsi le bras au Guide ? ou cette fraude était-elle voulue par celui-ci ? Bien sûr, il tenait les fils : il les a toujours tenus. Mais la question s'est réellement posée durant un temps. Il a fallu de nombreuses années aux Iraniens pour comprendre et lire le système qui les gouvernait, et cette réalité du pouvoir – encore opaque aujourd'hui – se révèle un peu plus à la lumière de chaque crise, comme lors des meurtres à la chaîne. C'est pourquoi le slogan « À bas le dictateur », apparu furtivement sur les toits en 2009 puis crié avec défi en 2019, avant de devenir l'un des plus communs de la révolte actuelle, est important : il encapsule une histoire longue de réappropriation citoyenne et de dévoilement du pouvoir, couche par couche, crise par crise, défaite par défaite.

Le 20 juin 2009, dans son discours tant attendu à la prière du vendredi, le Guide suprême qualifiait les contestataires d'« ennemis de la République islamique », amorçant une répression au pas de course. Les manifesta-

tions durèrent pourtant quelques jours encore, encouragées par Mir Hossein Moussavi, mais lui-même se terra bientôt dans le silence et n'apparut plus en public. La commémoration des révoltes étudiantes de 1999, le 9 juillet, fut l'occasion de mobilisations massives. Les organisateurs de la campagne puis de la contestation, issus des mouvements féministes et étudiants, y furent arrêtés. Toutefois, ce soulèvement, comme les suites qu'il connaîtra sporadiquement à l'automne-hiver 2009-2010, vit naître une pratique dont les usages politiques exploseront rapidement : l'organisation de la contestation *via* les réseaux sociaux, notamment à travers l'usage du *hashtag*. Dans le monde entier, des personnes découvrirent la possibilité d'être informées en direct de ce qui se passait en Iran, comme se souvient la militante afro-américaine Genie Lauren :

Le pouvoir militant du *hashtag* est apparu clairement en 2009, lorsque #IranElection est devenu un outil d'organisation pour les Iraniens qui protestaient contre une élection contestée et a permis à un public mondial d'être aux premières loges d'une révolution naissante. [...] Soudain, cette plateforme, qui m'avait semblé jusqu'alors plutôt inutile, m'a permis de communiquer directement avec des personnes sur le terrain en Iran, et j'ai voulu tout savoir³.

C'est par cette dimension que le mouvement vert, non révolutionnaire dans ses aspirations, est identifié comme

3 Sarah J. JACKSON, Moya BAILEY et Brooke FOUCAULT WELLES, *#HashtagActivism. Networks of Race and Gender Justice*, The MIT Press, Cambridge, 2020.

un précurseur des printemps arabes⁴. Cet usage des réseaux sociaux a permis également de nouvelles relations des diasporas iraniennes aux événements en cours dans le pays, et l'organisation de formes inédites de solidarité et d'influence. À partir de 2010, le soulèvement vert fut décapité par le haut, ses dirigeants Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi ayant été placés en résidence surveillée, où ils se trouvent toujours. Il fut aussi écrasé par le bas : des personnes non seulement actives dans le soulèvement, mais aussi repérées et surveillées à travers toutes sortes d'activités associatives les années précédentes furent arrêtées. Cependant, face à la contestation, le pouvoir ne s'est pas uniquement fondé sur la répression : il a mobilisé une base idéologique et une clientèle électorale, cultivées par des politiques de redistribution des richesses du pétrole iranien en subsides, et un discours anticorruption, antiélite. Or c'est cette base populaire que l'État iranien a perdue en 2022.

Le mouvement vert a constitué un apogée de l'espoir réformiste, derrière lequel se sont unis tous les acteurs et les actrices contestataires du pays, y compris les héritiers de mouvements qui savaient les limites et les paradoxes de la réforme pour en avoir subi, au cours des années 2000, les désillusions. Le projet réformiste s'est institué autour d'un mouvement d'adhésion générale à l'identité républicaine islamique de l'Iran, dont il souhaitait orienter la course vers un islamisme démocratique. Ce mouvement impliquait de prendre une distance maximale, faite de désintérêt et d'oubli, avec la genèse violente de la République islamique.

4 Asef BAYAT, *Revolution Without Revolutionaries. Making Sense of the Arab Spring*, Stanford University Press, Redwood City, 2017.

Ce passé, le réformisme tentait justement de s'en libérer à travers un projet tourné vers l'avenir. En deux décennies, il est parvenu, au prix de mille luttes sociales et politiques toujours réprimées et toujours recommencées, à ouvrir une place au sein de l'échiquier politique, et une possible ligne d'extraction institutionnelle hors de l'idéologie théocratique de Khomeini et Khamenei. Or la déferlante la plus massive de cette vague politique, porteuse d'une promesse de changement inégalée, s'est brisée sur une réaction répressive de conservation, toutes milices dehors, qui a confronté la génération de 2009, et celles et ceux qui ont suivi ses aspirations, à ce qui était volontairement oublié, laissé de côté, considéré comme non pertinent ou non opportun : une violence d'État structurée, tentaculaire, multidimensionnelle, construite sur une politique de la cruauté au service d'une théocratie qui ne compte ni partager le pouvoir, ni en démocratiser l'exercice, ni en dévier la ligne idéologique qui est la volonté de Dieu.

La répression du mouvement vert en 2009 a définitivement exclu le réformisme de l'offre politique : les candidats se réclamant de ce courant ne furent d'abord plus autorisés à participer à des élections présidentielles et furent bientôt écartés de toute élection. Ils ont continué toutefois à être présents dans la vie politique, de façon étouffée et défaite, sans renier leur loyauté aux fondements de la République islamique, et en adaptant leurs discours aux frontières toujours plus resserrées du dicible dans l'espace public. Cette obstination a favorisé la rupture entre la classe politico-médiatique et le corps social, d'autant plus profonde que les Iraniens avaient mis un espoir têtu dans ces promesses de changement et développé une affection réelle pour ceux

qui les incarnaient. Avec cette trahison prend lentement fin l'hégémonie idéologique du réformisme comme façon de penser la contestation, ouvrant des horizons au-delà des équilibres toujours perdants et des lignes rouges dans lesquels les imaginaires politiques semblaient pris – comme ces animaux si habitués aux fils électriques qui les ensèrent qu'ils n'en dépassent pas le périmètre même lorsque ceux-ci sont enlevés.

5 octobre 2022

La famille de Nika Shakarami a été contactée le 29 septembre pour identifier son corps à la morgue de Kharizak, à Téhéran : partie manifester neuf jours auparavant, elle a été kidnappée dans la rue et tuée. Sur les réseaux sociaux, sa tante Atash a invité les habitants de Khorramabad à se joindre aux funérailles, le 2 octobre, jour anniversaire des 17 ans de Nika. La lycéenne, originaire de cette ville du Lorestan, était partie vivre à Téhéran chez cette tante et son mari après la mort de son père. Prétendant rendre visite à sa sœur, elle a quitté leur maison le 20 septembre en emportant un masque chirurgical noir et une bouteille d'eau contre les gaz lacrymogènes : la dernière vidéo sur laquelle elle a pu être identifiée, grâce à une enquête de plusieurs semaines du bureau d'investigation (*frontline*) de la BBC Persian, la montre en train de brûler son voile face à la foule, debout sur une poubelle renversée au milieu de l'avenue Keshavarz. Le rapport d'autopsie remis à sa famille, en date du 21 septembre, explique le décès par de « multiples fractures causées par le choc d'objets lourds » sur le crâne. Le 2 octobre, les funérailles n'ont pas eu lieu, Atash Shakarami et son mari ont été arrêtés. À Khorramabad,

la foule, qui avait répondu à l'appel, a manifesté en chantant en persan « Nous sommes tous Nika, bats-toi que l'on se batte ! » et en lori « Maman, Maman, c'est l'heure de la guerre ! ». La mère de Nika raconte aux médias persanophones à l'étranger que la dépouille de sa fille a « été volée » par les autorités. Ils lui ont dit qu'ils l'avaient enterrée à Hayat el Gheyb, un petit village du Veysian à une quarantaine de kilomètres de Khorramabad, où une tombe portait effectivement son nom. Le 5 octobre, la télévision publique iranienne diffuse à 20 h 30 un entretien exclusif avec la tante et l'oncle de Nika : Atash pense que sa nièce s'est suicidée ; tandis que Mohsen dit qu'elle a peut-être été tuée par des manifestants du Lorestan dans une volonté d'envenimer la colère du peuple dans cette région. L'agence de presse Tasnim, liée au corps des gardiens de la révolution, avait diffusé la veille un extrait de vidéosurveillance enregistré le 20 septembre dans l'après-midi, montrant une jeune fille, qui semble être Nika, pénétrer sur le chantier d'un immeuble en construction dans une ruelle déserte de Téhéran. Des images de ce qui semble être son corps étendu sans vie sur le sol du chantier sont montrées à son oncle et sa tante durant l'entretien : le présentateur explique qu'elles datent du 21 septembre et prouvent que Nika est bien morte en tombant du haut de l'édifice. Huit ouvriers présents ce jour-là ont été arrêtés, annonce-t-il. Ce « suicide » fait écho à celui de Sarina Esmailzadeh, lycéenne de 16 ans active dans les manifestations, morte le 23 septembre à Karaj au nord de Téhéran, d'une chute depuis le haut d'un immeuble, selon les autorités, et présentant de multiples fractures à la tête, selon les informations obtenues auprès des services d'urgence hospitaliers par Iran Human Rights.

Dans les semaines qui suivent ces confessions forcées, les journalistes de la BBC Persian mènent une contre-investigation en utilisant les techniques forensiques¹ de reconstitution digitale, de géolocalisation, de vérification des métadonnées liées aux vidéos collectées en ligne. Développées dans les années 2010 par l'agence de recherche Forensic Architecture sous la direction d'Eyal Weizman à l'université Goldsmith de Londres, ces méthodes permettent d'établir des faits par l'attention aux preuves matérielles : identification de la provenance d'un tir *via* l'angle d'impact de balles pour prouver des attaques de drones de l'armée états-unienne au Pakistan, par exemple, ou analyse de la forme d'un nuage de fumée pour prouver la provenance israélienne d'un tir de missile à Gaza. Là où l'accès au terrain est impossible, où les témoignages oraux sont insuffisants, il s'agit d'enquêter en faisant parler la matière. Cette méthodologie d'enquête remet en cause les rapports institués entre pouvoir et savoir en ouvrant une brèche dans un système d'expertise où l'État a, de fait, l'exclusivité sur les conditions d'établissement du vrai. Les protocoles d'enquêtes numériques ont été réappropriés par une multitude d'acteurs (des journaux comme le *New York Times* ou des radios comme la Deutsche Welle, des organisations de défense des droits comme le Centre européen pour les droits constitutionnels et humains à Berlin, ou l'ONG Index en France).

Ce tournant forensique influence la production et la circulation des vidéos prises par tout un chacun, dans un monde où filmer avec son téléphone s'impose de plus en plus

1 Eyal WEIZMAN, *La Vérité en ruines. Manifeste pour une architecture forensique*, Zones, Paris, 2021.

comme la forme sous laquelle nous vivons les événements et y avons accès. Dans ce contexte, qui est aussi celui des réseaux sociaux, les pratiques d'authentification deviennent un enjeu. Une attention nouvelle est accordée aux métadonnées, qui identifient les fichiers numériques, et qu'il s'agit de ne pas corrompre : n'incluez aucun sous-titre, n'inscrivez aucun texte sur vos photos et vos vidéos, répètent les sites d'information en persan qui s'appuient sur ces documents, faute d'accès au terrain. L'autre pratique adoptée par les personnes qui filment pour documenter est de donner, derrière la caméra, l'heure, la date et le lieu, en utilisant s'il le faut un logiciel de brouillage de voix pour se protéger.

Un mois après la mort de Nika, la BBC Persian publie une enquête qui déconstruit les preuves vidéo présentées par la télévision iranienne et confirme l'assassinat de la jeune femme par les autorités iraniennes, en authentifiant le certificat de décès remis à sa famille. Dans une situation générale où l'on ne peut pas être sûr qu'une vidéo diffusée un jour donné documente bien des événements survenus ce même jour en Iran, et non pas durant les multiples émeutes, grèves et manifestations qui ont lieu depuis 2017, les médias internationaux en persan présentent une certaine garantie de vérification. « La révolution *sera* télévisée », après tout... Cependant, les choses se compliquent quand on sait qu'ils ont leur propre parti pris, leurs lignes éditoriales et leurs visées. La chaîne Iran International, qui transmet depuis Londres et Washington, s'est imposée ces dernières années comme canal d'information le plus assidûment suivi par la société iranienne transnationale. Il se dit même qu'elle est plus regardée que la télévision publique en Iran, où elle est transmise par Internet et satellite (l'État a perdu depuis

longtemps la guerre du parasitage et de l'interdiction des satellites). Or cette chaîne est financée par l'Arabie saoudite, le rival régional de l'Iran, et suit une ligne éditoriale farouchement opposée à la République islamique. Elle s'est imposée en débauchant, avec des salaires et des conditions de travail attractifs, des journalistes persanophones de médias iraniens, et a établi sa crédibilité en étant finaliste en 2019 et 2021 du prix de la chaîne internationale de l'année de l'Association for International Broadcasting aux côtés de la CNN ou d'Al Jazeera. Elle devance désormais la BBC Persian comme chaîne de référence couvrant l'actualité, bien sûr, à distance.

Le 22 septembre, le militant et ancien prisonnier politique Hossein Ronaghi donnait une entrevue en visioconférence en direct à Iran International lorsqu'il fut interrompu par l'irruption des forces de sécurité qui tentèrent de forcer sa porte pour l'emmener. Le militant s'était déconnecté et avait pris la fuite. Deux jours plus tard, il s'était rendu de son plein gré au bureau du procureur, où il avait été arrêté et avait perdu conscience sous les coups. Il est depuis lors détenu dans la prison d'Evin, devant laquelle ses parents, d'origine modeste, ont décidé de rester jour et nuit pour demander l'application de ses droits. Sur les réseaux sociaux circulent les photos et vidéos de ce couple âgé, assis sur un carton, emmitouflé dans des couvertures, de jour comme de nuit.

Depuis le 20 septembre, Iran International diffuse des éditions d'information vingt-quatre heures sur vingt-quatre, consacrées à la « révolution de 1401 », accompagnées de cartes des villes iraniennes avec la localisation exacte des manifestations, et relayant les appels à manifester des « comités des jeunes de quartier » : la chaîne transmise depuis l'autre bout du monde est devenue pour les Iraniens un moyen

de s'informer de ce qui se passe dans leur propre ville et de coordonner leurs actions locales. Mais ses choix éditoriaux, comme la présentation d'une réunion des membres de l'opposition à Paris ou Washington en « information exclusive », le temps d'antenne attribué aux analystes et la sélection des éditorialistes politiques, participent d'un projet précis : construire un discours hégémonique qui présente le fils du Shah déchu en 1979 comme l'alternative politique la plus viable à la République islamique.

Lorsque la monarchie est renversée et que le Shah Mohammad-Reza Pahlavi quitte Téhéran en janvier de cette année-là avec sa famille, il est déjà très gravement atteint d'un cancer, dont il mourra en exil au Caire après un long périple pour trouver un havre d'accueil. L'exercice autoritaire et personnel du pouvoir royal à partir de 1953 a eu comme conséquence un affaiblissement du camp monarchiste en dehors de la personne de feu le Shah et, logiquement, de son héritier. Reza Pahlavi, qui porte le même nom que son grand-père, fondateur de la dynastie Pahlavi et architecte autoritaire de la modernisation et de la centralisation de l'Iran au xx^e siècle, avait 19 ans lorsqu'il a quitté l'Iran avec ses parents en 1979. Les anciennes élites monarchistes exilées, ralliées par une frange d'opposants pragmatiques à la République islamique, ont investi en lui l'espoir d'une restauration monarchique dont ils promeuvent le projet depuis de nombreuses années à travers une évocation nostalgique de l'âge d'or perdu de l'époque du Shah, des jeunes étudiantes en short, des chanteuses de variété en robes moirées dans les années 1970, des héros de *films farsi* en noir et blanc avec leurs chapeaux melons et leurs moustaches fournies. Reza Pahlavi reste ambigu sur

sa propre position vis-à-vis de ce projet de restauration. Les trois fondements de sa proposition politique, de plus en plus présente dans l'espace médiatique transnational en persan, sont la laïcité, la tenue d'élections libres, et un projet de société néolibérale et nationaliste – loin des dynamiques d'une révolte organiquement liée à une société civile locale active et organisée, mais dont les acteurs sont aujourd'hui pour la plupart détenus ou forcés au silence.

Au-delà des enjeux éditoriaux et des soutiens politiques, la constitution d'un champ médiatique en exil, mais aussi d'un espace d'information transnational influence profondément la construction de l'iranité au-dedans et au-dehors du pays. Ces espaces sont rendus possibles par leur intégration à l'industrie médiatique globale, à son traitement formaté des faits et à sa production de discours hégémoniques. Pour autant, les journalistes qui y travaillent au quotidien, sans connaître de jour et de nuit depuis quelques semaines, sont pour une majorité des exilés de 2009, militants du mouvement vert formés au sein des services de rédaction et des organisations réformistes en Iran. Parmi elles et eux, nombreux sont ceux et celles dont les intérêts ne recoupent pas forcément ceux des médias qui les emploient, et dont travail en exil s'inscrit en continuité avec celui qu'ils menaient à l'intérieur du pays, à travers les mouvements de la société civile depuis 1999. Ils couvrent les révoltes d'aujourd'hui avec une mémoire et un regard nourris de ces expériences politiques passées, illustrant la stratification des mobilisations et des luttes derrière une révolte dont le visage est devenu celui de jeunes lycéennes au courage vertigineux, comme Nika, comme Sarina.

9 octobre 2022

Les soulèvements actuels se distinguent de ceux des dernières décennies par la créativité et la variété de leurs slogans. Ils fusent de toutes parts, couvrant les murs à une vitesse qu'il est impossible aux agents de nettoyage du régime de suivre. La révolte opère sur deux fronts. Elle ne se contente pas de se lancer contre les fondations de la théocratie à coups de bélier – sans l'once d'une hésitation, avec une foi en sa puissance proprement sidérante. Elle incarne aussi des valeurs contraires, qui sont une proposition politique. La plus visible est la solidarité impliquée par le slogan « Femme Vie Liberté », dans lequel se reconnaissent désormais tous ceux qui se lèvent contre les multiples visages de l'injustice, des quartiers populaires aux grandes écoles de Téhéran en passant par les petites villes du Khouzestan arabophone. Cette solidarité est d'abord contenue dans le consensus autour du fait que l'égalité hommes-femmes est la précondition du changement de régime politique, donc que la situation des femmes n'est pas l'affaire des femmes mais la condition de possibilité de la liberté pour tous et toutes. La reprise en persan d'un slogan kurde est le second geste d'une solidarité évidente. La violence raciale en Iran

n'est pas seulement une violence d'État, elle relève d'une xénophobie et d'une hégémonie de la culture perse dans un pays hautement centralisé. Or depuis la mi-septembre, on peut observer deux dynamiques étonnantes et assez inédites : d'une part, se dessine une image idéale de l'Iran, un pays opposé à l'État, occupé par ce dernier et que le soulèvement en cours voudrait libérer (un des slogans le plus chantés dit : « Je me battraï, je mourrai, je récupérerai l'Iran »). D'autre part, et dans le même temps, les Azéris chantent leur soutien aux Kurdes, et à Téhéran on déclare son amour pour les capitales du Baloutchistan et du Kurdistan. Contre la hiérarchisation des groupes nationaux et ethniques et leur construction en relais sociaux de la domination politique, c'est l'attention des uns aux autres et l'appartenance à un même corps social qui sont mises en scène à travers les pratiques et les discours de l'insurrection.

Est-ce céder à un romantisme insurrectionnel que de relever cela ? Je ne le pense pas. Ce qui m'intéresse, aujourd'hui comme dans la révolution de 1979 que j'étudie, ce sont les « rêves de futur », les futurs rêvés, co-imaginés, qui irriguent la mise en jeu de soi dans le présent de la révolte. Il est important d'archiver, de documenter précisément ces rêves, puisque les promesses certainement ne seront pas tenues ou pas comme on le voudrait, puisque des lignes de tension se dessinent déjà qui nous montrent que les choses seront difficiles lorsque l'ivresse retombera. Tandis que « Femme Vie Liberté » s'imposait en devise de la révolte, une concession a été faite aux manifestants hommes, un slogan à leur mesure, pour les rassurer sur leur place en quelque sorte, *Mard Mihan Abadi* : « Homme Pays Prospérité ». Or, depuis quelques jours, le gouvernement

iranien s'est réapproprié de façon tout à fait cynique ces trois mots, qui fleurissent dans l'espace public à travers une campagne de relations publiques. Une banderole géante portant ce slogan au-dessus de l'inscription « À bas les États-Unis » orne désormais l'aéroport de Téhéran ; les élus et officiers du Sepah publient des *selfies* accompagnés de ce mot de ralliement sur les réseaux sociaux. Ce que les insurgés ont pensé comme un geste d'inclusion nécessaire est devenu une brèche par laquelle l'État tente de neutraliser la subversion et de l'absorber à son profit, en pointant il me semble à l'intention des manifestants la tension dans laquelle ils (et elles !) sont pris et qu'ils et elles devront affronter tôt ou tard : la radicalité du slogan « Femme Vie Liberté » pour le corps social lui-même, ce qu'il exige des identités masculines et qu'elles ne sont probablement pas prêtes à concéder, bien qu'elles affirment pour le moment, et en contexte de lutte, le contraire.

12 octobre 2022

Une vidéo capture le moment où, dans une cour de lycée, face à la responsable scolaire rappelant à la tribune que toute élève non voilée sera punie de trois jours d'exclusion, l'assemblée entière enlève son voile dans des éclats de rire : plusieurs centaines de jeunes filles, qui s'applaudissent aussitôt et font vibrer la cour de slogans suraigus. Un autre film montre des lycéennes qui forcent un représentant de l'Éducation nationale à quitter leur établissement aux cris de « Honte à toi ! ». La nuée d'élèves poursuit le bureaucrate jusqu'à ce qu'il s'échappe par le lourd portail en fer. Un adulte, qui faisait office de tampon entre le responsable et la jeune foule, fait alors un V avec ses doigts, sous leurs cris de victoire. Ambiance stridente et enfantine de cour d'école ; et pourtant, c'est un moment politique. Les lycéennes sont aux premières loges de la contestation : dans la rue, dans les salles de classe, ou par des actes de subversion individuels relayés sur les réseaux sociaux, comme celui de déchirer les photos du Guide dans les livres d'histoire. Celles-ci sont là depuis toujours, et des écolières dans les années 2000 se souviennent de les avoir maquillées au stylo, comme les Sex Pistols l'ont fait avec le portrait de la reine d'Angleterre :

Khomeini avec la bouche de Marilyn Monroe, Khamenei avec les cils de Rihanna. Mais déchirer carrément la page et relocaliser ainsi sa contestation n'avaient jamais été faits. L'acte était à portée de main, mais pas d'imagination : c'est le soulèvement actuel qui a fait sauter le verrou et nourri ces possibilités. À Zahedan, il paraît qu'une jeune lycéenne est morte sous les coups de son père, après que ce dernier a été convoqué pour répondre du délit de sa fille : avoir déchiré les photos des Guides suprêmes dans son livre de classe. À Ardebil, les forces de sécurité sont venues dans un lycée arrêter une élève, identifiée dans une vidéo contestataire où elle jouait à la marelle sur les photos des Guides, et l'ont frappée à mort.

On se souvient que la révolution syrienne a commencé en février 2011 avec des slogans peints sur les murs par des collégiens. Dans le cas de la révolution iranienne de 1979, la présence des lycéennes et des lycéens était massive. Les prisonniers politiques, qui se comptaient par dizaines de milliers dans les années 1980, avaient, pour la plupart, moins de 18 ans au moment de leur arrestation. Actrice importante des insurrections révolutionnaires contre le Shah, cette génération d'élèves s'est en effet très tôt investie dans la résistance à la dictature postrévolutionnaire. Celles et ceux qui avaient été dans la rue en 1979 et avaient remporté une victoire pour tout dire surprenante et inespérée contre un pouvoir qui semblait indéboulonnable ne comptaient pas s'en laisser montrer sans réagir. Le renversement avait été si soudain que de nombreux élèves et étudiants ne parlaient pas de « révolution » mais d'un « soulèvement » : ils s'étaient soulevés, de cela ils se souvenaient, et tout s'était incroyablement accéléré jusqu'à l'arrivée de l'imam à Téhéran. Que

la révolution ait été accomplie en moins d'une année scolaire était difficile à concevoir. Et puis ils avaient le sentiment de posséder cette révolution dont ils avaient été des acteurs, ce qui rendait difficile le retour à l'ennui d'une salle de classe, et inacceptable l'injonction à se retirer pour laisser le clergé redéfinir les termes du projet au nom duquel ils s'étaient soulevés.

Tout cela m'est raconté par des amies chercheuses, docteures en philosophie et en sociologie, qui faisaient alors partie de ces foules lycéennes résistantes, ont été arrêtées pour avoir possédé des revues ou été membres d'une organisation de gauche, ont été torturées pendant plusieurs années, ont survécu aux massacres des prisonniers politiques avant d'être libérées près d'une décennie plus tard. Sur la proposition d'une sociologue qui a mené des enquêtes de terrain dans les années 2010 dans les écoles iraniennes pour y étudier l'enseignement de l'histoire, avant d'échapper de justesse à une arrestation et de travailler désormais à l'étranger, nous sommes quelques-unes à nous retrouver pour discuter des événements en cours. Celles qui étaient alors lycéennes partagent leurs regards et leurs analyses. Elles témoignent d'une tendresse infinie pour des gestes dans lesquels elles reconnaissent les leurs : une façon de marcher serrées les unes contre les autres, entre copines, en se tenant la main, de glousser, de sauter le muret pour impressionner les filles. Nous n'avions pas mesuré combien la génération de 1979 sacrifiée à la résistance contre le fascisme postrévolutionnaire – la génération de nos parents – était jeune et débutante quand elle est passée sous les roues de la République islamique. De fait, les observateurs des soulèvements actuels font des lycéens et des lycéennes impliqués en tant que

groupe social à part entière, de leur jeunesse une particularité du mouvement – qui par sa force audacieuse, qui par sa faiblesse immature – par rapport à ceux de 1999, 2009 ou 2019. Non, cette présence lycéenne n'est pas inédite, mais elle s'inscrit dans une tradition et une histoire des luttes qui ont été effacées.

14 octobre 2022

Depuis le début du soulèvement, la « deuxième phase » attendue est celle de la grève. En 1978, ce furent les grèves générales dans tout le pays, et particulièrement dans le secteur essentiel du pétrole, qui avaient « cassé le dos » du régime du Shah. Aujourd'hui encore, les grèves sont attendues pour marquer l'essai de la contestation et lui donner une ampleur décisive. Le site pétrolier d'Assulyeh est déjà à l'arrêt depuis le 10 octobre. Au quatrième jour, les grévistes, toujours déterminés, ont fermé la route vers le site. D'autres terminaux pétroliers leur ont embrayé le pas : le 11 octobre à Abadan, le 18 octobre à Boucher, Bandar Abbas et dans les raffineries Petro Palayesh près de Téhéran. Ce même jour, les usines de sucre de Haft-Tapeh, de sidérurgie de Ghadir, les mines de Neyriz dans la province de Fars, les cimenteries de Kangan près de Boucher ont également cessé leur production. Cependant, le mouvement massif attendu n'a pas lieu. Des grèves, il y en a beaucoup depuis quelques semaines : les compagnies de transports publics de Téhéran, par exemple, ont été à l'arrêt fin septembre. Le réseau des commerces urbains, le bazar, est en grève depuis un mois au Kurdistan. Des actions ont lieu dans le secteur pétrolier,

mais sur un site du Khouzestan par exemple, dès le premier jour, les deux cent trente ouvriers en grève ont été arrêtés et placés en détention. Le message des autorités est clair : elles ne feront preuve d'aucune tolérance.

Le monde ouvrier est habitué à ces traitements. Les syndicats indépendants sont interdits ; les militants syndicaux et les grévistes sont criminalisés et finissent en prison, avec des peines lourdes de parfois plusieurs années, avant même d'avoir commencé leur action. Dans ce contexte, le préavis de grève est une notion fort dangereuse, les possibilités de s'organiser toutes relatives. Ces réalités créent un appauvrissement et un déclassement sociaux de fait des sites et des réseaux de travailleurs les plus politisés. Cela ne veut pas dire toutefois que ce mouvement est brisé une fois pour toutes. Les pratiques de solidarité, sur plusieurs générations, et la détermination de certains sont assez étonnantes. Ces figures de proue du mouvement, expertes de l'organisation clandestine et mémoires vivantes de la culture ouvrière, ont malheureusement été arrêtées à nouveau depuis les premiers jours du soulèvement actuel, quand elles n'étaient pas déjà en train de purger quelque peine – notamment pour les mouvements de grève amorcés début 2022 –, dans ce va-et-vient constant et arbitraire entre la prison et l'usine qui fait l'étoffe de leur vie et de leur lutte depuis les années 1990. En conséquence, quand le secteur industriel s'est joint à la lutte début octobre, il était privé de ses membres les plus organisés et expérimentés. Les grévistes soutiennent le mouvement Femme Vie Liberté, mais ils portent aussi des revendications spécifiques : le paiement des arriérés de salaires de plusieurs mois, leur revalorisation pour faire face à une inflation de plus de 40 % et, plus

généralement, une amélioration des conditions de travail, notamment dans des domaines élémentaires, comme l'accès à l'eau potable. Vue de loin, la question de l'eau potable n'est pas surprenante pour un pays dont le climat est de plus en plus désertique à de nombreux endroits. Pourtant, cet enjeu n'était plus considéré comme un problème depuis plusieurs décennies : il est réapparu à l'occasion de l'actuelle crise environnementale aux dimensions dantesques, qui touche particulièrement les provinces les plus pauvres et la population rurale depuis deux décennies. Au Khouzestan, au sud-ouest du pays, le manque d'eau potable remonte aux mauvaises gestions et aux détournements de fonds publics lors des grands chantiers de la reconstruction après la guerre Iran-Irak, à la faveur de laquelle l'entourage du clergé au pouvoir et celui des gardiens de la révolution se sont musclés et diversifiés économiquement en s'empiffrant de contrats. Dès le début des années 2000, les habitants du Khouzestan se soulevaient pour dénoncer l'inaction des pouvoirs publics face à leur situation critique. La carte des « révoltes des assoiffés » coïncide avec celle des grèves ouvrières, qui entretiennent depuis plusieurs années une contestation sociale de basse intensité. L'expansion en est empêchée, d'un côté, par la puissance de la répression et, de l'autre, par une reconfiguration du monde du travail qui a brisé pour les employés le levier de la grève.

Le régime du Shah a été combattu au nom des inégalités nées d'une modernisation centrée sur un capitalisme d'accaparement au profit des élites monarchistes et d'alliés économiques et politiques occidentaux. Ironiquement, si les grèves du secteur ouvrier ont joué le rôle historique qu'on leur connaît dans le renversement de ce régime, c'est

parce qu'elles étaient alors possibles. Or elles ne le sont plus aujourd'hui. La répression en est une des raisons seulement, bien que non des moindres. Dans les années 1990, l'État réformiste a adopté des politiques économiques néolibérales qui ont eu pour effet de recomposer le droit du travail : les contrats extrêmement précaires, à la journée et proches de ce qu'on connaît en France comme du travail en intérim, sont devenus la norme. Ces contrats permettent de licencier définitivement du jour au lendemain, sans préavis ni compensation. Avant ces réformes, 90 % des ouvriers du secteur pétrolier bénéficiaient de contrats pérennes. Depuis, la situation s'est renversée : plus de 75 % des employés sont des journaliers¹. On dit d'eux qu'ils sont « prêtés » aux industries et travaillent « par projets », ce qui les met en concurrence entre eux et avec les ouvriers bénéficiant de contrats plus pérennes, et fragmente un peu plus leurs mouvements. Les proto-intérimaires sont dans une position très fragile pour formuler des demandes ou appuyer celles faites par leurs collègues statutaires. Ces tensions sont exploitées par les directions, qui opposent les différentes catégories d'employés entre elles pour désactiver leurs luttes. Ainsi, dès que les ouvriers extra-précaires se joignent à une grève, des accords sont proposés aux employés statutaires seuls, en échange d'une reprise du travail. Ces résolutions sont une amère trahison pour les journaliers, dont la masse critique a permis à la grève d'atteindre des objectifs, mais qui ne bénéficieront pas de ces acquis. Or il s'agit ici de

1 Peyman JAFARI, Mohammad Ali KADIVAR, Mehdi HOSEINI et Saber KHANI, « Labor organising on the rise among Iranian oil workers », Middle East Report Online, mis en ligne le 25 août 2021.

défendre des droits et conditions de travail sectoriels, sans même parler d'engager la grève dans un mouvement de revendications politiques plus large. Les industries publiques ont été privatisées et entrent dans le périmètre d'application de ce nouveau non-droit du travail, mais elles ont été achetées par les gardiens de la révolution et leur entourage, et renforcent les dynamiques en place d'intérêt et d'appui entre pouvoirs économique et politique, inaugurant une nouvelle sphère pour laquelle un mot spécifique est forgé : le « privéblic », du privé-public.

Dans ce contexte, comment organiser, tenir et étendre une grève ? Telle est la question qui se pose aux travailleurs iraniens à l'automne 2022, d'autant que la répression n'est pas la seule attitude du pouvoir face à l'enjeu d'un élargissement du mouvement par la grève. Le paiement des salaires dus depuis plusieurs mois et quelques augmentations réclamées depuis fort longtemps ont été promis pour faire revenir à leur poste les ouvriers de plusieurs sites. Mais la question de savoir ce que le soulèvement peut attendre de la mobilisation des travailleurs en pose une autre, non moins importante : dans une économie dont le secteur informel est aussi vaste que le secteur formel, et où le taux de chômage avoisine officiellement les 20 % pour les jeunes de moins de 25 ans et les femmes, comment penser le mouvement ouvrier, en tant que protagoniste des conflits politiques et sociaux ?

15 octobre 2022

Il y a le feu à la prison d'Evin. On ne comprend pas ce qui se passe, rien n'est clair : uniquement des rumeurs, des images de feu, des vidéos où l'on entend des détonations en série (une dizaine), les vitres de la maison avoisinante d'où est filmé l'incendie qui explosent, des rafales de tirs. D'autres vidéos filmées au milieu de la nuit : une foule s'est rassemblée devant le bâtiment, elle crie de libérer les prisonniers, elle crie « À bas le dictateur ! ». Le 15 octobre, l'information a commencé à circuler sur les réseaux sociaux, relayée par des proches de prisonniers politiques et d'anciennes détenues : un incendie s'est déclaré dans la matinée, des coups de feu ont été entendus toute la journée, que ceux qui le peuvent se rendent sur place. Les gens se sont dirigés en voiture vers la prison, créant un embouteillage sur l'autoroute périphérique *Yadegar-e Emam* (Le souvenir de l'imam). J'ai passé la nuit collée à mon téléphone portable. Des *spaces* de discussion se sont ouverts sur Twitter : d'anciens prisonniers politiques échangent avec celles et ceux qui sont en route vers Evin. Un survivant des massacres des années 1980 reconstitue d'après son souvenir l'architecture des cours intérieures, tandis que des conducteurs téhéranais proposent des itiné-

raires alternatifs pour échapper à l'embouteillage. Certains manifestants relaient des appels à se rendre massivement devant Evin armés de cocktails Molotov. D'autres, qui se disent membres des « comités de jeunes de quartier de Téhéran », rappellent qu'il ne faut surtout pas se rendre tous au même endroit : depuis le début, la stratégie est à la fragmentation géographique pour épuiser les forces de l'ordre, il faut allumer le plus de contre-feux possible pour les diviser. Jeter des cocktails Molotov sur la prison d'Evin, au cœur de l'appareil répressif, alors que des prisonniers sont à l'intérieur ?! Mais qui a eu cette idée imbécile ? Il ne faut surtout pas jouer le jeu de la violence dans l'antre de la bête, disent-ils.

Iran Human Rights a identifié au moins quatorze mille personnes détenues depuis la mi-septembre – un mois. Les chiffres réels sont plus élevés, on le sait, car de nombreuses familles n'osent pas dire que leurs proches ont été arrêtés. Les autorités les convainquent qu'il vaut mieux faire profil bas jusqu'à ce que les leurs soient libérés : s'ils n'ont rien à se reprocher, tout ira bien, si au contraire ils commencent à faire du bruit, surtout s'ils contactent des organes à l'étranger, alors cela veut dire que les détenus doivent avoir fait quelque chose. Les associations de défense des droits tentent d'expliquer, dans les médias retransmis en Iran, sur les réseaux sociaux, que cette idée est fautive et dangereuse. Se taire ne protège pas ses proches, garder l'arrestation secrète n'arrangera rien : seuls les prisonniers dont le nom est su à l'étranger acquièrent une certaine valeur pour leurs geôliers, ce qui leur donne une protection minimale face au traitement arbitraire et cruel qui les attend tous, activistes de premier plan ou simples manifestants. Mais ces

associations peinent à convaincre, cela fait trop longtemps que ces automatismes sont installés : tu es pris, surtout tu te tais dans un premier temps, tu ne fais pas un bruit et tu attends de passer entre les mailles du filet. Ensuite, si tu n'es pas relâché dans quelques jours, on verra. Or, dans cet intervalle, beaucoup reçoivent la date de leur passage devant le tribunal révolutionnaire, et les charges contre eux étant désormais définies, il est trop tard. D'autres sont partis sous la torture, disparus, ou débarqués en hâte, à l'agonie, au service d'urgence d'un hôpital. Les prisons sont pleines à craquer, même si l'on raconte que de nouveaux lieux de détention ont été ouverts depuis septembre. Des vidéos montrent le va-et-vient des ambulances sans plaque d'immatriculation dans lesquelles sont emmenés les manifestants arrêtés. Des amis du Kurdistan parlent de hangars d'usines réquisitionnés, d'autres à Chiraz d'écoles et de bâtiments excentrés affectés aux premiers interrogatoires, à l'identification et au tri.

Que se passe-t-il à Evin ? S'agit-il d'un accident, d'une émeute, d'une purge préparée ? Le 16 octobre, de nouveaux témoignages circulent mais tout reste confus. Yasser Hachemi, le fils de l'ancien président Hachemi Rafsandjani, dont le frère Mehdi est en prison pour faits de corruption depuis quelques années, a rapporté que, deux jours plus tôt, ce dernier s'appêtait à retourner en prison après une permission quand les autorités lui ont dit que ce n'était pas la peine : il pouvait rester encore un peu chez lui. La militante féministe Narges Mohammadi, détenue depuis le 21 avril 2022, pour la énième fois, a fait parvenir depuis la prison une lettre manuscrite dans laquelle elle raconte comment, dans les quatre derniers jours, les autorités ont soudain fermé

les portes entre les cellules et le couloir central, habituellement laissées ouvertes du fait de la surpopulation, et que de nouveaux gardiens sont venus prendre la relève des équipes connues. D'anciens détenus s'appuient sur ces deux témoignages pour penser que l'attaque contre les prisonniers était prévue ; l'incendie en est peut-être une conséquence. Narges Mohammadi raconte que sous l'effet du gaz lacrymogène et du bruit des balles, elle s'est précipitée avec d'autres codétenues dans un couloir dont elles ont forcé la porte. Elles sont arrivées dans une cour de promenade déserte ; sur les murs d'enceinte étaient postés des snipers qui les ont insultées en leur criant de dégager. La mère de deux activistes de gauche détenus à Evin s'est entretenue avec le média indépendant Radio Zamaneh basé à Amsterdam : d'après ce que lui ont dit ses fils dans un bref appel téléphonique, les prisonniers de la section 7 se sont fait passer à tabac par les gardes pendant vingt-quatre heures ; ceux de la section 8 ont tenté d'intervenir auprès de leurs camarades et se sont fait tirer dessus à l'arme non létale ; ce sont les grenades lacrymogènes lancées par les gardiens dans cette section qui ont déclenché l'incendie. D'autres témoignages parlent de dizaines de prisonniers transférés dans des ambulances banalisées vers la prison de Rajahe Shahr, en banlieue. Combien sont morts ? Qui a été touché ? les prisonniers de droit commun ? les prisonniers politiques ? les anciens ou les nouveaux ? L'événement a été évoqué dans le journal télévisé de la première chaîne publique, qui rapporte un incendie dans l'atelier de couture de la prison d'Evin. La présentatrice parle d'abord de quarante morts et soixante et un blessés, puis dans un second temps, de quatre morts et soixante et un blessés. S'agit-il d'une erreur de lecture ?

L'incertitude sanglante du feu d'Evin est une capsule émotionnelle qui rappelle les massacres de 1988. Impossible de ne pas se souvenir : les prisons avaient été isolées durant plusieurs semaines – portes fermées, droits de visite annulés. Les familles n'avaient aucune nouvelle : elles ne savaient même pas si les prisons avaient été vidées, les occupants transférés ailleurs, ou s'ils étaient encore derrière ces portes fermées où planait un calme de mort. Les survivants raconteront la suite. Dans les sections, les postes de télévision et les journaux habituellement distribués avaient été retirés. *Incommunicado*, jusqu'au massacre. Un tri avait été opéré durant plusieurs semaines, sans que les prisonniers sachent quel était le but des interrogatoires étranges qu'on leur faisait subir. Priez-vous ? Vos parents priaient-ils ? À quelle organisation êtes-vous affilié ? Que pensez-vous de la République islamique ? Ils avaient commencé à comprendre en entendant le bruit des corps qu'on entassait la nuit dans des camions frigorifiques. Ce n'est que plusieurs semaines plus tard que les familles avaient été informées. C'est ainsi que mon grand-père, à Chiraz, avait appris la mort de ma mère. On lui avait fait signer une lettre où il s'engageait à ne pas organiser de funérailles, en échange de quoi on lui avait indiqué une tombe scellée de ciment frais, dans un coin en retrait du cimetière de la ville. Notre famille, comme beaucoup d'autres, a toujours eu du mal à croire que ma mère était vraiment enterrée là. Il y a peu, j'ai rencontré un cinéaste iranien à Marseille, après une projection de mon film *Hitch. Une histoire iranienne* qui évoque ces massacres de 1988. Il est beaucoup plus jeune, mais a lui aussi été emprisonné à Adel-Abad, dans la même prison à Chiraz, plusieurs années plus tard. Il m'a parlé d'un vieux concierge

un peu fêlé qui passait les couloirs de la prison à l'eau de Javel. Certains soirs, le vieux perdait la boule et se mettait à parler de tranchées qui étaient trop petites, qui avaient été inondées. Il faisait alors de grands gestes et rejouait la scène dans les couloirs : il se mettait à creuser des trous immenses. On savait qu'il parlait des massacres, m'a dit le cinéaste, en tournant un doigt sur sa tempe.

Je ne cherche pas forcément à établir les faits. Je ne souhaite pas amener de la rigueur dans la réalité, quand celle-ci se distord comme un métal dans l'incendie. Je respecte l'incendie, disons en tout cas que je ne veux pas à tout prix passer outre, car il m'informe autant que les faits. Il m'indique qu'on se situe sur le terrain de la violence, quand un régime de cruauté et d'impunité généralisées bouscule le réel et en froisse notre perception, quand il infuse la réalité d'un état hallucinatoire. Que faire avec ces rumeurs, ces confusions, ces incohérences, ces flottements ? Le travail sérieux, le seul type de travail que l'on peut produire sur ces faits, est bien obligé de mettre de côté tout ce qui déborde pour traduire cette réalité dans le domaine du rationnel : pour la faire passer dans le monde sensé où l'on évolue dès que l'on déplonge de ce monde halluciné. Cette opération de traduction a son utilité dans les tribunaux et les rapports d'enquête ; mais quand il s'agit de comprendre, j'ai toujours l'impression qu'elle nous coupe de ce qui s'est passé plus qu'elle ne nous en rapproche.

17 octobre 2022

Il y a quarante ans, un 17 octobre, ma tante Fataneh, la sœur de ma mère, était exécutée dans la prison de Bandar Abbas, une ville portuaire de l'Est iranien. C'est là qu'elle a été enterrée, à côté de son mari Ali-Mohamad qui avait été tué quelques mois auparavant par les gardiens de la révolution. Durant des années, dans les groupes numériques de conversation familiale, un hommage était rendu à Fataneh les 17 octobre : on se rappelait sa timidité rieuse et ses bizarreries, comme son amour des blancs d'œufs durs. On marquait toujours cette date d'une photo ou d'une chanson. Mais depuis cinq ans maintenant, plus personne n'ose partager ses souvenirs. C'est que sa tombe a été détruite, tandis que l'État œuvre à effacer les traces de ses crimes passés : depuis 2017, une route passe dessus.

À la fin des années 1970, ma tante Fataneh Zarei était comptable, à Gachsaran où elle avait grandi, pour le compte de la Société nationale iranienne du pétrole, où son père avait fait toute sa carrière, comme ouvrier puis contremaître. Active dans les comités de grèves nationales de la Société et dans les journées révolutionnaires en 1978-1979, elle s'était engagée après la révolution dans le parti islamiste de gauche

des *mojahedin* (Sāzmān-e Mojāhedīn-e Khalq-e Irān), dont elle était devenue candidate aux premières élections législatives en 1981. Elle avait alors 26 ans et venait d'épouser un militant *mojahedin*, Ali-Mohamad Qambari. Fataneh avait obtenu un score honorable aux élections, gagnées toutefois par le Parti de la République islamique. Peu après, elle perdit son emploi à l'occasion des *pāksāzi* (purges), les campagnes de licenciement des employés identifiés comme dissidents. Des miliciens du Hezbollah avaient tenté d'arrêter chez eux ma tante et mon oncle. Ceux-ci étaient parvenus à fuir, leurs familles avaient perdu leur trace. À Gachsaran, le frère adolescent d'Ali-Mohamad fut arrêté par le Sepah et interrogé à propos du couple : il fut tué durant son interrogatoire, et son père appelé pour venir récupérer son corps. Fataneh et Ali-Mohamad avaient rejoint le port de Bandar Abbas, situé sur le détroit d'Ormuz, dans le golfe Persique. Fin mars 1982, Ali-Mohamad et un autre militant *mojahedin* avaient été arrêtés et tués par une équipe du Sepah. Fataneh fut arrêtée quelques heures plus tard à un poste de contrôle routier, alors qu'elle tentait de rejoindre ses parents, à Chiraz. Elle avait avalé une pilule de cyanure cachée dans une dent creuse, mais elle avait été hospitalisée d'urgence et soumise à un lavage d'estomac : sa tentative de suicide avait échoué. Elle avait été transférée dans plusieurs prisons à Gachsaran, à Chiraz, puis finalement à Bandar Abbas, où elle fut exécutée sept mois plus tard, en octobre 1982.

À l'automne 1979, les Iraniens avaient adopté par référendum la Constitution de la nouvelle République islamique qui donnait au chef charismatique de la révolution, l'ayatollah Khomeini, la fonction de Guide suprême – représentant sur Terre du douzième imam chiite, en

attendant le retour de cet imam caché qui doit marquer la fin des temps et le Jugement dernier. L'islamiste laïque Abolhassan Bani Sadr était élu premier président de la République en janvier de l'année suivante. Comme on l'a vu, avant la formation de ces institutions, Khomeini avait déjà créé par décret le corps des gardiens de la révolution : un organe militaire, de renseignement et de sécurité, existant aux côtés de l'armée régulière, et qui fut placé directement sous contrôle du Guide suprême dans la Constitution. La fin de la monarchie et du strict contrôle de la vie politique sous le Shah avait ouvert l'espace public à une multitude de participants se revendiquant de la révolution : le parti de la République islamique créé par Khomeini, une gauche et une extrême gauche florissantes morcelées en de nombreux partis, des minorités nationales indépendantistes, etc. Dans le fracas et l'incertitude des années 1979 à 1981, les rapports de pouvoir entre ces différents acteurs sociaux et politiques de la révolution s'étaient stabilisés au profit du parti de la République islamique, qui avait gagné haut la main les élections législatives de l'hiver 1981. Après ces élections, décriées par les partis d'opposition (partialité de la presse, présence envahissante et intimidante des milices de rue du Hezbollah dans l'espace public), la première décision du parti majoritaire fut de renommer l'« Assemblée nationale » en « Assemblée islamique », signant l'accomplissement de sa conquête institutionnelle. Dès lors, le traitement des révolutionnaires et partis d'autres tendances, devenus « dissidents politiques », avait changé de forme et d'intensité – bien que certains aient déjà été tués par les forces de l'ordre, dans la répression de plus en plus violente d'un mouvement d'opposition déterminé dans sa résistance tandis que

l'étau se resserrait. L'histoire de l'année 1981, peu connue du fait de la déflagration de violence qui a reconfiguré le visage de l'État et le récit de la révolution, permet pourtant de déconstruire pièce par pièce ce récit officiel en cours depuis lors, qui assoit le régime iranien sur une légitimité institutionnelle, républicaine. Le 20 juin 1981, en réaction à la destitution du président Bani Sadr, des manifestations étaient organisées à travers le pays par les *mojahedin* qui représentaient alors le principal parti d'opposition à Khomeini. Des milliers d'opposants ont été emprisonnés. Le soir même, les *mojahedin* se déclaraient en résistance armée ; de nuit, le chef de leur parti et le président destitué, Bani Sadr, embarquaient dans un avion et s'exilèrent en France. Une semaine plus tard, un attentat à la bombe au quartier général du parti de la République islamique tuait plusieurs dizaines de cadres dirigeants du nouveau régime. L'attentat, revendiqué par les *mojahedin*, amorçait, au nom de la lutte antiterroriste, une violence d'État qui allait durer plusieurs années.

Dès le 29 juin 1981 ont commencé les vagues d'exécutions collectives des prisonniers arrêtés durant les manifestations des semaines précédentes. L'usage de la torture s'est généralisé en une politique de la cruauté. Deux groupes ont fait l'objet d'une élimination rigoureuse : les *mojahedin*, qui formaient le gros des contingents de prisonniers et d'exécutés, et l'organisation marxiste Peykar. Entre 1981 et 1983, la répression s'est étendue aux autres partis de gauche révolutionnaires (Râh-e kârgar, la branche minoritaire des Fedayin-e Khalq). La dernière vague d'arrestations a touché les membres du parti communiste, Tudeh, interdit en 1982, puis la branche majoritaire des Fedayin-e Khalq.

L'affiliation à une organisation politique était entendue dans un sens très vaste : une majorité des personnes arrêtées et tuées l'étaient pour avoir diffusé des tracts ou possédé des revues ; beaucoup étaient lycéens et lycéennes, d'autres encore, des membres de familles d'opposants. La violence d'État a ciblé en outre les minorités religieuses, nationales et ethniques : les membres de la communauté baha'ie, les Kurdes, les Arabes, les Baloutches, les Lors.... Au cours de l'été 1988, peu après la signature du traité de paix avec l'Irak, des milliers d'opposants qui purgeaient encore leur peine – ou attendaient d'être libérés – ont été liquidés en quelques semaines¹.

D'après les données disponibles, la plupart des exécutions succédaient à une condamnation par les tribunaux révolutionnaires, qui jugeaient en secret, au sein des prisons, et disposaient d'une grande autonomie de procédure – des pratiques systématiques qui obéissaient à une logique interne. Cet appareil juridique et idéologique est toujours en vigueur, à travers le code pénal, les institutions et les acteurs qui l'ont porté. Le président de la République actuel, Ebrahim Raïssi, en est un exemple : procureur du tribunal révolutionnaire de Karaj (une ville proche de la capitale) en 1981, puis de Hamadan (à l'ouest), promu procureur du tribunal révolutionnaire de Téhéran en 1985, il était en 1988 l'un des cinq membres de la « commission spéciale » chargée du massacre des prisonniers. C'est ce passé qui donne sens aux mots du

1 En 2012, l'Iran Human Rights Documentation Center à Yale chiffrait à 20 000 le nombre d'exécutions et de disparitions politiques documentées de 1981 à 1988. L'initiative International Tribunal for Iran a publié une liste de 15 116 personnes exécutées entre 1981 et 1988, dont 4 677 entre juillet et octobre 1988, consultable en ligne.

Guide suprême Khamenei invoquant, en octobre 2022, le « Dieu des années 1980 » pour faire face aux soulèvements.

Les violences des années 1980 ont peuplé les cimetières et créé de nombreuses fosses communes, dont la présence et les effets sociaux survivent aux politiques qui les ont produites, et se réactualisent sans cesse dans un contexte d'impunité². Sur le moment, les victimes du pouvoir ont été séparées du reste des morts, pour des raisons idéologiques et théologiques aussi bien que pour les rendre invisibles. Leurs familles ont été surveillées durant des années tandis que se consolidait l'économie du silence entourant cette violence. Puis, après plusieurs décennies, les fosses communes et sections spéciales des cimetières ont commencé à être détruites, effaçant les traces concrètes qui persistaient en secret. Après les soulèvements du mouvement vert en 2009, les familles des prisonniers enterrés dans la « section des exécutés » du cimetière de Bandar Abbas ont été informées qu'une partie de celui-ci allait être enseveli sous un nouveau boulevard. Elles se sont mobilisées auprès de la mairie et ont obtenu qu'un rond-point soit construit sur le site exact de cette section. Avec la complicité du concierge du cimetière, elles ont même fait poser des stèles commémoratives à l'emplacement des anciennes tombes sur la pelouse du rond-point : ces stèles sont plus visibles aujourd'hui dans l'espace public que ne l'étaient les vieilles tombes cassées.

En janvier 2017, cet employé a contacté les familles pour les prévenir qu'on allait détruire le « rond-point des exécutés »

2 Voir Chowra MAKAREMI, « Violences d'État et politiques du déni en Iran : les tracés du pouvoir », *Monde commun. Des anthropologues dans la cité*, n° 1, 2018, p. 54-75.

le soir même. La route passerait désormais dessus. Qui était ce « on » qui avait ordonné la destruction ? Pourquoi ? Pourquoi les familles n'avaient pas été mises au courant de ce projet à temps pour – au moins – récupérer les stèles commémoratives ? À peine deux semaines plus tôt, certains proches étaient allés se recueillir, souriants, sur la pelouse soignée du rond-point – des photos en témoignent. Aucune rumeur, aucun panneau de la voirie concernant des travaux à venir n'avaient annoncé cette destruction. Des familles présentes sur place demandèrent à être reçues par le maire d'arrondissement, récemment élu. Il refusa, mais un fonctionnaire de la mairie leur dit que la municipalité était désormais impuissante : la décision avait été prise au niveau des services de la voirie, sous la direction du Bureau national d'urbanisme, c'était une question de sécurité routière qui dépassait ses compétences. La nouvelle fut donnée aux familles qui vivaient loin. Certains supposaient que la proximité d'une des mosquées principales de la ville avait motivé cette décision : la contre-mémoire portée par le « rond-point des exécutés » n'avait pu être tolérée à deux pas de ce lieu de culte, mais aussi de sociabilité de la base militante du régime. D'autres se demandaient si l'ancien maire d'arrondissement n'avait pas payé de son fauteuil son soutien de fait aux familles. Quelques jours plus tard, le rond-point était aplani et bitumé, et les corps des exécutés ensevelis sous la double voie express d'un boulevard qui n'a toujours pas été officiellement baptisé, parallèle au boulevard de la République islamique et perpendiculaire au boulevard Imam Khomeini.

La violence des années 1980 a refaçonné la vie politique et l'espace public en éliminant par la mort ou l'exil les groupes porteurs d'un autre projet que celui de la République

islamique. L'économie du silence qui entoure cette violence en réactive une fonction indirecte, bien qu'essentielle : le gouvernement des vivants à travers les morts. Celui-ci ne repose pas uniquement sur l'intimidation des familles par la force, et leur affaiblissement psychologique à travers la production d'une situation de deuil ouvert. Il crée également les conditions d'une marginalisation, relevant à la fois d'une mise à l'écart et d'un repli sur soi des familles, qui vivent dans une réalité différente de celle partagée par le plus grand nombre, organisée autour du déni, où les massacres n'ont pas eu lieu et les individus éliminés n'ont pas existé. Le nouveau silence qui s'est tissé avec rage et discrétion au sein de ma famille, autour de Fataneh, nous rappelle la fragilité des frontières de la mort sous les griffes du pouvoir. Une morte qui avait sa sépulture – douloureuse, compliquée, mais présente, même réduite à l'ironie d'une stèle – peut devenir, sous l'action des bulldozers, une disparue. Un proche m'a remis il y a quelques années la coupure du journal *Keyhan*, le quotidien national, où la mort de Fataneh était annoncée : « Hier soir, la *monafegh* Fataneh Zarei a été exécutée par l'intermédiaire d'une *tavvab*. » Les *tavvab* sont les « repentis », c'est-à-dire les prisonniers et prisonnières politiques qui ont accepté la coopération. Un *monafegh* – littéralement un hypocrite, un tartuffe – est le nom donné publiquement aux *mojahedin* à partir du moment où ils sont identifiés comme des ennemis de l'intérieur. Il est interdit et dangereux d'utiliser le mot *mojahed* à la place du surnom disqualifiant de *monafegh*, sous peine d'être accusé de complicité avec l'ennemi. Exclure certains citoyens – les faire fuir ou disparaître – ne revient pas seulement à forger une communauté nationale purifiée de toute expression

dissidente, mais à reconfigurer, de manière sans cesse renouvelée, les règles de la participation politique et les frontières de l'adhésion. Dire *mojahed* au lieu de *monafegh* revient à refuser l'ordre forgé par les euphémismes d'État – à poser ou garder le pied en dehors du monde construit par le discours de la République islamique. Cette transformation du monde en bois mort déserté par la sève était à l'œuvre dans les différentes entreprises idéologiques qui ont revendiqué la révolution iranienne de 1979 comme leur victoire. Ma tante Fataneh, qui a vécu plusieurs simulacres d'exécution (torture pratiquée aujourd'hui encore), a écrit son testament avant l'un d'eux. Or ce texte est douloureusement mangé par un jargon idéologique qui le rend incompréhensible : celui, coranique et marxiste, des *mojahedin* d'alors. On le retrouve dans les discours publics de leur chef charismatique Massoud Rajavi, dont les meetings emplissaient les stades. Cette façon dont la langue d'une femme, une combattante, qui croit sa mort imminente, est colonisée par des mots sans vie et sans sens en dit beaucoup sur l'horreur véritable de l'idéologie. Fataneh termine toutefois son testament sur un tout autre ton, constatant simplement que « la vie est sucrée » et priant Dieu de lui donner la force d'y renoncer.

Aujourd'hui, ce qui rend le mouvement si joyeux malgré la cruauté du dispositif contre lequel il se dresse, c'est la disparition de ces discours idéologiques qui engoncent les actes de courage, de soulèvement dans des notions de sacrifice et de libération – celle du Jugement dernier et du retour de l'imam caché des chiites, de l'avènement du communisme, de la société « pieuse et sans classes » des *mojahedin*, ou encore celle de la « fin de l'histoire », décrétée par Francis Fukuyama dans la démocratie néolibérale immunisée

contre tout risque d'événement. Les manifestants crient dans le langage du corps que la vie est sucrée, mais ils ne demandent nullement à Dieu de leur donner la force d'y renoncer. La société iranienne semblait avoir jeté le bébé avec l'eau du bain, la valeur de courage avec les idéologies, mais celui-ci refait surface. Il est certes vulnérable, car détaché de cette disposition à mourir pour une cause – mais il est une bouture, une ouverture des possibilités d'action, de participation politiques. Celles-ci ne bénéficient pas des rouages d'une théorie aboutie, comme c'est le cas par exemple du nationalisme décolonial en Ukraine dans la guerre menée contre l'envahisseur russe. Elles nous indiquent pour le moment qu'il est possible encore aujourd'hui, dans notre monde, de se soulever, même si le projet politique et l'organisation collective capables de donner puissance à ce soulèvement sont à élaborer. Comme le rappelle de façon préliminaire le slogan « Femme Vie Liberté », ils le sont du côté du féminisme.

L'actuel président Ebrahim Raïssi s'était déjà présenté à l'élection présidentielle de 2017, remportée par le président sortant Hassan Rohani, élu une première fois en 2013. Ce membre du clergé était un ancien conservateur devenu chef de file d'une nouvelle mouvance, les « modérés », tandis que l'échiquier politique glissait vers la droite, excluant le mouvement réformiste de la vie politique après 2009. Rohani représentait l'ouverture du pays, l'espoir d'un renouveau économique et diplomatique avec la reprise des accords sur le nucléaire. Ebrahim Raïssi, lui aussi membre du clergé, était soutenu par le Guide suprême et investi par les multiples factions conservatrices, avec l'appui de l'appareil militaro-économique des gardiens de la révolution. Le taux de participation aux élections

de 2017 fut de 73 %, selon le ministère de l'Intérieur, qui s'était félicité, comme de nombreux citoyens, éditorialistes, analystes iraniens, de cette vigueur de la démocratie électorale. Bien que consciente de la manipulation et du spectacle des urnes, j'étais alors allée voter à l'ambassade d'Iran à Paris, pour « faire barrage » à Raïssi, par un sentiment de loyauté familiale difficile à expliquer – comme si ce bulletin avait pu exprimer un quelconque « je n'oublie pas » dans le climat d'impunité et d'indifférence qui avait marqué la campagne. Mais je m'étais avant tout déplacée dans l'espoir d'obtenir mon code national, usuellement lié à la carte d'identité biométrique, qui identifie chaque citoyen dans ses démarches administratives. En ce jour d'élection où l'administration est toute compréhension, toute douceur et tout sourires, un employé s'était éclipsé avec mon passeport expiré depuis presque dix ans, pour revenir quelques minutes plus tard avec mon code national écrit au crayon dans la première page.

Lors de son premier mandat, le président Rohani avait en effet relancé la question de la participation politique avec un discours centré sur la notion de « droits citoyens », notamment à l'information, à la communication entre administrations et administrés, et à la transparence. Une campagne d'usage des nouvelles technologies avait été mise en œuvre, des sites Internet créés dans les administrations pour que les citoyens puissent transmettre des demandes, avoir accès aux informations et tracer leurs requêtes. J'avais envoyé une demande au Bureau national d'urbanisme concernant la destruction du terre-plein sous lequel se trouvaient les tombes de Fataneh et Ali-Mohamad, sur le boulevard sans nom. J'avais reçu un accusé de réception ainsi qu'un numéro de suivi, et un courrier m'informant que ma demande

recevrait une réponse dans les dix jours ouvrés. Dix jours plus tard, j'étais allée relever la messagerie depuis laquelle j'avais soumis cette requête : elle n'existait plus, mon adresse était inconnue, elle avait été piratée et supprimée.

À Bandar Abbas, comme dans d'autres villes de province, une ambiguïté demeure : d'un côté, les enjeux de surveillance et de censure sont palpables, et de l'autre, la suppression de cette contre-mémoire de la violence que représentent les traces modestes des disparus ne fait pas l'objet d'actions assumées, qui leur conféreraient, même implicitement, une existence et une puissance politiques. Dans une ville du nord du pays, près de la mer Caspienne, sur une fosse commune où étaient enterrées les victimes du massacre de 1988, a été installé un marché de fruits et légumes. Le terrain, prenant de la valeur du fait de sa proximité avec le bord de mer, a ensuite été réattribué à un projet immobilier, et la fosse commune ensevelie sous les fondations d'un centre commercial. Les traces du crime ne sont pas reconnues dignes d'entreprises de destruction, mais sont inscrites dans des opérations d'aménagement urbain ou immobilier, dont elles deviennent des sortes de dommages collatéraux. Les deux logiques – l'une, économique, indifférente aux enjeux de mémoire, et l'autre, politique – s'allient plus ou moins consciemment pour dessiner un nouveau visage de la violence d'État aux intentionnalités troubles. Les mécanismes de la terreur postrévolutionnaire et l'orchestration de l'oubli participent d'une même opération : il s'agit pour le pouvoir de recomposer les frontières de la citoyenneté, tout comme, à l'échelle d'une ville, il fait et défait le tracé d'un boulevard.

Cette recomposition a entraîné au cours des dernières années un décrochage, par le haut, du pacte qui liait

les électeurs iraniens à leur État. Une tradition de grande effervescence, de francs débats et d'une vigoureuse participation électorale avait établi la légitimité du régime, grâce au jeu de l'opposition binaire réforme-conservatisme, maintenue sans discontinuer depuis 1993 (même après la crise politique de 2009, avec la création de la figure « modérée » de Rohani). Il était de coutume de sentir un vent de liberté électorale souffler sur la société à la veille du scrutin présidentiel, pour favoriser cette participation, encouragée également par un suspense chaque fois renouvelé, malgré les vagues de purges successives qui rétrécissaient l'échiquier politique vers l'ultra-droite. Cette dynamique a entretenu l'identité républicaine de l'Iran, aux yeux des Iraniens eux-mêmes, durant des décennies. Le choix du « moindre mal » pragmatique a été longtemps pratiqué, avec une patience têtue érigée en opposition de basse intensité : la résistance de ceux qui n'aiment ni les héros ni les sacrifices. Dès lors, la façon dont le Guide suprême a lui-même renoncé à ce jeu si extraordinairement utile politiquement, en rompant lors des dernières élections cet équilibre à moindre coût, a de quoi surprendre. Perdant en 2017, Ebrahim Raïssi a été imposé, avec plus de force, au poste de président en 2021. N'ayant jamais été élu, il avait mené, depuis la fin des années 1980, une carrière de bureaucrate : il dirigeait la puissante fondation Astan-e Qods Razavi, qui administre le lieu de pèlerinage le plus important et lucratif du pays : le mausolée de l'imam Reza à Machhad. Le « conseil des gardiens », nommé par le Guide suprême et chargé de valider les candidatures aux élections (législatives, municipales, présidentielles), a fait en 2021 un tel travail de sélection que les seuls candidats autorisés aux

côtés de Raïssi appartenait à la frange conservatrice et extrémiste. Aucune candidature incarnant une forme d'alternative, aucune respiration dans l'espace public : Raïssi a donc été imposé par le Guide et élu, mais avec un taux de participation historiquement faible, le chiffre officiel de 48,78 % étant sans doute supérieur à la réalité.

La rupture qu'a entérinée cette élection est une des formes de délégitimation qui ont préparé et expliquent le soulèvement actuel. En quelques années, le Guide suprême, malade et âgé de 83 ans, confronté à la crise de sa succession, a laissé s'effiloche les mailles qui tissaient la fiction du pouvoir iranien : une République légitimement issue de la volonté du peuple souverain qui a fait la révolution de 1979. Pourquoi cette légitimité, habilement construite et entretenue au fil du temps, a-t-elle soudain été grossièrement négligée et perdue ? Je continue aujourd'hui de me poser cette question, qui me taraude depuis l'élection de Raïssi. Peut-être parce que Ali Khamenei, qui était lui-même président de la République quand il a pris la succession du premier Guide suprême Khomeini à la mort de ce dernier en 1989, voyait là une façon de mettre Raïssi en selle pour être son propre successeur ? Peut-être parce que Khamenei pensait qu'il ne resterait pas vivant jusqu'à la fin du mandat présidentiel en 2025, et souhaitait donc quoi qu'il en coûte ce président médiocre, faible et soumis, pour s'assurer qu'il n'y aurait pas, à sa mort, un basculement du rapport de force au profit de la fonction présidentielle ? Peut-être parce que, avec la montée en puissance régionale de l'Iran auprès des populations chiites de la région – en Irak, au Liban, en Syrie, au Yémen –, le référent du pouvoir iranien n'est plus la « nation souveraine », mais la communauté des chiites ?

18 octobre 2022

Assise sur le sol, Gohar Eshghi tient devant elle un portrait de son fils. Sur la photo, Sattar Beheshti nous fixe de son regard doux, ses yeux aux longs cils perdus dans un visage de grand gaillard soigné à la tête rasée.

Sattar était âgé de 35 ans et travaillait comme ouvrier dans une banlieue populaire de Téhéran où il vivait avec sa mère, quand la police de l'espace de production et d'échange de l'information, appelée aussi « cyber-police », est venue le chercher chez lui fin octobre 2012. Ce corps, formé en 2011, a été créée en réaction au mouvement vert de 2009 et à son usage politique des réseaux sociaux. Lorsque Neda Agha Soltan était morte d'un tir de sniper quelques jours après le début des manifestations, que sa mort avait été filmée au téléphone portable et diffusée en direct, que le monde entier était devenu témoin de son visage surpris, les yeux ronds, soudain strié de filets de sang sortis de son nez et de sa bouche, les réseaux sociaux s'étaient imposés comme un moyen de documenter la répression. Le président Ahmadinejad s'était donc attelé, après sa réélection contestée, à créer cette cyber-police toujours en vigueur aujourd'hui.

Sattar Beheshti tenait un blog nommé « Critique. Vivre et durer en Iranien. Ma vie pour l’Iran », sur lequel il partageait ses aspirations à la liberté, son soutien aux militants arrêtés et ses critiques du régime. En bandeau, il avait composé un trombinoscope des femmes détenues dans la prison d’Evin. Ses billets collectaient quelques dizaines de vues tout au plus. Le lundi 29 octobre 2012, il fit part sur ce blog des appels téléphoniques qu’il avait reçus de la cyber-police, lui conseillant de « fermer sa grande gueule », faute de quoi sa « mère devr(ait) bientôt s’habiller de noir ». Or il n’avait aucune intention de se taire, écrivait-il, et il conseillait à ceux qui le menaçaient de « cesser leurs crimes pour qu’on cesse de les dénoncer »¹. Le lendemain, il était arrêté et emmené à Evin pour une série d’interrogatoires. Il disparut. Ses parents reçurent quelques jours plus tard un appel de la prison leur demandant de venir identifier le corps de Sattar. Il fut interdit à sa mère de le laver et de l’envelopper dans un linceul pour la mise en terre : les autorités prirent en charge l’enterrement, ce qui signifiait, selon des pratiques désormais anciennes, que l’État souhaitait garder cachées les traces de torture. La mort de Sattar est devenue publique quand un groupe de prisonniers politique détenus à Evin ont transmis un témoignage le concernant : il avait partagé leur cellule entre ses multiples interrogatoires, il portait les séquelles des tortures les plus violentes. Depuis, sa mère exige des explications sur les conditions de sa mort et demande l’ouverture d’une procédure judiciaire. Gohar Eshghi est une vieille dame : sa page Wikipédia mentionne

1 <https://web.archive.org/web/20211212140849/http://magalh91.blogspot.com/>.

qu'elle est née entre 1944 et 1946 – comme la plupart des femmes de cette génération, elle n'a pas de date de naissance précise. Mère de quatre enfants, elle a quitté son mari et élevé ses enfants en exerçant les métiers de femme de ménage et d'assistante funéraire à Robat Karim, au sud de Téhéran. Cela fait dix ans qu'elle écume les administrations et crie dans la rue l'injustice qu'elle subit. Elle poste des messages sur les réseaux sociaux, fait part de ses démarches, maudit les autorités.

Le 18 octobre 2022, assise en tailleur, le portrait de Sattar dans les bras, Gohar Eshghi enregistre un message de soutien aux insurrections en cours : « Je ne dis pas “À bas Khamenei”, je dis “À bas vous autres peureux qui ne descendez pas dans la rue”. Si vous m'entendez, sortez de chez vous et venez aider les jeunes ! » Puis, « à cause de cette religion qui tue les gens » elle enlève son voile en laissant voir pour la première fois ses cheveux blancs. Le contraste entre la radicalité des propos de cette mère en deuil (qui disait déjà « À bas Khamenei » quand personne n'osait souffler ces mots) et la vulnérabilité de ce corps fatigué participe du charisme de celle qui est devenue une figure du champ militant. Elle-même cultive cette tension, lorsqu'elle affirme, comme elle l'a fait à plusieurs reprises, qu'elle reste en vie dans l'unique objectif de voir la fin de ce régime.

Elle n'est pas la seule de qui j'ai entendu ces mots. En 2020, mon documentaire *Hitch. Une histoire iranienne* a été diffusé par la BBC Persian. Cette chaîne en persan de BBC World, transmise *via* satellite et Internet, est regardée par plusieurs millions de téléspectateurs en Iran. Quelques jours après la diffusion du film, qui évoque notamment

l'histoire de ma tante Fataneh et de son mari Ali-Mohamad, un neveu de ce dernier, lui aussi enfant au moment des faits, m'a envoyé un message :

Dans le film, quand vous parlez avec votre grand-mère et qu'elle vous dit qu'elle ne se souvient plus de rien, cela m'a rappelé ma propre grand-mère : comment à chaque fois, elle répète les quelques mêmes phrases, puis ce ne sont que des « oh », puis elle s'éteint. Ma grand-mère a conservé la chemise de son fils trouée par les balles. Mon père m'a raconté que quand ils lui ont annoncé la mort de son fils, elle n'a pas pleuré. Elle a juste demandé à Dieu de rester en vie jusqu'au jour où elle verrait le renversement de ce régime, et Dieu merci, malgré son grand âge, elle est toujours en vie. Chaque année qui passe, en voyant ma grand-mère toujours en vie, je me dis que Dieu veut peut-être exaucer son souhait.

L'amour maternel et le deuil ouvert ont transformé ces femmes en *nemesis*, colère têtue habitant cette zone grise où justice et vengeance ne sont qu'un seul mot et une seule notion. On retrouve cette énergie pour la vie, puisant dans la fidélité implacable envers les morts, au sein du collectif des mères des victimes de la répression des soulèvements de 2017 à 2019. Une vidéo de présentation de ce collectif montre douze femmes vêtues de noir, pantalon, manteau et voile, debout dans un salon au sol dallé de pierres, alignées en demi-cercle de chaque côté d'un assemblage de tables basses sur lesquelles sont posées des photos de leurs fils tués en détention ou dans les manifestations. Certaines les ont également imprimées sur la coque de leur smartphone, qu'elles ont dans la main. Sur la vidéo, au mur au-dessus

des tables, trône un tout jeune homme en t-shirt blanc et gilet noir qui, contrairement à tous les autres portraits frontaux et posés, est photographié de trois quarts face, assis, un sourire confiant jeté par-dessus l'épaule du photographe. Les mères s'adressent l'une après l'autre à la caméra :

Je suis Navid Shihrpishe, la mère de Pouya Bakhtiari. Tant que je serais en vie, jusqu'à mon dernier souffle, jusqu'à la dernière goutte de mon sang, je ne pardonnerai ni n'oublierai les meurtriers de mon fils.

Je suis Iran Alahi, la mère de Merdad Mehrvar, je ne renoncerai pas au sang de mon unique fils, je suis en vie dans l'espoir de voir un jour ses assassins punis.

La figure de la mère du martyr politique était déjà présente dans les dernières années de la dictature du Shah, à une époque où, en Argentine, les « mères de la place de Mai » faisaient connaître au monde une nouvelle forme de résistance politique, ancrée dans l'attachement et le deuil. Dans les années de confusion après la révolution de 1979, des mères se sont rassemblées en collectifs pour dénoncer les violences des différentes milices (gardiens de la révolution, bassidjis, Hezbollah) contre leurs enfants militants révolutionnaires opposés au projet de la République islamique. À la fin avril 1981, alors que s'amorçait le dernier acte de la résistance civile face à l'escalade khomeiniste, l'Association des mères musulmanes, liée aux *mojahedin*, appelait à une manifestation : une foule immense de femmes se retrouvait derrière des célèbres mères de martyrs exécutés sous le Shah, ou tués lors des insurrections révolutionnaires de 1978-1979. Elles s'appellent mère Abrishamchi ou mère Rezaii, du nom de feu leur enfant :

bien qu'en Iran les femmes conservent le patronyme de leur père, ces mères sont renommées d'après leurs fils et leurs filles, dont elles deviennent les représentantes et dépositaires du courage. Cette filiation inversée pointe une certaine relation entre engagement politique et parenté, qui s'articule autour de l'héroïsme, de la transmission et de la loyauté. Chez les enfants comme chez leurs parents, la souffrance se vit alors dans le registre du renoncement et du dépassement. Les mères aux noms glorieux portent et perpétuent en public la présence de leurs fils et filles disparus. Elles en deviennent les légataires. Au-delà, ces femmes d'une génération habituellement en décalage par rapport aux engagements radicaux et socialistes de leurs enfants et, surtout, tenues en tant que mères de familles nombreuses à l'écart des questions politiques confèrent une légitimité à cette lutte révolutionnaire : leur adhésion réinscrit celle-ci dans une culture et un ordre social qui la précédaient et lui succèdent. Certaines mères se font à leur tour emprisonner avec d'autres membres de la fratrie (mon grand-père évoque dans son *Cahier*² une mère *mojahedin* de 70 ans détenue auprès de sa fille à Adel-Abad et tuée à ses côtés en 1988). Elles maintiennent le lien avec les anciens camarades de leurs enfants et deviennent des ciments affectifs de ces familles politiques, où leur douleur et leur perte sont des miroirs, des rappels autorisés de celles qui sont ressenties par tous. Elles ne sont plus les marqueurs d'un seul être disparu, mais ceux d'événements que le pouvoir a cherché et longtemps réussi à effacer.

Les familles des opposants détenus à partir de l'été 1981 se sont rapprochées dans leur quête de prisonniers dont elles

2 Chowra MAKAREMI, *Le Cahier d'Aziz*, *op. cit.*

étaient sans nouvelles. À Téhéran, certaines furent informées que leurs proches avaient été exécutés et enterrés dans un terrain vague qui jouxte le cimetière de la minorité religieuse baha'ie à Khavaran, dans la banlieue nord de la ville. Elles s'y sont rendues, ont creusé la terre pour vérifier, déchiré des bouts de vêtements avec lesquels les morts avaient été enfouis à fleur de terre, pour les montrer aux nouveaux venus : « Votre enfant avait-il une chemise comme celle-ci ? un pantalon comme celui-là³ ? » Cette intimité des femmes, dans la tradition iranienne, avec les corps des proches morts – qu'on veille, qu'on lave, qu'on oint de camphre, qu'on enveloppe de tissu blanc pour les inhumer à même la terre – permet de comprendre pourquoi les mères, plutôt que les pères, sont devenues, dans leurs premiers moments de deuil, les témoins subreptices de ces pratiques de gestion des morts produits en masse qui constituent autant de fragments pour une approche forensique des crimes d'État. Le terrain vague, au sol aride marqué de rectangles plus foncés, là où il a été fraîchement retourné, est devenu à la fois un lieu d'investigation pour celles qui cherchaient encore et de recueillement pour celles qui avaient marqué avec des pierres, un pot en terre cuite renversé, des cailloux colorés d'aquarium ce qu'elles croyaient ou savaient être le lieu de sépulture des leurs. Recueillement n'est toutefois pas le mot juste : comme l'expliquera des décennies plus tard la fille d'une prisonnière enterrée à Khavaran, le chagrin qui s'exprimait là en cris de gorge et en corps figés n'était pas celui qui hante

3 INTERNATIONAL PEOPLE'S TRIBUNAL ON STATE CRIMES IN IRAN, « Findings of the Truth Commission on the abuse and mass killings of political prisoners in Iran, 1981-1988 », Iran Tribunal Press, Stockholm, 2012.

habituellement les cimetières. Les familles se liaient dans une communauté de destin et d'expérience ; elles organisaient des veillées commémoratives chez les unes et les autres, tandis qu'il leur était interdit d'évoquer publiquement la mort de leurs enfants ou d'inviter leurs proches sur ces lieux désolés. On n'entre pas impunément sur le terrain vague de Khavaran : les familles sont convoquées aux bureaux des *komiteh* locaux, ces commissariats spontanément organisés pour assurer l'ordre dans les quartiers durant la révolution de 1979, et qui sont devenus les relais de la prise du pouvoir des forces de sécurité khomeinistes à travers la surveillance, les *checkpoints*, les arrestations. Un groupe s'est organisé : les Mères de Khavaran.

Parmi elles, j'ai rencontré « mère Lotfi » en 2012 à Washington, lors d'un terrain d'enquête sur les contre-mémoires de la violence d'État en exil. La mère d'Anoushirvan Lotfi a porté deux fois le deuil de son fils. La première, c'était quand la Savak (Organisation pour le renseignement et la sécurité nationale, la police politique du Shah) lui a annoncé sa mort en 1973 dans la prison de Ghezal Hesar à Téhéran. Forough Tadjbakhsh était devenue « mère Lotfi », multipliant les demandes pour qu'on lui restitue le corps de son fils. Puis, trois ans après sa mort annoncée, elle avait reçu un appel d'Anoushirvan, détenu en secret et torturé tout ce temps par la Savak. Forough avait coordonné la riposte des familles, réclamant des visites et la libération des prisonniers politiques, organisant un *sit-in* de plusieurs semaines devant les bureaux du ministère de la Justice. Anoushirvan était sorti de prison en décembre 1978 lorsque le Shah, à bout de souffle et acculé par ses alliés états-uniens, ordonna la libération de ses opposants (dont un certain Ali Khamenei...)

dans l'espoir de gérer cette crise qui s'avérait être une révolution. Forough Tadjbakhsh avait repris le chemin de l'administration pénitentiaire en 1983 lorsque Anoushirvan fut à nouveau arrêté. Il faudrait pouvoir faire une étude statistique pour vérifier cette intuition appuyée sur de multiples destins individuels : les prisonniers politiques de gauche de l'époque du Shah ont été particulièrement ciblés par la répression sous la République islamique, et figurent parmi les premières victimes des crimes d'État avant même l'été 1981. En 1988 aussi, Anoushirvan Lotfi a figuré parmi les premiers – en juin, avant même la fin du cessez-le-feu avec l'Irak et le lancement à grande échelle des massacres, l'administration pénitentiaire avait déjà commencé à les liquider. Le lendemain de l'annonce de sa mort dans le journal, mère Lotfi s'était rendue sur le terrain vague de Khavaran, accompagnée de son mari et son beau-frère : ils avaient cherché à la lampe torche, à cinq heures du matin, des traces de sol fraîchement retourné. Là où la terre était meuble, ils avaient creusé avec leurs mains pour tenter d'obtenir une preuve et localiser le lieu exact où il leur faudrait venir se recueillir au troisième jour, au septième puis au quarantième. Mère Lotfi disait avoir vu des bras et des jambes affleurer à la surface tandis que son mari creusait, et un bout de chemise bleue qui ressemblait à celle d'Anoushirvan. Surpris par un agent du Sepah qui montait la garde, tous trois quittèrent rapidement les lieux. Mais ils avaient eu le temps de remarquer la nervosité des gardes et les traces d'étranges remue-ménage.

Mère Lotfi se souvenait en effet de la panique des familles quand, en retournant à Khavaran lors des dates rituelles de deuil en cet été 1988, elles avaient constaté des tranchées creusées sur les flancs du terrain vague. Pour

quoi faire ? pour y enterrer qui ? Tout cela était d'autant plus inquiétant qu'au même moment les portes des prisons venaient de se fermer. Les visites ont cessé sans explication. Les proches, dans l'incertitude, se sont mis à publier un journal de quelques pages ronéotypées, en toute clandestinité, comme le faisaient aux premières années de la révolution leurs enfants prisonniers, dont ils n'avaient désormais plus aucune nouvelle. La revue s'appelait *Le Cri de la Liberté* (*Bang-e Rahāyi*) et alertait sur les phénomènes incompréhensibles dans les prisons. Elle a été publiée de juillet à décembre 1988, quand les familles ont été informées par les autorités pénitentiaires de la mort de leurs proches : il leur était indiqué de se rendre à Khavaran si elles souhaitaient se recueillir. Les jours suivants, à la tombée de la nuit, quelques anciens camarades des prisonniers tués, militants du groupe de gauche des Fedayin-e Khalq, sont entrés dans le terrain vague avec un appareil photo. Ils voulaient voir ce que racontaient les mères, qui évoquaient, les yeux écarquillés, des membres affleurant sur ce sol aride creusé à la hâte pour y amonceler les corps, tout habillés et avec les chaussures. Des yeux non pas rouges et bouffis, mais secs et grands : la stupeur devant le nombre, le procédé l'emportait pour le moment sur le chagrin. Quelques clichés ont été pris, en noir et blanc. Sur l'un d'eux, longtemps devenu l'unique preuve que le massacre avait eu lieu, on voit un bout de jambe et, à l'avant-plan, la moitié d'un visage sorti de terre : celle d'un jeune mort aux cheveux fournis et ébouriffés, aux traits un peu épais, aux lèvres pleines. Comme le raconte Bahar Majdzadeh dans la thèse qu'elle a consacrée à ce sujet, les négatifs de ces clichés furent ensuite confiés à un voyageur qui les sortit du pays, glissés

dans les pages d'un recueil de poèmes, le *Divan* de Hafez jusqu'en Allemagne où ils furent remis à des camarades exilés. Ils furent publiés pour la première fois dans les pages d'un journal d'opposition en persan au printemps 1989, et leur circulation resta cantonnée aux publications en exil, puis aux sites Web d'opposition, sans qu'ils ne soient repris par le moindre organe de presse international ou national. Produites plusieurs décennies avant l'existence des réseaux sociaux, ces preuves ne devinrent jamais « virales » et sont restées, tout comme les récits, les témoignages de survivants, les listes de noms établis par les partis d'opposition, des traces à bas bruit de crimes peu remarqués.

Ce n'est pas faute, pour les familles, d'avoir tenté d'exposer les faits. Début 1989, quelques semaines après l'annonce des massacres, une rumeur a circulé concernant l'arrivée du rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur l'Iran, le Salvadorien Reynaldo Galindo Pohl. Entre 1986 et 1995, ce dernier a dirigé une commission d'enquête de l'ONU menant des observations dans les prisons iraniennes – tout comme il y a avait eu des missions d'observation de la Croix-Rouge internationale dans les camps de concentration nazis durant la Seconde Guerre mondiale. Le nom de Galindo Pohl était connu de toutes les mères de Khavaran et de nombreux proches des prisonniers tués en 1988. Je me souviens de mon étonnement les premières fois que j'ai entendu de vieilles femmes illettrées le citer et évoquer le travail de sa commission. Les espoirs étaient immenses. La violence n'est pas dans le moment du crime seul, elle se diffuse et se recompose autrement à travers le silence, l'indifférence, les formes multiples de non-attention et de non-action qui accueillent son exposi-

tion au grand jour : le déni est son après-vie. Le sel qui a brûlé la blessure des mères de Khavaran et l'a maintenue ouverte à travers les décennies, ce n'est pas que personne ne savait, c'est que les observateurs qui savaient avaient décidé d'ignorer. Lorsque la rumeur de la venue de Galindo Pohl à Téhéran s'est précisée, les Mères de Khavaran et d'autres venues de Chiraz, d'Ispahan, de Machhad se sont rassemblées à l'entour de l'administration pénitentiaire dans le but d'avoir brièvement accès au rapporteur et son équipe. Chacune avait amené une photo de son proche tué qui attestait de son existence, qui un acte de naissance, qui des diplômes universitaires, des lettres écrites sur les formulaires épistolaires des prisons prouvant leur détention, parfois la lettre que les familles avaient dû signer, s'engageant à ne pas organiser de funérailles, pour savoir en contrepartie où était enterré leur proche. Mère Lotfi disait qu'un homme d'âge moyen, se présentant comme le frère d'une des victimes du massacre dans la prison d'Evin, avait discuté ce jour-là avec leur groupe. Il semblait bien connaître les fonctionnements de l'administration pénitentiaire, plus jeune et plus dégourdi qu'elles avec les requêtes et les procédures, parlant un peu anglais. Il leur avait donc proposé de recueillir toute leur documentation et de trouver un moyen de la glisser à la délégation. Puis il était parti et revenu quelques dizaines de minutes plus tard avec des agents des services de renseignement – ses collègues. Les mères avaient été emmenées dans un *komiteh* en fourgonnette sans savoir si Galindo Pohl était venu ce jour-là ou un autre, avant ou après leur *sit-in*. Mère Lotfi avait de la peine surtout pour celles qui avaient donné, et perdu, le seul exemplaire de précieux lettres, diplômes et photos de leurs enfants.

Durant plusieurs années, les familles ont été surveillées et convoquées toutes les semaines aux *komiteh*, puis aux commissariats locaux lorsque le réseau des *komiteh* fut définitivement fermé au début des années 1990. Le silence a été orchestré à travers cette pression sur les parents, accompagnée de menaces contre les frères et sœurs restants, et les enfants des prisonniers tués, mais aussi par l'éloignement géographique et l'opprobre des lieux de sépulture (quand ils étaient connus), et l'interdiction d'organiser des commémorations. Dans cet isolement s'est produit un glissement. Au cours des décennies précédentes, l'engagement politique constituait une rupture avec l'ordre et les valeurs familiales. La formation des militants insistait sur la séparation entre le domaine de la lutte, relevant de la raison, du contrôle de soi ou « discipline révolutionnaire » et des émotions collectives (rage, enthousiasme), et le domaine des affects privés, privatisés, les attachements englués dans les hiérarchies sociales traditionnelles dont il s'agissait de s'émanciper. Après la révolution, les techniques répressives ont cherché à soumettre le corps social en ciblant les êtres dans leurs liens intimes – amicaux, parentaux, conjugaux – à travers le chantage, le soupçon et la confiscation du deuil. C'est autour de ces points d'application du pouvoir que sont parties de nouvelles formes de résistance. Un couple d'opposants qui ont chacun perdu leurs frères et sœurs en prison dans les années 1980, et sont tombés amoureux lors de leurs visites sur la fosse commune de Khavaran m'ont parlé de la façon dont l'appartenance à un groupe politique devient parfois une forme d'identité vécue en famille. Le collectif des Mères de Khavaran montre comment évoluent les frontières et les définitions de l'activisme, des identités

politiques et la place qu'y ont les affects, non seulement comme réalité tolérée mais comme lieu de résistance. À la « perte de l'activisme » répond un « activisme de la perte », selon les mots d'Athena Athanasiou⁴, pour qui la colère des mères fait exister une relation verticale, tranchante, d'antagonisme politique, et en devient le dernier refuge dans des sociétés qui ont été lissées par la force ou la propagande. Silencieusement, la mère d'Ali-Mohamad s'accroche ainsi à la vie depuis quarante ans, pour voir un jour tomber le régime que son fils combattait.

Ces histoires ne sont bien sûr qu'une part de la réalité, la plus simple à regarder. Celle qui ose se dire. Des mères ont aussi dénoncé leurs enfants aux services de renseignement lorsque l'ayatollah Khomeini les y invitait à la radio. D'autres, de façon plus ordinaire et plus nombreuse, les ont tenus responsables de leur bêtise et de leur immaturité tout en restant à une sage distance des questions politiques, qui ne les concernaient pas. Les mères de Khavaran n'ont pas été converties à la politique par leurs enfants, mais la constance de leurs luttes montre comment la parenté peut devenir un moteur d'engagement politique à travers l'attachement, les affects, le deuil. L'historienne de l'Antiquité Nicole Loraux s'est demandé pourquoi la cité d'Athènes interdisait aux mères le deuil de leurs fils tués à la guerre⁵. C'est que leur puissance affective et leurs émotions collectives menacent l'ordre public : elles ont la capacité de renverser les valeurs et brouiller l'organisation de la vie politique de la cité patriar-

4 Athena ATHANASIOU, *Agonistic Mourning. Political Dissidence and the Women in Black*, Edinburgh University Press, Édimbourg, 2017.

5 Nicole LORAUX, *Les Mères en deuil*, Le Seuil, Paris, 1990.

cale. Après le 11 septembre 2001, Judith Butler a montré le potentiel politique du deuil comme forme de résistance à la violence d'État : un moment où se revendique l'égalité des vies ayant le droit d'être pleurées – des victimes du World Trade Center à celles des frappes de riposte états-uniennes en Afghanistan⁶ ; des martyrs de la guerre Iran-Irak aux prisonniers tués dans les massacres. Surtout, le deuil n'est pas toujours un moment de repli sur le privé, c'est aussi une occasion, à travers l'expérience d'une perte qui nous amoindrit et nous rend moins complets, de s'interroger sur la façon dont on est liés aux autres.

Autour de Khavaran, les réseaux de résistance affective, porteurs d'une contre-histoire de la révolution et des secrets de l'institution du pouvoir, perdurent. Dans les mois qui ont suivi le massacre de 1988, le pays a connu un changement radical : Khomeini est mort en juin 1989 et Ali Khamenei, alors président de la République, lui a succédé comme Guide suprême, tout en réformant cette fonction au terme d'une révision constitutionnelle qui fit entrer la République islamique dans une nouvelle ère. Le président de la République Hachemi Rafsandjani a amorcé une phase de reconstruction et de normalisation qui lui vaut d'être considéré comme le père du mouvement réformiste. Les voiles des femmes ont pris de la couleur, les manteaux se sont ajustés et raccourcis. L'effervescence d'une société désireuse de se libérer du souvenir de la mort a gagné l'Iran d'après-guerre, où d'immenses cimetières rappelaient les centaines de milliers de martyrs morts dans les tranchées

⁶ Judith BUTLER, *Ce qui fait une vie. Essai sur la violence, la guerre et le deuil*, Zones, Paris, 2010.

contre l'Irak. À Khavaran, le rassemblement des familles le dernier vendredi de l'année, jour de visite aux morts, fut maintenu par les mères. Un deuxième rassemblement avait lieu fin août, à la date anniversaire supposée des massacres de 1988. Il devint progressivement un moment collectif de souvenir et de résistance, accueillant les anciens camarades de lutte et de prison – les exilés intérieurs – et les intrépides qui se joignaient à ce qui est demeuré durant des années la forme la plus radicale de contestation de la République islamique sur son sol : une marche de plusieurs centaines de personnes avec, en tête, les mères tenant les portraits de leurs enfants. La foule faisait le tour du terrain vague en chantant des hymnes révolutionnaires de l'époque du Shah ou de 1979, puis déposait des fleurs sur le sol. Des mères prenaient la parole au mégaphone pour rappeler que cela avait eu lieu et qu'elles en demandaient justice. Un étal de fleuriste était apparu sur la route vers le terrain vague. Les bus avaient commencé à marquer un arrêt qui n'était pas prévu dans les plans de transport. La fosse commune s'était « cimetiérisée ». Toutefois, les choses n'ont pas évolué dans un seul sens. Un lourd portail en fer surmonté de caméras de surveillance a été installé pour clore l'enceinte, qui était déjà entourée de murs hauts. Le portail fut fermé à plusieurs reprises, tandis que des bulldozers étaient amenés sur le terrain vague. Les proches et les mères qui persistaient à traîner autour du lieu furent arrêtés et plusieurs d'entre eux détenus. Lors de la guerre en ex-Yougoslavie, une pratique de l'armée serbe consistait à déplacer les traces des crimes de guerre, à savoir les charniers, derrière sa ligne de repli, créant plusieurs charniers « secondaires », « tertiaires », etc. où étaient mêlés des restes venus de plusieurs endroits

et de plusieurs corps⁷. Tant et si bien que le ministère croate des Disparus de guerre travaille encore aujourd'hui à l'identification forensique des victimes. Il est probable que Khavaran possède ses fosses secondaires. Le lieu a connu son plus grand et dernier rassemblement commémoratif en août 2009, deux mois après les manifestations du mouvement vert. Autour des Mères de Khavaran étaient présentes des mères des jeunes manifestants du mois de juin, tués dans la rue, dans les prisons d'Evin et de Kharizak, ou disparus depuis leur arrestation. Celles-ci se rassemblaient tous les samedis dans le parc Laleh à Téhéran : les mères de Khavaran s'étaient d'emblée jointes à elles.

Les liens entre les mouvements ne se sont pas seulement noués autour d'une proximité des expériences. De façon plus complexe, la répression du soulèvement de 2009 a réactivé la violence fondatrice mais oubliée des années 1980. Avec les premiers manifestants disparus, les premières morts à bout portant, les premières funérailles interdites, beaucoup de militants du mouvement vert nés après la révolution de 1979 (comme plus de 75 % de la population du pays alors) ont été pétrifiés face à cette violence « sortie de nulle part ». Ils n'en auraient jamais pensé l'État capable. Ils n'avaient pas oublié les crimes des années 1980 dans les prisons du pays et les villes du Kurdistan : ils étaient trop jeunes pour les avoir vécus et ne pouvaient donc pas s'en souvenir. L'oubli dont il est question ici n'est pas une extension au niveau collectif d'un processus psychologique indivi-

7 Élisabeth ANSTETT et Jean-Marc DREYFUS, *Destruction and Human Remains. Disposal and Concealment in Genocide and Mass Violence*, Manchester University Press, Manchester, 2014.

duel (j'ai oublié cette date, j'ai oublié d'acheter le pain). Il s'agit des effets sociaux du silence orchestré puis, avec le temps, consenti, aboutissant à l'effacement de certains faits, certains événements, certaines idées, certaines sensibilités et même certaines personnes. Revendiqué comme forme de sagesse et d'apaisement par le candidat vert Mir Hossein Moussavi, cet oubli est devenu au lendemain des élections une faiblesse stratégique et une impréparation à la lutte, laissant les manifestants démunis face à la répression. Sans cesse renvoyé à un rapport au passé, dans lequel il s'agirait de ne pas rester prisonniers comme ces Mères de Khavaran qui incarnent vêtues de noir sur le sol poussiéreux une figure de prostration, sans cesse également ramené à la colère et à la *nemesis* rongant celles et ceux qui refusent de tourner la page pour regarder vers la vie et l'avenir, l'oubli est vidé d'un enjeu politique déterminant : la façon dont il délimite ou refaçonne le champ des possibles pour celles et ceux qui le subissent. Collectivement, ce n'est pas la mémoire qui emprisonne, mais l'oubli. Se souvenir de Khavaran et de la radicale altérité politique qui a existé avant d'être expurgée de la République islamique, se souvenir des façons dont cet État a traité les vivants et les morts, c'est aussi savoir ce dont il est capable pour se maintenir. Les déchaînements de 2009 ne sortaient pas de nulle part. S'ils ont constitué, pour certains, un effondrement de l'ordre social et politique, c'est parce que l'approche réformiste pensait l'action contestataire à l'intérieur de la fiction du pouvoir, c'est-à-dire en acceptant – et dans une certaine mesure en façonnant, sans en dénoncer les mensonges et les silences – l'image que l'État s'était lui-même donnée : celle d'une République légitime, d'un État de droit, certes de droit divin, mais de droit.

L'enjeu de mémoire n'est pas une question de chagrin et de passé, mais une question de stratégie et de futur : ce constat, né de la surprise des militants du mouvement vert et de mon étonnement face à leur étonnement, m'avait incitée à publier les mémoires de mon grand-père, *Le Cahier d'Aziz*. S'outiller : à travers une description ancrée dans le quotidien et l'ordinaire, il s'agissait de comprendre la mise en place d'un dispositif de pouvoir dont on prenait alors la mesure de la profondeur, de l'opacité et de la complexité.

Contrairement à la violence des années 1980, celle des années 2010 ne produit pas de fosse commune : les opposants tués sont enterrés dans les cimetières, même s'ils le sont par les autorités, toujours soucieuses de ce que les familles ne voient pas l'état des corps. Tout comme à Khavaran, la résistance au parc Laleh s'inscrit dans un lieu dont le nom sert à désigner publiquement ce qui ne peut s'énoncer. Mais cette résistance s'élargit : les mères du parc Laleh ne sont pas seulement celles qui ont perdu leurs enfants, mais toutes les femmes qui souhaitent rappeler avec leurs corps dans la ville que l'État a pris à des mères leurs enfants. En occupant une place publique, elles se sont engagées dans une critique pacifiste et féministe du pouvoir ; elles exigent certes des poursuites judiciaires et l'ouverture d'une instruction concernant la disparition de leurs proches, mais aussi l'abolition de la peine de mort et la libération de tous les prisonniers d'opinion. Elles suivent en cela le projet d'un autre collectif, créé en 2006, les Mères pour la paix, qui s'inspire des mouvements de femmes au Chili, en Argentine, au Guatemala. En Iran, les Mères pour la paix ont adopté comme signe de reconnaissance la couleur blanche, qui rappelle le foulard blanc des mères argen-

tines de la place de Mai, ainsi que les foulards blancs de la campagne pour l'accès des femmes iraniennes aux stades dans les années 2000. Le blanc est aussi devenu, en 2014, le symbole de l'opposition des Iraniennes au voile obligatoire à travers l'action de protestation silencieuse des « mercredis en blanc », consistant à porter un voile blanc ce jour-là.

Les mères du parc Laleh ont d'abord été intimidées par des officiers en civil qui dispersaient les rassemblements, puis ont à leur tour fait l'objet d'arrestations. Mansoureh Behkish a été arrêtée en juillet 2011, et condamnée à quatre ans et demi de prison pour « rassemblement et collision en vue d'attenter à la sécurité nationale » et « propagande contre l'ordre ». Six membres de sa fratrie ont été tués et enterrés à Khavaran. Mansoureh a engagé des procédures auprès de la mairie et du cimetière municipal de Téhéran aux côtés de sa mère, une figure du mouvement. Lorsqu'une mère perd pied après la mort de son enfant, on l'emmène voir « mère Behkish », qui est là, après toutes ces pertes, déterminée à avoir le fin mot de l'histoire. Elle a recomposé son existence avec et autour de la douleur, montrant aux femmes un chemin possible pour continuer à vivre sans trahir leurs enfants. Il y a en effet une culpabilité à se permettre d'avancer, à se déplacer hors de sa douleur. Agir pour ses enfants, réclamer justice sans relâche permettent de se tourner vers le monde et d'y prendre part à partir de la fidélité à sa perte.

La résistance la plus intransigeante face au pouvoir en place se recompose autour des affects, en leur donnant une place dans le répertoire d'action politique. Oui, le lien que tissent les mères est d'abord affectif : se consoler, se prendre dans les bras, boire un thé ensemble, savoir qu'il est possible de rester en vie. Et cette résistance affective,

d'abord secrète et criminalisée, a peu à peu été documentée, filmée au téléphone portable, partagée par des Iraniens qui n'appartiennent pas au cercle des familles, jusqu'à constituer une forme d'action contestataire, avec sa grammaire et ses symboles, affirmant le potentiel subversif des attachements et la puissance mobilisatrice des affects.

Dans les années qui ont suivi la répression de 2009, le président Mahmoud Ahmadinejad a continué sa mise au pas du corps social à travers des politiques d'islamisation et de subvention des classes populaires, la promotion de la police des mœurs et la mise en place de nouveaux modes de surveillance, comme la cyber-police. Peu après son entrée en fonction, cette dernière s'en est prise à un blogueur sans renommée digitale, Sattar Beheshti. Sa mère, Gohar Eshghi, ne ressemblait pas aux mères du parc Laleh. Ses gestes et ses mots, elle qui osait crier dans la rue, rappelaient sa condition de femme pauvre : elle incarnait une subalternité autour de laquelle s'est construite la figure politique et presque théologique des déshérités au nom desquels la République islamique gouverne. Voici que l'une d'entre elles et eux se levait dans son grand âge et réclamait justice, mais c'était précisément à ce régime qu'elle s'adressait. Ce retournement assignait au pouvoir iranien la place de l'ennemi qu'il s'était donnée depuis ses origines : l'opresseur des plus faibles. Ce mouvement n'est allé qu'en s'amplifiant jusqu'aux insurrections actuelles.

Lorsque je travaillais à mon film documentaire *Hitch. Une histoire iranienne*, je faisais, avant chaque nouvelle session de montage, un rêve qui m'informait très précisément sur la texture de la violence d'État, m'indiquant de façon sensible ce qu'il fallait que je transmette. Le premier

d'entre eux était extrêmement sanglant : il y était question d'un meurtre déguisé en suicide par inhalation forcée de crème dépilatoire, d'ambulance, d'hôpital, d'indifférence des infirmiers, d'hémorragie. C'était le premier cercle de la violence, dans sa dépense physique. Quelques mois plus tard, le deuxième rêve me plongeait dans un parc d'attractions où l'atmosphère, à première vue insouciant, était pleine d'angoisse. Quelques personnes manifestaient devant le parc, elles hurlaient, le visage déformé par la rage, et les sons qui sortaient de leurs bouches étaient à peine audibles tant ils étaient aigus. Avant de me lancer dans une attraction, je demandais à l'employé, qui était en tenue de milicien, pourquoi ces gens n'étaient pas arrêtés. « Eux, on les laisse, me répondait-il, détendu et hilare, on les a rendus fous, maintenant, on les laisse dire ce qu'ils veulent en public. Ce sont des repoussoirs. Leur vue dégoûte les gens, ce qui sert notre intérêt ! » C'était le deuxième cercle de la violence, qui me lançait un avertissement : il y a une façon de rompre le silence qui, à travers le spectacle de la souffrance, sert à faire consentir à ce silence. Le monstrueux de la violence qui caractérise le premier cercle se déplace des criminels aux témoins : leur douleur est grotesque, elle trouble l'ordre assis sur le crime. Comment exposer celui-ci sans dégoûter, sans repousser, sans pousser des sons inaudibles ? Dans le petit groupe qui hurlait aux grilles du parc se trouvait Gohar Eshghi.

Celle-ci est en effet l'une des très rares personnes en Iran qui peuvent dire publiquement « À bas la République islamique » sans être immédiatement arrêtées. La place particulière qu'occupent ces quelques critiques de longue date, qui se comptent sur les doigts d'une main, fait qu'il est

plus économique pour les autorités de les tolérer, tout en les arrêtant de temps en temps, que de les supprimer. Or leur discours radical est peu à peu devenu celui du nouveau mouvement des mères. En effet, les familles des jeunes manifestants disparus ou tués dans les soulèvements qui ont émaillé le pays entre fin 2017 et 2019 se sont rapprochées pour former les Mères en deuil. Ces soulèvements impliquaient des habitants souvent très jeunes venus des banlieues populaires et des périphéries : c'étaient les populations considérées jusque-là comme des bases électorales, sociales et culturelles de la République islamique qui se révoltaient contre la vie chère, la corruption, le spectacle des inégalités, le déclassement social, l'absence de perspectives. Bien que précocement vieilles et vêtues de noir, les Mères en deuil avaient l'âge d'être les filles des Mères de Khavaran. Leur réseau, éclaté géographiquement, décentralisait la lutte. Leur première parole collective renvoyait à une conception privée et pénale du crime : elles réclamaient, comme le prévoit la loi iranienne du talion tirée de la charia, le « prix du sang » pour leur enfant, c'est-à-dire la punition de mort (*ghessās*) pour les assassins de ceux-ci. Elles s'exprimaient dans des espaces que l'on pourrait dire intermédiaires – appartenant à l'espace public tout en étant protégés : une station de métro, un cimetière où se trouve la tombe de leur enfant. La plupart de leurs activités se déroulaient toutefois à couvert, chez les unes et les autres, puis étaient relayées en ligne *via* leurs comptes collectifs et individuels sur Instagram. Elles rendaient également visible l'existence de ces vies fauchées en suspendant des bâches géantes à l'effigie de leur enfant à leur fenêtre ou leur portail. Dans une vidéo publiée en 2021, elles se filment autour de la tombe du fils de l'une

d'entre elles, sur laquelle elles ont disposé les portraits des autres enfants tués parmi des fleurs. « C'est aujourd'hui l'anniversaire de mon fils », commence celle-ci. « Ses amis sont venus le fêter avec lui », poursuit une autre dans un sourire. Ces jeunes hommes qui ne se connaissaient pas, vivaient dans des villes différentes et sont morts dans des lieux et en des temps différents sont réunis par leurs mères pour une fête d'anniversaire macabre, comme dans un jeu de poupées, devant la caméra. Le monstrueux qui, à travers le régime de propagande, glisse de la violence vers les témoins de celle-ci est retourné cette fois-ci par cette mise en scène. Les Mères en deuil utilisent sciemment le registre pathétique et font grincer les violons avec force, sans dire un mot de ce qui a causé la mort précoce de la jeune assemblée. Les spectateurs sont renvoyés à leur rôle de complices passifs, témoins d'une scène à la fois extrêmement dissonante et faussement ingénue. L'intensité émotive n'est pas subie, elle devient une stratégie pour percer le silence, rappelant ce que Nicole Loraux écrivait de la menace réelle que constitue pour l'ordre public l'irruption du *pathos*⁸. Ce n'est pas que les mères des banlieues populaires iraniennes se soient transformées soudain, par la grâce du chagrin, en disciples de Marina Abramović ou de l'art contemporain de la performance. C'est que ces femmes ont grandi dans un régime de propagande dont elles connaissent intimement les rouages. Leurs enfants n'ont pas eu de longue expérience militante ou de revendication idéologique précise : ils ont manifesté contre la vie chère, ont crié « À bas la dictature ! » et ont aussitôt péri. Ce sont les mères, cette fois-ci, qui contribuent

8 Nicole LORAUX, *Les Mères en deuil*, *op. cit.*

à travers leur lutte – bien plus longue – à inscrire la mort de leurs enfants dans un discours d’opposition frontale à la République islamique. En s’appuyant sur l’expérience de leurs aînées, elles nouent leur exigence de justice et de mémoire à toutes les formes de radicalité politique : elles soutiennent des manifestations contre le voile obligatoire, signent des tribunes collectives avec des prisonniers politiques pour demander l’abolition de la Constitution. Ces positions, qui aujourd’hui fédèrent le mouvement Femme Vie Liberté dans un nouveau sens commun de la société iranienne, étaient alors minoritaires et exceptionnelles. C’est l’hostilité et l’entêtement du sang (ni oubli ni pardon) qui les rendaient possibles, à la marge, chez les Mères en deuil.

Les témoignages des mères sont recueillis par des militants de défense des droits humains, en Iran et à l’étranger, qui ont tenté notamment de documenter la répression féroce des soulèvements de 2017 à 2019. Au contact de ces derniers, leurs discours ont évolué, d’une approche centrée sur les assassins de leurs enfants vers une critique politique du système. Leur demande de justice est aussi celle des Familles de victimes du vol PS 752, qui ont engagé des procédures judiciaires en Iran, en Ukraine et au Canada. En novembre 2021, elles se sont alliées aux Mères en deuil, dans un nouveau collectif : les Mères qui demandent justice (*mādarān-e dād-khā*). Le collectif a participé à l’organisation d’un tribunal d’opinion pour l’instruction des crimes d’État lors de la répression de novembre 2019. L’initiative citoyenne, qui a eu lieu à Londres en novembre 2021, consistait à organiser un procès ressemblant en tous points aux procédures judiciaires officielles : il y a un jury, des procureurs, des plaignants, des témoins, une instruction, des audiences publiques. Cependant, aucune

autorité, nationale ou internationale, n'a investi cette « cour » de justice : elle a été créée là où aucune arène judiciaire n'est disponible. Cette forme d'action, imaginée par Bertrand Russel et Jean-Paul Sartre pour instruire les crimes de guerre états-unien au Vietnam, s'est imposée comme une façon de résister à l'impunité juridique⁹. Les tribunaux d'opinion se sont multipliés ces dernières années, pour juger l'occupation israélienne de la Palestine, l'invasion états-unienne en Irak, les massacres des communistes de 1965-1966 en Indonésie, le génocide des Ouïghours en Chine, les contrôles frontaliers en Europe, les politiques écocides de Monsanto... Ils répondent à un double désir de justice : ils créent une cour de justice qui manque et ils dénoncent les politiques de deux-poids-deux-mesures qui sont à l'origine même de ce manque. Le tribunal sur la répression des soulèvements de 2019 en Iran faisait suite au tribunal sur les crimes d'État des années 1980 en Iran. Les Mères de Khavaran avaient participé à cette initiative, qui avait réuni plusieurs dizaines de témoins à Londres et La Haye en 2012, et compilé des centaines de pages de témoignages circonstanciés. De même, les Mères qui demandent justice ont témoigné au tribunal de Londres et participé aux plaintes présentées devant les cours de justice de Kyiv, Toronto et Téhéran concernant l'abattage du vol PS 752.

Au fil des ans, les mouvements de mères, qui se transmettent des savoirs de lutte, existent de façon hyper locale – ancrée dans une place, liée à l'histoire d'une fosse commune – mais aussi de façon transnationale. Plusieurs d'entre elles suivent

9 Chowra MAKAREMI et Pardis SHAFABI (dir.), « Symposium. Desire for justice, desire for law : an ethnography of peoples' tribunals », *Political and Legal Anthropology Review*, vol. 42, n° 2, 2019, p. 181-243.

leurs enfants en exil ou y sont elles-mêmes contraintes. Elles militent sur les réseaux sociaux, établissent des liens avec d'autres mouvements de mères dans le monde et reçoivent des prix – en Europe, en Asie – pour leur défense des droits humains. Elles apparaissent dans les médias iraniens transmettant depuis l'étranger pour rendre compte de leurs démarches, dénoncer les arrestations des unes et les descentes de la milice au domicile des autres. Elles s'organisent aussi bien en apprenant à rendre leurs luttes les plus visibles possible dans l'espace public contraint des villes iraniennes qu'en s'habituant à répondre aux services de renseignement sans se laisser intimider, et en développant une identité digitale collective à travers des vidéos, des profils sur les réseaux sociaux, des entretiens accordés aux médias de la diaspora. Parmi les douze femmes en noir que l'on voit sur la vidéo de présentation de leur collectif, l'une est détenue depuis 2021, une autre mourra fin avril 2023 dans un accident de voiture alors qu'elle tentait d'échapper à une filature.

Longtemps marginale et secrète, la résistance des mères bénéficie depuis 2019 d'une attention et d'une sympathie publiques. Dans les années 1980, celles de Khavaran voulaient connaître la vérité sur la mort de leurs enfants, tandis que les mères demandent désormais justice. Elles ne cherchent pas seulement la résolution juridique des crimes, elles rappellent aussi que la mémoire – se souvenir et tenir le compte du mal causé – est l'un des visages de la justice¹⁰. Leur mémoire dissidente sape, goutte à goutte

10 Ce qui est aussi la thèse centrale d'un des pères de la justice transitionnelle : William James BOOTH, « The unforgotten : memories of justice », *American Political Science Review*, vol. 95, n° 4, 2001, p. 777-791.

sur la pierre, la légitimité de la République islamique en exposant les fictions qu'elle a longtemps maintenues. Premièrement, ce pouvoir institutionnel n'est pas l'expression de la volonté souveraine du peuple révolutionnaire, puisqu'il a imposé son projet en annihilant toute opposition et toute altérité. Deuxièmement, il n'est pas le défenseur des opprimés, puisqu'il redouble de violence sociale, économique et physique envers eux. Troisièmement, ses agents sont des meurtriers. Cette érosion têtue est l'un des facteurs qui permettent de comprendre comment, à la mort de Jina, la contestation a soudain basculé dans un refus pur et simple du régime, diffusant au sein de toute la société l'intransigeance des Mères en deuil.

19 octobre 2022

Des vidéos montrent des jeunes filles qui dansent avec leurs amis, dans leur vie d'avant, de leur vivant. Sarina Esmailzadeh se démène, épaule contre épaule, avec un ami sur un air de techno, *You can really dance* ; elle chante en playback un tube de Nirvana avec un sorbet pour micro. Nika Shakarami joue avec le fil d'un micro qu'elle tient dans ses mains et se balance d'une jambe à l'autre en fredonnant avec malice pour ses camarades une vieille chanson d'amour issue d'un film farsi des années 1960 : « Le seigneur des cœurs, c'est toi ! C'est toi ! » Armita Abbassi, jeune fille androgyne aux cheveux bleus, au visage percé, aux bras tatoués, joue avec son chat de compagnie qui la suit partout en laisse. Enlevée lors d'une manifestation à Karaj, elle est aperçue par le personnel hospitalier lors de son transfert aux urgences le 17 octobre pour une hémorragie au rectum, puis sa famille perd à nouveau sa trace. Armita sera finalement libérée après quatre mois de détention, mais les tortures et les viols qu'elle a subis sont des exemples de la façon dont les forces de sécurité s'acharnent particulièrement sur les corps *queer* et ceux qui désobéissent aux normes de la féminité taillées par la République islamique. Des dizaines

de vidéos circulent, issues des comptes Instagram des jeunes gens disparus ou tués. Cette façon de mobiliser les archives de ces vies fauchées retourne l'usage des réseaux sociaux : ces fabriques du narcissisme contemporain, avec leurs codes esthétiques et d'usage, deviennent aussi des lieux d'opposition aux fictions du pouvoir républicain islamique. C'est la micropolitique de la *story* Instagram. Cette forme paradoxale de résistance retourne la production la plus formatée, la plus apolitique, la plus réifiée, la plus aliénée aux modes de consommation capitalistes en un geste de dissidence.

En 2014, six jeunes Téhéranais se faisaient arrêter par la police des mœurs après avoir diffusé sur Instagram une vidéo parodique dans laquelle ils dansaient chez eux sur la chanson *Happy* de Pharrell Williams, les filles en cheveux bien évidemment. Cette arrestation, accompagnée de confession forcées et de peines de prison avec sursis, intervenait comme une sermonce à la jeunesse, juste après l'élection du président « modéré » Rohani qui avait mis un terme, quelques semaines auparavant, aux deux mandats du conservateur Ahmadinejad. N'allez pas croire que c'est *open bar*, prévenaient les autorités. Les vidéos de Sarina, de Nika, d'Armita qui dansent sont un peu différentes : il ne s'agit pas de casser les codes de l'espace public islamique mais plus simplement de se connecter de façon sensible et affective à des gestes ordinaires de la jeunesse iranienne, qui n'ont plus rien de subversif tant la pratique massive des réseaux sociaux les a banalisés. Rendre publique une communauté de valeurs et de façons d'être qui jusque-là se vivaient et se partageaient dans un espace numérique à destination des proches, mais ne s'exposaient pas. Il peut sembler paradoxal d'identifier la liberté, l'authenticité,

la pulsion de vie à des corps et des images sur les réseaux sociaux si normés par la mise en scène de soi. Mais la résistance part toujours du point d'application du pouvoir¹, et l'on se souvient qu'au contraire, l'ascétisme vestimentaire et même l'adoption du foulard au sein d'une partie de la jeunesse opposée au Shah procédaient, de la même façon, d'un retournement des normes occidentales imposées par la monarchie. Ces contre-sensibilités², ces sensibilités politiques qui se forment contre les entreprises culturelles étatiques, offrent un terrain d'observation à une question difficile à saisir : comment se construit une conscience politique d'opposition en dictature ? Cette formation semble toujours médiatisée par des supports qui appartiennent à l'époque : les cassettes et les livres (interdits, *samizdat*, « à jaquette blanche ») dans les années 1970, les téléphones portables, leurs applications de réseaux sociaux et leurs appareils photo aujourd'hui. Avant la révolution de 1979, les contre-sensibilités se construisaient dans la lecture, en cultivant un esprit de sérieux et une discipline opposés aux strass du monde du divertissement capitaliste, et aux paillettes du faste royal. Aujourd'hui, ce sont les *stories* qui dessinent des lignes de fuite révolutionnaires – traces, testaments et héritages fragiles.

Récemment, la mère de Jina Mahsa a publié une nouvelle vidéo d'elle sur les réseaux sociaux. Elle a fait la une des médias en persan à l'étranger (chaque nouvelle trace d'elle est

1 Michel FOUCAULT, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Gallimard, Paris, 1975.

2 Hannah DARABI et Chowta MAKAREMI, *Rue Enghelab, la révolution par les livres, Iran 1979-1983*, Spector Books/Le Bal, Leipzig/Paris, 2019.

un événement). On y voit la jeune fille à un mariage, timide et jolie, qui se présente pour la caméra : « Je m'appelle Jina Amini... » La fin du film de quelques secondes s'attarde, au ralenti, sur un mouvement de sa main vers ses cheveux, son sourire qui déjà semble nostalgique. Soudain, la ressemblance me frappe : la nostalgie, la douceur, le ralenti sont ceux qui entouraient l'héroïne de David Lynch dans la série *Twin Peaks*. Laura Palmer, une lycéenne au sourire doux, est retrouvée morte, empaquetée dans du plastique, dans la ville éponyme. « Qui a tué Laura Palmer ? » Un agent du FBI mène l'enquête. Dans un épisode, la jeune fille danse sur une colline, avec sa meilleure amie. Épaule contre épaule, elles chantent en *play-back*. Ces images tournées au caméscope apparaissent dans le poste de télévision du psychiatre que consultait Laura Palmer. Il les regarde en pleurant, car lui seul connaît l'histoire de la lycéenne : les viols incestueux de son père, la drogue par laquelle elle tente d'échapper à cette réalité, la prostitution dans laquelle elle est entraînée par les dealers locaux. Nous, spectateurs, ne savons pas encore que les mystères de Laura Palmer relèvent de ce crime familial caché. Mais lui le sait et regarde en boucle Laura et Donna danser. L'épisode se termine sur la vidéo repassée au ralenti. Nous sommes dans le regard du psy, de celui qui connaît le secret. C'est l'ordre patriarcal qui a tué Laura Palmer. C'est ce savoir triste qui exsude dans le ralenti, la douceur, la nostalgie.

22 octobre 2022

Le porte-parole des familles de victimes du vol PS 752, Hamed Esmailyoun, a appelé à un grand rassemblement à Berlin en soutien au mouvement Femme Vie Liberté. *The time has come* (Le temps est venu) : tel est le mot d'ordre de ces rassemblements, qui ont lieu toutes les fins de semaine à Paris, Londres, New York, Stockholm, Rome... Chacun construit ses espaces de solidarité : dans certaines manifestations, les drapeaux sont interdits, dans d'autres, les royalistes partisans du fils du dernier Shah déploient les leurs, ornés d'un soleil et d'un lion couronné, dans d'autres encore, on peut voir les sympathisants des *mojahedin* brandir leurs drapeaux figurant le soleil et le lion, mais sans couronne cette fois... Invitée à participer à une manifestation dont l'affiche représentait ce drapeau, j'ai décliné en expliquant que je refusais une telle appropriation partisane de la solidarité. On m'a répondu, candide et étonné, qu'il s'agissait tout simplement de l'« ancien » drapeau iranien, que cela n'avait rien de politique. Ce drapeau, qui précédait ceux de la République islamique (orné du sigle *allah* en noir) et de la monarchie Pahlavi (avec le lion couronné), est revendiqué par beaucoup d'exilés mais aussi d'Iraniens dans le pays, qui

ne déclarent pas d'autre préférence politique que celle d'une libération nationale. Je n'étais pas à jour des emblèmes. Je n'avais pas vu les choses changer. Symboles d'identités politiques passésistes, devenus anecdotiques jusqu'à la fin des années 2010, le lion et le soleil reflorissent aujourd'hui, et leur présence ne semble plus anachronique, même si leur actualité a quelque chose de recyclé – de la façon particulière dont, pour les exilés, le présent du rapport au pays est plein d'un passé qui s'étire.

Dans ce contexte, il est plus juste de parler des diasporas iraniennes que de *la* diaspora. Celles-ci sont à la fois un vaste réseau transnational – dans lequel je mène mes terrains de recherche depuis dix ans, de Toronto à Stockholm, de Berlin à Londres – et des communautés ancrées dans un espace et un temps singuliers : Berlin est la ville des opposants exilés de gauche ayant fui la République islamique dans les années 1980, Los Angeles (*Tehran-geles*) est celle des élites du régime du Shah venues mettre leurs avoirs et leurs personnes à l'abri dès 1978, Londres et New York sont les villes des opposants du mouvement vert de 2009, Toronto (*Tehran-to*) accueille depuis les années 2000 les élites conservatrices de la République islamique investissant les fortunes issues la corruption. Il y a bien sûr, dans chacune de ces villes, de multiples communautés qui ne se mélangent pas beaucoup : Toronto est aussi la ville des classes moyennes qualifiées qui ont migré après l'arrivée au pouvoir de Mahmoud Ahmadinejad dans les années 2000 et l'étouffement progressif de toute perspective. Plus de cent cinquante mille Iraniens quittent en effet le pays chaque année dans des projets de migrations qualifiées qui drainent les cerveaux vers l'Occident. C'est à Toronto que les familles

du vol PS 752 ont organisé le premier rassemblement de soutien aux révoltes en Iran : cinquante mille manifestants étaient venus de la côte est du Canada pour défilier dans les rues de la ville fin septembre.

C'est cet exploit et l'espoir d'unité qu'il nourrit qui inspirent l'appel à un rassemblement mondial à Berlin le samedi 22 octobre. Certains ont fait le voyage transatlantique, comme Hamed Esmailyoun. L'absence d'ambition politicienne démontrée par ce résident canadien, dentiste de profession mais également connu comme auteur de romans, la légitimité indubitable de ses motivations politiques ancrées dans la lutte des familles de victimes du vol 752 pour la justice, la sincérité avec laquelle il porte publiquement la douleur de la perte de sa fille et de sa femme (fluidité des émotions peut-être due au fait qu'il est écrivain) : tous ces éléments ont fait de lui une figure porteuse d'un espoir incommensurable pour de nombreux Iraniens exilés, celui d'une possible unité. Le défi qui se pose en octobre 2022 aux diasporas est moins de *faire* que d'*être* quelque chose de nouveau : un réseau uni. La nécessité est grande mais la défiance est profonde. Cette difficulté, dont les réseaux sociaux et les médias persanophones se font les amplificateurs, se heurte souvent à une profonde incompréhension de la part des Iraniens en lutte à l'intérieur du pays. Eux sont soumis à un régime de survie politique qui restructure profondément les affinités et les alliances : difficile de comprendre, depuis cet espace d'antagonisme tendu par la violence d'État, les hostilités en jeu à l'extérieur. Je n'oublie pas la réaction d'une amie fraîchement débarquée du Kurdistan irakien, par lequel elle a fui l'Iran pour échapper à son arrestation. Nous sommes dans un café à

Paris et des connaissances parlent d'une manifestation de soutien à l'Iran, dont l'appel est lancé par des royalistes. Elle s'exclame « On y sera ! » et se tourne vers moi avec enthousiasme. Je lui dis que je n'irai pas. Elle me demande pourquoi, déconcertée. Je suis gênée. Elle comprend ensuite qu'il y a ce week-end-là trois manifestations différentes dans la même ville et me regarde avec une telle incompréhension, une telle déception que j'en cuis encore de honte. Son regard et ses pupilles se dilatent soudain dans un « Vous en êtes là !? » silencieux, accompagné d'une bouffée de regret pour la lutte plus dangereuse et violente, mais plus solidaire et claire de là-bas – et tous les amis qui y risquent leur peau comme elle-même la veille.

Le champ de collaboration le plus efficace pour les diasporas iraniennes est celui des pratiques de plaidoyers et de défense des droits humains, qui présente le grand avantage d'être encadré et structuré par une culture professionnelle et des modalités d'action précises. La mobilisation de réseaux de soutien auprès de parlementaires, les manifestations devant le Parlement européen à Bruxelles pour l'inscription des gardiens de la révolution sur la liste des organisations terroristes, la collecte de témoignages de violation de droits humains sont des pratiques certes militantes, mais façonnées par des trajectoires professionnelles, des enjeux de carrière et des savoir-faire très spécifiques : ceux du droit international. Ces pratiques rassemblent une vaste communauté diasporique, où se mêlent des sensibilités politiques fort différentes, créant un réseau de militants-experts, qui se retrouvent par exemple au siège des Nations unies à Genève lors des sessions au Conseil des droits de l'homme qui aboutiront au lancement, le 24 novembre,

d'une « commission d'enquête sur les crimes d'État commis par la République islamique contre les manifestants ». Pour reprendre les mots du rappeur Toomaj Salehi, la configuration des diasporas iraniennes rend possible la défense, pas l'attaque. Les formes d'actions politiques qui débordent ce champ balisé du droit international et relèvent d'un espace public et d'une arène plus ouverts sont en effet marquées par une fragmentation et une défiance, dont l'unique contre-champ reste le souvenir de la manifestation du 22 octobre 2022.

À l'appel du collectif Woman*Life Freedom créé pour l'occasion et de Hamed Esmailyoun, sous la bannière « Le temps est venu », la manifestation rassemble quatre-vingt mille personnes selon la police allemande, qui marchent de la colonne de la Victoire dans le Tiergarten jusqu'au centre-ville de Berlin. Les Iraniens de Berlin, mobilisés pour accueillir proches et connaissances, se sont investis sans compter dans la logistique. C'est un peu comme s'ils recevaient chez eux ; on les reconnaît à leur air concentré et important d'hôtes d'un grand événement. Des bus ont été affrétés de toute l'Europe, transportant plusieurs générations d'exilés et d'enfants d'exilés dans un climat de surexcitation, de joie, de chants, de slogans et de fatigue. Les chaînes d'information en persan à l'étranger sont toutes au rendez-vous, avec leurs camions de transmission et leurs présentateurs vedettes. La manifestation s'achève par une série de discours en persan sur l'estrade. La révolution féministe est célébrée avec fierté, des messages sont adressés aux Iraniens de l'intérieur qui suivent l'événement *via* les médias transnationaux. Les intervenants effeuillent couche à couche la généalogie violente qui constitue la

22 OCTOBRE 2022

contre-histoire des exilés : la guerre contre le Kurdistan, le « massacre des prisons » de 1988, la « tuerie du Mykonos » qui a fait quatre morts dans un restaurant berlinois éponyme en 1992, les révoltes étudiantes de 1999, la vague verte de 2009, l'abattage du vol PS 752, les insurrections de 2019. Le rassemblement se termine avec un concert. La chanteuse irano-canadienne Marjane Farsad entonne sa balade, connue et reprise par tous : « Notre maison est loin, loin / Derrière les montagnes patientes... »

26 octobre 2022

C'est la cérémonie du « quarantième » de Jina Mahsa Amini. Le temps du deuil en Iran est rythmé et progressif. La mise en terre suit immédiatement la mort. Après ces premières funérailles, les proches se rassemblent autour de la tombe au troisième jour, au septième, puis au quarantième. Ensuite, une nouvelle étape du deuil est franchie au premier anniversaire. Puis, le dernier vendredi de l'année, soit celui qui précède le 21 mars du calendrier romain, et la date anniversaire de la mort sont célébrés chaque année par une visite au cimetière. Le quarantième jour de deuil ou « quarantième » (*chehlom*) est une étape particulièrement importante : la désorientation de la perte est passée, l'état de suspension et d'exception du deuil se clôt, la trame du quotidien (préparer à manger, reprendre le travail) doit se retisser pour les proches.

La tombe de Jina attend de la visite au cimetière Aïchi à Saghez, mais ce ne sera pas celle de sa famille, assignée à résidence en ce jour. La tombe est restée telle qu'à la fin de l'enterrement dans ce petit cimetière planté d'arbres fruitiers : une stèle rectangulaire à la verticale, sur laquelle est écrit à la peinture noire « Chère Jina, ton nom est notre code de ralliement ». Les forces de sécurité ont bloqué les avenues

vers le cimetière et les routes adjacentes. Des voitures sont donc garées en plusieurs files interminables sur les bas-côtés des routes, et les gens par milliers se dirigent à pied vers le cimetière. Cette marche a commencé dès 5 heures du matin. Certains venus des villes voisines sont passés par les montagnes et ont coupé par des rivières pour échapper aux barrages dressés partout par les gardiens de la révolution.

Les cérémonies de deuil ont joué un rôle crucial lors de la révolution de 1979. Les insurrections se sont muées en un mouvement révolutionnaire au rythme des quarantièmes, à partir du détonateur que fut le « Vendredi noir », le 8 septembre 1978. Ce jour-là, des manifestants, majoritairement étudiants, réunis sur la place Jaleh à Téhéran, étaient tombés sous les balles de l'armée. Les quarantièmes des nombreuses victimes de cette journée déterminante avaient relancé des vagues de manifestations à travers le pays, qui n'avaient plus faibli, tandis que le Shah perdait le soutien occidental et le contrôle de la situation. Après chaque rassemblement au cimetière, la foule galvanisée partait en manifestations lors desquelles de nouveaux « martyrs » étaient tués, et dont les quarantièmes embrayaient sur de nouvelles manifestations. Entre septembre 1978 et février 1979, les révoltes ont perduré de quarantième en quarantième. Ces cérémonies produisaient des discours, des slogans et des images où s'élaborait alors progressivement une notion fondamentale dans l'islam politique né à la fin du xx^e siècle, celle du martyr. Cette figure fusionne la quête spirituelle d'unité avec Dieu et le monde, et la quête politique de justice. Elle esthétise et sensualise le rapport à la mort ; elle donne puissance au désir de mort qu'elle façonne en expérience collective et levier d'action. Forgé

dans un syncrétisme révolutionnaire, l'idéal du martyr est redéfini après février 1979 à travers un chiisme combattant qui évacue la question de la justice et se concentre sur la guerre sainte, le djihad. Il fonde l'idéologie « martyropathe¹ » de la République islamique qui a été au cœur de l'expérience extrême d'un sacrifice humain à grande échelle durant la guerre contre l'Irak.

Quarante-trois ans plus tard, une nouvelle vie sociale et de nouveaux référents politiques ont été construits autour du refus de la martyropathie par les générations nées après la révolution. Ce refus résonne dans le mot « vie » du slogan révolutionnaire actuel. Toutefois, il était prévisible que la puissance de mobilisation des quarantièmes soit réinvestie ; et en effet, le mouvement ne fait que gonfler de quarantième en quarantième depuis octobre. Le deuil reste un puissant catalyseur politique et insurrectionnel : il canalise et stimule les émotions collectives à travers une temporalité, une grammaire affective, un rituel précis. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'interdiction des funérailles, leur escamotage, ou ne pas rendre aux familles le corps des personnes tuées sont devenus des techniques de contrôle. On se souvient des non-funérailles de Nika Shakarami ; l'expérience sert d'exemple. Le 16 novembre 2022, Kyan Piralak, un garçon de 9 ans en voiture avec son père est tué par balles par les forces de l'ordre à Izeh dans le Khouzistan. Sa famille fait le tour du voisinage afin de collecter de la glace pour conserver son corps à domicile, de peur qu'il ne soit volé par les autorités à la morgue. Durant la Coupe

1 Farhad KHOSROKHAVAR, *Anthropologie de la révolution iranienne. Le rêve impossible*, L'Harmattan, Paris, 1997.

du monde de football, le 29 novembre, Mehran Samak est tué d'une balle dans la tête par un milicien à Bandar Anzali, parce qu'il klaxonne de joie après la défaite de l'équipe nationale. Son frère parvient à récupérer son corps à l'hôpital et tourne en voiture avec le cadavre jusqu'à l'aube pour ne pas se le faire voler. L'enterrement de Jina aussi fut rendu possible au prix de l'âpre résistance de toute une communauté autour de sa mise en terre.

Une foule qui s'étend sur plus de quatre kilomètres marche jusqu'au cimetière de Saghez pour prendre part à son quarantième. Ce n'est pas seulement une question d'accès : la marche a une signification singulière dans l'histoire de la résistance au Kurdistan. Pour lutter pacifiquement contre le conflit armé déclenché par la République islamique naissante, une marche de cinq jours avait été organisée de Sanandadj à Marivan en septembre 1979. Les mouvements de femmes, les syndicats et les partis de gauche avaient joué un rôle essentiel dans cette action de résistance civile. Les images de la foule traversant les montagnes, femmes et enfants en tête de cortège, résonnent avec d'autres images plus récentes : celles de la marche de 2016 à Marivan, qui a rassemblé plusieurs milliers de Kurdes en mémoire de quatre militants écologistes et anciens prisonniers politiques tués dans un incendie criminel. Parcourir le paysage et désurbaniser le militantisme sont des formes de mobilisation qui ont leur histoire propre dans cette province, et qui acquièrent une vitalité dans le contexte plus large des luttes menées pour l'environnement ces dernières années. Des formes nouvelles de politisation par le bas émergent partout où les populations iraniennes voient leurs conditions de vie élémentaires (leur travail et leur environnement rural, leur accès à l'eau) radica-

lement menacées par l'écocide. C'est particulièrement le cas au Kurdistan, où les organisations écologistes forment un tissu dynamique et dense, engagé dans un travail de terrain qui a pour objectif de modifier en profondeur le rapport des habitants à l'environnement : à la gestion des déchets, aux animaux domestiques, au braconnage, à la pollution des cours d'eau par exemple. Madeh Ahmadi, journaliste et militant kurde exilé au Royaume-Uni, explique à propos de l'action menée par le réseau Chya (« montagne » en kurde) qui est la plus large organisation écologiste de la province : « Le fait de voir un homme de 70 ans, originaire d'un village reculé du Kurdistan, porter un sac-poubelle et ramasser, non pas chez lui mais dans les zones sauvages et les espaces publics, des détritits laissés par d'autres est la preuve de la réussite de Chya et de sa contribution à l'amélioration de la qualité de vie². » Les actions écologistes de Chya ne sont pas seulement culturelles et communautaires, elles sont aussi très politiques, comme la campagne courageusement menée en 2016 contre la construction d'une raffinerie de pétrole par les gardiens de la révolution à côté du lac Zebrar. Ces mouvements ont par ailleurs un rôle important dans les transformations du statut des femmes, et plusieurs d'entre eux défendent une ligne éco-féministe. D'une part, ils sont massivement féminisés : de nombreuses activistes écologistes mènent aussi des luttes contre la ségrégation de genre et vulgarisent celles-ci au sein de leurs mouvements de défense de l'environnement ; certaines se sont engagées dans l'éco-

2 Allan HASSANIYAN, « The environmentalism of the subalterns : a case study of environmental activism in Eastern Kurdistan/Rojhelat », *Local Environment*, vol. 26, n° 8, 2021, p. 11.

logie à la suite de la répression des mouvements féministes dont elles faisaient partie. D'autre part, la pensée écologiste kurde est travaillée par le binôme « femme-vie » dont on connaît l'influence politique dans la région, du Bakur turc au Rojava syrien et au Rojhelat iranien.

Parmi les questions environnementales qui animent les réseaux écologistes en Iran, celle des barrages occupe une place à part, ceux-ci étant une des causes les plus visibles de l'assèchement et de la salinisation des lacs et des cours d'eau. Dans les trois dernières décennies, les erreurs de planification, de construction, de gestion et la multiplication des barrages (l'Iran est le troisième plus grand constructeur derrière la Chine et le Japon) ont entraîné des catastrophes irréversibles. L'eau du lac d'Urmia, le plus grand lac d'eau douce du Moyen-Orient, avait diminué de 90 % en 2015, le barrage de Gotvand dans le Khouzestan a salinisé l'eau douce de cette région. Les conséquences de ces destructions environnementales n'ont pas tardé à secouer le pays : pénurie d'eau potable, incendies, inondations, désertification ont abîmé les conditions de vie de millions d'Iraniens. Ces constructions néfastes et souvent inutiles sont aussi des symboles du népotisme néolibéral : les projets se sont multipliés sans besoin réel car les contrats et les détournements de fonds occasionnés constituent une manne en or pour les entreprises « privébliques » aux mains des gardiens de la révolution. Les barrages sont devenus l'incarnation matérielle et symbolique d'un pouvoir mortifère, corrompu, vampirique. Or que se passe-t-il quand des brèches commencent à apparaître à la surface de la digue d'un barrage ? À travers ces fissures irréparables, l'eau commence à filtrer sans interruption et, sous la puissance de la pression, la digue finit par lâcher. Tout le monde sait.

2 novembre 2022

La vidéo, filmée au téléphone portable et qui dure quelques secondes, montre un jeune homme assis par terre, devant un bois au bord d'une route, de nuit, en contre-plongée. Il est brun, barbu. Ses biceps tatoués, son visage rond, à moitié caché par un large masque de sommeil kaki, sont familiers pour la jeunesse iranienne qui suit avidement ses clips de rap. Il porte ses mains couvertes de sang séché vers son visage, il se touche l'oreille comme pour vérifier qu'elle est là, il dit son nom : « Toomaj Salehi. »

Le chanteur couvrait les manifestations, relayait les appels, diffusait des messages *via* ses comptes sur les réseaux sociaux, suivis par plusieurs de centaines de milliers d'Iraniens. La veille de son arrestation, le 29 octobre, il a donné un entretien vidéo depuis l'Iran à la chaîne canadienne CBS. Il y analysait la situation : « Si on continue à se soulever les mains nues, toujours pacifiquement comme on le fait, d'autres vont nous rejoindre, les gens normaux, et nous atteindrons une population telle que personne ne pourra nous arrêter. » Il ajoutait avec un petit sourire en coin : « Je n'ai pas de doute là-dessus, c'est très clair pour moi. La société iranienne est différente, elle n'est plus prête à

accepter un leader, un “grand homme”, mais elle a besoin d’un conseil de transition – qui est en train de se former, au-dedans, au-dehors, depuis les prisons aussi, mais cela demande du temps. Mais on voit déjà une harmonisation des manifestes et des appels. »

Le lendemain, le 30 octobre, l’arrestation de Toomaj Salehi était annoncée sur les réseaux sociaux. Sur son compte Twitter, il avait relayé à 1 h 55 du matin (4 h 25 en Iran) une vidéo de la rue occupée par les manifestants en commentant : « Les gens à Machhad sont encore debout. On ne peut endormir un peuple éveillé. » À 6 heures, un usager publiait en réponse la photo d’un homme ressemblant à Toomaj, dont le visage était à moitié caché par un masque de sommeil kaki, assis à l’arrière d’une voiture sur la route, avec ce commentaire ironique : « Alors pourquoi as-tu été pris quand tu tentais de fuir le pays ? » Le récit offert par l’organe de presse officiel Seda-o-Sima, qui confirmait l’« arrestation du chanteur tandis qu’il fuyait le pays », a immédiatement été réfuté par ses proches : le rappeur et deux de ses amis ont été arrêtés dans la nuit du 30 octobre dans une maison à Chaharmahal, sur les terres bakhtiariques qui s’étendent au sud de la chaîne du Zagros, entre Ahvaz et Ispahan. Toomaj Salehi est originaire de cette tribu, historiquement nomade, à laquelle fait référence le personnage qu’il incarne dans ses clips : toujours pieds nus, voix de celles et ceux qui n’ont rien, avec autour du cou une balle de fusil suspendue à une chaîne, en référence au port du fusil et aux pratiques d’autonomie et d’autodéfense qui imprègnent la culture politique des Bakhtiari. Toomaj évolue à l’écart de l’industrie de la musique. Il insiste sur cette indépendance économique qui lui donne une liberté

politique, non seulement par rapport à la scène musicale autorisée – faire du rap l’en exclut presque d’office –, mais aussi par rapport à la construction des carrières artistiques *underground*, elles aussi finalement soumises à un respect minimum des lignes rouges qui délimitent les frontières de l’espace public.

La carrière du céléberrissime rappeur Amir Tataloo en est le meilleur exemple : cette star de la scène *underground*, adepte de la méditation et du tatouage intégral, connue pour son véganisme aussi bien que pour sa promotion du mariage des mineures et de la pédophilie, n’a jamais obtenu de licence de la part du ministère de la Culture. Cela ne l’a pas empêché de sortir un clip en soutien au programme nucléaire iranien en 2015, tourné sur un porte-avions fleuron de la marine de guerre (ce qui ne peut se faire en douce). La même année, son tube « Les martyrs » devenait l’hymne des vétérans de la guerre Iran-Irak et le musée de cette guerre, le musée de la Paix de Téhéran, le nommait ambassadeur. Ce qui n’a pas empêché son arrestation, quelques mois plus tard, pour exercice non autorisé de la musique. Ce qui n’a pas non plus empêché, l’année suivante, son apparition publique aux côtés du candidat ultra-conservateur et ancien bourreau Ebrahim Raïssi, durant la campagne pour l’élection présidentielle de 2017. Ce qui n’a pas empêché son exil en Turquie en 2018, pour échapper à l’interdiction toujours en vigueur de sa musique. Nous voici au cœur de la fameuse ambiguïté iranienne, au « pays des paradoxes ». Ce qui n’empêche aucunement de saisir comment, au-delà du jeu des autorisations et des interdictions, une économie hybride du spectacle et des arts se construit, où le respect des frontières idéologiques permet le développement, même

underground, des carrières, tandis que leur transgression les brûle irrémédiablement. Et Amir Tataloo, depuis son exil turc, fut le premier chanteur iranien à signer, en 2021, un contrat avec la multinationale Universal Music Group.

Le *statu quo* finalement respecté dans le champ artistique, Toomaj Salehi tire dessus à boulets rouges tout en explorant des façons d'exister à côté de ce complexe équilibre économique, médiatique et politique. Son rap a une dimension documentaire, il décrit les conditions de vie et la pauvreté grimpante dans cette « prison à perpétuité » qu'est l'Iran. Il martèle une revanche : une réappropriation par la lutte des vies précaires, à commencer par celles des jeunes hommes des classes populaires dont le rappeur offre une version sublimée en se présentant comme un ouvrier maître de son corps – non drogué (comme il l'explique dans une chanson contre la marijuana), fortifié par la pratique des arts martiaux – et maître de son esprit, en combat frontal contre le pouvoir. Ingénieur de formation, Toomaj gagne en effet sa vie en travaillant dans l'atelier de soudure que son père a ouvert en sortant de prison. Ce dernier a été prisonnier politique pendant plusieurs années avant de revenir à la vie civile, chance que n'ont pas eue deux de ses oncles opposants également, exécutés dans les années 1980. Tout comme Shervin Hajipour, l'auteur de *Baraye*, Toomaj Salehi vient d'une famille porteuse d'une contre-mémoire de la révolution iranienne. Cet héritage de résistance, qu'il soit explicite ou implicite (je l'ignore), montre une fois de plus que la révolte générationnelle d'aujourd'hui n'est pas uniquement une question de transformation des modes d'être et de vie, c'est aussi le fruit d'une mémoire de luttes dont le lieu a longtemps été la famille. Cette généalogie

résonne avec les vers du poète grec Dinos Christianopoulos, devenus un slogan des luttes féministes en Amérique latine et au Mexique : « Que n’as-tu fait pour m’enterrer / Mais tu as oublié que j’étais une graine¹. »

Toomaj est une machine de guerre : il ne fait pas de rap engagé mais il construit, à travers sa pratique musicale et sa présence digitale, une position militante radicale qui troue la sphère publique en faisant circuler des images et des messages subversifs depuis l’intérieur de l’Iran. C’est là toute sa force, et c’est pourquoi il était important pour l’État de le mettre en scène « fuyant le pays ». Il produit ses clips avec une foule de complices, vidéastes, amis rappeurs, sportifs, militants qui interviennent ou figurent dans les vidéos. On le voit, à visage découvert, dans des lieux publics – parkings, métro et même bâtiments administratifs –, narguant les interdits en jouant au chat et à la souris. « Trou de souris » (*Sourakh-e moush*) est d’ailleurs le nom de la chanson qui l’a rendu célèbre, lorsqu’il s’est fait arrêter après l’avoir publiée en ligne en septembre 2021. Dans le clip, assis devant un bâtiment de la Banque nationale iranienne, déambulant sous les bretelles d’autoroute, il conseille aux tenants du *statu quo* d’aller se terrer pour échapper aux règlements de comptes quand le régime sera renversé :

Si tu as vu la souffrance des gens mais tu as fermé les yeux
Si tu as vu leur oppression mais tu es passé à côté
Alors tu es de mèche avec l’opresseur, toi aussi tu es
criminel

1 Dinos CHRISTIANOPOULOS, *Poems. Translated and with an Introduction by Nicholas Kostis*, Odysseas Publications, Athènes, 1995 (traduction de l’auteur).

[...]

Sache qu'il n'existe pas de vote blanc
pas de neutralité possible dans cette guerre
Journaliste vendu, délateur, brodeur, artiste de cour,
achète-toi un trou de souris
Officier excusé, aux ordres du supérieur, bourreau-bien-
obligé, achète-toi un trou de souris
Soupape de sécurité, élu sans mandat, réformiste du parti
du vent, achète-toi un trou de souris
NIAC-iste, exportateur, embobineur, donne tous tes
dollars et achète-toi des trous de souris.

La chanson a fait mouche en accusant violemment ceux dont la position était respectée et tenue pour éclairée il y a une décennie encore : les NIAC-istes, ces universitaires et experts de l'Iran proches du National Iranian American Council (un lobby états-unien promouvant le rapprochement avec l'Iran et proche des réformistes puis des « modérés »), les artistes à l'apolitisme affirmé comme Asghar Fahradi (Toomaj « fait pipi sur [s]on oscar »), les politiciens réformistes. Dans des débats de la télévision publique, ces derniers se sont eux-mêmes présentés, depuis septembre 2022, comme les « soupapes de sécurité » dont l'État s'était privé, ce qui a mené à la crise actuelle. En revanche, les lignes ont réellement bougé dans le monde de la culture et du spectacle : la prudence commune dénoncée par Toomaj en 2021 a laissé place à un engagement massif des artistes, des influenceurs, des *celebrities* comme on dit en persan. Un nombre remarquable et toujours plus grand d'entre elles et eux n'hésitent pas à prendre le risque affirmé d'une solidarité avec le mouvement en cours, en diffusant des messages de soutien aux manifes-

tantes, de condamnation parfois acerbe des gouvernants, de boycott de tout événement ou festival liée à l'État, en risquant leurs carrières et parfois leur liberté, comme ce sera le cas d'actrices emprisonnées pour avoir manifesté, sans voile, leur soutien sur les réseaux sociaux.

Profitant de la célébrité acquise avec ses « trous de souris » et de la liberté recouvrée sous caution en attendant son procès, Toomaj Salehi a porté deux mois plus tard la mémoire d'*âban* (novembre) 2019 dans une chanson éponyme, dédiée aux soulèvements sanglants auxquels il rappelle sa participation active et sa loyauté politique : « Je suis un survivant de novembre. » Le jour de son procès quelques mois plus tard, il ne s'est pas présenté au tribunal, mais a publié sur les réseaux sociaux, à l'heure prévue de l'audience, un nouveau clip, « Corde de potence », consacré aux crimes d'État de la République islamique : « Je le jure sur le vol PS 752 / Je le jure sur ces 1 500 fleurs sanglantes dans un panier [les victimes d'*âban*] / Je le jure sur le pays, sur cette prison à perpétuité / Et on peut remonter le temps jusqu'au massacre de Khavaran. »

Depuis, c'est dans la clandestinité que Toomaj célèbre la révolte ; en septembre, il a publié le clip « Champ de bataille ». Ses vidéos précédentes se distinguent par des mises en scène et des tournages soignés, la créativité artistique et les conditions de possibilité de sa mise en œuvre en Iran étant autant de démonstrations de force contre le pouvoir. Ce dernier clip est différent : il est constitué d'images prises par les manifestants. Son héros n'est plus le chanteur, pieds nus, projectile au cou, mais le peuple iranien dans son unité inédite :

C'est le champ de bataille,
viens, car quelle que soit ta couleur,
sans toi il manque quelque chose.
Ne nous appelez pas « révoltés », on est là pour la révolution.
Arabe, Assyrien, Turkmène, Mazandarani, Sistani,
Baloutche, Talesi, Tat, Azéri,
Kurde, Gilaki, Lor, Farsi, Ghashghai,
nous sommes l'union des fleuves, nous sommes la mer.
Athlète et artiste, vendeur de rue et homme d'affaires,
enseignant et étudiant, ingénieur et ouvrier,
on va rendre sourd le dictateur au cri de « Femme Vie
Liberté ».

Le 30 octobre, quelques heures après la publication de la photo de Toomaj Salehi menotté, les yeux bandés, à l'arrière d'une voiture, un message est publié sur le compte Twitter @toomajofficial à 8 h 49 : « Bonjour, salutations. Malheureusement, Toomaj a été arrêté, mais selon sa volonté, nous ne ferons pas ses pages. Je suis à l'étranger et je gère ses pages en fonction des directives de Toomaj, aucune affinité ou opinion personnelles n'interviendront, nous ne soutenons que les étudiants, les travailleurs et les prisonniers, et nous serons leur voix. » Le message est accompagné de la capture d'écran d'un fil de conversation WhatsApp dont l'auteur est « Toomaj » :

Si je suis arrêté tu as le droit de publier cette partie
Tu feras comme je te dis, tu es la personne en qui j'ai le
plus confiance
Priorité aux étudiantes et ouvriers
Tu relayeras les communiqués
Tu ne soutiendras aucun parti ni groupe

N'écris pas grand-chose à propos des prisonniers sauf si leur condition est très mauvaise et qu'ils n'ont pas de porte-voix
Il faut se concentrer sur l'attaque non la défense
Pas de plaintes et de jérémiades, le pouvoir est dans nos mains
J'insiste que tu ne soutiennes aucun individu sauf les gens ordinaires et les sans-voix
Tu vérifieras les informations, les déclarations et les appels à manifester, tu ne donneras pas de *location*
Ni même d'heure, c'est toujours l'heure de la guerre
C'est tout ♥.

Depuis, un dédoublement singulier a lieu : tandis que des images, des rumeurs et des bribes d'informations circulent sur la détention et les tortures faites à Toomaj, son avatar digital continue de relayer la lutte sur le terrain. Quatre de ses doigts et sa jambe ont été cassés, il a perdu l'usage de son œil, lit-on, tandis que sur Twitter, il continue d'écrire : « Les étudiants des Beaux-Arts d'Ispahan demandent du soutien devant l'université. » Ce sont « les deux corps du résistant », pour reprendre le titre de l'ouvrage d'Ernst Kantorowicz, *Les Deux Corps du roi*², qui observait comment les souverains dans les monarchies occidentales possédaient deux corps : le premier était leur corps de chair, mortel ; le second était celui qui incarnait la communauté politique. Quand la courte vidéo des confessions forcées de Toomaj, assis par terre, les mains en sang, a été diffusée, son compte Twitter a simplement demandé qu'elle ne soit pas relayée. C'est ainsi

2 ERNST KANTOROWICZ, *Les Deux Corps du roi. Essai sur la théologie politique au Moyen Âge*, Gallimard, Paris, 1989.

que j'en ai eu connaissance : sur les réseaux sociaux, je n'ai pas vu circuler la vidéo, mais plusieurs messages appelant à la vigilance contre sa diffusion en rappelant plus largement à la vigilance vis-à-vis de ce genre de contenus. Il y a une discipline en ligne : aucune vidéo de confession forcée n'est rendue visible. Tout comme les visages des manifestants et des manifestantes sont floutés, les gens sont filmés de dos tant que possible, ou bien le cadrage porte sur leurs pieds, lors des danses par exemple. Cette discipline contredit ce que l'on sait des réseaux sociaux, de la façon dont ils gouvernent nos comportements en cultivant les passions tristes, en mettant en avant ce qui nous bouleversera, nous saisira, nous excitera. Mais elle existe, et elle est un élément à prendre en compte dans la circulation des émotions qui nourrissent ce soulèvement, et qu'il nourrit en retour.

3 novembre 2022

Les insurrections sont éminemment rythmiques. Le temps est fractionné, rythmé au tambour : les soulèvements dans les rues iraniennes ne connaissent pas de nuit ni de jour. Ils se relaient de différentes manières du petit matin jusque dans la nuit.

Dès l'aube, ce sont les familles, parents, grands-parents et enfants, qui se rendent aux cimetières pour l'enterrement ou la commémoration du quarantième des manifestants tués. C'est pour contourner les interdictions de rassemblements ou la surveillance des sites qu'ils s'y prennent tôt. Les cérémonies sont souvent filmées et diffusées sur les réseaux sociaux, captant et propageant des gestes de résistance. La sœur d'un jeune manifestant mort en détention se coupe les cheveux sur sa tombe. La fille d'une manifestante tuée dans la rue les premiers jours est photographiée sur la tombe de sa mère, tête rasée, une poignée de ses cheveux longs dans la main, le menton haut, le regard noir et sec. Des étudiants allument un feu dans le cimetière qui accueille la tombe fraîche de leur camarade. Quelques jeunes filles y lancent leur voile, encouragées par une foule de plusieurs centaines de jeunes qui finissent par former une ronde géante sous

les applaudissements, et reprennent un slogan beaucoup entendu dans les rues en 2019 puis aux funérailles de Jina : « Je tuerai, je tuerai qui a tué ma sœur. »

En milieu de matinée commencent les rassemblements des syndicats et des associations professionnelles. Une manifestation des avocats à Téhéran le 12 octobre a donné lieu à des dizaines d'arrestations : dans la rue aux alentours du barreau où ils s'étaient rassemblés, dans leurs bureaux au grand jour, ou chez eux de façon plus discrète et opaque. De nombreuses histoires circulent à ce dernier sujet. Des proches me racontent comment leur amie s'est finalement fait enlever par des hommes déguisés en livreurs, après avoir refusé plusieurs jours de suite d'ouvrir la porte à des agents en civil. Une connaissance me parle de collègues fermés à cause des manifestations et transformés en lieux de détention temporaires. Où qu'ils soient précisément, les avocats arrêtés à la suite de la manifestation du 12 octobre sont probablement allés rejoindre leurs collègues qui s'étaient inscrits pour assurer la défense des inculpés auprès des tribunaux révolutionnaires. C'est en effet devant ces cours de justice punitives et expéditives que refont surface une partie de celles et ceux qui ont disparu dans la grande vague d'arrestations depuis septembre 2022. Les conseils juridiques qui s'étaient immédiatement portés volontaires pour leur défense ont à leur tour été arrêtés ou enlevés. En temps normal, les avocats boudent cette institution judiciaire, qui est un organe historique de la violence d'État : ils ne veulent ni collaborer avec ces usines de la répression ni risquer leur carrière et leur propre liberté en s'y opposant frontalement – sauf s'ils sont d'ardents militants en faveur des libertés publiques, comme l'avocate Nasrin Sotoudeh.

En 2010, lorsque Nasrin Sotoudeh avait été menottée devant le barreau de Téhéran et emmenée, les responsables du barreau et ses collègues présents n'avaient pas réagi. La position collective de ce corps était alors celle du silence apolitique et du respect du *statu quo*. Aujourd'hui, la défense des droits rapidement mise en œuvre par plusieurs centaines d'avocats dès les premières arrestations marque, ici aussi, une rupture. D'autant plus que d'autres collègues ont pris le relais des premiers groupes d'avocats après leur arrestation et se sont inscrits à leur tour comme avocats de la défense auprès des tribunaux révolutionnaires. Depuis la crise politique de 2009, les conditions d'existence de la société civile née après la guerre Iran-Irak n'ont cessé de se décomposer. Malgré cela, certains groupes s'engagent dans une résistance passive qui consiste à continuer de se ressaisir comme société civile et d'affirmer un désir de gouvernance. De nombreux avocats ont disparu à l'heure qu'il est, de même que des enseignantes qui ont protégé leurs élèves, et des médecins et infirmiers qui se sont rassemblés devant l'ordre des médecins lors du quarantième de Jina, pour dénoncer notamment l'obligation de collaborer avec les forces de sécurité dans les services hospitaliers. Des médecins disent recevoir l'ordre de falsifier les procès-verbaux, en enregistrant des morts violentes sous des causes naturelles, en produisant des rapports médico-légaux qui mentionnent des maladies cardiaques et des insuffisances rénales inexistantes. Ils affirment être forcés à livrer l'identité de patients gravement blessés, parfois privés de soins par un transfert en détention.

Ces rassemblements sont dispersés par les mêmes techniques violentes de maintien de l'ordre : gaz lacrymogènes, lanceurs de balles de défense (LBD) et *tasers*. Fin

octobre 2022, l'Association iranienne des écrivains jeunesse d'Iran a manifesté contre la détention et l'assassinat des manifestants mineurs, particulièrement nombreux en comparaison, par exemple, aux manifestations de 2009 ou de 1999. Tous les participants ont été arrêtés et transférés en détention. La plupart des écrivains jeunesse du pays se trouvent donc aujourd'hui dans la prison d'Evin. Ils y tiennent compagnie aux juristes, aux responsables syndicaux, aux leaders étudiants, aux professeurs, aux artistes et employés d'organisations non gouvernementales. Une blague circule : « Je voulais faire un master de droit international à l'étranger. Finalement, je vais plutôt envoyer ma candidature à la section 203 de la prison d'Evin. » Les gens savent qu'ils seront arrêtés mais honorent pourtant ces regroupements organisés en plein jour aux horaires de bureau devant les institutions de leur corps professionnel.

L'heure du déjeuner est un moment d'agitation dans les universités. Quand il n'y a pas de grève ou qu'elles ne sont pas fermées en représailles par l'administration, les étudiants se retrouvent à cette pause pour faire sauter les barrières de ségrégation de genres qui organisent leurs espaces de travail. Ils démantèlent les murs de séparation entre réfectoires des garçons et des filles, comme au restaurant universitaire d'Ispahan. Ils organisent des pique-niques mixtes géants sur les pelouses. Tant et si bien que les vigiles placés à l'entrée des universités ne sont plus seulement chargés d'interdire l'entrée à celles et ceux qui ont dans leurs sacs des masques chirurgicaux (contre les gaz lacrymogènes), mais également à celles et ceux qui transportent des nappes de pique-nique. Les étudiants ne se limitent pas à inventer des slogans improbables ou à mettre à jour

les répertoires de chants contestataires de 1979 et 2009. Ils multiplient les actions symboliques et les performances, conscients du rapport de force en défaveur des manifestants, du fait d'une mobilisation certes continue et créative mais qui n'atteint pas la masse critique d'un soulèvement général. Ils chorégraphient des mouvements de pieds qu'ils dansent à plusieurs dizaines, ils teignent en rouge l'eau des fontaines. Dans l'après-midi, les rassemblements étudiants sont rejoints par les lycéens et collégiens qui se déplacent en petites bandes à la sortie des classes, ou se regroupent devant leurs établissements.

Plus tard, certaines cérémonies de quarantième qui avaient commencé au petit jour se muent en manifestations pour rejoindre les centres-villes. Hadis Najafi, une jeune habitante de Karaj, dans la banlieue nord de la capitale, s'était jointe aux révoltes le 23 septembre. Touchée par six tirs de balles dans le dos, elle est morte sur le coup. Dans un premier temps, elle avait été identifiée à une jeune fille aux cheveux blond platine, comme les siens, filmée de dos au moment où elle serrait sa queue de cheval avant de s'avancer vers un barrage des forces de l'ordre. Cette vidéo de quelques secondes et la détermination féminine et guerrière qu'elle capturait sont devenues des symboles de la révolte. Mettant bout à bout des fragments d'images et d'informations parvenues ce soir-là de Karaj, la communauté digitale s'était donc raconté l'histoire d'une fille filmée au moment où elle partait, mains nues, au combat, dont elle ne reviendrait pas. Le lendemain, la famille de Hadis Najafi démentait ce récit, dont la protagoniste, toujours en vie et en bonne santé, témoignait à visage couvert sur la BBC Persian. Il n'en reste pas moins que Hadis est devenue, aux côtés de Jina

Mahsa, Nika, Sarina, Armita, l'un des noms de la révolte et de sa répression. À la fin de la cérémonie du quarantième de Hadis Najafi le 3 novembre, une manifestation s'est improvisée : quelques milliers de personnes se sont mises en marche au milieu de l'autoroute qui relie le cimetière au centre-ville de Karaj, bloquant la circulation dense. Une voiture de miliciens en civil rencontrée sur le trajet a été assaillie et ses occupants tabassés à mort. Les vidéos les montrent assis au volant, couchés sur la banquette arrière, les chemises ouvertes, le visage en sang. Je me souviens de ce qui caractérisait les courtes vidéos témoins des manifestations du mouvement vert de 2009 : la foule avait l'habitude de protéger les bassidjis et autres miliciens s'ils chutaient de leur moto ou tombaient dans ses mains. Un bandeau se formait immédiatement pour préserver ces éléments esseulés de la fureur du plus grand nombre. Ces démonstrations de non-violence et de civisme nous remplissaient alors de fierté, comme s'il s'agissait de nous prouver à nous-mêmes qu'on pouvait s'opposer sérieusement à l'État iranien sans devenir cet ennemi violent, ce suppôt de la guerre civile en lequel il avait déguisé chacun de ses opposants, au terme de plusieurs décennies de propagande. Mais cette non-violence dont la société civile était si fière n'a servi à rien : elle était un leurre, a-t-elle fini par se dire, si l'on en croit les vidéos aujourd'hui, où l'on entend des voix d'hommes et de femmes, jeunes et vieilles, derrières les téléphones qui filment, dire : « Vas-y, achève-le ce fils de chien. »

À la tombée du jour, dans certains quartiers, les feux s'allument et les voisins forment une multitude de rassemblements éphémères et spontanés, qui se déplacent ensuite dans la ville jusque tard dans la nuit.

Entre ces embrasements qui sont des trouées – même si ce sont des trouées constantes –, une vie quotidienne persiste. Mais ce quotidien est lui-même travaillé par des gestes transgressifs qui, l’air de rien, miment la vie d’après la République islamique, sous les yeux des forces de l’ordre. Des actes isolés, et qui étaient impensables quelques semaines auparavant, deviennent symboliques dans un espace digital qu’il s’agit d’occuper. Un garçon et une fille s’embrassent dans le métro ; deux filles s’embrassent sur la place de la Liberté ; une lycéenne écrit au tableau, sans son voile, et le professeur qui est un mollah laisse faire, la tête dans ses mains ; des filles en cheveux sont attablées dans un étal du bazar pour petit-déjeuner d’un *kale patche* traditionnel, ce plat de tripes et tête de mouton redevenu un comble du *hype* depuis quelques années.

Fragmentés en de multiples groupes et moments, les soulèvements sont rythmiques et leurs pulsations sont en train de créer un sujet révolutionnaire, un « nous » du peuple qui ne veut plus de l’ordre établi par la République islamique. Cette nouvelle subjectivité se forge à travers l’activité insurrectionnelle, qu’on y participe ou qu’on la relaie par de multiples formes de présence dans l’espace public, ou encore par une activité de spectateur actif à distance qui en accroît la visibilité digitale.

9 novembre 2022

Les commerçants du bazar, le réseau de commerce traditionnel et de détail, ont commencé à se mettre en grève à Téhéran. Ce bazar est majoritairement aux mains de la minorité azérie turcophone, or, depuis mi-octobre, les contestations ont gagné les villes azéries d'Ardébil et Tabriz en Azerbaïdjan iranien, dans le nord-ouest du pays, jusque-là resté plutôt restée en retrait du mouvement. Dans les villes du Kurdistan, les bazars sont massivement en grève depuis le 17 septembre, alors même que les habitants de cette région subissent davantage que d'autres la crise économique. Ce n'est pas seulement par solidarité ethnique que les commerçant de Téhéran se joignent à ce mouvement. Contre tout espoir, la grève ne décolle pas dans le secteur industriel. On sait ce qu'est devenu le travail ouvrier, cela aurait été un miracle qu'une grève politique et multisectorielle puisse s'organiser et tenir dans ces conditions. Mais au sein du mouvement Femme Vie Liberté, la déception est grande tout de même. Alors c'est le secteur tertiaire qui prend le relais : grèves paralysantes des transports publics et des routiers, grèves des enseignants, grèves dans les universités et grèves des commerçants.

Les bazars sont l'écosystème d'une bourgeoisie conservatrice et commerçante, et occupent une place à part dans l'histoire iranienne. Non seulement ils structurent l'espace public urbain depuis plusieurs siècles, mais la population qui y travaille et celle qui gravite autour de ce monde singulier ont joué un rôle important dans les transformations politiques menées dans la rue depuis le début du xx^e siècle. Marchés, commerces de détail, étals d'artisans : les bazars, situés dans les quartiers anciens, sont le lieu d'une sociabilité et d'un mode de vie urbains traditionnels, souvent en lien avec les mosquées. Ils sont une base sociale, économique et politique de l'élite religieuse chiïte. Ils ont ainsi été des lieux importants de contestation et de transformations politiques par la rue, comme en 1905, lors de la première révolution qui avait renversé la monarchie Qajar, et en 1961, lors des révoltes conservatrices contre la monarchie Pahlavi, en opposition à l'octroi du droit de vote aux femmes. Le bazar a fourni un réseau financier de soutien à l'opposition islamique au Shah et au projet d'institution de la République islamique. Des chercheurs ont produit il y a quelques années un almanach complet de la vie politique postrévolutionnaire¹ : il montre que les élus de la République islamique viennent principalement du clergé, du bazar, des classes moyennes modestes et de la paysannerie. Pas un seul n'est propriétaire terrien, groupe dont étaient majoritairement issus les élus sous la monarchie.

Les grèves qui gagnent le bazar témoignent donc d'évolutions parfois surprenantes. La base sociale conservatrice qui

1 Mehrzad BOROUJERDI et Kourosh RAHIMKHANI, *Postrevolutionary Iran. A Political Handbook*, Syracuse University Press, Syracuse, 2018.

était jusque-là l’alliée historique de la République islamique fait désertion, tandis qu’émergent les éléments d’une solidarité entre classes – les commerçants engageant la grève que les ouvriers ne peuvent mener – et entre centre et périphéries – puisque Téhéran, Ispahan, Machhad agissent en écho avec la lutte face à la répression militaire dans les villes du Kurdistan et du Baloutchistan. C’est à distance que j’observe la société iranienne, mais plusieurs éléments me viennent en tête pour tenter de comprendre ces retournements. D’une part, ceux qui sont désormais aux commandes sont les enfants des bazaris qui avaient soutenu la mise en place de la République islamique dans les années 1980. Les mentalités, les socialités et les structures des familles ont connu une révolution copernicienne depuis quarante ans. D’autre part, la rue exerce une pression déterminante, puisque les commerçants non grévistes sont activement boycottés par une clientèle qui montre ainsi le degré de soutien populaire aux soulèvements, même si toutes et tous n’osent pas se mettre en jeu en descendant dans la rue. Ce qui est clair en tout cas, c’est que cette classe organisée autour de ses intérêts, et habituée à investir politiquement pour produire et maintenir les conditions de son ascension sociale, comme elle l’a fait en soutenant le projet de République islamique, ne trouve aujourd’hui plus son compte dans l’ordre qu’elle a aidé à mettre en place, au point de s’allier à une demande de renversement. Par ailleurs, la bourgeoisie traditionnelle du bazar n’est peut-être pas tant porteuse par essence de valeurs conservatrices qu’elle n’est un miroir et un accélérateur politiques des évolutions de la société iranienne du fait de sa position organique. Le bazar a accompagné, avant 1979, d’autres soulèvements progressistes, comme la révolu-

tion constitutionnelle de 1905 ou le mouvement de libération nationale en 1953. Cela ne l'a nullement empêché d'être un pilier du projet islamiste de ségrégation des genres depuis 1961, et de s'attacher après cette date, en partie par anxiété patriarcale, à la figure charismatique de Khomeini qui a construit sa carrière d'opposant au Shah en tant que champion de l'opposition aux droits des femmes. On mesure dès lors le chemin parcouru, quand on verra au cours de l'hiver le bazar s'imposer comme un protagoniste de plus en plus affirmé du mouvement Femme Vie Liberté et l'acteur principal, par les grèves, de la résistance économique.

11 novembre 2022

Les images des premiers procès de manifestants montrent une dizaine de très jeunes hommes dans le pyjama rayé bleu des prisonniers, sandales en plastique aux pieds. On les a emmenés assister à leur jugement, au tribunal révolutionnaire de Téhéran. Accusés d'« être en guerre contre Dieu », *moharebeh*, leurs audiences ont duré une dizaine de minutes chacune, sans avocat. Ceux, nombreux, qui s'étaient manifestés ces dernières semaines pour les défendre ont eux aussi été arrêtés, kidnappés, transférés on ne sait où. Ces jeunes prisonniers aux yeux exorbités et aux visages longs ont été condamnés à mort. Tout cela a été télévisé.

Le même jour, un homme âgé, le père d'un manifestant inculpé, enregistre son témoignage sur un téléphone portable et le diffuse sur les réseaux sociaux. Il veut faire connaître le sort réservé à son fils et la façon dont on traite les prisonniers et leurs familles. Cet homme pourrait être mon grand-père Aziz, il a le même langage, le même amour, la même colère et le même air assommé comme à coups de marteau par la cruauté. Il raconte ses échanges avec l'interrogateur de son fils, les humiliations, l'ironie du bourreau. Il porte à la poche de sa chemise un stylo, tout comme

mon grand-père, qui s'asseyait dans un coin avec son Bic noir et son cahier, pour écrire :

Jour après jour, le nombre de prisonniers augmentait à un rythme qui donnait le vertige. Selon des personnes bien informées, que ce soit dans la prison d'Adel-Abad ou dans celle du Sepah, il y avait environ douze fois plus de prisonniers que les locaux ne pouvaient en contenir. En particulier, le responsable d'Adel-Abad disait que cette prison avait été construite pour deux mille cinq cents détenus ; hélas, environ dix à douze mille personnes y étaient enfermées à cette époque. Cela donne une idée de la situation affligeante dans laquelle se trouvaient ces jeunes gens à l'âme noble et prête au sacrifice, qui, tous, se retrouvaient sous les verrous – et je ne parle que de ce que l'on voyait à Chiraz, un morceau de ce grand pays qu'est l'Iran.

Après l'arrestation de Fatemeh, je me rendais tous les deux jours du côté du tribunal ou de la prison, habitude que j'ai conservée jusqu'au dernier jour. Je ne pouvais m'empêcher d'accomplir ces allers et retours inutiles, qui témoignaient simplement du fait que ni moi ni ma famille ne savions à quoi nous en tenir et que nous étions perdus.

Je me disais que mon cœur serait plus tranquille si je me rapprochais d'elle. Le matin, je sortais de la maison malgré moi, et, sans l'avoir voulu, je me retrouvais soudain devant le tribunal ou le commissariat. Je pensais par-devers moi : « C'est une espèce de folie ! Mon Dieu, aie pitié¹. »

Cela se passe en 1981. Ma mère Fatemeh Zarei a été arrêtée, jugée elle aussi en dix minutes par un tribunal révolutionnaire, et envoyée en prison pour dix ans. Elle n'en est pas sortie vivante ; elle et ses camarades ont été

1 Chowtra MAKAREMI, *Le Cahier d'Aziz*, op. cit., p. 35.

tués en 1988. Une violence qui a coupé le sifflet de la population pour longtemps : nos grands-parents et nos parents savaient de quoi ils avaient peur. Notre génération aussi a vécu derrière le rideau de la peur. Mais la peur de quoi... ? On ne savait pas exactement, tant le silence était épais. On l'a découvert en 2009 : disparitions, viols, corps non rendus, confessions forcées, les mêmes pyjamas bleus de prisonniers. Et puis tout a une fin : cette peur-là, les enfants des années 2000 n'en ont pas hérité, on ne sait pas bien comment ni pourquoi. La génération Z a déserté la chaîne de transmission. Elle a fait place vide pour se retrouver dans la rue, le doigt du milieu en l'air. Quarante-trois jours plus tard, voilà les premiers condamnés à mort, le visage long, les yeux écarquillés, tandis que plusieurs milliers de personnes ont été arrêtées ou kidnappées.

Encore une image : des gardiens de la révolution patrouillent dans une ville au mégaphone ; ils s'adressent aux habitants, les menacent, les défient. Ils disent qu'ils feront tout pour défendre ce pouvoir dont ils sont les gardiens, ils couperont la tête de leurs femmes et de leurs enfants s'il le faut. Oui, ils disent cela dans le mégaphone. Nous revoilà en 1981 ? Mon grand-père écrivait :

Des centaines de voitures pleines de *pasdars* et de membres du *komiteh* se mirent à tourner jour et nuit dans la ville de Chiraz, faisant irruption sans répit dans les maisons et lieux de travail pour arrêter les opposants. La terreur était telle que les gens avaient peur de leur ombre. Les membres du Sepah, fiers comme les vainqueurs de Stalingrad pendant la Seconde Guerre mondiale, étaient postés à tous les coins de rue. Au milieu des places et des carrefours, deux hommes armés de revolvers et un autre équipé d'un radio émetteur

surveillaient les allées et venues de la population. Toute personne suspecte était arrêtée sur-le-champ et expédiée à la maison d'arrêt. Quand en sortirait-elle ? Serait-elle renvoyée chez elle ou dans l'autre monde ? Elle seule et sa chance en décideraient. Ces jours-là, malheur à ceux qui prêtaient le flanc au soupçon ! Notre famille en était. En plus des peines et de l'embarras dans lesquels nous nous trouvions, personne parmi nos amis proches ou nos connaissances n'osait ne serait-ce que passer devant notre porte ou nous parler au téléphone².

Non : nous ne sommes pas en 1981. La différence est grande de dizaines de millions de personnes qui regardent, qui écoutent, qui ne détournent pas le regard. À l'époque, la société iranienne était exténuée par deux années intenses de lutte pour le pouvoir, de montée de la violence sous les coups des milices, de chaos politique entre les différents partis d'opposition qui ne parvenaient pas à faire front contre la machine de guerre enclenchée par Khomeini. Deux années de lutte contre la prise du pouvoir par le Parti de la République islamique, qui s'est dissout lorsqu'il est devenu l'État tout entier. La société iranienne était fatiguée, saignée à blanc économiquement, et saignée rouge vif par la guerre qui venait de commencer contre l'Irak. On avait rebaptisé la ville frontalière martyre de Khorramshahr *Khounin-shahr*, la « ville en sang ».

Depuis deux décennies, toutes les guerres que mène l'Iran au Moyen-Orient tuent et détruisent hors de son sol : en Syrie, en Afghanistan, en Irak, au Yémen. La population iranienne n'a pas la même expérience de ces guerre – même

2 *Ibid.*, p. 37.

si l'État s'en nourrit de la même manière puisqu'il ne peut se maintenir, aujourd'hui comme hier, qu'à travers elles. Nous ne sommes pas en 1981, car la situation actuelle est « neuve » de quelques dizaines de jours, même si les révoltes qui n'ont pas cessé depuis le 16 septembre s'inscrivent dans une longue lignée de protestations sociales et politiques qui ont émaillé l'année 2022, et avant elle, de soulèvements populaires qui ont grondé entre 2017 et 2019. Il s'y criait déjà « À bas le dictateur ». Aujourd'hui, les émotions sont tout autres : l'espoir, la colère, la joie vive du courage circulent de corps en corps.

17 novembre 2022

La plus grande vague de soulèvements depuis fin septembre secoue le pays : trois jours de mobilisation ont été décrétés en commémoration des révoltes d'*âban* 2019. Les bazars sont en grève. Les manifestations nocturnes reprennent, les feux se rallument. À Boukan et Javanroud au Kurdistan, les manifestants ont érigé des barricades de briques ; la police tire à l'arme de guerre et lance des grenades lacrymogènes à l'intérieur des maisons. C'est dans cette province, ainsi qu'au Baloutchistan, que les révoltes de novembre 2019 avaient été les plus violentes. Déjà, les manifestations contre la pauvreté et la suffocation économique avaient pris une tournure radicale de soulèvement contre le pouvoir central dans ces périphéries dominées. Déjà, les manifestants criaient à Boukan et Zahedan comme dans les banlieues de Téhéran : « À bas Khamenei ! » et « Réformateurs, conservateurs, votre jeu est fini ! ».

Les révoltes d'*âban* ont débuté le 15 novembre 2019, quand le gouvernement a annoncé une hausse importante des taxes sur le prix de l'essence. Celle-ci était déjà rationnée à un plein par voiture et par mois depuis des années, avec des tarifs exorbitants au-delà. Cette augmentation devait financer les subsides aux familles les plus pauvres : plusieurs

millions d'Iraniens avaient basculé sous le seuil de pauvreté depuis 2017, après la crise économique dans laquelle s'était enlisé le pays. Celle-ci avait été aggravée l'année suivante par le retrait unilatéral du gouvernement états-unien de l'accord trouvé sur le programme d'enrichissement nucléaire de l'Iran en 2015. Cet accord, arraché de haute lutte aux oppositions conservatrices en Iran, était censé ouvrir le pays aux investisseurs étrangers, ce qui ne s'est jamais concrétisé du fait de l'alignement de toutes les entreprises occidentales sur les consignes de boycott données par le gouvernement de Donald Trump. En novembre 2019, l'augmentation de la taxe sur l'essence n'était pas seulement un coup dur dans le quotidien des Iraniens ; elle avait quelque chose d'inacceptable. L'Iran vit économiquement de la rente du pétrole et en possède en abondance. Or non seulement l'essence y est rationnée, non seulement les bénéfices de cette rente ne sont plus redistribués, mais c'est aux habitants que revenait désormais la charge de rétablir la balance. La situation n'était pas la conséquence logique du régime des sanctions internationales car l'Iran a continué de vendre son pétrole. Seulement, les sanctions l'ont obligé à passer par des voies contractuelles de traverse, où il n'y a aucune limite aux commissions et à la corruption. Ce paradoxe de l'essence hors de prix dans un pays rentier du pétrole révélait l'aberration de l'ensemble des choix, des stratégies politiques et des gestions économiques qui avaient mené à cette situation. Comme la plupart des révoltes des classes populaires depuis des siècles¹, ce n'est

1 Edward P. THOMPSON, « The moral economy of the English crowd in the eighteenth century », *Past & Present*, vol. 50, n° 1, 1971, p. 76-136.

pas la suffocation matérielle en elle-même qui a mis le feu aux poudres, mais l'outrage moral provoqué par le sentiment d'injustice qu'elle révélait. Car les révoltes d'*âban* ont bien été un mouvement des classes populaires inscrites dans une séquence plus longue dont elles constituent le tragique point d'orgue. Entre décembre 2017 et novembre 2019, l'Iran a été secoué par une série de protestations urbaines et de grèves ouvrières qui constituaient alors les premiers mouvements d'opposition massifs des Iraniens pauvres, et la contestation la plus radicale du pouvoir depuis la révolution de 1979².

En réaction à l'annonce gouvernementale du 15 novembre sur le prix de l'essence, dans les villes petites et moyennes et les banlieues, les gens sont descendus manifester : le soir même, on comptait plus d'une trentaine de foyers de révolte. Le lendemain, les médias nationaux faisaient part de manifestations dans cent villes et de plus de mille arrestations. Les bazars et certaines universités s'étaient joints aux protestations. Ce jour-là, Internet a été coupé à travers le pays et les opérateurs de téléphones portables – industrie aux mains des gardiens de la révolution – avaient désactivé l'accès aux réseaux. Il était difficile d'avoir des nouvelles. Des rumeurs de tirs à balles réelles circulaient. J'avais appelé des proches sur leurs lignes fixes, je leur avais demandé : « Mais qui sort manifester ? » Ils avaient commencé à me répondre : « On ne sait pas trop bien, tu vois... », et la communication avait été coupée. Les gens des classes moyennes, les organi-

2 Tara POVEY, « Iran : néolibéralisme, organisation des travailleurs et mobilisation populaire », *État des luttes*, vol. 25, 2018, p. 35 ; Stéphane DUDOIGNON, « Iran : les raisons d'un déni », *Revue des deux mondes*, 2018, p. 146-154 ; Marie LADIER-FOULADI, « En Iran, une société civile paralysée », *Esprit*, vol. 4, 2018, p. 24-27.

sations étudiantes, les activistes féministes, les retraités, celles et ceux qui formaient le gros des cortèges du mouvement démocratique en 2009 n'étaient pas descendus dans la rue, n'avaient pas fait preuve d'une solidarité affirmée. En revanche, le mouvement était lié à toute une série de grèves dans l'industrie (pétrole, sucre, acier) et dans l'enseignement, qui en 2018 et 2019 avaient fait suite à une première vague de protestations contre la vie chère fin décembre 2017. La contestation avait été particulièrement vive dans les régions périphériques : il y avait eu de violentes protestations et de nombreux morts dans les villes de Javanroud, Boukan et Mahabad, qui sont aujourd'hui encore au premier rang des commémorations des soulèvements d'*âban*.

Sepideh Gholian, fille d'ouvrier de la région arabophone du Khouzestan et journaliste engagée dans la couverture des grèves, en était devenue l'une des figures. Son jeune visage encadré de cheveux bleus était devenu celui de la lutte : entre deux séjours en prison, ses confessions forcées avaient été transmises à la télévision. Quelques jours plus tard, par le biais d'un enregistrement vidéo sorti clandestinement de prison, elle avait dénoncé à pleins poumons des tortures subies en détention, et avait diffusé les revendications ouvrières sur ses réseaux sociaux. Sur les images des manifestations de décembre 2017 à Dezfoul, au Khouzestan, on la voit assise sur le trottoir tenant une pancarte. Elle se lève à la demande de jeunes manifestants qui font cercle autour d'elle et l'applaudissent bruyamment, tandis qu'elle crie, son voile retombé sur ses épaules : « N'ayez pas peur ! N'ayez pas peur ! » La jeunesse urbaine pauvre qui risque alors sa peau dans les mobilisations de soutien aux grèves est massivement masculine, mais sa façon de se reconnaître

en Sepideh Gholian trace une genèse des convergences à venir. Les révoltes d'*âban* et toutes celles qui ont secoué le pays à partir de 2017 sont ressaisies aujourd'hui comme le début d'une séquence de soulèvements remettant foncièrement en cause la République islamique. De fait, c'est exactement comme cela que le pouvoir les a considérées en novembre 2019 : une menace à l'existence du régime. La répression a donc été organisée immédiatement et massivement. Dès le 17 novembre 2019, les manifestants mais aussi tous les gens présents dans la rue étaient visés à la tête, à la poitrine – à balles réelles. Les protestations ont pourtant continué et sont devenues plus violentes : des dizaines de casernes, des centaines de banques, des affiches du Guide suprême, des voitures de police ont été incendiées. « À bas le dictateur ! », ont chanté les insurgés. La répression a duré plusieurs jours encore. Les secours ne pouvaient pas accéder aux blessés ; ces derniers étaient kidnappés dans les hôpitaux, des dépouilles étaient volées dans les morgues. Le 21 novembre, une semaine après le début des soulèvements, les connexions Internet ont été peu à peu rétablies. Le commandement des gardiens de la révolution a annoncé que l'ordre avait été rétabli. Les témoignages et les vidéos qui ont commencé à circuler, et les investigations menées par les médias laissent penser que plusieurs centaines de personnes ont été tuées durant ces quelques jours. Une enquête de Reuters cite trois sources du ministère de l'Intérieur iranien qui parlent de mille cinq cents morts. Aujourd'hui, plusieurs questions se posent : pourquoi cette réaction radicale et rapide n'a pas été appliquée fin septembre 2022 ? Est-ce que le pouvoir avait conclu qu'elle lui avait plus coûté qu'elle ne lui avait rapporté ? Est-ce que ses analystes ont estimé

que la menace politique réelle n'était pas assez importante pour prendre le risque d'une telle violence ? Est-ce qu'au contraire les dirigeants jugent que l'appareil de sécurité est trop fragile, les forces de sécurité pas assez obéissantes, pour mettre en œuvre une telle répression sans risquer la déstabilisation de l'intérieur ? Toujours est-il qu'un tribunal d'opinion organisé à Londres en novembre 2021 pour examiner les crimes d'État durant la répression d'*âban* a recueilli les témoignages d'anciens membres des forces de l'ordre, qui ont évoqué leurs difficultés matérielles et morales à éliminer les manifestants, comme on le leur avait ordonné dès le premier jour.

Les vidéos des révoltes de 2019 ont été collectées, anonymisées et vérifiées par un réseau d'activistes en ligne en Iran. Cette initiative a donné naissance au groupe indépendant « 1 500 tasvir » (1 500 images), en référence aux visages des tués d'*âban*. Depuis septembre 2022, 1 500 tasvir, en plus de documenter et d'informer, est devenu un protagoniste important de l'organisation de la lutte. Le travail de vérification, de géolocalisation, de relais que fait cette plateforme depuis l'intérieur du pays, ainsi que son indépendance institutionnelle et politique l'ont établie comme une source de données fiable, souvent devant les médias persanophones.

Ce n'est que trois ans après ces soulèvements que leur mémoire fait surface, que leur importance est reconnue et que les crimes sont rappelés. Cette réappropriation collective de ce qui a d'abord été considéré comme un mouvement périphérique, minoritaire et presque infrapolitique montre que l'épaisseur du mouvement révolutionnaire se construit en situation pour les Iraniens, à mesure que des séquences, des événements, des expériences de domination

et de violence, et des formes de lutte se connectent, après coup, pour baliser un temps long de la contestation. Ces expériences ont progressivement décloisonné les différentes franges et différents mouvements iraniens en un peuple réuni pour commémorer dans *âban* une genèse de sa résistance.

À la lumière des feux de rue d'aujourd'hui, il semble que les mouvements de protestation depuis décembre 2017 marquent la décomposition du contrat social de redistribution et d'adhésion (politique, morale) entre l'État iranien et les pauvres, qui ont constitué pendant des décennies la majorité de la population iranienne acquise au projet républicain islamique. Ce contrat social était une matrice de la République islamique, qui en assurait la continuité, le renouvellement, l'adaptation, la vitalité. Il se pourrait que, depuis plusieurs années déjà, le régime continue d'exister, apparemment inébranlable, mais sur le mode des morts-vivants³.

3 Hamit BOZARSLAN, *Le Temps des monstres. Le monde arabe, 2011-2021*, La Découverte, Paris, 2022.

25 novembre 2022

Il y eut d'abord des rumeurs d'empoisonnement de l'eau potable des écoles, et d'intoxications alimentaires dans des universités. J'avais entendu parler d'étudiantes à Ispahan tombées collectivement malades, mais ça me semblait flou, un peu exagéré. Empoisonner... Voilà pourtant que le 25 novembre, les médias à l'étranger rapportent l'empoisonnement par voies respiratoires de filles âgées d'environ 10 ans dans les écoles de la ville religieuse de Qom. Quelques mois plus tard, ce ne sera plus une rumeur, et le phénomène prendra de l'ampleur partout dans le pays, dans des dizaines d'établissements de filles à Téhéran, Racht, Machhad, Bandar Abbas, Kermanshah... Des milliers d'élèves seront hospitalisées. On ne sait pas, on ne saura toujours pas qui est derrière ces empoisonnements. Quand les faits prendront une telle ampleur que la télévision publique iranienne en parlera à son tour, le Guide suprême fera une déclaration pour condamner ces crimes et demander l'ouverture d'une commission d'enquête. On sait que l'intoxication se fait au gaz, que le protocole est le même à chaque fois, et que le gaz utilisé n'est pas simple à trouver. On sait que les écoles, comme la plupart des lieux publics, disposent de systèmes

de vidéosurveillance perfectionnés livrés par les entreprises chinoises. Aucun indice pourtant vers de possibles suspects. On constate que les images d'écolières en détresse, emportées sur des brancards, intubées, remplacent peu à peu celles de jeunes filles espiègles qui jouent à la marelle sur les portraits des Guides suprêmes fracassés au sol dans leurs salles de classe.

Empoisonner les élèves dans leurs écoles : c'est comme cela que les talibans ont réussi à appliquer en 2021 leurs nouvelles lois interdisant l'éducation pour les filles en Afghanistan. La violence punitive officielle et silencieuse, l'intimidation par l'exemple : c'est comme cela aussi que les décrets sur le voile obligatoire ont été imposés en Iran en 1979 et 1980. Des hommes zélés armés de battes assommaient les femmes non voilées, les poignardaient, les arrosaient à l'acide avant de prendre la fuite. Or ces citoyens radicaux n'étaient pas des fanatiques quelconques qui agissaient de leur propre chef. C'étaient des membres du Hezbollah (le parti de Dieu) : des milices en civil coordonnées par les mosquées, liées aux gardiens de la révolution et au Bassidj. Ils m'ont toujours fascinée. Dans les nombreux entretiens que j'ai menés avec des protagonistes de la révolution de 1979 et d'anciens prisonniers politiques, j'entends souvent parler de leur rôle dans la prise du pouvoir brutale et sanglante, par le bas, des khomeinistes sur la rue iranienne. Les hezbollahis débarquaient à plusieurs sur des motos, avec leurs battes et leurs armes blanches, parfois leurs pancartes « Un seul parti : le parti de Dieu. Un seul chef : Ruhollah [Khomeini] ». Sur les photos et les rares vidéos de cette période tumultueuse, ils sont reconnaissables à leur façon de s'habiller : chemise noire sortie du pantalon, keffieh au cou, bagues aux doigts. Ils œuvraient pour que l'espace public cesse d'être un lieu sûr,

que la rue cesse d'appartenir aux multiples participants de la révolution. Le gouvernement ou le Parti de la République islamique qui menait sa conquête du pouvoir n'avaient avoir un quelconque lien avec ces « éléments perturbateurs ». Ils coopéraient avec les forces de l'ordre officielles – les gardiens de la révolution et les bassidjis – et n'avaient en principe rien à voir avec eux. Ils se gardaient simplement d'intervenir pour mettre fin à leurs agressions, et les hezbollahis les renseignaient concernant qui arrêter lors des manifestations. Les gardiens de la révolution qui travaillaient la journée en uniforme pouvaient œuvrer la nuit dans un groupe d'action du Hezbollah. C'est en tout cas ce que racontent les témoignages : je n'ai aucune preuve concrète. Les hezbollahis ont laissé si peu de traces que seuls celles et ceux qui ont eu affaire à eux s'en souviennent, et ces gens sont soit morts, soit exilés (au-dehors ou au-dedans). Peu à peu, le terme hezbollahi s'est dilué jusqu'à désigner tout Iranien soutenant avec ferveur la République islamique et son idéologie. Ils étaient fort nombreux les premières années, d'autant que cette forme d'adhésion pouvait garantir l'accès à l'emploi. Puis à partir des années 1990, le nom de Hezbollah a été lié à l'unité Al-Qods des gardiens de la révolution, chargée des opérations extérieures au Moyen-Orient – un joyau paramilitaire forgé et mené par Qassem Soleimani jusqu'à son assassinat en janvier 2020, lorsqu'un drone de l'armée américaine pulvérise son convoi lors d'un déplacement à Bagdad. Dans le monde, le « Hezbollah » renvoie à l'organisation chiite libanaise financée par la République islamique ; en Iran, l'appellation a toujours eu une connotation vague de fanatisme idéologique. L'histoire des milices, bien réelles pourtant, qui ont œuvré sous ce nom après 1979 a disparu.

Je suis persuadée, et loin d'être la seule, que ces groupes d'action secrets, armés et organiquement liés aux forces de l'ordre et aux mosquées, continuent d'exister, sous d'autres noms. Et qu'ils sont féminicides par essence. Mais le fait est que personne ne souhaite se frotter à leur glauque existence pour en ramener des preuves définitives.

En prenant le contrôle de l'espace public par la terreur, ces milices ont joué un rôle stratégique dans la conquête institutionnelle, déjà évoquée, de l'État par Khomeïni après la révolution. Or non seulement elles étaient présentées comme n'ayant aucun rapport avec cet État, mais leurs actions étaient censées être non organisées, spontanées. Ces hommes et femmes zélés, qui se précipitaient pour accomplir la volonté du Guide suprême après chacun de ses discours radiophoniques, devenant l'incarnation du peuple souverain qui avait fait la révolution islamique. Cette fiction est un nerf vital du pouvoir iranien. Or le Hezbollah, dans son invisibilité substantielle, organise véritablement la terreur. Dans le même temps, il assoit le récit d'une « république » islamique qui agit légalement, proprement, fonctionne normalement, et qui applique les politiques islamistes voulues par le peuple. Ce glissement se situe stratégiquement au point de jonction de la propagande et de la terreur : du discours de persuasion, destiné à subjuguier celles et ceux qui ont encore une position d'extériorité (étrangers, opposants, exilés), et des mécanismes destinés à la population assujettie¹.

1 Hannah ARENDT, *Les Origines du totalitarisme*, *op. cit.* Le fait que cette articulation entre propagande et terreur existe indique un gouvernement aux dimensions totalitaires, mais qui ne l'est pas complètement si l'on

Ces groupes d'action sont la branche secrète d'un pouvoir qui s'est institué, et gouverne depuis, à travers trois dimensions : légale, para-légale, extra-légale. Elles s'articulent comme des rubans de Moebius, ces figures où le dehors passe dedans de sorte qu'il n'y a qu'un seul et même bord. Extra-légale : des inconnus gazent des lycéennes à travers le pays. On ne sait rien d'eux si ce n'est qu'ils jouissent considérablement de ressources, d'impunité et qu'il sont organisés. Para-légale : les réseaux de surveillance des milices du Bassidj au sein des institutions scolaires contrôlent voire empêchent toute forme d'organisation des parents d'élèves et des élèves, et toute action de protestation et d'autodéfense. Des forces de l'ordre en civil répriment les proches en colère qui manifestent devant les écoles. Légale, enfin : le Guide suprême demande une enquête pour « faire la lumière sur ces crimes » – qui, de fait, punissent et terrorisent celles qui sont la ligne de front du mouvement Femme Vie Liberté et en sont devenues les visages.

suit la distinction d'Arendt : s'il l'était, il n'y aurait plus de propagande (plus d'autres à subjuguer), mais uniquement de la terreur.

28 novembre 2022

Le piratage informatique et la cybersécurité ont été dès les premiers jours au cœur d'une insurrection qui prend corps dans deux espaces inséparables : dans la rue et en ligne. Les hacktivistes, pirates et activistes informatiques, ont une présence visible dans le mouvement. Ils ouvrent des voies d'accès à Internet en distribuant conseils et accès à des VPN (*virtual private networks*), ces logiciels payants qui isolent les échanges du reste du trafic Internet en protégeant notamment de la surveillance et des blocages qui s'y exercent. Ils tentent d'introduire en Iran des récepteurs satellitaires de Starlink, la couverture globale pensée par Elon Musk. Ce dernier a même obtenu une autorisation d'urgence du gouvernement états-unien de contournement du régime des sanctions afin de vendre sa production. Les militants experts en cybersécurité aident les manifestants à effacer leurs traces numériques – précaution pour ne pas les laisser à disposition des forces de sécurité en cas d'arrestation. Ils excellent également dans le piratage des sites Internet du gouvernement (Banque centrale, Fars News, ministères), dans une optique symbolique et ludique ou de cyberguerre. Des discours officiels du Guide suprême et certaines émissions transmises

à la télévision publique ont été piratées, interrompues par des messages d'appel à rejoindre la contestation, dans la ligne esthétique des messages du groupe Anonymous. Le 23 octobre, le groupe hacktiviste Black Reward, qui laisse entendre qu'il est basé en Iran et démontre qu'il possède des complices et relais bien placés au sein des institutions, a organisé une fuite impressionnante de données de l'Agence iranienne du nucléaire : cent mille emails et des gigabits d'informations ont été rendus publics.

Le 28 novembre, Black Reward fait parvenir aux médias à l'étranger l'enregistrement audio d'une réunion entre un général des gardiens de la révolution, un commandant adjoint du Bassidj et des membres des agences de presse affiliées à ces forces. L'échange, qui dure deux heures, est authentifié puis diffusé par les médias. Le gradé du Sepah détaille dans un premier temps la collaboration entre l'Iran et le Qatar durant la Coupe du monde de football qui a débuté quelques jours plus tôt à Doha : le Qatar s'est engagé à fournir les données numériques et les enregistrements de vidéosurveillance des participants iraniens venant de l'étranger (« Il y a cinq mille caméras dans les stades », précise un intervenant), tandis que l'Iran a acheté dix mille billets pour les proches du régime, logés pour la durée de l'événement sur l'île iranienne de Kich et transportés en avion au Qatar pour chaque match. Concernant les révoltes en cours, le commandant bassidji Qassem Qoreishi et les journalistes qui interviennent se disent inquiets pour les forces de l'ordre « épuisées et très malheureuses » et demandent une augmentation de salaire.

Un piratage informatique précédent avait permis la diffusion d'une vidéo montrant le discours d'un commandant

du Bassidj devant ses troupes : il préparait ses hommes pour des révoltes différentes de celles qu'ils avaient l'habitude de mater. « Les gens, détaillait-il, attaquent nos gars depuis leurs fenêtres et leur lancent tout ce qu'ils ont sous la main : des banquettes, des chaises, des fers à repasser. » Dans l'enregistrement audio, un journaliste précise que la grève est suivie dans vingt-deux provinces : 70 % à 100 % des bazars et commerces étaient fermés le 15 novembre. On apprend aussi que l'attaque contre l'université Sharif, le soir du 2 octobre, était coordonnée par le ministère des Renseignements – distinct des appareils paramilitaires du Sepah et du Bassidj et parfois en rivalité larvée avec ces derniers. L'un des sujets de conversation et de remontrance principaux de la réunion est le constat que « la République islamique a complètement perdu la guerre de l'information ».

Les journalistes de la chaîne Iran International, cavalerie lourde dans cette guerre de l'information, recevront dans les semaines suivantes des menaces de mort de plus en plus nombreuses. Leurs bureaux à Londres seront placés sous protection armée et bunkerisés, avant que, le 26 décembre, la police de Londres arrête un homme pour tentative d'attentat et déclare qu'elle n'est plus en mesure de garantir la sécurité de la chaîne. Celle-ci décidera, mi-février 2023, de fermer ses bureaux londoniens et de déplacer l'ensemble de ses activités à Washington.

29 novembre 2022

La Coupe du monde de football a commencé au Qatar le 21 novembre. L'équipe nationale iranienne est sélectionnée, mais pour de nombreux Iraniens, le fait d'endosser le maillot de la République islamique est une trahison des sportifs. La ligne tenue par Toomaj Salehi est devenue commune : rester dans le *statu quo*, pour les sportifs, les actrices, les réalisateurs, les *celebrities*, revient à se positionner du côté du pouvoir. « Il n'y a pas de vote blanc, pas de neutres dans cette guerre », estime Ali Karimi, ancienne star de l'équipe nationale qui a apporté son soutien entier aux révoltes depuis les premiers jours, et a annulé sa venue à Doha comme invité d'honneur. En représailles, les autorités iraniennes ont confisqué ses propriétés immobilières. Les joueurs de l'équipe nationale, quant à eux, se sont rendus au bureau du président Raïssi qui tenait à leur souhaiter bonne chance. On imagine bien que ces sportifs ne pouvaient pas trop prétexter qu'ils avaient piscine et esquiver la récupération politique, mais les standards et les attentes ont changé, et ces choix contraints ne sont plus tolérés par les Iraniens. Le peuple leur tourne massivement le dos : l'événement est boudé, l'équipe est huée. Sur les réseaux sociaux, les moqueries fusent. Pourtant,

lors d'un match amical, les joueurs ont porté des brassards noirs et ont fermé leurs vestes pour recouvrir le sceau de la République islamique imprimé au milieu de leur maillot. Ils ont refusé de chanter l'hymne national lors du premier match disputé à Doha. Mais leur présence même est vécue comme une trahison. Sur les gradins, sous la soufflerie de la climatisation, plusieurs milliers d'Iraniens vivant à l'étranger sont venus avec des maillots floqués « Mahsa Amini ». Ils diffusent *Baraye* dans des haut-parleurs devant les stades. Un-zéro pour les manifestants.

Très vite cependant, les autorités qataries et iraniennes reprennent la main. La police locale interdit les t-shirts contestataires, les chants et les regroupements des partisans iraniens. Après le premier match, l'équipe nationale se fait recadrer et chante l'hymne au suivant. Elle subit une défaite humiliante face à l'Angleterre, et se fait disqualifier – symbole des symboles – par les États-Unis le 29 novembre. L'Iran avait gagné contre eux en 1998, et je me souviens avoir été portée sur les épaules des supporters du bar dans lequel je me trouvais à Limoges, quand j'avais fièrement révélé ma nationalité iranienne. Or cette fois-ci, justement, ce n'est pas l'Iran qui perd, c'est l'équipe la République islamique. Toutefois, chez beaucoup de téléspectateurs iraniens, l'aversion laisse place à des sentiments plus troubles et douloureux. Cette défaite est aussi un spectacle auquel beaucoup n'ont pas les nerfs d'assister. Il produit un déchirement affectif chez qui a été habitué durant des décennies à considérer le drapeau de la République islamique comme celui de son pays. L'une des réussites principales de ce pouvoir est d'avoir fait coïncider parfaitement, au terme des dix premières années de sa fondation, deux identités collectives :

celle de l'Iran et celle de la République islamique. L'un des axes principaux de mes recherches est l'étude des mécanismes de ce succès. Le pouvoir théocratique y est parvenu à la faveur d'un patriotisme refondé au cours de la guerre contre l'Irak, de lignes rouges superposant frontières nationales et limites politiques, des figures fédératrices du martyr et de l'ennemi et d'une réécriture maîtrisée de l'histoire. Les Iraniens vivent depuis quelques semaines le démembrement de cette coïncidence. Leur rejet de l'équipe nationale de football incarne cette rupture fondamentale, révolutionnaire. Il me semble que la forme politique « République islamique » cesse d'exister telle que je l'ai connue et étudiée à ce moment précis-là, sous ces sifflets.

Ce divorce entre les gradins et le terrain rend palpable la séparation entre l'« Iran » et ses dirigeants. Tous les mythes de souveraineté populaire s'étant effondrés, ceux-ci sont représentés comme une clique qui occupe le pays réel. La population partage désormais le sentiment d'être colonisée de l'intérieur, expérience qui était déjà celle des provinces périphériques. « On se battra, on mourra, on récupérera l'Iran », chantent les manifestants. C'est étrange : ce qui est aujourd'hui un cri de la rue aurait été considéré il y a peu encore comme le discours fossilisé de diasporas restées bloquées dans leurs défaites face à Khomeini il y a quarante ans. La question est désormais la suivante : quel est ce pays, cet Iran occupé, qu'il s'agit de libérer ? Comment se construit le référent commun de cette société iranienne transnationale, étranglée à l'intérieur et asphyxiée par manque de contact quotidien et sensible à l'extérieur ?

3 décembre 2022

La police des mœurs est-elle abolie ? C'est ce que titre *The New York Times*¹, repris aussitôt par la presse internationale. Le journal cite les propos qu'un procureur général a tenus la veille à Qom, pour annoncer cette victoire des contestataires après des mois de révolte. En réalité, les journalistes états-uniens ont mal interprété la formulation tarabiscotée du magistrat : cette abolition est aussitôt réfutée par un communiqué de l'organe de presse officiel iranien *Seda-o Sima*. Peu importe, chaque journal, chaque émission veulent maintenant consacrer un sujet à la police des mœurs : le *scoop* est là, il faut suivre le temps médiatique. Cet emballage montre une méconnaissance désespérante de la réalité politique iranienne, à différents niveaux.

D'abord, la confrontation inédite dans laquelle s'est engagée la société iranienne depuis trois mois a certes été allumée avec le meurtre de Jina Amini par la police des mœurs, mais elle n'a pas pour enjeu l'abolition de celle-ci. Pas un seul slogan n'a demandé la fin de la surveillance

1 « Iran has abolished morality police, an official suggests, after months of protests », *The New York Times*, 4 décembre 2022.

des mœurs, ni d'ailleurs la fin de l'obligation de porter le voile. Les manifestants ne sont pas dans une logique de demandes à leur gouvernement. Car ils ne le considèrent pas comme leur gouvernement. Ils n'en font même pas l'objet de leur colère, car ils savent que le pouvoir n'est pas là. Ils souhaitent la fin de la dictature et chantent « À bas Khamenei ». Dans les « reportages d'idées » qu'il a consacrés aux insurrections en Iran lors de ses voyages en septembre et décembre 1978, Michel Foucault observait l'impasse politique à laquelle celles-ci avaient abouti : quoi qu'aient proposé le Shah puis son Premier ministre de conciliation Shapour Bakhtiar, les contestataires ne réagissaient pas. Aucun dialogue n'était plus possible dans le champ du gouvernement : « Tous ses piquants dehors, le peuple iranien fai[sait] le hérisson : sa volonté politique c'[était] de ne pas donner prise à la politique². » De même, face aux désirs et aux émotions révolutionnaires qui poussent les Iraniens dans la rue aujourd'hui, il est décalé de réfléchir à la victoire que constituerait l'abolition de la police des mœurs.

D'autant plus que la surveillance des mœurs ne se réduit pas aux brigades des « rondes de l'observance » : elle a existé avant elles, elle prend actuellement de multiples formes et elle continuera de s'exercer sous d'autres formes que cette présence policière. Quand le code de la moralité a été imposé à la société iranienne dès mars 1979, de façon informelle et progressive, puis en application de décrets introduits dans la loi en 1983, il n'a pas été accepté par tous et toutes. Ce

2 Michel FOUCAULT, « Une révolte à mains nues (5 novembre 1978) », in *Dits et Écrits*, tome II, 1976-1988, Gallimard, Paris, 2001, p. 702.

n'est qu'au prix d'une répression brutale et très structurée, dont ces pages ont désormais livré de nombreux exemples, que les résistances ont été matées et les habitudes changées. Les nœuds de ce réseau répressif étaient les *komiteh*, des lieux mis en place dans les quartiers au cours de la révolution de 1978-1979 afin de garantir la sécurité (urbaine, routière) durant la vacance de la police lorsque l'État Pahlavi a été renversé. Après février 1979, ces centres autogérés par quartiers ont été officialisés, investis par le Parti de la République islamique, purgés et livrés aux mains des jeunes bassidjis et des gardiens de la révolution. Ils sont devenus un élément crucial de la capture du pouvoir par le bas et de la mise en place de la République islamique. Or ce quadrillage urbain par quartiers, qui était fondamental dans l'enracinement d'une police des mœurs, s'est estompé au cours des années 1990 lorsque les *komiteh* ont été fermés. Les bureaux locaux du Bassidj sont devenus les nouveaux centres des réseaux de surveillance, qui continuaient de couvrir la vie quotidienne des Iraniens. Lors de son premier mandat en 2005, le président Ahmadinejad, formé depuis ses 20 ans aux techniques de gouvernement paramilitaires des gardiens de la révolution, créait les brigades de police destinées à la surveillance du « code de la moralité », sous l'autorité du ministère de l'Intérieur. Ce que dit le procureur général Mohammad Javad Montazeri le 3 décembre 2022 à Qom, ce qui fait les choux gras de la presse occidentale, c'est que les rondes de l'observance sont suspendues par l'autorité qui les a créées, qui n'est pas l'administration judiciaire. Bien sûr, ajoute-t-il, l'ordre judiciaire continuera de surveiller les comportements en société. Les brigades ne sont pas abolies, d'ailleurs, mais leur activité se fait discrète sous

le feu de la révolte. D'autres moyens ont été mis en place pour continuer et affiner le contrôle. Les milliers de dispositifs de vidéosurveillance, qui équipent déjà l'espace public iranien, permettent d'identifier les femmes ne portant pas le voile. Ces traçages sont ensuite recoupés avec les éléments d'identification biométriques et les données personnelles : le code national étant nécessaire pour avoir un numéro de portable, les Iraniennes reçoivent une contravention par SMS indiquant la date et le lieu de l'infraction. Le code de la moralité, resté assez rudimentaire, ne prévoyait jusque-là que des peines lourdes et physiques – coups de fouet, prison – en plus de la rééducation dans les centres du *gasht-e ershād*. Au début de l'année 2023, une révision de ce code au Parlement iranien intégrera de nouvelles peines, plus souples, moins physiques, plus collées au quotidien des femmes : suspension des droits à la sécurité sociale, suspension du compte en banque ou de l'usage de la carte bleue. L'État cherche à baisser le coût politique de la surveillance et à ajuster le coût réel de la désobéissance. Il s'agit moins désormais de punition spectaculaire que d'entrave à la vie de tous les jours : une façon de rétablir le pacte d'obéissance, de suivre le mouvement vers l'« adoucissement des peines »³ et l'individualisation d'un contrôle toujours plus intrusif qui caractérisent notre modernité.

3 Michel FOUCAULT, *Surveiller et punir*, *op. cit.*

7 décembre 2022

Des jeunes hommes ou des jeunes femmes suivent à pas de loup un religieux qui marche dans la rue, prend un escalator, monte dans un bus, et... hop font sauter son turban de sa tête d'un geste bref, avant de prendre la fuite, hilares et victorieux. Ce harcèlement quotidien, dont les vidéos sont légion, a reçu un nom : le jeté de turban (*amāmeḥ-parāni*). Il est revendiqué comme un sport et possède une « fédération ». Inventer ce défi suppose d'être affranchi, à un degré surprenant, du respect traditionnellement porté à l'*abā* (le manteau religieux), qu'on soit croyant ou non. On mesure le chemin de rejet parcouru, dans une société où le clergé chiite a une position de prestige et un statut d'autorité profondément ancrés, en ville comme en campagne, depuis le xv^e siècle. Le refus des hiérarchies sociales et le renversement de l'hégémonie culturelle sont précis dans leur cible et leur modalité, et d'autant plus créatifs dans leurs expressions que les jeunes se gardent bien de mettre physiquement en danger les victimes de leur agression. On reste dans le domaine de la non-violence pour maintenir la révolte dans une confrontation de basse intensité : les gens n'ont pas les moyens de passer à de plus dures attaques,

et peut-être pas l'envie non plus. Celles-ci sont symboliques, tout en étant réelles puisqu'elles portent atteinte à l'intégrité physique des religieux. Il s'agit avant tout de les humilier : le geste qui suit le lancer de turban est celui du mollah, surpris, qui se baisse pour ramasser sa coiffe. Dans cet abaissement, ceux qui dominent l'ordre social et politique partagent le sentiment d'insécurité dans l'espace public qu'ils ont créé pour le reste de la population, et à travers lequel ils ont assis leur pouvoir. Le jeté de turban polarise également les positions et, plus largement, pose les termes du conflit : tous les religieux ne soutiennent pas les politiques de la République islamique, tous ne sont pas des conservateurs radicaux, tous ne partagent même pas la conviction que le voile est obligatoire. Mais tous sont ciblés et l'attaque leur rappelle qu'« il n'y a pas de vote blanc, pas de neutres dans cette guerre ». Tous sont réassignés à leur ordre, à leur position de dominants, tous deviennent des oppresseurs à harceler. Cette tactique de résistance subversive, drôle et à visage couvert, est bien de ces « armes des faibles¹ » qui font le choix de rendre visible la domination dans le quotidien, à défaut d'être dans un rapport de force propice à son abolition.

Nous avons ri avec ces gestes insolents et jubilatoires, mais nous découvrons maintenant leur revers : les tragédies répressives qui leur répondent. Un garçon de 16 ans, Arshiya Imam-Qolizadeh, a été arrêté pour jeté de turban : quelques jours après sa sortie de détention, il a mis fin à ses jours. Des associations de médecins parlent d'injections

1 James C. SCOTT, *La Domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Éditions Amsterdam, Paris, 2019.

de phosphore effectuées en prison, qui provoquent de forts troubles anxieux et dépressifs. Ils recommandent à tous les détenus libérés de faire des prises de sang. Ici encore, comme pour les empoisonnements, nous sommes dans l'univers de la rumeur, en dessous du seuil d'acceptabilité des informations recueillies par les journalistes et les rapporteurs des droits humains. Mais que le réel soit infusé de secrets et pétri de rumeurs – au point que si l'on n'y prête pas attention, on passe à côté de beaucoup – nous indique aussi le contexte dans lequel on a basculé : celui de la violence politique². Une directrice d'école a refusé de donner aux forces de l'ordre l'identité des élèves qui avaient brisé les portraits des Guides accrochés aux murs des salles de classe, et sauté dessus à tour de rôle. Elle est morte d'une crise cardiaque après des interrogatoires à répétition. Le 7 décembre, la secrétaire d'un syndicat étudiant remet vertement un bassidji à sa place lors des manifestations de la journée de l'étudiant. Elle est enlevée dans les heures qui suivent. Quatre jours plus tard, son corps sera charrié par le fleuve Karun : il portera des impacts de balles. Comme une ivresse passagère qui s'enfonce subitement dans le cauchemar.

2 Luise WHITE, *Speaking with Vampires. Rumor and History in Colonial Africa*, University of California Press, Berkeley, 2000 ; Michael TAUSSIG, *Law in a Lawless Land*, *op. cit.*

8 décembre 2022

Mohsen Shekari a été pendu ce matin à Téhéran. Il avait 23 ans et avait été arrêté dans une manifestation quelques semaines auparavant.

Un voisin a filmé sa mère recevant la nouvelle à l'aube, dans la rue : son cri de gorge et de poitrine.

12 décembre 2022

À Machhad, Majidreza Rahnavard est exécuté en public. Lui aussi a été arrêté durant une manifestation et condamné pour avoir tué un agent des forces de l'ordre. Les autorités ont annoncé « soixante-douze martyrs » parmi ces derniers. Si j'étais journaliste, je ne reprendrais pas ce nombre : c'est le nombre magique des martyrs tués par les ennemis de l'intérieur. Dans la bataille de Karbala, mythe fondateur à partir duquel le chiisme se sépare du sunnisme et développe sa martyrologie, ils étaient soixante-douze compagnons de l'imam Hussein. On se souvient de l'attentat attribué aux *mojahedin* qui, en août 1981, a décimé l'ensemble des cadres du parti de la République islamique de Khomeini. Les cerveaux, les architectes, les membres du clergé combattants de la première heure du nouveau régime : tous morts soufflés, sauf Ali Akbar Hachemi Rajsandjani et Ali Khamenei, qui resta là et bien là. Eh bien, il y eut soixante-douze victimes, selon la version officielle. Dans les manuels d'histoire, on les nomme « les soixante-douze compagnons de l'imam [Khomeini] ». Le jeune officier des services de renseignement qui a remis à mon grand-père Aziz le formulaire d'annonce du décès de ma mère lui a demandé, avant

de lui tendre la feuille : « Que pensez-vous du martyr des soixante-douze compagnons de l'imam¹ ? » Sept ans après les attentats de 1981, le massacre perpétré sur des milliers de détenus était présenté comme une vengeance contre ce crime fondateur. Soixante-douze signifie donc : on ne vous dira pas combien ; soixante-douze signifie : on écrit la fiction du pouvoir. Et celle-ci s'appuie depuis ses origines sur l'idée que la violence de l'État n'est qu'une défense obligée contre les oppresseurs et ennemis : les exécutés sont les vrais agresseurs. La permutation des bourreaux et des victimes a fonctionné un temps – étonnamment long. Peut-être Ali Khamenei et ses proches sont-ils surpris de voir que cette recette, qui semblait aussi durable que leur règne, ne fonctionne plus désormais ?

La veille de la mort de Majidreza, sa mère était venue le voir en prison. Elle était repartie tranquille : quelqu'un l'avait assurée que sa sentence serait révisée. La famille de Mohsen Shekari, elle aussi, attendait avec espoir la date de son procès en appel quand elle a appris son exécution. Ces familles ne sont pas des cas isolés : les autorités ont instillé une culture de discrétion auprès des proches des détenus, entretenant l'idée que leur silence servirait leur cause. Le 12 septembre 2020, le champion olympique de lutte gréco-romaine Navid Afkari, arrêté à la suite des soulèvements de novembre 2019, était exécuté au petit matin. La veille, il avait envoyé « au peuple honnête et bon d'Iran » un dernier message par téléphone. Il demandait aux gens de faire connaître son sort. Il disait avoir gardé le silence sur son cas jusqu'à ce qu'il perde le tout dernier appel, parce qu'on avait expliqué à sa famille

1 Chowra MAKAREMI, *Le Cahier d'Aziz*, op. cit.

que cela serait à son avantage. Mais c'était un mensonge, ajoutait-il, et maintenant, il allait être pendu. Cette illusion dangereuse a été dénoncée à plusieurs reprises par l'avocate Nasrin Sotoudeh² et son mari, ainsi que par les associations de défense des droits humains qui travaillent sur l'Iran : le pouvoir profite du fait que les détenus et leurs proches préfèrent se taire. On explique souvent cette obéissance par la culture du silence entretenue depuis des décennies. Il faudrait renverser la perspective : observer les choses non pas du point de vue du condamné et de son parcours judiciaire (qui peut ou non mener à un *game over*), mais du point de vue de l'administration. Celle-ci a de la matière prisonnière à sa disposition : soit vous êtes un pion dans le spectacle du pouvoir, soit vous acquérez, par l'intérêt que l'opinion porte à votre cas, une valeur d'échange et devenez un pion dans des tractations à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.

Depuis septembre, émerge une culture de résistance, avec de nombreuses discussions en ligne ou dans les médias transnationaux sur l'opportunité ou non de rendre publics les cas d'emprisonnements et les condamnations. Je connais bien ces conciliabules et ces décisions difficiles. Ils étaient la musique quotidienne de mon enfance, avec mes grands-parents mis à la torture de chercher des stratégies pour sortir ma mère de sa situation : comme si la responsabilité de son sort revenait au fait qu'ils n'en avaient pas fait assez, ou n'avaient pas su quoi faire exactement. Comment ne pas comprendre les familles qui se taisent par espoir et par prudence ? Je me souviens des mots de ma grand-mère, à propos de ses filles : « Notre chair est entre leurs dents. »

2 Voir la chronique du 6 novembre 2022.

Plus de cinq cents Iraniens et Iraniennes ont été tués dans la rue ou en détention depuis septembre 2022, selon les informations collectées par Iran Human Rights. Mais ces deux morts-là – ces deux pendaisons – sont différentes. Tandis que d'autres ont été sans nul doute plus douloureuses, l'effet de terreur de celles-ci est incontestablement plus grand, le sentiment de paralysie, de nausée et de rage mêlées est différent. Pourquoi ? Parce que l'État ne reconnaît jamais la mort qu'il sème dans la rue ou dans ses centres de détention : suicides, personnes n'ayant pas existé, dépouilles volées... En revanche, de ses exécutions il fait un spectacle avec un sens aigu du détail, de la cruauté, du suspense. Le secret et le spectacle fonctionnent ensemble dans une économie qui vise à gouverner par l'angoisse.

Les condamnés seront-ils pendus aujourd'hui ? demain ? Sahand Nour Mohammadzadeh, arrêté il y a quelques semaines pour avoir arraché une barrière, a subi trois simulacres d'exécution avant le 5 décembre ; il est toujours en détention. Avant et après les mises à mort, les chaînes de télévision publiques diffusent des extraits de confessions forcées. Elles retransmettent les procès et les conférences de presse des juges révolutionnaires, qui véhiculent – par le pli des vestes, le calme des maintiens, le ton administratif – un air de normalité et de bienséance disant aux Iraniens : voici les lois sous lesquelles vous vivez, voici le droit. Une seule de ces mises en spectacle a plus d'effet que les centaines de récits d'assassinats et de tortures mis bout à bout. Non pas que la violence y soit plus grande, mais les possibilités de résistance y sont plus réduites, donc la peur est plus opérante. Elle transforme la communauté du soulèvement en une communauté liée par de honteux secrets, ceux de son

impuissance et de sa culpabilité. Ceux qui étaient hier dans la rue avec elle ou, pire, ceux qui ont eu le courage de descendre dans la rue tandis qu'elle ne l'avait pas vont être pendus et tous doivent assister au compte à rebours sans rien pouvoir faire pour empêcher cela. Le pouvoir mise sur le fait que les gens ne supporteront pas longtemps de lire ces vérités dans les yeux les uns des autres et finiront par vaquer chacun à ses occupations, en mettant d'un commun accord le cauchemar sous le tapis.

C'est ce qui s'est passé dans les années 1980 bien sûr, mais aussi après 2009. Quelques exécutions avaient suffi en janvier 2010. Ce n'est pas ce qui se passe aujourd'hui. La rage gonfle encore, elle vit sa vie d'animal à sang chaud dans nos cous. Elle est présente et nous lie dans une fierté, une intuition du chemin parcouru qui est tout sauf un cercle d'éternel recommencement. Majidreza Rahnavard a transformé ses confessions forcées en un dernier message. Il est filmé par ses bourreaux les yeux bandés, les mains menottés derrière son dos. Un journaliste lui demande, pour prouver aux téléspectateurs sa dépravation morale : « Vous avez dit que vous ne vouliez pas qu'on lise le Coran sur votre tombe ? » « Non, répondent les lèvres de Majidreza sous le large bandeau noir qui barre son visage, je ne veux pas qu'on lise le Coran. Je veux que les gens dansent, qu'il y ait de la joie. » La terreur reste la terreur ; mais la propagande, le mensonge et la stratégie de persuasion de l'État ne sont plus en phase avec les mentalités du public. Ils tournent à vide. L'énergie de cette violence vient au contraire enfler les colères dans les plis d'un soulèvement qui n'a pas toujours de cap clair, mais qui a des valeurs précises, parmi lesquelles l'importance d'être et de rester vivants.

16 décembre 2022

Tandis que le nombre de villes en révolte diminue depuis le coup de force répressif de la fin novembre, Zahedan, au Sistan-Baloutchistan, maintient avec une régularité de grande brûlée les manifestations, tous les vendredis depuis le sanglant 30 septembre. La répression a au moins trois visages. Dans les provinces soumises à la domination ethnico-religieuse et la violence étatique depuis des décennies, elle a été d'emblée militaire et très meurtrière. Les gardiens de la révolution y sont déployés depuis fin septembre : ils tirent à balles réelles, avec des armes de guerre parfois, depuis des hélicoptères, comme à Sanandadj au Kurdistan, ou en mitraillant la foule du haut de murets, comme à Zahedan. Les sièges de Boukan, Javanroud, Sanandadj réactivent la mémoire et les pratiques de la guerre contre-insurrectionnelle mise en œuvre après 1979. Au Baloutchistan, c'est la lutte antiterroriste qui donne forme aux interventions : arrestations arbitraires et massives, exécutions, disparitions ciblées. Six jeunes Baloutches condamnés à mort avant le début des révoltes viennent d'être pendus, pour l'exemple. Comme le néolibéralisme, que des pays comme la Chine ou l'Iran pratiquent avec art tout en se présentant comme

des alternatives à ce système économique, les techniques contre-insurrectionnelles et anti-terroristes ont toujours été utilisées contre les périphéries par l'État iranien, tandis qu'il se présente, avec une fascinante efficacité, comme un héraut de la résistance contre la violence impérialiste occidentale, en partie fondée sur ces pratiques. Une grande majorité des manifestants tués à bout portant viennent ainsi du Baloutchistan et du Kurdistan. Cette disproportion n'est pas nouvelle ; la nouveauté, c'est que la société iranienne en prend acte et y répond avec une solidarité inédite. « Kurdes, Baloutches, Azeris : liberté et égalité ! » « Les Kurdes et les Baloutches sont nos frères ! » « Nous sommes tous *Abādān*, nous ne vous laisserons pas seuls ! » « Du Kurdistan à Tehran, oppression contre les femmes ! » continue-t-on de crier.

Le deuxième visage de la répression est celui de l'« État-voyou¹ », qui implique des escadrons de la mort officiellement non (re)connus par les autorités, des centres de détention secrets, des enlèvements et des disparitions forcées. Cette politique de terreur est déployée dans les périphéries, mais elle corrode aussi le tissu social dans les grandes et petites villes du centre du pays. En effet, elle s'attaque aux manifestants, mais aussi, par précaution, à toutes celles et tous ceux qui pourraient les rejoindre ou diriger leur mouvement demain. L'anthropologue Veena Das propose une critique intéressante de la souveraineté étatique ancrée, qu'on le veuille ou non, de Hobbes à Schmidt, dans une relation intime avec le théologique (donc le monothéisme en contexte occidental). Ce lien crée un dualisme que l'on retrouve notamment dans l'opposition

1 Veena DAS, *Slum Acts*, Polity Press, Cambridge, 2022, p. 17.

binaire entre la main droite et la main gauche de l'État : celle qui punit et celle qui garantit une sécurité sociale. En faisant référence à des divinités hindoues qui possèdent plus de deux mains et incarnent en outre des versions autres et ambiguës du pouvoir, comme le fait de gouverner à travers la crapulerie dans le cas du dieu Indra, Veena Das propose une troisième main de l'État : la voyouterie. Celle-ci n'est pas seulement un abus de pouvoir qui en franchirait les cadres acceptables, mais une dimension du pouvoir à part entière, jusqu'à représenter une forme de la souveraineté divine dans le panthéon hindou. Le concept d'État-voyou nous est utile pour comprendre la genèse de la République islamique et le rôle des milices du Hezbollah dans la prise du pouvoir par le parti de Khomeini, et la construction du nouvel appareil d'État après la révolution. Il sous-tend ce deuxième visage de la répression qui distord profondément, et depuis longtemps, toute dynamique politique venant de la société iranienne.

Le troisième visage de la répression est celui du triptyque tribunaux révolutionnaires-prisons-exécutions, qui exerce sur nos nerfs son lent travail de violoniste virtuose. Les lois et procédures de ces tribunaux sont certes des insultes au sens commun juridique, il n'en reste pas moins que les mises à mort qu'ils prononcent émanent d'un véritable ordre juridique, d'une justice d'État, et rappellent donc à chaque Iranien et chaque Iranienne les normes et la normalité qui régissent en dernier lieu leur vie. Même si l'on considère cette justice irrationnelle et illégale, les politiques de la mort et les politiques de cruauté sont bien conçues sous les oripeaux d'un pouvoir rationnel-légal. Cette tension établit un pacte proprement kafkaïen, très difficile

FEMME ! VIE ! LIBERTÉ !

à supporter et contre lequel il est aussi difficile de résister concrètement, tant que le pouvoir qui l'exerce est reconnu par les autres États comme un pouvoir souverain légitime. La résistance persiste pourtant, sous différentes formes et à différents niveaux – moins collectifs, moins insurrectionnels et urbains. Le slogan le plus repris face à ce nouveau cercle de l'enfer répressif crie : « Pour chaque personne qui meurt, mille autres personnes sont derrière elle ! »

26 décembre 2022

Un Iranien résidant à Lyon, Mohammad Moradi, s'est jeté dans le Rhône pour attirer l'attention sur le destin de ses compatriotes. Dans une vidéo enregistrée avant sa mort, il remercie les Français de l'avoir accueilli et explique le devoir qui le presse de faire quelque chose. Il parle d'un ton posé et patient. Il nous invite « à croire à l'impossible ».

31 décembre 2022

Les révoltes continuent dans une dizaine de villes chaque jour à travers le pays, souvent au rythme des quarantièmes désormais. Mahabad s'est soulevée le 6 décembre tandis que la ville célébrait les quarantièmes de quarante-six manifestants tués en novembre. À Boukan et Javanroud le 31 décembre, les miliciens du Bassidj tirent à balles réelles sur la manifestation qui part du cimetière et blessent une dizaine de personnes. L'une d'elles, Bohran Elyasi, meurt à Javanroud avant d'avoir pu être secourue. L'hospitalisation des blessés est toujours une entreprise difficile : les forces de sécurité déboulent à l'hôpital, forcent le personnel médical à donner la liste des transférés et viennent les chercher jusque dans leurs lits pour les emmener on ne sait où à bord d'ambulances sans plaque d'immatriculation. De sorte que les blessés sont de plus en plus souvent conduits dans les voitures de leurs proches ou de volontaires vers des villages reculés dans les montagnes. Là-bas, ils sont soignés en secret, le temps d'avoir récupéré assez pour être conduits vers la capitale. Une petite armée de chirurgiens volontaires prend ensuite le relais pour les interventions clandestines plus lourdes. Une membre de ces brigades de soins, Aida

Rostami, une jeune médecin originaire de Téhéran, a été kidnappée il y a quelques semaines et retrouvée morte, le corps marqué de coups. Au Kurdistan, les forces terrestres de combat des gardiens de la révolution, déployées depuis fin septembre, se sont retirées à la faveur d'une diminution en nombre et en intensité des insurrections. Après avoir déployé une riposte militaire démesurée pour pulvériser le mouvement, le pouvoir semble opérer une désescalade qui se finira dans les mois qui viennent par une répression ciblée des protestataires les plus impliqués dans les prisons, les chambres de torture, les tribunaux révolutionnaires et (difficile à écrire) au pied des potences. Cela peut paraître obscène de parler de désescalade mais, dans les années 1980, les gardiens de la révolution étaient restés dans la province ils brûlaient des villages et mitraillaient les maisons du haut de leurs hélicoptères après leurs victoires, par punition. Alors, oui, désescalade et retour au *statu quo* d'avant la mort de Jina. L'État compte sur la mémoire des violences vécues par les parents et grands-parents comme sur des traits de côte dans un paysage : des rappels du niveau le plus menaçant auquel peut monter le conflit.

Le paysage, l'histoire et les expériences de la révolte sont d'ailleurs différemment nivelés selon les villes au Kurdistan. Celles qui possèdent un réseau dense de groupes sociaux et politiques locaux (syndicats, organisations de femmes et écologistes) – Saghez, Marivan, Sanandadj – ont eu une expérience différente de la répression cet automne, moins brutale – même si elle était bien réelle et violente. Ces villes sont généralement celles où les partis d'opposition kurdes sont historiquement implantés ; elles y gardent une présence spectrale et clandestine. Le mouvement contesta-

taire en 2022 s'est donc inscrit dans une lutte de longue durée et a hérité d'une connaissance des rouages répressifs. Or ces protagonistes ont considéré que le nombre critique de personnes dans la rue n'était pas encore atteint : il était trop tôt. C'est pourquoi, dans ces villes, les insurrections n'ont pas immédiatement visé l'État en son système nerveux, comme elles l'ont fait à Mahabad, Boukan, Ochnavieh, où les incendies de casernes de bassidjis et de gardiens de la révolution, notamment, ont déclenché une riposte monstrueuse.

3 janvier 2023

Les « unions des jeunes de quartier » ont à nouveau appelé à trois jours de manifestations et de grèves à travers le pays. Depuis mi-novembre, le soulèvement se ressaisit dans ces cycles courts orchestrés par ces nouvelles organisations locales. Présentes dans de nombreuses villes, elles restent anonymes dans leur composition et communiquent *via* les réseaux sociaux : elles ne sont pas plus organisées que cela (pas de bureaux, pas de sites Internet ou de porte-paroles) mais font partie du paysage quotidien du soulèvement ; leurs appels sont largement relayés. Une trentaine de groupes se sont organisés début décembre en une « alliance des unions des jeunes de quartier », qui a précisé son objectif : le renversement de la République islamique. On ne sait pas grand-chose de plus à propos de ces organisations, hormis qu'elles revendiquent une indépendance farouche vis-à-vis des partis constitués, en Iran ou à l'étranger. Ce sont ces « quasi-non-mouvements¹ » qui fixent le calendrier des soulèvements depuis plusieurs semaines.

1 Asef BAYAT, *Life as Politics. How Ordinary People Change the Middle East*, *op. cit.*

Le temps long du soulèvement est lui aussi rythmique. Ces révoltes se distinguent de toutes celles des années précédentes par la continuité des insurrections qui se succèdent depuis près de quatre mois, avec des moments d'intense activité et des moments de calme – et ce sont alors les universités qui prennent le relais de la rue comme lieux de contestation en mode mineur, pour maintenir la tension. La culture *zartoshti* (zoroastrienne) préislamique est fondée sur l'idée d'un feu dont il faut préserver la flamme pour que jamais il ne s'éteigne – un des rôles des prêtres était d'entretenir un feu dans les temples. Cette image, très parlante en Iran, est devenue une façon de concevoir l'insurrection actuelle dans la durée.

Les triptyques de journées plus intenses investissent un calendrier précis, structuré par plusieurs cycles. Le plus important est celui du deuil, rythmé, comme on l'a vu, par les cérémonies au troisième jour, au septième, et surtout au quarantième jour après la mort de chaque personne tuée en manifestation ou en détention. La mémoire calendaire de la résistance forme un autre cycle. Les manifestations massives de mi-novembre, qui ont instauré l'état de siège et une répression militaire au Kurdistan, commémoraient les révoltes de novembre 2019. Entre le 5 et le 7 décembre 2022, deux jours de grève nationale et une journée d'action dans les universités ont été organisés : l'appel était lié à la journée iranienne de l'étudiant, fixée le 16 du mois d'*āzar* (7 décembre) en commémoration du meurtre, par la police, de trois étudiants qui avaient manifesté contre la visite du président Nixon quelques mois après le coup d'État fomenté en 1953 par le Shah, les États-Unis et le Royaume-Uni contre l'indépendantiste Mohammad

Mossadegh. Le mouvement étudiant anti-impérialiste, les insurrections des classes populaires : cette mémoire de luttes menées dans la rue tisse la longue histoire insurrectionnelle de la société iranienne, réinvestie par les révoltes actuelles.

Quand le secteur tertiaire et le bazar se mettent en grève par période de trois jours, mouvement rigoureusement suivi dans les grandes villes du pays depuis début décembre, les rues des centres-villes sont vides, les rideaux des magasins baissés : des rues-fantômes habitées seulement par les slogans révolutionnaires qui couvrent désormais les murs. Ici encore, il y a une conscience du rythme, de la temporalité et du bruit du soulèvement qui construit la présence collective des Iraniens dans leur rapport à leur « révolution », comme ils la nomment. Cette pratique de la contestation s'inscrit dans une tradition d'histoire politique et sociale qui s'est beaucoup écrite dans la rue depuis la révolution constitutionnelle de 1905.

10 janvier 2023

Depuis plusieurs semaines, les photos d'eux en pyjama bleu, le visage triste aux prunelles larges, recouvraient les murs de nos réseaux sociaux à travers des campagnes contre leur exécution. Mohammad Mehdi Karami et Seyyed Mohammad Hosseini ont été pendus tous deux ce matin à Téhéran. Mohammad Mehdi était un très jeune Kurde, ouvrier dans le bâtiment à Téhéran. Seyyed Mohammad était plus âgé que les autres manifestants exécutés depuis septembre. Ce trentenaire travaillait dans un élevage industriel de volailles en banlieue de la capitale. Mohsen et Majidreza, tués en décembre, étaient serveur de café et magasinier dans une fruiterie ; tous deux avaient la vingtaine, et comme Mohammad Mehdi, un look soigné. Le groupe social qui était le visage héroïque de l'islam révolutionnaire et de la martyrologie de la guerre contre l'Irak, en défense de qui la République islamique s'était instituée, est celui sur lequel elle s'acharne aujourd'hui. La machine broie en premier ceux qui n'ont pas les ressources et le savoir-faire pour résister. Les parents de Seyyed Mohammad Hosseini sont morts ; ceux de Mohammad Mehdi Karami sont vendeurs de mouchoirs à la sauvette et vivent au Kurdistan. Ce n'est

que tardivement que le sort judiciaire de ces prisonniers a été connu des associations de défense des droits et du public : les parents de Mohammad Mehdi attendaient encore des nouvelles de son procès au Kurdistan que le verdict était déjà tombé à Téhéran, ses confessions diffusées. Il était condamné à mort pour le meurtre d'un bassidji. Malgré les efforts de son père, qui a diffusé des messages d'appel à l'aide et s'est rendu à Téhéran pour présenter au juge révolutionnaire les médailles de judo de son fils, l'affaire était pliée : les jeunes manifestants ont été exécutés moins d'une semaine après la confirmation en appel du jugement.

Tous deux étaient sportifs, ils pratiquaient des arts martiaux. Le compte Instagram de Seyyed Mohammad Hosseini est rempli de photos qui le montrent en instructeur de judo, avec des enfants. Ces images me renvoient à l'ambiance qui règne dans les gymnases et les clubs de sport ici aussi en France : les jeunes adultes, amateurs chevronnés et passionnés, initient les débutants. Ce mélange bienveillant sous-tend un attrait pour ces pratiques sportives : des valeurs y sont transmises. En France, dans le club d'aïkido que fréquente mon fils, où il s'entraîne parfois avec des plus âgés, sont affichés au mur les principes de ce sport, à côté d'un poster de la Fédération française de judo qui met en scène un jeune judoka intervenant, sourire aux lèvres, dans un conflit de rue : « Ce qu'on apprend au judo ne sert pas qu'au judo », dit la légende, suivie de : « Le courage, c'est faire ce qui est juste. » L'émotion m'étrangle. Les avocats iraniens opposés à la peine de mort ont réagi aux condamnations de Mohammad Mehdi et Seyyed Mohammad accusés de la mort des forces de l'ordre en précisant qu'ils étaient en position de légitime défense.

À observer les images des révoltes en Iran, non seulement en 2022 mais depuis 2009, on constate que les contre-attaques envers les membres des forces de l'ordre ont lieu en deux temps. Ceux-ci sont déstabilisés par des manifestants, perdent l'équilibre et tombent. Ils sont alors isolés au milieu de la foule, qui se rue sur eux. En 2009, des cordons sanitaires se mettaient spontanément en place pour protéger les miliciens, mais rien de tel aujourd'hui : la non-violence a vécu. Jugé en même temps que Mohammad Mehdi et Seyyed Mohammad, un médecin quarantenaire a été brutalement torturé et condamné à mort pour le meurtre d'un bassidji ; lui et sa femme, elle aussi condamnée, n'ont pourtant cessé de répéter qu'ils étaient descendus de voiture pour porter secours à ce milicien blessé par la foule. Les vidéos qui nous parviennent de Téhéran, d'Ochnavieh au Kurdistan comme de Beyrouth au Liban en 2019 et 2020 montrent que les techniques de lutte et d'autodéfense – judo, kick-boxing – sont utilisées par les manifestants pour se protéger des forces de l'ordre, pour relever le défi de la confrontation à mains nues, pour rester dans la rue. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi la répression cible particulièrement ceux qui maîtrisent ces techniques : ce sont des personnes précieuses, qui peuvent à la fois établir un rapport de force momentané et intervenir physiquement pour résister à l'arrestation des camarades. Des amies athlètes, actives dans des villes de province à l'automne, m'expliquent que les sportifs ont tenu une place particulière dans les révoltes. Parce qu'ils ont développé une meilleure vision périphérique et qu'ils sont habitués à œuvrer en équipe, ils étaient souvent ceux qui enclenchaient la manifestation, occupaient les extrémités de la rue en

guettant l'arrivée des forces de l'ordre, gardaient un œil sur les positions des autres manifestants. Leurs expériences de l'insurrection disent d'une autre manière ce qu'affirment plusieurs slogans : « De Zahedan à Téhéran je me battrais pour l'Iran » ; « L'Azerbaïdjan s'est réveillé et soutient le Kurdistan ». La solidarité est une valeur qui donne corps à la révolte. On ne peut négliger cette réalité quand vient l'heure de discuter des projets politiques à même d'inscrire celle-ci dans la durée.

Les sportifs savent se coordonner et résister en situation, ils ont des techniques du corps et d'autodéfense, et sont donc une force – ou un danger selon le point de vue – dans le contexte d'actions spontanées. Il existe un rapport encore peu étudié, bien que largement investi, entre l'endurance physique, les dispositions mentales des sportifs et la résistance. Au cours de mes recherches, j'ai rencontré trois prisonniers qui s'étaient évadés, au plus sombre des années 1980, quand les lieux de détention étaient des camps de torture et de mort. Deux femmes étaient parvenues à fuir de prison. Un homme s'était échappé du bus qui transférait les condamnés sur le site de la fosse commune où ils seraient exécutés, en 1988. Tous trois étaient sportifs de haut niveau : joueuses de volley-ball et joueur de football dans l'équipe nationale. À l'automne 2022, des sportifs appelés par la presse les « alpinistes de Chiraz » ont fait l'objet d'une campagne antiterroriste largement médiatisée. Les mots *Zan, Zendegi Aazadi* avaient été inscrits en lettres géantes sur la roche d'une montagne surplombant la ville, à des sommets que seuls des grimpeurs chevronnés pouvaient atteindre. Les services de sécurité ont arrêté tous les membres de la fédération d'alpinisme de la province.

Ils ont été détenus et filmés dans le cadre d'entretiens forcés où ils confessent préparer des attaques terroristes. Ces jeunes athlètes et leurs professeurs aimaient se retrouver pour camper et grimper. Ils avaient été actifs dans la rue lors des manifestations. L'accusation de terrorisme qui les a englués dans une vaste toile d'araignée illustre la façon dont les corps et les esprits endurants deviennent des cibles spécifiques de la répression. Mais celle-ci se joue aussi en dehors de la rue, sur les écrans.

Ces violences arbitraires lancent un message aux sportifs, dans le but de maintenir sous contrôle cette population pourvue d'une lourde charge symbolique. D'ailleurs, les fédérations et clubs sont supervisés par les gardiens de la révolution. En octobre 2022 à Séoul, lors des championnats d'Asie d'escalade, l'athlète iranienne Elnaz Rekabi a eu le cran inouï de grimper non voilée, l'air de rien. Elle a ensuite disparu pendant deux jours, pour réapparaître entourée des responsables de sa fédération, lors d'un entretien télévisé depuis l'aéroport de Téhéran, où elle présente ses excuses pour l'oubli involontaire de son voile, qui n'avait rien à voir avec un geste politique. Une foule l'avait attendue toute la nuit devant l'aéroport et avait acclamé sa voiture à l'aube. Quelques semaines plus tard, sa maison de famille a été détruite par des milices, sous prétexte d'un permis de construire défectueux. En septembre 2020, on s'en souvient, c'était le champion Navid Afkari qui était exécuté pour l'exemple – la lutte gréco-romaine que pratiquait Navid est un sport national en Iran, et fait partie de la culture populaire. Le sport, comme instrument d'influence, croise plusieurs enjeux fort importants pour l'État iranien ces jours-ci : le nationalisme (orgueil national, identité natio-

nale, représentation nationale), la culture de masse, les loisirs, modes de vie et ambitions des jeunes gens pauvres. Dans tous ces champs, les révoltes du long automne 2022 ont marqué une rupture durable. Il est devenu visible aux yeux de tous que la République islamique peut certes se maintenir par la force pure, mais qu'elle n'est plus en mesure de garantir sa domination culturelle, morale et intellectuelle – son hégémonie. Ces formes de domination sont pourtant essentielles : sans elles, le pouvoir perd les ressorts de son gouvernement.

Une phrase de ralliement circule parmi ceux qui s'opposent à l'exécution des jeunes manifestants. Le père de Mohammad Mehdi Karami a appris la condamnation de son fils au téléphone, par Mohammad Mehdi lui-même : « On m'a donné ma sentence. Je vais être exécuté. Ne le dis pas à maman. » Ce jeune condamné, encore un enfant, voulait épargner à sa mère le chagrin. Ne le dis pas à maman : cette demande de celui qui voudrait garder sa bêtise cachée montre à quel point il n'a pas conscience de ce qui lui arrive. Que ce cauchemar soit vrai et que sa conséquence puisse être tout simplement la mort, c'est un défi cognitif. Il y a dans la façon d'habiller la monstrueuse violence du costume de la légalité et de la rationalité (les juges, les avocats) quelque chose qui désarçonne et brouille le rapport au réel. L'absurde n'est pas un sentiment qui naît en réponse désespérée au spectacle du mal, il en est l'expérience la plus concrète et sensible : il est ce que la violence fait à notre perception. Cette dissonance, introduite chez tous ceux qui sont touchés ou se laissent toucher par la violence d'État, nous isole puisque les cadres de la réalité tremblent et deviennent mous. Elle distille une suspicion dans notre

rapport au monde. Vivant dans cette menace et ce soupçon, on s'atomise, on se sépare les uns des autres pour tenter de se rebâtir des mondes chacun chez soi. Fabriquer une société où les gens peuvent être parfaitement indifférents au sort des uns et des autres, comme dans le Luna Park de mon enfance, n'est pas une chose simple ; cela demande de grands efforts. En Iran, ceux-ci passent définitivement par le spectacle des exécutions et des confessions forcées. Il n'est pas essentiel que les condamnés le soient pour des raisons politiques. Les prisonniers de droit commun, condamnés en majorité dans des affaires de drogue, sont eux aussi exécutés à des rythmes étourdissants. Près de cent personnes seront pendues en janvier et février 2023. Répéter le spectacle jusqu'à ce que la dernière personne solidaire, empathique tourne le dos : voilà la stratégie. Mon grand-père raconte dans ses mémoires que le plus difficile à supporter, à l'annonce de l'exécution de ma tante Fataneh, sa fille, fut de voir la foule faisant la queue devant les portes de la prison se détourner à son passage, « fondant comme neige au soleil¹ ». Le soudain isolement vécu par les familles montre comment la République islamique a cimenté son pouvoir à travers une ingénierie des affects : indifférence, défiance, répulsion. Aujourd'hui, au contraire, les Iraniens répondent au spectacle du pouvoir par une phrase de ralliement : « Ne le dit pas à maman. » Comme les « Mères qui demandent justice » en 2019, ils font du pathétique une arme. Un monde de liens sensibles s'ouvre, un monde de résistance affective où chacun cherche à protéger l'autre. Les Iraniens et les Iraniennes s'invitent dans l'intimité

1 Chowtra MAKAREMI, *Le Cahier d'Aziz*, *op. cit.*, p. 49.

d'une famille et affirment une politique de l'attachement. Quand Mohammad Mehdi est exécuté, une phrase apparaît sur les murs : « Maman l'a su. »

Cette façon de raconter la violence met la famille au cœur du « travail de l'amour² » qui répond, de façon assez stratégique, aux pratiques de la terreur ; mais ce n'est pas par familialisme. Tout comme dans les mouvements de mères, les attachements familiaux offrent des formes d'intrusion des affects dans les rapports politiques. Or ce travail des sentiments outille la résistance, et bien au-delà de la sphère familiale. Le fait que Seyyed Mohammad n'ait pas de parents ne l'exclut pas de ces résistances affectives : au contraire, cela le rend disponible pour tous et réapproprié par tous. Pour sa cérémonie de quarantième, des proches à Chiraz distribueront des sandwiches, enveloppés dans du papier où ils auront écrit : « Femme Vie Liberté ». Ses collègues de la ferme d'élevage diffuseront des photos de ses bottes en caoutchouc rangées dans le casier qui porte son nom et que personne n'aura eu le cœur de vider. Cette relation aux objets qui deviennent des témoins et des reliques, je l'avais traquée quand je tournais *Hitch. Une histoire iranienne*, à Chiraz dans la chambre au fond du toit en terrasse de notre maison familiale. Je faisais alors une archéologie du silence et des politiques de déni. Aujourd'hui, ces objets et les sentiments dont ils portent trace, les histoires qu'ils encapsulent sont devenus une grammaire de lutte. Pour le moment, la société iranienne maintient l'affirmation d'un collectif – de la lutte, de la volonté populaire de se débarrasser de ce régime – comme forme d'infrarésistance la plus

2 Gillian ROSE, *Love's Work*, New York Review of Books, 2011.

FEMME ! VIE ! LIBERTÉ !

efficace contre un pouvoir qui impose la terreur par isolement. Encore une fois, ne pas se laisser démoraliser, comme pratique politique de l'espoir et comme forme élémentaire de résistance, est une façon de maintenir l'antagonisme, en attendant la reprise des flammes au moindre vent.

11 janvier 2023

Le procès en appel d'Hamid Nouri, dit Abbasi, vient de s'ouvrir à Stockholm. En juillet 2022, cet Iranien de 61 ans a été condamné à la prison à perpétuité pour crimes de guerre du fait de sa participation au massacre des prisonniers politiques en 1988 en Iran. Le jugement était rendu par une cour suédoise au nom de la compétence universelle, une disposition juridique qui permet à des tribunaux nationaux de juger certains crimes commis à l'étranger, comme les génocides, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre même lorsqu'aucune des parties n'est un ressortissant national. Hamid Nouri avait été arrêté en novembre 2019 sur ordre du procureur à sa descente d'avion à Stockholm, où il venait rendre visite à sa filleule. Au cours des onze mois pendant lesquels se sont déroulées les audiences, je me suis rendue sur place pour observer ce procès.

Les archives administratives des massacres sont hors d'atteinte, cachées, et probablement en partie détruites, tout comme l'ont été ces dernières années les traces médico-légales des crimes, tombes et charniers. Le premier procès d'un criminel d'État iranien pour des violences commises à l'intérieur du pays, plutôt qu'à l'extérieur – comme ce fut le cas,

par exemple, des procès des assassins de Shapour Bakhtiar et d'Abdorrahman Boroumand à Paris en 1991 –, est donc un événement juridique, politique et diplomatique. Le fait même que la justice suédoise soit allée au bout de la procédure montre que la République islamique n'est pas, ou n'est plus, intouchable par le droit international en raison des jeux de pouvoir. Les procureurs occidentaux n'ont encore jamais traduit en justice des hommes d'affaires ou des politiciens chinois impliqués dans le génocide des Ouïghours, des responsables israéliens pour les crimes d'occupation en Palestine, ou donné suite aux plaintes recevables déposées contre le vice-président états-unien Donald Rumsfeld pour crimes de guerre dans la prison d'Abu-Grahib en Irak. Cette suprématie des relations internationales sur le champ judiciaire est pudiquement appelée « manque de volonté politique ». Jusqu'à récemment, celle-ci était la principale raison pour laquelle en l'absence d'un tribunal compétent pour examiner les massacres de 1988 en Iran, aucun mécanisme juridique international *ad hoc* (une commission d'enquête créée par l'Assemblée générale de l'ONU ou un tribunal spécial à la demande du Conseil de sécurité) n'avait été mis en place pour enquêter sur ces événements, pourtant largement connus dès 1988, et similaires par leur ampleur et leur cruauté à ceux de Srebrenica en ex-Yougoslavie¹. Pourquoi n'y a-t-il pas de reconnaissance ou de mention des crimes à grande échelle commis par un État, l'Iran, qui ne cesse d'être qualifié d'ennemi politique de l'Occident depuis 1979 ? C'est un mystère.

1 Geoffrey ROBERTSON, *The Massacre of Political Prisoners in Iran, 1988. Report of an Inquiry*, The Abdorrahman Boroumand Foundation, Washington, 2010.

Pour assister à l'ouverture du procès d'Hamid Nouri le 10 août 2021, je suis arrivée à l'aube devant l'annexe du tribunal où l'audience était retransmise pour le public ordinaire. J'ai commencé à discuter avec ma voisine dans la file d'attente, une Iranienne qui soutenait l'Organisation des *mojahedin* du peuple iranien et qui vivait en Suède depuis plus de trente ans, originaire comme moi de Chiraz. Nous plaisantions sur notre présence matinale qui démentait la paresse légendaire des Chirazis lorsqu'elle s'est exclamée : « Vous ne seriez pas la fille de Fatemeh ? » Lorsque je lui ai répondu oui, elle a fondu en larmes. Sa sœur était avec ma mère en prison, elle s'en souvenait très bien. À Chiraz, comme ailleurs en Iran, les prisonniers politiques avaient été coupés du monde fin juillet 1988. Ma mère Fatemeh Zarei, arrêtée en 1981, terminait alors sa peine. Sa libération était prévue en mars 1989. Après des mois d'incertitude, sa mort nous avait été annoncée en décembre, ainsi que celle de plus de trois cents autres prisonniers dans cette ville.

Pendant plusieurs mois, des comités de trois à cinq fonctionnaires, présentés aux prisonniers comme des « comités d'amnistie », s'étaient déplacés de prison en prison dans tout le pays : ils étaient chargés de mener à bien les tris et de superviser les massacres. Dans la prison de Gohar Dasht près de Téhéran, Hamid Nouri était chargé de sélectionner les prisonniers et de les présenter au comité, puis de les emmener dans l'amphithéâtre de la prison où ils étaient pendus par dizaines, avant que leurs corps soient débarrassés de nuit en camion. En 2021, Nouri comparait devant un tribunal en Europe tandis que son supérieur Raïssi, l'un des membres des comités de sélection, prenait ses fonctions

à la présidence de la République à Téhéran. Ce procès n'a certes pas marqué la fin du négationnisme, mais il a été une brèche – tant attendue – dans le système d'impunité par lequel la République islamique s'est construite et a négocié sa survie.

La violence des années 1980 appartient à une époque de plus en plus lointaine : télégrammes, lignes fixes hyper surveillées, pas d'Internet... Pourtant, avant même d'être achevés, les massacres ont été évoqués dans deux rapports à l'échelle internationale : celui d'Amnesty International en septembre 1988 sur l'exécution de « centaines de prisonniers politiques » et celui, fort nonchalant, du rapporteur onusien Galindo Pohl. Il n'est pas rare que des amis et collègues se souviennent vaguement des militants iraniens en grève de la faim cet automne 1988, qui brandissaient d'horribles photos de torture dans les rues des capitales européennes – sans se souvenir de la raison de ces protestations inaudibles, presque invisibles. À partir des années 1990, des mémoires de prisonniers politiques survivants ont été publiés à l'étranger, constituant un corpus de témoignages vaste et pluridisciplinaire. En effet, faute de franchir le seuil de visibilité dans un espace public de plus en plus global, les crimes d'État iraniens ont produit une communauté de victimes (allergiques à ce mot) qui sont devenues leurs propres porte-paroles : tour à tour experts, scientifiques, analystes – dégommant toutes ces positions extérieures de savoirs constitués, et les occupant toutes. Depuis près de trois décennies, seuls les premières et premiers concernés, survivants et proches de victimes, ont écrit ou parlé : auto-ethnographie, récits, micro-histoires, compilation de témoignages, investigations, cartographie, analyses théoriques et

philosophiques et, bien sûr, analyses juridiques². J'appartiens à la branche française de cette internationale du souvenir.

Depuis les années 2000, les juristes cherchent à qualifier les massacres de 1988 de crime contre l'humanité : « délibéré », « ignominieux », inspiré par des « motifs politiques, religieux ou philosophiques ». Cet effort est poursuivi, à partir des années 2010, par des initiatives inspirées de la justice transitionnelle – alors qu'il n'y avait pas la moindre transition en vue en Iran – comme le tribunal d'opinion sur les crimes d'État en Iran dans les années 1980. Celles-ci ont accompli un immense travail de compilation de centaines de témoignages afin de prouver les faits. Les rapports qu'elles ont produits, et qui constituent la source documentaire du dossier d'accusation d'Hamid Nouri, concluent que les massacres de 1988 sont un crime contre l'humanité.

Le tribunal de Stockholm précise dans son acte d'accusation qu'en d'autres circonstances, les événements pourraient effectivement être qualifiés de crime contre l'humanité, mais

2 Kaveh SHAHROOZ, « With revolutionary rage and rancor : a preliminary report on the 1988 massacre of Iran's political prisoners », *Harvard Human Rights Journal*, vol. 20, 2007, p. 227-261 ; Iraj MESDAGHI, *Hell on Earth. Ghezel Hesar 1983-1984*, Alfabet Maxima, Stockholm, 2008 ; Shahrzad MOJAB, « Years of solitude, years of defiance : women political prisoners in Iran », in Azadeh AGAH, Sousan MEHR et Shadi PARSI, *We Lived to Tell. Political Prison Memoirs of Iranian Women*, McGilligan Books, Toronto, 2007, p. 7-18 ; Nasser MOHAJER, *Voices of a Massacre. Untold Stories of Life and Death in Iran, 1988*, Oneworld Publications, Londres, 2020 ; Shokoufeh SAKHI, « Ethical-political praxis : social justice and the resistant subject in Iran », in Peyman VAHABZADEH (dir.), *Iran's Struggles for Social Justice. Economics, Agency, Justice, Activism*, Springer International Publishing, Cham, 2017, p. 145-163 ; Shahla TALEBI, *Ghosts of Revolution Rekindled Memories of Imprisonment in Iran*, Stanford University Press, Stanford, 2011.

ce sont d'autres chefs d'accusation qui ont été retenus contre Nouri : meurtre aggravé et crimes de guerre dans le cadre d'un conflit international. La Suède n'a inscrit le crime contre l'humanité dans son droit interne que douze ans après le statut de Rome de la Cour pénale internationale, en 2014 : seuls les faits qui ont eu lieu après l'adoption de la loi peuvent être poursuivis dans ce pays. Les procureurs suédois ont donc décidé de diviser le massacre – un même événement – en deux crimes différents. Le meurtre des prisonniers *mojahedin*, tués dans une première vague, est qualifié de crime de guerre, dans le conflit entre l'Iran et l'Irak. De fait, les *mojahedin* étaient activement impliqués du côté irakien depuis la base militaire d'Ashraf. Celle-ci leur avait été donnée par Saddam Hussein en 1986, quand ce groupe en exil avait été expulsé de France par le Premier ministre Jacques Chirac, lors de négociations avec la République islamique dans la résolution de la crise des otages au Liban. Après la signature du cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak le 20 juillet 1988, les *mojahedin* ont franchi la frontière pour attaquer l'armée iranienne tout juste démobilisée. Leur objectif : « libérer » les villes, être rejoints massivement par la population et marcher vers Téhéran pour renverser le pouvoir. Saddam Hussein avait promis aux opposants iraniens son soutien aérien. Mais il n'a pas été pas assez fou pour mettre en jeu un cessez-le-feu âprement négocié après huit ans de guerre. Il a donc laissé les *mojahedin* seuls à leur sort, qui fut de subir une défaite sanglante sous la contre-offensive de l'armée iranienne. La population des villes n'a pas rejoint l'armée d'opposition. Une décennie de propagande étatique et le sentiment de trahison provoqué par cette alliance avec ce qui était devenu l'ennemi irakien lui avaient aliéné ce groupe, qui dispo-

sait jadis de millions de partisans. Presque une décennie s'était écoulée, modifiant les lignes d'appartenance selon les expériences de la guerre, transformant la société iranienne gouvernée par la terreur. Peu après l'échec de cette opération militaire commençait, sur ordre de Khomeini, le tri dans les prisons. La relation entre les événements – la corrélation, les causalités et les liens exacts – n'a pas encore été élucidée : ni les chercheurs ni d'ailleurs les journalistes n'ont abordé ce sujet. Cependant, dans le silence du récit et de l'analyse historiques, l'accusation suédoise avance une vérité juridique qui présente les massacres de 1988 comme une conséquence de l'attaque militaire des *mojahedin*. Dans une transsubstantiation que personne n'avait envisagée jusqu'à présent, les prisonniers politiques sont transformés en otages de guerre, leur assassinat est qualifié de crime de guerre. Le massacre des prisonniers politiques de gauche, tués dans la seconde vague, est qualifié quant à lui de meurtre aggravé.

Cette distinction de nature entre les première et seconde vagues est purement construite par le droit. Les procureurs à Stockholm rappellent que les massacres des prisonniers politiques, qu'ils soient *mojahedin* ou de gauche, constituent un seul et même événement, correspondant aux critères du crime contre l'humanité. Les expériences sont identiques, soulignent à plusieurs reprises les magistrats, bien que le crime de torture ne puisse être retenu pour les prisonniers de gauche car, dans le cadre d'un meurtre, il y a prescription pour ces faits après trente-trois ans. De plus, on peut être survivant de crimes de guerre, mais on ne peut survivre à un meurtre : pour cette raison, les prisonniers de gauche survivants ne sont que des témoins dans ce procès, alors que les prisonniers *mojahedin* survivants

sont à la fois témoins et plaignants. La prise en compte des tortures et la position de « survivant-plaignant » produisent des différences existentielles dans une même expérience, selon l'appartenance politique des prisonniers – même s'ils ont cessé d'être affiliés à leur parti pendant leurs années de détention ou depuis leur sortie de prison. Les catégorisations de la violence d'État en Iran fonctionnent encore des décennies plus tard, parce qu'un système de droit examine un autre système de droit. Prises entre ces deux feux, les réalités vécues d'une mort de masse sont redéfinies et traversées par un découpage qui les rend saisissables juridiquement. Brisant la communauté d'expérience, ces catégories reproduisent les frontières tracées entre les prisonniers par l'idéologie khomeiniste et approfondissent les mésententes entre les différentes communautés politiques exilées.

Même si cette qualification des faits répond à une stratégie juridique, elle a des effets sur le défi complexe dont relèvent les procès de ce type : celui d'une écriture de l'histoire par le droit. Outre l'écueil de la division, le principal risque est d'isoler les faits de leur contexte. L'acte d'accusation se focalise sur les massacres de 1988 en les reliant à la guerre entre l'Iran et l'Irak, sans les relier plus généralement à la violence d'État postrévolutionnaire (marquée par les massacres de 1981 et 1984, les exécutions extrajudiciaires en prison, l'invention de nouveaux types de torture, etc.). Déconnecter les massacres de cette histoire afin de les réinscrire dans le conflit international et condamner leurs auteurs pour crimes de guerre renforcent en quelque sorte le discours négationniste de l'État iranien. Après une longue période de simple négation, le déni a changé de forme dans la dernière décennie. Face aux initiatives de documentation

et de qualification des crimes en exil, qui traversent les frontières nationales *via* les réseaux sociaux, un nouveau récit historique justifie la violence d'État en invoquant la guerre et la légitime défense, contre la double agression de l'ennemi extérieur, l'Irak, et de l'ennemi intérieur, les terroristes de l'opposition armée. La plus simple chronologie permet de défaire ce discours. Dès 1979, les violences de l'État, du para-État et de l'extra-État³ permettent aux tenants d'un projet totalitaire de mettre la main sur l'appareil de pouvoir et de le reconfigurer. « L'État qui tue par légitime défense » est un dispositif raflé et forgé par la violence en premier lieu, construit et maintenu à travers les conflits qu'il provoque, nourrit, creuse brutalement. Les prisonniers tués en 1988 ont été arrêtés au début des années 1980 pour la plupart, et ils peuplaient encore les prisons à la fin de la décennie parce que – contrairement à des milliers d'autres – ils n'avaient pas été condamnés à mort selon les lois mêmes des tribunaux révolutionnaires. C'est après 1986 que les *mojahedin* ont été impliqués dans la guerre entre l'Iran et l'Irak, du côté irakien. Même l'acte d'accusation des procureurs suédois le rappelle : les prisonniers étaient en détention parce qu'ils étaient des opposants idéologiques. Leur massacre ne constitue donc pas une violence de l'Iran contre ses ennemis, mais de l'État contre ses propres citoyens.

Quelle histoire sera écrite à travers la recherche de la vérité juridique, dans le procès d'Hamid Nouri ? Le paradoxe est le suivant : les procureurs eux-mêmes soulignent qu'ils cherchent à faire correspondre les faits à certaines définitions précises, à cocher certains critères permettant d'établir

3 Voir la chronique du 25 novembre 2022.

la culpabilité de l'accusé. En même temps, et malgré cela, ils élaborent une vérité juridique qui risque de s'imposer comme vérité historique dans un contexte où celle-ci fait défaut, et où différents récits sont en guerre. Cependant – et c'est là que ça devient intéressant – cette casuistique juridique met au cœur du procès deux questions qui nous plongent dans les zones d'ombre et de turbulence de l'histoire récente de l'Iran. Premièrement : quel est le lien entre les massacres et l'attaque militaire des *mojahedin* ? Deuxièmement : quelle était la relation entre l'armée des *mojahedin* et l'armée irakienne ? La première était-elle un auxiliaire de la seconde ? Pour l'accusation, il est important d'affirmer ce point afin de caractériser les crimes de guerre « dans le cadre d'un conflit armé international », où la convention de Genève s'applique. Mais au-delà de cette argumentation juridique, quelles étaient réellement les relations entre la guérilla d'opposition iranienne et Saddam Hussein ? Cette question n'a aucun rapport avec la mort de ma mère par exemple, puisque cette femme au sourire tendre et au courage d'acier a été arrêtée cinq ans avant l'arrivée des *mojahedin* sur le territoire irakien. Mais c'est une question importante, et le fait de pouvoir la poser et d'y répondre avec une certaine honnêteté serait en soi un pas hors des discours idéologiques qui ont verrouillé notre rapport à la réalité de la violence en Iran.

Je m'attendais à ce que la première audience soit une série ennuyeuse de préludes et d'introductions nécessaires, mais au lieu de cela, le procès a posé, dès son coup d'envoi, des questions cruciales. Étrangement, cette configuration juridique tordue a ouvert une boîte de Pandore de débats longtemps esquivés. Qualifier les massacres de crimes contre

l'humanité, comme l'ont fait les rapports juridiques et tribunaux d'opinions, était essentiel, mais cela avait permis d'esquiver ces débats : les prisonniers étaient avant tout définis par leur statut de victimes. Aucun contexte n'était nécessaire ; il s'agissait d'êtres humains violés dans toutes les dimensions qui les constituaient en tant qu'êtres humains. Les efforts déployés pour établir ce crime suprême nous ont également protégés, d'une certaine manière, de la tâche complexe de le saisir dans le cadre de l'histoire plus longue de la révolution iranienne. À Stockholm, nous avons dû sortir de cette zone de confort (très relative, le mot est mal choisi). Tout en construisant la possibilité de la justice sur des faits biaisés et des contre-vérités, le procès nous a permis d'étudier à nouveaux frais une histoire troublée qui implique de nombreux groupes, mouvements et enjeux, et qui plus largement remet en question les logiques et la figure de l'ennemi dans les conflits politiques.

Devions-nous, en tant que communauté fragmentée en quête de justice, réunie dans ces salles d'audience depuis tous les coins du monde, malgré de nombreuses divisions et disputes, accepter une approche instrumentale de la vérité factuelle, dans le but d'obtenir une condamnation juridique officielle – le graal tant recherché ? Pendant ces onze mois, alors que chaque groupe et chaque personne pesaient ce dilemme inattendu de la justice contre la vérité et donnaient un sens à ces complexités, nous nous sommes assis côte à côte sur les bancs des plaignants, dans les espaces réservés aux familles ou dans le public. Curieux, nerveux, émus aux larmes ou incapables de cacher notre irritation face à des sujets sensibles dont nous aurions préféré ne pas parler, nous étions néanmoins légalement obligés par

les protocoles de rester assis tranquillement dans cet espace multimédiatisé – par la loi, la langue, l'éloignement géographique et culturel –, et d'écouter des tiers étrangers démêler une version de l'histoire, trébucher sur chaque nom iranien comme pour nous rappeler qu'il ne s'agissait pas de leur histoire, de leurs batailles, de leurs morts.

Dans la salle d'audience, cette histoire s'est toutefois résolument écrite au masculin. Hamid Nouri avait été assistant du procureur dans la prison de Gohar Dasht, or le massacre y a concerné les détenus hommes : les femmes détenues avaient été transférées auparavant aux prisons de Ghezel Hessar et Evin. Lorsque l'on sait la place des femmes – mouvements de mères, militantes, juristes – dans les décennies d'efforts qui ont rendu possible ce procès, ce retournement final vers une histoire masculine des massacres ne manque pas d'ironie.

À la barre, l'accusé a développé une ligne de défense distincte de celle de ses avocats : non comme un individu dont la responsabilité était engagée dans des crimes, mais comme le porte-parole d'un régime auquel il a rappelé sa loyauté avec une ostentation usant de tous les schémas de l'orientalisme, face à une culture judiciaire suédoise qui brillait par son flegme et son minimalisme. Ce qui se jouait pour Nouri, nous faisait-il savoir, n'était pas sa condamnation mais les conditions de son retour en Iran une fois la sentence reçue, au terme d'un échange de prisonniers – comme cela s'est toujours fait pour les agents de l'État iranien condamnés à l'étranger. Durant son récit puis son interrogatoire, l'accusé a en outre cherché à détourner l'attention des faits, en se montrant avant tout préoccupé de renommer les lieux et les gens. Il s'agissait d'imposer,

dans l'espace du tribunal, la langue à travers lesquelles les crimes de masse avaient été perpétrés puisque, dans cette langue-là, ils se trouvaient justifiés. Il est à parier que ce glissement de l'arène juridique à celle de la communication politique n'a pas été pensé par Hamid Nouri dans l'isolement de sa cellule. L'accusé s'entretenait constamment avec des représentants de l'ambassade d'Iran, qui lui fournissaient ses habits et sans doute des éléments de langage. Des fonctionnaires de l'ambassade étaient par ailleurs présents tous les jours au tribunal, où ils avaient des sièges réservés aux côtés des policiers suédois dans la salle de presse.

La défense de Nouri vaut d'être évoquée, car elle s'est appuyée sur un discours qui a été le ciment principal du désintérêt et du silence entourant les crimes d'État au sein de la société iranienne. Comment poser la question de la responsabilité individuelle des bourreaux tant que celle de la légitimité de la violence n'est pas clairement réglée ? Le déni, qui ne se limite pas à la négation des faits mais concerne plus largement ce qui les rend acceptables, anodins ou invisibles, se joue au sein de l'espace public iranien plus que dans les tribunaux étrangers. Sauf lorsque cet espace public s'y relocalise, notamment *via* les réseaux sociaux et les médias de la diaspora iranienne. Hamid Nouri nous le rappelait en saluant, au seuil de chaque audience, « ses auditeurs » par le monde : tous les débats étaient en effet retransmis sur Internet en *livestream*. Il était théâtral dans sa gestuelle, ses harangues, ses diatribes réglées sur le rythme des traducteurs, et souvent burlesque dans le rôle du fonctionnaire zélé soumis à ses supérieurs. Le spectacle ne faisait cependant rire qu'une partie des auditeurs : pour ses anciennes victimes et leurs familles, Nouri profitait de cette tribune

pour reconduire à couvert le travail de torture, à travers de cyniques retournements et des insinuations dont elles seules pouvaient parfois sentir la cruauté. Les familles venant aux nouvelles de leurs proches prisonniers durant les massacres ? « Je les recevais chacune avec déférence et respect », répondait l'accusé en se levant pour saluer, la main sur le cœur. Pourquoi les prisonniers venaient-ils assister aux confessions forcées de leurs codétenus ? « C'était sans doute pour eux un loisir. » Ces détails n'en sont pas lorsqu'on sait la place centrale de la cruauté dans le gouvernement de la terreur. La politique de la cruauté est d'ailleurs un fil important, qui permet de détricoter le récit de légitimation et de défense national. Continué par d'autres moyens durant le procès, elle ramenait l'audience à une strate enfouie de l'expérience où l'horreur est intacte, « comme si trente ans ne s'étaient pas écoulés », commentait une plaignante.

Le procès de Stockholm est passé sous le radar de la presse internationale. Plus de cent procès sont tenus dans le cadre de la compétence universelle dans le monde chaque année, et bien que tous passionnants, stimulants, émouvants, ils ne semblent pas constituer des événements médiatiques très porteurs. En revanche, il a été largement couvert par les médias en persan à l'étranger. Plus : on pourrait montrer qu'il a été le moment de formation d'une sphère médiatique persanophone transnationale, en lui donnant un lieu et un temps pour se rassembler et transmettre en direct. Les télévisions et radios persanophones pouvaient déployer leurs caméras et leurs micros dans les pattes les unes des autres, se croiser, illuminer les couloirs du tribunal de leurs flashes, donner au parvis de la cour une aura d'importance avec la présence des capteurs satellites et des camions de

transmission. Pour une fois, elles avaient physiquement accès à l'actualité à couvrir. La chaîne Iran International a d'ailleurs présenté l'ouverture du procès, le 10 août 2021, comme le « jour le plus important depuis la révolution de 1979 ». J'ai trouvé la formule à tout le moins exagérée, mais si l'on considère, deux ans plus tard, les conséquences de l'effondrement du discours de légitimité de l'État iranien, elle se comprend mieux. Le premier jour, j'ai reçu un appel d'une proche en Iran. Elle était très émue : « C'est comme si ce qu'on savait depuis si longtemps et que personne ne voulait croire est prouvé à tout le monde maintenant ! » J'ai pris conscience du gouffre qui nous séparait – des lignes rouges. Alors que, en dehors de l'Iran, un discours de vérité et de justice s'était progressivement imposé depuis plus de dix ans, au fil de publications et d'événements, à l'intérieur, on venait de passer, *via* la construction médiatique, de la rumeur aux faits, des limbes de l'indifférence à la lumière.

Le même jour, je recevais des vidéos de notre maison familiale à Chiraz, qui avait été celle de mes parents avant l'arrestation de ma mère et l'entrée en clandestinité de mon père. La maison était mise en vente et serait détruite pour laisser place à un petit immeuble : j'avais demandé qu'on m'envoie quelques dernières images du lieu vidé. Les rideaux de laine roses flottant seuls, le papier peint de grosses fleurs vertes et oranges aux couleurs plus vives là où avaient été les meubles. C'est dans cette maison que j'ai grandi auprès des parents de ma mère, avant de rejoindre mon père en France à 6 ans, deux ans avant les massacres. Quand, en 2007, je suis retournée avec une caméra pour le premier et finalement unique tournage en Iran de ce qui deviendra des années plus tard *Hitch*, j'ai beaucoup filmé

cette maison. Mon expérience du déni de la violence d'État a pour point de départ la dissonance que j'ai alors ressentie entre l'ambiance intérieure, marquée par le souvenir des événements, et le monde extérieur, la rue, qui n'en portaient pas de traces. Pourquoi la maison était-elle marquée par le souvenir ? Parce qu'il y avait de grandes photos aux murs, parce qu'une vitre cassée à l'époque par des miliciens du Hezbollah n'avait jamais été remplacée, parce qu'il y avait une pièce sur le toit en terrasse avec des armoires pleines d'objets ayant appartenu aux disparues, conservés comme des reliques. Parce que ma mère avait écrit en prison un poème sur les fleurs de son jardin, donc ce jardin et ces fleurs nous faisaient penser à ce poème. Parce qu'il y avait des couches archéologiques d'objets appartenant à différentes périodes de vie dans la maison, comme les cages où mon grand-père élevait des poulets au début des années 1980 : elles étaient vides et rouillées depuis des décennies, mais toujours à leur place au fond de la cour. Cette maison vieillie, couverte d'une couche de plâtre, de poussière ou de calcaire qui la rendait comme opaque, était un lieu témoin et un lieu hanté. Tandis que s'ouvrait le procès des massacres sur la place publique, notre maison, seule et vide, attendait sa destruction : espace clos, familial, si longtemps gardien d'un secret dont l'époque était finie.

Hamid Nouri a été reconnu coupable de crimes de guerre et crimes aggravés le 14 juillet 2022. Devant le tribunal, des mères de Khavaran avaient étendu les photos des disparus et nous avons dansé quelques heures sur deux chansons passées en boucle à la sono : « On lâche rien » de HK et Les Saltimbanks et « Live is life » du groupe autrichien Opus. *And it's life (na na nana na). Live is Life (na na nana na).*

Live... is life ! (na na nana na) Labadab dabdab Life. (na na nana na) / And you call when it's over / You call it should last / Every minute of the future / Is a memory of the past / 'Cause we all gave the power / We all gave the best / And everyone gave everything...

Six mois plus tard, le 11 janvier 2023, s'ouvre le procès en appel. L'accusé est désormais défendu par un ponte du barreau suédois, l'ancien ministre de la Justice et élu social-démocrate Thomas Bodström. Tandis que les avocats en première instance s'étaient appliqués à prouver qu'Hamid Nouri n'avait pas participé aux massacres, la défense soutient désormais qu'il n'y a pas eu de massacre en 1988 : l'ordre écrit de la main de Khomeini n'est pas authentifié ; les procureurs suédois n'ayant pas eu accès aux scènes du crime, celui-ci ne peut pas être établi. Le procès passe quasiment inaperçu cette fois, même dans les médias persanophones, bien trop occupés à suivre le soulèvement. À vrai dire, les familles elles-mêmes sont accrochées aux événements en cours, noyées d'actions à mener, sous le choc des exécutions, en attente des prochaines ripostes de la rue iranienne. Quand le discours s'effondre, comment le pouvoir s'effondre-t-il ? et jusqu'à quel point ?

16 janvier 2023

Des dizaines d'écoles à travers le pays sont fermées à cause de la vague de froid et de la pénurie de gaz. L'Iran s'enfonce dans la crise économique. Des amis enseignants me disent que certains de leurs élèves habitent désormais dans la rue. Des amis étudiants parlent de camarades venus de province étudier à Téhéran et qui sont sans logement. La viande n'est plus un mets quotidien à la plupart des tables. Dans les banlieues pauvres de Téhéran, les directeurs des écoles publiques rendent la scolarisation payante pour équilibrer leurs comptes et payer les factures de chauffage. J'ai reçu une vidéo envoyée par un étudiant d'Abadan en licence de sciences sociales, qui me demande de la relayer pour alerter sur la situation des usines : on le voit transporté aux urgences à la suite d'un malaise provoqué par la chaleur, dans une scierie où il travaillait comme manutentionnaire après avoir dû suspendre ses études. Le prix des médicaments a nettement augmenté, quand ils ne sont pas en rupture de stock : la pénurie qui s'annonce a déjà des effets redoutables, sur le quotidien des malades chroniques en particulier.

Dans ce contexte, un fléau qui travaille la société iranienne depuis de nombreuses années prend plus d'ampleur encore :

les gens vendent leurs organes pour tenter de s'en sortir, leur rein, leur foie, leur plasma sanguin, la cornée de leurs yeux (au prix de leur vue). Ces ventes sont légalisées depuis les années 1980 et ont ouvert le pays à un tourisme de transplantation – les étrangers pouvant bénéficier de greffes s'ils ont au préalable été naturalisés iraniens. Toutefois, les prix encadrés par l'État sont en dessous de ceux fixés par l'offre et la demande dans ce marché du désespoir : de sept à treize mille dollars pour un rein, vingt-sept mille dollars pour la cornée, jusqu'à soixante-huit mille dollars pour le foie. Un vaste réseau de transactions clandestines s'est développé avec la complicité des cliniques et hôpitaux ; les courtiers d'organes font fortune, et les trafiquants tendent leurs filets aux enfants des rues. Le fait qu'une large population, notamment réfugiée afghane, ne soit pas enregistrée à l'état civil facilite grandement ces opérations. « Si des courtiers vous proposent leur propres médecins et hôpitaux et expliquent que les donateurs veulent rester anonymes, vous pouvez être à peu près sûrs qu'il s'agit d'organes trafiqués », témoignent des parents pris en tenaille entre l'urgence de trouver une greffe de foie pour leur enfant malade et le refus d'avoir recours à des organes volés aux plus vulnérables. À l'automne 2022, des rumeurs n'ont cessé de circuler concernant le corps des manifestantes tuées par les milices ou en détention, comme celui de Nika ou de la jeune médecin résistante kidnappée à Karaj : ils auraient porté de larges traces d'incisions qui indiqueraient des prélèvements. La prédation et la marchandisation des organes, menaces d'un ordre néolibéral cannibale, hantent l'imaginaire social iranien depuis des années et incarnent la déchéance matérielle et morale à laquelle l'État théocra-

tique accule sa population. Celle-ci a désormais de plus en plus recours à la vente à la sauvette, comme en attestent les annonces qui se multiplient sur les murs de la « *Kidney Street* », une ruelle de Téhéran devenue la plaque tournante de ce marché de particulier à particulier : « Urgent : vend demi-foie et moelle épinière. Homme, 30 ans, groupe sanguin : A+. Contact : ... » « Vente urgente de rein, sexe féminin, âge 23 ans, groupe sanguin O +. Contact : ... Pour l'amour de Dieu ne déchirez pas cette affiche, j'ai grand besoin de cet argent, soyez compréhensifs. » Des reportages dans la presse iranienne sur l'explosion des ventes seront censurés par le gouvernement au printemps 2023 : ces enquêtes mettront en lumière une transformation du profil des vendeurs, désormais des pères et mères de famille ayant par ailleurs un emploi, qui vendent des morceaux d'eux-mêmes non pour faire face à un revers ou une dette exceptionnels, mais simplement pour survivre et se nourrir au quotidien.

L'inflation est en roue libre : le dollar se vendait à 40 000 tomans cet automne, il est passé à 50 000 tomans le 16 janvier 2023 et franchira les 60 000 tomans en février. L'absence de politique économique spécifique interroge : pourquoi le gouvernement iranien ne réagit-il pas face à cette situation, dans un contexte de si grande colère générale ? Parce que l'État vend son pétrole en dollars et en vend encore beaucoup, malgré le régime des sanctions : un cours du dollar démentiel lui permet donc de renflouer les caisses avant de payer les arriérés de retraites ou de salaires en tomans... Une solution de survie à court terme qui ne fait qu'accélérer les conditions structurelles de la crise économique et financière. Tout le monde, par ailleurs, n'a

16 JANVIER 2023

pas accès à ces précieux dollars qui s'échangent désormais si cher au marché noir : les affiliés au système profitent ainsi de la situation et s'enrichissent encore davantage à la faveur de l'inflation, qui pour eux n'est pas une mauvaise affaire – tout comme le régime des sanctions internationales à l'origine de ces emballements monétaires. On peut se demander toutefois si cette situation ne nous invite pas à revoir nos dramaturgies révolutionnaires : dans un monde où la puissance économique est résolument financière plutôt qu'industrielle, la paralysie peut-elle encore venir d'une mise à l'arrêt de la production industrielle, ou bien faut-il l'attendre d'un dérèglement monétaire et financier ?

18 janvier 2023

À Strasbourg, le Parlement européen vote à une vaste majorité un amendement à son rapport annuel sur la politique étrangère, qui « appelle l'Union européenne et ses États membres à inclure le corps des gardiens de la révolution islamique dans la liste des organisations terroristes à la lumière de ses activités terroristes, de la répression des manifestants et de la fourniture de drones à la Russie ». Sur le parvis du Parlement, toute la journée, des Iraniens vivant à l'étranger venus de toute l'Europe en bus ont manifesté leur soutien par milliers, formé une chaîne humaine et chanté *Baraye*.

Le corps des gardiens de la révolution islamique, le Sepah, est une des premières créations de l'État postrévolutionnaire et son deuxième pilier, au côté du clergé avec lequel il entretient une relation de symbiose. Cette coopération fusionnelle est incarnée dans la personne du Guide suprême, Ali Khamenei, qui fut président de la République de 1981 à 1989. En tant que chef des armées sur le front de la guerre, il a été l'architecte soigneux de l'expansion de cette force paramilitaire aujourd'hui tentaculaire et qui étend sa puissance à l'échelle régionale.

La révolution de février 1979 ayant parfaitement illustré la possibilité toujours existante pour l'armée de se désolidariser d'un régime et d'adopter une neutralité politique, rendant ce dernier vulnérable, Khomeini a mis en place, dès son arrivée à Téhéran, une force parallèle à l'armée, dont le but était de « garder la révolution islamique ». À la fin de l'année 1980, les purges au sein de l'armée, les désertions et les exils l'avaient laissée amputée de presque la moitié de ses effectifs, dont une majorité d'officiers. Or à ce moment même, l'Iran subissait l'invasion irakienne. Les gardiens de la révolution, qui avaient commencé à faire leurs armes et se structurer, comme on l'a vu, dans la contre-insurrection menée au Kurdistan, se sont lancés dans le conflit à corps perdu. Sous leur commandement, une armée de volontaires grosse de trois cent mille (très jeunes) hommes : les « déshérités engagés » (*bassij-e mostazafan*). Ces mouvements de jeunesses khomeinistes, organisés en milices, servaient certes sur les champs de bataille, mais aussi dans les villes au sein des *komiteh*, tout en déployant des branches dans toutes les institutions et bureaucraties. Le dispositif paramilitaire, idéologique et sécuritaire créé en quelques mois s'est donc développé sur un double front : celui, militaire, de la guerre de tranchée à l'extérieur, et celui, policier et milicien, de la répression politique et du contrôle des mœurs à l'intérieur. Le Sepah a développé son propre système de renseignement, son propre bureau d'opérations spéciales à l'étranger, sa propre flotte – en parallèle de la Marine... Si bien que l'appareil d'État iranien a été un assemblage d'organes créés en situation, au fur et à mesure que la République islamique assurait et planifiait sa survie. Par exemple, on n'y compte pas moins de quatre services de renseignement intérieurs :

celui du Sepah, mais aussi le Bureau du renseignement du Premier ministre (fonction abolie en 1989), le ministère des Renseignements (créé en 1984) et les services de renseignement du Bureau du Guide suprême. C'est pourquoi la violence d'État après 1979 n'a pas été uniquement cette dépense de brutalité qui accompagne nécessairement les périodes révolutionnaires, mais un processus par lequel s'est construit un nouvel État-nation. Cette thèse, que je développe dans mes recherches, est longtemps restée minoritaire au sein des études iraniennes, perçue comme partisane et engoncée dans une gaine de frustrations diasporiques. La violence d'État a été traitée comme une excroissance peu ragoûtante qu'il n'y avait pas grand intérêt à aller triturer.

La carrière d'Hamid Nouri, telle qu'il l'a lui-même longuement racontée au cours de son procès, est assez exemplaire de la façon dont le Sepah a développé son pouvoir en produisant de nouvelles élites politiques, sociales et économiques. Le jeune Hamid Nouri, d'origine modeste, avait à peine 19 ans quand il a participé à la révolution de 1979 et a été gagné par la ferveur de l'islam politique. Impossible pour lui et ses camarades de rester sur les bancs de l'école après l'expérience qu'ils venaient de vivre dans la rue. En classe, ils refusaient de quitter leurs fusils, trouvés lors de la prise d'assaut des casernes qui avait scellé le destin de la révolution de février. Nouri s'est donc engagé dans le corps des gardiens de la révolution, et a immédiatement été envoyé au Kurdistan pour s'occuper des « antirévolutionnaires ». Il se souvient de cette première expérience avec délectation : ces jeunes d'à peine 20 ans tenaient sous leurs fusils la capitale de la province qui avait été massivement bombardée. Après la guerre de Sanandadj, l'un de

ses faits de gloire, les unités d'élite ont été maintenues en faction tandis que les troupes, dont Nouri faisait partie, étaient renvoyées à Téhéran. À l'automne 1980, lorsque la guerre avec l'Irak a commencé, il a couru s'enrôler pour le front. Malheureusement, il n'y avait plus de place ; on lui a dit d'attendre un peu. Il a donc proposé ses services au tribunal révolutionnaire. On avait besoin de renfort dans la section politique de la prison d'Evin, où il a été recruté comme gardien. Il a commencé sa carrière tout en bas de l'échelle : il ouvrait et fermait les portes, accompagnait les prisonniers aux toilettes, servait les repas. Son zèle et ses dispositions lui ont fait gravir les échelons : il a participé aux interrogatoires, est devenu interrogateur, puis substitut du procureur. À la fin de la guerre en 1988, il a quitté le monde pénitentiaire. Les temps changeaient ; le président Rafsandjani amorçait l'ère de la reconstruction. Officiellement, Hamid Nouri a alors quitté le Sepah. Il a ouvert une entreprise de sous-traitance en maîtrise d'ouvrage dans le bâtiment, et s'est appuyé sur son carnet d'adresses pour obtenir contrat sur contrat. En parallèle, il a ouvert un bureau de conseil juridique dans les affaires de propriété : si vous étiez en délicatesse avec l'administration, il pouvait savoir si votre dossier était sur liste noire ou débloquer le contentieux au sein de l'institution judiciaire. Bien qu'alors retiré dans le civil et petit patron élégant, il avait construit toute sa carrière sur son réseau de frères d'armes du Sepah. C'est d'ailleurs du fait de messages échangés dans des groupes de discussion sur l'application Telegram entre anciens d'Evin, où il explicite son nom de code, Abassi, que son identité de bourreau a pu être établie dès les premières audiences à Stockholm.

Ces groupes de discussion dévoilaient par ailleurs la vie sociale active qui continuait de lier anciens juges, anciens interrogateurs et agents des services de renseignement, de mariages en fêtes de l'Aïd. Jeune révolutionnaire fanatique et fougueux montant les échelons dans le système pénitentiaire de répression pour finir en entrepreneur fortuné, qui envoie ses enfants étudier et vivre à l'étranger, Hamid Nouri est un exemple presque trop parfait des visages du Sepah.

Depuis la reconstruction après guerre, ce corps a transformé une partie de sa puissance administrative et guerrière en puissance économique. Aux commandes des institutions publiques, de fonds de pensions et des richissimes fondations publiques issues de la confiscation des biens des élites du Shah, les membres du Sepah ont mis en œuvre les politiques de privatisation – menées par les réformistes, achevées sous Ahmadinejad – dans leur intérêt personnel et celui de leurs proches et clientèles. Si bien qu'ils se sont progressivement retrouvés en possession de la majeure partie des usines, plages, forêts, raffineries, réseaux de télécommunications, barrages... Le clergé dirigeant, les technocrates et en particulier les affiliés au Bureau du Guide suprême ont fait de même, complétant un système de prédation économique qui nourrit et gonfle le pouvoir du Sepah. Or cette prédation économique n'implique pas seulement de faire main basse sur les ressources : le rapport entre le chasseur et sa proie, le modèle de la chasse à l'homme et la relation asymétrique de pouvoir qui le constituent sont la matrice du système économique en Iran¹. Et Nouri à 20 ans, fier

1 Mehrdad VAHABI, *The Political Economy of Predation. Manhunting and the Economics of Escape*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016.

de traquer les « antirévolutionnaires » dans les montagnes du Kurdistan, et Nouri à 60 ans, qui fait son commerce de ciment entre les fournisseurs chinois et les frères du Sepah promoteurs immobiliers, illustre la longue déclinaison de prédatons qui ont construit l'emprise de ce corps.

L'une des dimensions de cette chasse à l'homme, au sens littéral cette fois, s'incarne dans les opérations que mène le Sepah avec le ministère des Renseignements à l'étranger, où plus de trois cents opposants iraniens ont été assassinés au cours des dernières décennies – à Paris, Vienne, Londres, Berlin. C'est dans cette dernière ville qu'a eu lieu en 1992 l'attentat du Mykonos. Quatre membres iraniens et kurdes de l'opposition ont été assassinés dans le restaurant qui portait ce nom : le secrétaire général du Parti démocrate du Kurdistan, Sadegh Sharafkandi, ainsi que Fattah Abdoli, Homayoun Ardalan et Nouri Dehkordi. Les auteurs du crime furent arrêtés et jugés. Les juges allemands, contrairement à leurs confrères d'autres pays européens dans les affaires similaires, décidèrent d'aller au fond des choses. Le jugement a reconnu coupables les exécutants mais aussi les mandataires des crimes : rien de moins que les dirigeants iraniens – le Guide suprême Ali Khamenei, le président Rafsandjani – parmi un comité d'opérations spéciales qui comprenait également le commandant du Sepah Mohsen Rezaï. L'instruction fut l'occasion d'une investigation inédite, qui a rassemblé une documentation précieuse sur le fonctionnement de l'appareil sécuritaire et du terrorisme d'État iraniens.

La recommandation votée par le Parlement européen d'inclure les gardiens de la révolution sur la liste des organisations terroristes n'a pas été suivie par la Commission européenne : il manquerait pour cela sa condamnation par

un tribunal d'un pays membre de l'Union. Or elle existe : les centaines de pages de dossier d'instruction du procès du Mykonos livrent toutes les informations utiles à qui voudrait mettre les points sur les i d'« organisation terroriste ». Ce retour au *statu quo* diplomatique est d'autant plus dommage que les conséquences de cette décision auraient été financières et ciblées, donc pertinentes au regard de la dimension économique et mafieuse du pouvoir du Sepah.

Il ne faudrait pas croire pour autant que les gardiens de la révolution ont pris de la bedaine, de l'âge et ont raccroché le fusil pour compter leurs dollars. Leur activité paramilitaire a pris une ampleur régionale, à mesure qu'ils se retiraient des opérations de maintien de l'ordre et de police internes. Protagoniste important des conflits en Syrie, où il soutient Bachar al-Assad, en Irak, où il gouverne quasiment par proxy, au Liban *via* le Hezbollah, au Yémen et aussi en Afghanistan, le Sepah est le grand gagnant de deux décennies de marasme et d'interventions états-uniennes sanglantes. Les multiples soulèvements populaires au Liban et en Irak en 2019-2020 s'opposaient d'ailleurs à l'ingérence iranienne en même temps qu'à la corruption des élites locales. Contre toute logique, il semble en effet que, depuis 2001, l'Oncle Sam ait livré sur un plateau, sans le vouloir, une partie du Moyen-Orient à l'influence iranienne. Celle-ci ne s'est toutefois pas seulement forgée en récoltant les fruits de la « guerre contre la terreur » des États-Unis – qui a tué directement neuf cent mille personnes, indirectement trois millions et demi, et en a déplacé trente-huit millions².

2 Neta C. CRAWFORD et Catherine LUTZ, « Human cost of post-9/11 wars : direct war deaths in major war zones, Afghanistan &

Elle est le produit d'un projet impérialiste chiite, construit patiemment et organiquement depuis 1979, dont l'architecte charismatique est le Guide suprême, et le maître d'œuvre, le Sepah. Ce rayonnement a longtemps été personnifié par le général Qassem Soleimani, et la Force Al-Qods, dont il a fait le puissant parapluie de multiples milices clientes des pays précités. Son assassinat à l'aube de l'année 2020 a parachevé par le martyre son statut de héros national et d'icône postrévolutionnaire. Les observateurs avaient alors relevé le moment d'union nationale créé autour de sa mort, les manifestations de deuil populaires, et avaient souligné combien ces émotions collectives prouvaient l'attachement patriotique de la société iranienne à son identité républicaine islamique, au-delà de son adhésion au projet théocratique. Depuis septembre dernier, ce sont précisément les portraits de Soleimani, avec ceux du Guide suprême, qui sont les plus consciencieusement et systématiquement brûlés au cocktail Molotov par les manifestants.

Pakistan (Oct. 2001-Aug. 2021) ; Iraq (March 2003-Aug. 2021) ; Syria (Sept. 2014-May 2021) ; Yemen (Oct. 2002-Aug. 2021) and other post-9/11 war zones », Watson Institute for International and Public Affairs, Brown University, 2021.

4 février 2023

L'ancien dirigeant du mouvement vert, Mir Hossein Moussavi, a publié une lettre sur le groupe de discussion Telegram « Kalamé ». C'est une lettre de rupture avec le réformisme. Ou une lettre de rupture des réformistes avec le dogme qui leur aura valu leurs défaites et trahisons : transformer la République islamique par la pleine application de sa Constitution, sans modifier celle-ci. Ils ont toujours affirmé par là leur adhésion aux lignes rouges. Moussavi écrit désormais qu'« il faut franchir un pas au-delà ». Cet exilé intérieur de 80 ans se tenait si sage dans sa résidence surveillée depuis 2009 que même ses plus proches soutiens (et ils étaient nombreux) n'osaient plus trop parler de lui. Mais le 4 février, il déclare que le pays est « prêt et dans le besoin des transformations fondamentales dont le programme est tracé par les mots "Femme Vie Liberté" », en soulignant le mot « Femme ». Il précise que les abus du pouvoir nous découragent désormais de penser que « la société puisse être réformable dans le cadre des structures en place ». Il appelle donc à « organiser un référendum libre et honnête sur la nécessité de modifier la Constitution ou d'en rédiger une nouvelle ». Il formule l'idéal d'un « texte fondamental rédigé

par des représentants élus du peuple, de toute ethnie et de toute orientation politique et idéologique ». Plus de trois cents personnalités résidant en Iran ont apporté leur soutien par écrit à cette proposition. Mir Hossein Moussavi est une figure d'opposition, il est la dernière en date sur l'échiquier politique, même si cette date est périmée. Mais ce n'est plus un homme de pouvoir, comme le suggère le mode de diffusion de son message. Il vient pourtant de déplacer la ligne de fracture de l'opposition politique iranienne : celle-ci ne passe plus entre l'intérieur et l'extérieur du pays, mais à l'intérieur même du camp réformiste – qui par ailleurs n'a plus vraiment de lieu d'existence pour le moment, ni dans le paysage politique ni dans la vie sociale.

9 février 2023

La télévision iranienne a annoncé solennellement que le Guide suprême accorderait sa grâce à quatre-vingt-deux mille détenus, dont vingt-deux mille prisonniers politiques arrêtés depuis septembre 2022. Où l'on apprend, déjà, qu'il y a eu plus de vingt mille arrestations, comme l'estimait Iran Human Rights, puisque vingt-deux mille seulement seront libérés. Ces amnisties ne concerneront toutefois pas les manifestants impliqués dans des crimes graves, précise le sinistre Gholam Hossein Mohseni Ejei, actuel ministre de la Justice, artisan de la répression du mouvement vert en 2009, cofondateur du ministère des Renseignements et bourreau de première ligne dans les années 1980. Les libérations seront effectives contre la signature d'une déclaration où les prisonniers reconnaîtront leurs erreurs et s'engageront à ne pas poursuivre d'activités politiques. Après l'avoir serré autour du cou des Iraniens, le pouvoir relâche le poing. La mort est venue des milices, elle est venue d'on ne sait où, elle est venue de l'autorité judiciaire rationnelle-légale. La clémence vient du Guide suprême, qui l'a ordonnée par décret.

En réalité, la question de la liberté et de l'enfermement des prisonniers politiques est complexe ; c'est une zone

grise. Des prisonnières sont relâchées, mais sans document officiel de libération. Leur casier judiciaire les assigne quasiment à domicile, et elles sont susceptibles d'être rappelées n'importe quand pour purger la suite de leur peine : cela a été le cas de l'avocate Nasrin Sotoudeh, en transit entre Evin et son domicile depuis dix ans. D'autres sont libérées mais leurs documents d'identité, donc leur capacité de circuler, sont confisqués : libération ne veut pas dire liberté, comme nous le rappelle le cas de l'anthropologue franco-iranienne Fariba Adelkhah¹. D'autres encore, ayant purgé leur peine depuis des mois, restent en prison car le ministère des Renseignements « ne trouve pas pertinent » de mettre fin à leur détention. C'est dans ce monde de non-droit qu'intervient la décision souveraine et arbitraire du Guide suprême. Il réaffirme par l'ampleur des chiffres et le nombre de vies concernées que toute cette comédie est bien jolie, mais il ne faudrait pas oublier qui tient les rênes, et selon quelle logique. Les personnes détenues pour la plupart du fait de leur lutte têtue pour le respect des droits humains apprécieront la démonstration.

Par ailleurs, les opposants arrêtés sont graciés, sauf les criminels, précise-t-on. La bonne volonté du pouvoir invite la population à lui accorder sa confiance sur ce point : celles et ceux qui restent en prison sont bien des criminels. Ils ont

1 Arrêtée en 2019 après un terrain de recherche dans la ville religieuse de Qom, cette directrice de recherche CNRS à Sciences Po Paris a été condamnée à cinq ans de prison et détenue à Evin en juin 2019, placée en résidence surveillée avec bracelet électronique à partir de septembre 2020, détenue à nouveau en janvier 2022 jusqu'en février 2023 où elle a été libérée, mais sans avoir, de fait, le droit de quitter le territoire iranien.

tué des membres des forces de l'ordre, ils sont une menace violente à la stabilité de l'État, contre laquelle il faut prendre des mesures défensives. Il y a dans cette grâce du Guide suprême une formidable opération de propagande ; même celles et ceux qui ont soutenu les révoltes ne sont pas à l'abri de son influence. Il s'agit pour le pouvoir de retisser son discours, dans le geste même par lequel il accorde une apparente concession. Finalement, il est question de valeurs dans cette amnistie : dans la déclaration qu'ils doivent signer, les prisonniers renient leur engagement. Dans les faits, de nombreux détenus refusent catégoriquement de signer et ne s'en trouvent pas moins libérés. Le dispositif rappelle toutefois le rôle des prisons, au-delà de l'immobilisation et de la punition des énergies rebelles : s'adresser à la société dans son ensemble, pas seulement aux plus téméraires et militants, et en refaçonner les valeurs.

Le geste révolutionnaire de brandir son voile, de le brûler a situé le soulèvement au niveau d'une confrontation directe qui valorise la mise en jeu de soi et le désir de renversement. Cette position est nouvelle en Iran, même si elle était en germe. Pour comprendre la rupture qu'elle représente, il faut se rappeler comment la prudence, le refus de la confrontation, le souple et sage évitement de toute remise en cause de la République islamique ont dominé la vie politique et sociale iranienne durant des décennies. Cette attitude était embrassée par les Iraniens, si bien que, même après 2009, les observateurs pouvaient s'exclamer : « Le peuple ne veut pas de changement de régime ! » Comment s'est-elle imposée au sein d'une société postrévolutionnaire qui venait juste de renverser un régime monarchique et de goûter à la puissance du peuple en armes ?

Retournons un instant dans la prison d'Adel-Abad à Chiraz, auprès de ma mère qui est détenue depuis quelques mois, lorsque mes grands-parents sont convoqués pour une visite en 1982. Dans son cahier, mon grand-père Aziz s'en souvient :

La visite avait été fixée à 22 heures. À l'heure prévue, nous nous rendîmes à la prison avec les enfants. On nous conduisit dans une pièce. Peu de temps après, on fit entrer Fatemeh, suivie d'un frère habillé en [gardien de la révolution], qui se faisait appeler « ayatollah ». Après nous avoir énuméré les vertus de la République islamique, celui-ci déclara : « Actuellement, nous avons grand besoin de sœur Fatemeh et de ses semblables. En votre présence, je lui conseille de cesser d'être têtue et de collaborer avec nous. [...] C'est à vous de lui faire entendre raison. Et ne serait-ce que pour préserver la vie de ses deux enfants, ou celle de ses vieux parents, elle devrait accepter notre proposition. » Il ajouta : « Quant à moi, j'en ai fini. Je m'en lave les mains désormais : c'est à vous de décider. » La belle-mère de Fatemeh lui dit quelques mots : « On ne sait pas où est ton mari, tes enfants n'ont personne pour s'occuper d'eux. » Sa mère aussi lui parla un peu. Mais moi, je ne dis rien, car je connaissais trop bien le tempérament de Fatemeh².

En effet, ma mère refuse de collaborer : « Je suis incapable de faire ce qu'ils me demandent », répond-elle, « têtue », comme elle l'a répété durant sept ans. L'expérience des prisonnières politiques extrait la violence répressive du face-à-face entre un pouvoir psychotique et sa victime, pour

2 Chowra MAKAREMI, *Le Cahier d'Aziz*, op. cit., p. 37.

la réinscrire dans le vaste monde social que cette violence cherche à subjuguier, dans une économie de moyens. Elle met en jeu les normes de conduite et les comportements attendus d'une femme dès qu'elle devient mère. Avec la République islamique, les modèles traditionnels de féminité soumise et de femmes soumises à la maternité ont refait surface ou se sont solidifiés sous de nouvelles formes. Les rencontres mises en scène entre les détenues et leurs familles visent à leur faire intérioriser ces normes. En imposant aux familles ces cadres d'interprétation, en leur faisant miroiter une résolution du problème par la collaboration, l'État a instrumentalisé les relations humaines en faisant des proches les relais involontaires de son pouvoir disciplinaire et de sa guerre psychologique. Conscient de cela, mon grand-père « n'a rien dit » et a refusé d'essayer de convaincre sa fille dans la prison.

Bien des années plus tard, une cousine vivant en Iran m'a raconté un souvenir d'enfance : vers 6 ans, elle revêtait ses plus jolis habits tous les vendredis et, en compagnie de son frère, allait rendre visite à sa tante, ma mère, en prison. Lorsque mon frère et moi avons quitté l'Iran pour rejoindre notre père réfugié en France, mes grands-parents ont décidé d'emmener d'autres enfants au parloir. J'ai alors compris, peut-être me suis-je rappelé, le travail dans lequel notre famille s'était engagée durant ces années de prison : nous tissions patiemment la corde qui retenait notre prisonnière du côté de la vie. J'étais moi-même impliquée dans ce travail, j'étais l'un des fils de cette corde. La maison de Chiraz était une antichambre de la salle de torture de la prison d'Adel-Abad. La façon dont nos relations sont devenues des points d'application du pouvoir, et l'expérience

précoce du travail de l'amour, de la résistance affective, en réponse, me permettent de comprendre les fonctionnements du pouvoir et de la résistance, hier comme aujourd'hui.

Soit vous collaborez, soit vous abandonnez vos enfants. En définissant le dilemme en ces termes, puis en les faisant accepter aux proches, et souvent aux détenues elles-mêmes, le système pénitentiaire a imposé sa lecture idéologique de la maternité et de la responsabilité. Il a également individualisé les détenues en tant que mères, là où leur engagement s'était construit sur l'action collective. Ce que je retiens de nombreux entretiens menés avec des mères emprisonnées dans les années 1980, soumises à ce type de chantage comme la plus intime et courante de leurs tortures, c'est l'idée que si seulement le choix avait consisté à renoncer à quelque chose que l'on possède pour le bien de ceux que l'on aime, elles l'auraient fait bien sûr. Mais ce qu'on leur demandait d'abandonner ne leur appartenait pas : en tant que militantes et prisonnières, elles étaient depositaires de quelque chose de collectif. La collaboration qui leur était demandée impliquait la vie d'autres camarades, à l'intérieur ou à l'extérieur de la prison : la participation à leur reconnaissance et leur arrestation, ou à leur exécution. Le travail des bourreaux autour des responsabilités maternelles sur les détenues et leurs proches mêlait valeurs morales et codes de conduite, règles sociales, relations et hiérarchies familiales – suivant la redéfinition et l'homogénéisation sévères que ces éléments subissaient sous la pression de l'idéologie islamique. Imposer les termes des dilemmes des mères en prison visait à contribuer à l'évolution des représentations collectives de l'acceptable et de l'inacceptable, de l'honorable et du honteux, et à déconstruire les conceptions de l'enga-

gement politique tel qu'il avait pris forme tout au long des années 1970 et de la période révolutionnaire.

Ce patient travail de propagande, infusé des politiques de la cruauté, a atteint un double objectif. Le premier, on l'a compris, était de retravailler les valeurs traditionnelles pour imposer l'idéologie républicaine islamique. Le deuxième était de retravailler la notion de responsabilité individuelle pour faire des prisonniers politiques les coresponsables de leur répression, par leur entêtement et leur refus de collaborer – et, par ricochet, les coresponsables du niveau de violence répressive qui s'abattait sur la société iranienne. En isolant et en traitant de la sorte les opposants au projet de la République islamique, c'étaient l'antagonisme et la possibilité de remise en cause fondamentale que l'État cherchait à frapper d'opprobre : ces dispositions, transpositions de valeurs hautement politiques, ne pouvaient mener qu'au plus cruel des désastres. Dans la culture répressive de cette période, les prisonniers étaient d'ailleurs catégorisés selon leur entêtement, en parallèle de leurs affiliations politiques. Il y avait dans les interrogatoires, les tortures et les punitions, une catégorie transversale : *sar-e mo'ze*, celle qui reste sur ses positions. Peu importe lesquelles, l'essentiel, l'impardonnable étaient l'entêtement. Le décret par lequel Ruhollah Khomeini a ordonné les massacres de 1988 précisait d'ailleurs qu'il fallait « annihiler immédiatement tous ceux qui restaient sur leurs positions ». Lorsque tous les obstinés furent supprimés – tués, poussés à l'exil ou brisés –, l'obstination est devenue un signe d'immaturité et d'irresponsabilité. La prudence, la patience, la modération – devise du président réformiste Khatami – se sont imposées comme vertus politiques. Il s'agissait dans un premier temps

d'une riposte intelligente : puisque le pouvoir concevait l'opposition comme une confrontation à mort dans laquelle il n'y aurait que des os et des volontés brisés, alors il fallait réinventer une opposition qui n'ait pas assez de consistance pour être traînée dans cette arène-là. Il fallait ne laisser aucune prise sur une quelconque volonté à briser. Ce qui a impliqué une réinvention de l'action : ne plus mettre sa dignité dans des positions à tenir, retricotter une résistance plus modeste, à un plus petit niveau.

Une valeur était partagée après la révolution par tous ses participants, victimes et bourreaux : un certain idéal du martyr sous différentes formes, laïques ou religieuses. C'est appuyée sur cet idéal que la machine de mort de la République islamique s'est mise en place. Quand tous les obstinés eurent disparu, quand tous les candidats au martyr eurent été engloutis par la guerre, les survivants et les survivantes se dirent : une façon de gripper la machine pourrait être de refuser cet idéal. Mourir pour des idées, d'accord, mais de mort lente. À partir des années 1990, des prisonniers politiques ont accepté de faire des confessions forcées avant que ne s'abatte le premier coup de fouet, et à peine libérés, ont déclaré publiquement que ces repentances ne valaient pas un clou. Mieux : se sentant en danger d'arrestation, ils publiaient des communiqués avertissant par avance qu'ils se prêteraient à n'importe quelle confession forcée, et qu'il ne faudrait rien en croire. Le courage est devenu celui d'être pragmatique, pour le bien commun, pour la paix de tous. Un *statu quo* s'est construit autour de ces nouvelles tactiques : on a oublié qu'elles étaient d'intelligentes ripostes ; elles sont devenues de nouvelles valeurs. L'obstination est devenue un gouffre dangereux.

La prudence, l'abdication et l'esquive, des formes de sagesse, de ruse et même de non-violence. Rapidement, la mémoire des résistants postrévolutionnaires s'est effacée, jusqu'aux traces de leurs existences et de leurs luttes.

La grâce accordée par le Guide suprême à des dizaines de milliers de prisonniers le 9 février 2023 est une tentative de retisser la toile de ces valeurs qui organisaient la vie politique iranienne à l'intérieur des lignes rouges. Mais à peine sorties de prison, les détenues enlèvent leurs voiles et crient « Femme ! Vie ! Liberté ! ». Elles crient, comme l'activiste syndicale Sepideh Gholian : « Khamenei tyran ! On te mettra six pieds sous terre ! » Cette dernière a été arrêtée quelques heures après sa libération, transférée à Evin et condamnée à nouveau à plusieurs années de détention. Mais son cri résonne sur les réseaux sociaux, l'image qu'elle a produite rappelle les coordonnées de la lutte et le niveau auquel se situe désormais la résistance.

10 février 2023

Vingt syndicats et associations indépendants en Iran ont publié ensemble une charte de « revendications minimales ». Elle commence en ces termes : « En ce quarante-quatrième anniversaire de la révolution de 1979, les fondements économiques, politiques et sociaux du pays sont pris dans un tel tourbillon de crises et de décomposition qu'aucune perspective n'est envisageable dans le cadre du système politique actuel. » Prenant acte, les signataires proposent de « changer la structure politique, économique et sociale du pays en intervenant en masse à partir d'en bas », c'est-à-dire à partir des mouvements sociaux : mouvements égalitaires des femmes, mouvements ouvriers, d'enseignants, de retraités, écologistes, de défense des droits humains, contre la peine de mort, des étudiants. Cette charte est l'une des premières traces d'une parole collective et transversale énoncée dans l'espace public iranien, même s'il est digital et non officiel. Avec elle apparaissent également pour la première fois, dans un communiqué public, les mots « société arc-en-ciel LGBTQI+ ». Elle rappelle aussi l'importance de l'histoire sociale pour comprendre les révolutions et les mouvements

révolutionnaires. La charte est signée par des groupes qui, ce faisant, s'exposent indéniablement. Toutefois, du fait de ces conditions tendues, il est compliqué de savoir d'où ce document émane exactement. Tous les syndicats indépendants et associations mentionnés ont-ils procédé à des votes internes pour y figurer, ou certains membres de ces groupes ont-ils inscrit leur organisation ? Tandis que de nombreux militants sont menacés ou ont été arrêtés, et que les courroies de communication sont extrêmement surveillées, la coordination derrière cet effort est unique, mais aussi complexe et difficile à déchiffrer. Cependant, le document existe. Il est repris et soutenu par des organisations intersyndicales à travers le monde, et ce retentissement international lui confère en retour une résonance nationale particulière, quand toute forme d'articulation collective est immédiatement écrasée.

Les revendications minimales sont au nombre de douze.

1. Libération des prisonniers politiques.
2. Liberté d'expression et associative.
3. Abolition de la peine de mort, de la loi du talion et de la torture.
4. « Établissement immédiat de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes – et cela dans tous les domaines, politiques, économiques, sociaux, culturels, familiaux ; abolition immédiate de toutes les lois et formes d'exclusion en raison des appartenances sexuelles, reconnaissance de la société arc-en-ciel LGBTQI+ ; décriminalisation de toutes les tendances et appartenances sexuelles ; respect inconditionnel des droits des femmes sur leur corps et leur destin, interdiction du contrôle patriarcal. »
5. « Non-intervention de la religion dans les lois politiques. »
6. Protection de l'emploi et conclusion d'accords syndicaux avec des représentants

indépendants. 7. Fin des ségrégations légales régionales, nationales et religieuses, et respect des droits linguistiques et culturels. 8. Suppression des organes de répression. 9. Confiscation des biens accaparés par les agents publics et parapublics. 10. Fin de la destruction de l'environnement, mise en œuvre d'une politique de reconstruction environnementale et nationalisation des espaces naturels privatisés. 11. Interdiction du travail des enfants, création d'une assurance chômage et gratuité de l'enseignement. 12. Normalisation des relations internationales et interdiction des armes atomiques.

Parmi les vingt signataires, la moitié sont des syndicats ouvriers, à l'exception du Conseil de coordination des associations syndicales des enseignants d'Iran. Cette charte s'inscrit donc aussi dans une longue histoire iranienne du mouvement ouvrier, qui a joué un rôle prépondérant dans les soulèvements qu'a connus le pays au siècle dernier¹. Ces groupes ont pour la plupart une existence clandestine, les syndicats autorisés étant généralement des organes de surveillance des lieux de travail noyautés par les miliciens du Bassidj. Le quadrillage de ces « conseils professionnels islamiques » a explosé : il y en avait deux mille dans les années 1990, cinq mille dans les années 2010, dix mille en 2018². Sans que cette activité syndicale gérée par le

1 Pepijn BRANDON, Peyman JAFARI et Stefan MÜLLER, *Worlds of Labour Turned Upside Down. Revolutions and Labour Relations in Global Historical Perspective*, Brill, Leyde, 2021.

2 Peyman JAFARI, « Impasse in Iran : workers versus authoritarian neoliberalism », in *If Not Us, Who ? Global Workers Against Authoritarianism, Fascism, and Dictatorships*, VSA Verlag, Hambourg, 2021, p. 143-149.

haut ait un quelconque effet sur la condition ouvrière, bien au contraire : les contrats ont été précarisés et les conditions de travail dégradées, les salaires sont de moins en moins régulièrement versés. Cependant, depuis quelques années, des mouvements locaux et organiques ont commencé à s'organiser. Dans le secteur pétrolier, vital pour l'Iran, les travailleurs temporaires – le groupe le plus vulnérable mais aussi le plus massif – ont mis en place des « comités » sur les sites. Ils se concentrent principalement sur des demandes extrêmement ciblées d'amélioration des conditions de travail (salaire, nourriture, congés, horaires) et se tiennent à l'écart d'exigences plus générales, comme la demande de libertés syndicales. Cet apolitisme est leur condition de survie et de maintien des emplois de leurs membres. Ils forment pourtant les ouvriers à une expérience démocratique directe de prise de décision, de discussion, de négociation même. En cela, ils sont considérés comme des outils stratégiques de la plus haute importance dans la perspective d'une transformation politique par le bas.

Les comités d'aujourd'hui rappellent les conseils d'hier, les *chowra*, qui ont constitué une expérience démocratique originale de la révolution iranienne. Ces espaces d'auto-organisation et de décision collective ont d'abord structuré les grèves historiques du secteur pétrolier lors de la révolution de 1979³, avant de servir de modèles à des expériences de démocratie directe un peu partout dans la société iranienne postrévolutionnaire, durant le bref « printemps de la liberté »

3 Asef BAYAT, *Workers and Revolution in Iran. A Third World Experience of Workers' Control*, Zed Books, Londres, 1987.

en 1979-1980⁴ : conseils d'habitants de quartier, conseils militants, conseils étudiants. L'expérience conseilliste a été particulièrement développée et durable au Kurdistan. Cette mémoire souterraine du laboratoire démocratique révolutionnaire en Iran rejoint l'histoire plus longue des expériences d'autogouvernement⁵, de la Commune de Paris en 1871 à la Syrie de 2014, et de ce que ces tentatives de démocratie locale et horizontale apportent à une histoire globale de l'émancipation.

En 2021, tandis que les grèves des raffineries de pétrole doublaient par rapport à l'année précédente, touchant plus de cent sites, un Comité de coordination nationale s'est formé. Cette organisation inédite a permis à la grève de durer de juin à septembre. Elle a reçu le soutien d'autres mouvements syndicaux dans le monde et à travers le pays : les syndicats de transports publics de Téhéran, d'ouvriers des aciéries d'Ahvaz, des raffineries de sucre de Haft-Tapeh, l'association nationale des retraités, et des associations d'enseignants.

Ces derniers ont connu eux aussi des transformations importantes ces dernières années. Du fait de coupes budgétaires et de restructurations des services publics – que nous avons bien connues en France également –, les modalités de recrutement des enseignants ont changé. Ceux-ci ont longtemps été formés dans des institutions très contrôlées et formatées, puisqu'il en allait de l'éducation des jeunes esprits

4 Christiane VOLLAIRE, « Iran : les perversions du commun », *Chimères*, vol. 3, 2015, p. 103-113 ; Hassan BASSRI et Bernard HOURCADE, « L'expérience conseilliste », *Peuples méditerranéens*, vol. 29, 1984, p. 41-52.

5 Yohan DUBIGEON, *La Démocratie des conseils. Aux origines modernes de l'autogouvernement*, Klincksieck, Paris, 2017.

en République islamique. Les écoles normales étaient des lieux non mixtes, où les futurs enseignants étaient imprégnés de la culture et de l'idéologie d'État, des modes de vie, des mentalités bureaucratiques et des valeurs du système théocratique. Depuis 2011, des diplômés de master peuvent désormais rejoindre l'Éducation nationale sur concours, sans avoir à suivre cette formation. Or à l'université, ces derniers ont été habitués à la mixité hommes-femmes et ont pu prendre part aux mouvements étudiants – très liés jusqu'à récemment à la culture politique réformiste et sa pratique du lobbying par le haut. Ces nouveaux arrivants dans l'Éducation nationale ont diversifié et ouvert les programmes pédagogiques. Leur façon d'enseigner et de s'organiser entre collègues est imprégnée par les pratiques de subversion et d'ouverture d'espaces de respiration temporaires, qui font la texture de la vie sociale iranienne. Il y a aujourd'hui dans le pays un million d'enseignants en contact quotidien avec quatorze millions de familles. Certes, les associations professionnelles sous l'égide du Bassidj et le recrutement d'indicateurs aux fonctions stratégiques de surveillance gardent encore le milieu scolaire sous surveillance de l'État. Pourtant, un travail d'éducation, de transmission, de résolution des problèmes sociaux et d'entraide économique a lieu, par le bas, si dense et fourmillant qu'on ne voit pas comment le pouvoir pourrait reprendre le contrôle.

La charte de revendications minimales publiée le 10 février, en faisant surgir à la surface les désirs et les capacités d'organisation des mouvements sociaux iraniens, témoigne des formes de résistance qui ont pénétré lentement mais sûrement le maillage social des classes moyennes et pauvres – feu la clientèle du régime. Ces mouvements, dont les racines sont assez

10 FÉVRIER 2023

ancrées pour survivre à la répression actuelle, constituent le milieu propice à la persistance du feu de tourbe, ce type de feu qui se consume de façon invisible, parfois un mètre sous terre, dans un milieu organique.

11 février 2023

C'est l'anniversaire de la révolution de 1979 : les autorités ont fait venir par bus une foule de participants aux défilés du 11 février. Ils sont plusieurs dizaines de milliers, mais ce nombre est maigre par rapport aux marées humaines qui déferlent habituellement lors des grands événements. En 2010 et 2011, la répression du mouvement vert s'était accompagnée d'une mobilisation massive de la base populaire progouvernementale dans la rue. En comparaison, les manifestations de soutien au régime organisées au cours de l'automne 2022 ont chaque fois été raillées : pour pallier le faible nombre de participants, les quotidiens nationaux avaient utilisé de grossiers moyens de multiplication par retouche d'images. Pour ce quarante-quatrième anniversaire, la foule qui brandit les drapeaux de la République islamique est parsemée de femmes ostensiblement mal voilées, coquettes, leurs foulards vert et rouge portés loin du front. Leur présence s'accorde avec un nouveau discours officiel de tolérance au mal-port du voile, du moment que l'attachement à la République islamique est intact. L'objectif du pouvoir est de brouiller le lien entre le code vestimentaire et la position politique : que celui-ci ne devienne pas

un symbole d'opposition. Seulement, ce problème appartient au monde d'hier. Aujourd'hui, la question pour les Iraniennes n'est pas de bien ou mal porter le voile mais de le porter tout court : la résistance par la présence a monté d'un cran. Les images actuelles de la rue, où des femmes souvent jeunes ont banalisé leur présence tête nue, parfois bras et jambes nues, étaient simplement impensables du vivant de Jina Mahsa il y a quelques mois encore.

La retransmission des défilés de ce 11 février à la télévision publique est piratée : le discours du président Raïssi, déclarant pour la énième fois que l'Iran est « monté dans le TGV du progrès », est interrompu. Sur un fond noir, l'image volontairement grésillante d'une transmission cathodique *vintage* montre un homme et une femme aux cheveux longs, dansant les visages cachés derrière le masque du mouvement Anonymous. Une voix de gorge brouillée, masculine appelle au soulèvement pour le quarantième des exécutés Mohammad Mehdi Karami et Seyyed Mehdi Hosseini, qui doit avoir lieu dans quelques jours. L'interruption est signée du groupe hacktiviste Edālat-e Ali, « La justice d'Ali ».

L'imam Ali, dont le destin scelle la séparation entre les branches chiite et sunnite de l'islam, incarne l'idéal d'un gouvernement radicalement attaché à la justice sociale. Cette tradition a été réinvestie par les différents courants de l'islam politique révolutionnaire iranien des années 1970 : celui du khomeinisme et du clergé combattant, et celui, anticlérical, d'Ali Shariati. La revanche des damnés de la Terre, des *mostazafan*, des déshérités : voici la synthèse qui a permis en 1979 au projet théocratique de chevaucher l'élan émancipateur du socialisme anticolonial pour ancrer son pouvoir politique dans un discours révolutionnaire. La révolution de

février relevait d'une triple demande de justice sociale, de liberté politique et d'indépendance nationale. Cette combinaison la situait dans le sillon des mouvements de libération nationale qui ont écrit l'histoire globale du second xx^e siècle – bien qu'elle mobilisât le religieux d'une façon inédite ailleurs. L'Iran n'a certes pas été une colonie, mais le pays a été marqué par une expérience de domination coloniale liée à l'exploitation du pétrole et aux rivalités impériales russe et anglaise projetées sur son sol depuis le xix^e siècle. Tandis que ces mouvements de décolonisation s'inscrivaient dans la guerre froide, la révolution de 1979 était déjà au carrefour d'une autre séquence historique¹. L'élection du président Reagan aux États-Unis en 1980 (que la crise des otages à Téhéran a contribué à porter au pouvoir) et la guerre soviétique en Afghanistan en 1979 marquent la décennie finale de la guerre froide et le tournant néolibéral de l'ordre mondial. Enracinée dans l'âge des internationalismes, la révolution iranienne s'est déployée à l'aube de la globalisation, perdant, en cours de route, le monde de référence dans lequel elle est née. Avec le triomphe du projet théocratique, la « révolution islamique » a été figée dans un récit qui à la fois occulte l'événement dans sa réalité vécue et ne permet pas de penser les constructions politiques dont il fut porteur. Au cœur de celles-ci se trouve un enjeu de théologie politique, dans le sens juridique de ce qui fonde une souveraineté² et dans le sens, alors nouveau, d'un ordre

1 AMIN KIANPOUR, « La révolution iranienne de 1979 a eu lieu deux fois », *Le Bal*, Paris, « Penser la révolution iranienne au temps présent », journée d'études coordonnée par Chowra MAKAREMI, 11 février 2019.

2 Giorgio AGAMBEN, *Homo sacer*, tome 1. *Le Pouvoir souverain et la vie nue*, Le Seuil, Paris, 1997.

étatique fondé sur l'islam. Lorsque l'ayatollah Khomeini nomme Mehdi Bazargan (opposant laïque au Shah et héritier politique de Mossadegh) à la tête du gouvernement provisoire en février 1979, au nom de quelle autorité écrit-il son décret d'investiture ? Est-ce en tant qu'autorité religieuse dont les décisions ont force de loi islamique ? ou en tant que dirigeant de la révolution, investi de fait par le peuple en armes ? Ce flou jamais éclairci, par lequel la révolution portait en germe la théocratie future, est ce qui a fondé la double souveraineté de la République islamique, républicaine et divine.

Dans les rues d'Europe et d'Amérique du Nord, les diasporas iraniennes aussi ont organisé des rassemblements à l'occasion du 11 février 2023 : des concerts, des discours en soutien au mouvement Femme Vie Liberté. Des contre-festivités, destinées à produire des images antagoniques à celles de la télévision publique, transmises par satellite dans les foyers iraniens. Sur l'estrade montée place des Invalides à Paris, des questions restent en suspens. Revendique-t-on une autre mémoire de la révolution de février ? Réclame-t-on, à travers cette révolution, un héritage de la puissance insurrectionnelle, de la possibilité révolutionnaire ? Ou fête-t-on une opposition à cet événement ? Revient-on ensemble au point où tout a basculé ? Est-il possible de considérer un pan de l'histoire comme une erreur ? Est-ce qu'effacer un événement peut constituer un programme politique ? Lors d'une manifestation de l'Association des retraités à Téhéran cet automne, les soixanténaires scandaient en cœur avec humour « On a chié ! ». Ils parlaient de la révolution de 1979. Les lignes rouges, frontières nationales et frontières politiques, ont gardé longtemps les contre-mémoires de la révolution

de février en dessous du seuil de l'audible en Iran. Mais ces contre-mémoires sont multiples et font aujourd'hui surface toutes ensemble – dans une cacophonie tout de même dominée par le discours monarchiste, soutenu par de grands médias persanophones à l'étranger. Finalement, elles posent une question fondamentale pour comprendre les évolutions possibles du soulèvement en cours liées aux possibilités d'un projet politique alternatif à celui de la République islamique : que faire de l'expérience de 1979 ?

Je me souviens d'une soirée aux alentours du 11 février, il y a quinze ans, dans la maison de Chiraz : la télévision transmettait des images glorieuses de 1979 sur un hymne d'époque. Les cousins de mon âge, qui avaient entendu cet air durant toute leur scolarité, se sont mis à fredonner, joyeux. Ma tante, qui avait été dans la rue ces jours-là, avait vu arrêter ses amis, tuer ses sœurs, et s'était cachée, a crié en larmes : « S'il vous plaît, changez de chaîne ! » Cette scène a été un point de départ de mon documentaire *Hitch*. Il commence par des archives d'un film inachevé, tourné pendant l'été 1979 dans les rues de Téhéran : *Tāzeh Nafās hā* (Les arrivants) de Kianoush Ayari. J'ai demandé à ma tante, qui avait supplié qu'on change de chaîne, d'en commenter les scènes pour moi devant la caméra. En contre-champ, on voit son visage se souvenir, tandis que les images d'archives nous donnent accès aux émotions, aux espoirs, aux sons et aux couleurs de la révolution de février – une atmosphère éphémère qui a très vite laissé place à l'angoisse, la confusion et aux trahisons. Les protagonistes n'avaient alors aucune idée de la tournure que prendraient les événements. Une incertitude très grande flottait quant à la forme du régime

en gestation. Les moments que vivaient les Iraniens ce printemps-là promettaient un nouveau départ, comme le souligne le titre du film d’Ayari. L’aventure collective restait à venir. Rétrospectivement, rien n’est venu qu’une immense déception, que les tragédies de la guerre et de la violence politique. Ce moment de commencement et d’espoir, vécu à l’époque comme des prémices, était en fait le moment révolutionnaire lui-même. Mon film part de ces fragments d’archives car, de la même façon qu’on trempe sa plume dans une encre pour écrire, c’est dans ces émotions politiques que je voulais enraciner mon récit.

Il aborde l’histoire iranienne par le biais de la généalogie familiale. Dans ce domaine, une zone d’ombre persiste autour de ma tante Fataneh, qui n’a probablement pas eu de descendance. Fataneh était enceinte lorsqu’elle a été arrêtée. Elle entrait dans son huitième mois de grossesse quelques semaines avant son exécution. Nous ne savons pas ce qu’est devenu son enfant. Est-il mort en même temps qu’elle ? L’a-t-elle perdu avant ? A-t-il été sauvé et élevé par d’autres ? Éventualité peu probable, mais la chose s’est vue en Iran et ailleurs. Qui reste alors pour porter dans un monde si différent de celui dans lequel elle a vécu les espoirs et les rêves d’avenir pour lesquels combattait cette femme ? Mon enquête a consisté à renouer avec ce qui a été avorté là, écrasé par une violence qui s’emploie depuis à effacer ses propres traces. Il ne s’agit pas seulement de trouver des moyens d’établir les crimes d’État, mais aussi de reprendre contact avec ce qu’ils ont voulu effacer : idées, idéaux, utopies, illusions, promesses... Les jeunes révolutionnaires de 1979 ne vivaient pas tant dans le présent que tendus vers l’avenir. Cet avenir qui n’a jamais existé – l’avenir de

la révolution – est l’héritage qu’ils nous ont laissé : non pas un programme politique, mais une manière d’être au monde, guidée par la conviction que les choses peuvent être changées, que cela vaut la peine de se révolter. Michel Foucault, en réponse aux critiques contre son enthousiasme pour la révolution iranienne – en particulier son manque de lucidité sur le programme politique du clergé –, écrivit au début de l’année 1980 un dernier article sur le sujet, intitulé « Inutile de se soulever³ ? » Cette question résume ce qui, dans une révolution, dépasse la somme des pertes et des gains. La quête du film, s’il y en a une, commence et finit là. Dans la dernière scène de *Hitch*, la musique originale s’efface pour laisser place à un son d’archive, un hymne révolutionnaire : celui que ma tante à Chiraz ne pouvait plus écouter et que mes cousins avaient appris par cœur à l’école.

Leur monde en Iran, comme le mien en exil, a été forgé par un silence, dont parle la photographe iranienne Mehregan Kazemi dans son œuvre *Acrobat*. Elle évoque en creux, à partir d’archives photographique familiales, le massacre des prisonniers de 1988 au cours duquel fut tué son père :

Je viens d’une génération où nous sommes tous devenus acrobates. La génération que la guerre et les exécutions des années 1980 ont changée, en définissant le chemin de notre vie. Comme pour l’acrobate il n’y a aucun moyen d’aller en arrière et le chemin est suspendu comme une corde. [...] Pour moi, l’acrobate est quelqu’un qui n’a pas

3 Michel FOUCAULT, « Inutile de se soulever ? », in *Dits et Écrits*, tome II, Gallimard, Paris, 2001, p. 790-794.

d'autre alternative que d'aller tout droit et de garder son équilibre. Car l'histoire s'est entremêlée à cette corde et c'est impossible pour l'acrobate de démêler ce nœud. Il ne peut choisir un autre chemin, comme s'il lui avait été imposé. Il continue son chemin et l'histoire court derrière lui en le chassant⁴.

Pour nous qui sommes nés après la révolution de 1979, le travail a consisté à arrêter la course et nous retourner : nous pencher vers elle comme une origine à questionner. Que s'est-il passé ? Qui étaient les protagonistes ? Quelles étaient les attentes ? Ces recherches individuelles annonçaient le mouvement collectif qui accompagne le soulèvement actuel, et qui est l'une des plus remarquables métamorphoses qu'il permet : celle d'un peuple qui retrouve la mémoire. Elle met le pouvoir au défi de penser les conditions de sa survie et de sa continuité une fois privé de son récit fondateur. Car les lignes rouges qui partagent le recevable du non-négociable en Iran n'ont pas tant été tracées à la kalachnikov des jeunes bassidjis qu'à travers un long et violent travail⁵ de construction idéologique. Nous en avons rencontré les piliers à différents moments : les affects, en particulier l'indifférence à travers les politiques de terreur et d'exécutions ; les valeurs, en particulier la prudence à travers l'économie de la clémence et de la cruauté ; les modes d'identification

4 Mehregan KAZEMI, « Acrobat », *in Iran, année 38. La photographie contemporaine iranienne depuis la révolution de 1979*, Textuel, Paris, 2017, p. 192.

5 Ce mouvement a été entrepris, au cours de la dernière décennie, par une génération de chercheurs et d'artistes en Iran et en exil, parmi lesquels Pegah Ahangarani, Hanna Darabi, Amir Kianpour, Azar Mahmoudian, Bahar Majzadeh, Omid Montazeri, Tara Najd Ahmadi, Nasser Tayerpour.

collective, nourris par les figures du martyr et de l'ennemi, extérieur aussi bien qu'intérieur. Ce sont ces affects, ces valeurs et ces identités collectives qu'a retourné le mouvement parti du slogan « Femme Vie Liberté » : en brisant, par l'attachement, la production sociale de l'indifférence, en refusant la prudence pour affirmer l'opposition frontale, et en célébrant, contre l'ennemi et le martyr, la solidarité et la vie. Dans ses différentes étapes, dans ses inventions et ses ripostes au jour le jour, cette lutte collective a vu l'éboulement géologique des fondations de la République islamique, de son pacte social.

Les observateurs des révoltes qui ont secoué des centaines de villes à travers le pays en 2017-2018, puis en novembre 2019 soulignaient unanimement qu'il manquait à ces contestations, pour les transformer en mouvement politique de plus large ampleur, un discours à même de fédérer les différents groupes sociaux, nationaux, générationnels qui avançaient scindés, chacun dans sa colère⁶. De même, les observateurs des luttes ouvrières et des grèves se demandaient si elles allaient devenir des contestations routinières au sein du système politique existant, ou un prélude à de plus grands changements. Cette question serait notamment tranchée, concluaient-ils, par la capacité des organisations ouvrières à s'allier stratégiquement aux autres acteurs sociaux, et à arrimer leurs mouvements sectoriels à un discours politique au-delà de la question des conditions de

6 Tara POVEY, « Iran : néolibéralisme, organisation des travailleurs et mobilisation populaire », *loc. cit.* ; Marie LADIER-FOULADI, « En Iran, une société civile paralysée », *loc. cit.* ; Stéphane DUDOIGNON, « Iran : les raisons d'un déni », *loc. cit.*

travail⁷. L'heure des alliances, dont le défaut avait jusque-là protégé le pouvoir, semble bien avoir sonné. On l'a vu, ce n'est pas tant par un travail de convergence sur le terrain que s'est opérée cette unification des luttes que par l'émergence d'un discours révolutionnaire. Les schémas récurrents de soulèvements et de grèves sont en place depuis plusieurs années, leurs causes toujours vivaces et leur faiblesse structurelle désormais dépassée. Voici une autre question : vers quelles dynamiques violentes ou progressives de changement peut embrayer cet alignement des conditions de la révolte, dans un contexte d'extrême répression ? Question qui devra prendre en compte le mouvement de restauration symbolique du pouvoir de la République islamique, à travers une normalisation diplomatique activement engagée par les rivaux de l'Iran depuis le printemps 2023 dont les états occidentaux en première ligne.

Dans le slogan de février 1979, « Liberté, Indépendance, République islamique », cette dernière était pensée comme la condition de réalisation des deux premières. L'exigence d'indépendance nationale, prise à bras le corps en 1979, est rapidement devenue le point de ralliement au projet républicain islamique, par-delà le refus du projet théocratique. Le pouvoir postrévolutionnaire s'est fondé dans une zone d'ambiguïté entre deux discours : tandis que le référent de son gouvernement était l'*umma*, le peuple des chiites, Khomeini a vu dans la guerre contre l'Irak un merveilleux moyen de mobiliser le patriotisme iranien

7 Peyman JAFARI, Mohammad Ali KADIVAR, Mehdi HOSEINI et Saber KHANI, « Labor organising on the rise among Iranian oil workers », *loc. cit.*

et le nationalisme pour construire la nouvelle identité politique, républicaine islamique, nécessaire à l'institution de la théocratie. Pour y parvenir, les dirigeants iraniens ont longtemps usé d'un jeu d'antagonismes, qui avait son utilité tant sur la scène des relations internationales qu'auprès du peuple iranien. Habile à la provocation, l'État iranien (pré-1979) a investi la position de l'« ennemi » de l'Occident, au cours de la crise des otages de l'ambassade des États-Unis comme à travers la course à l'enrichissement de l'uranium. À l'intérieur, les nouveaux dirigeants se sont appuyés sur ces tensions politiques – et les sentiments d'agression, d'hostilité, d'humiliation, d'ostracisation qu'ils provoquaient – pour verrouiller et radicaliser leur pouvoir : c'est ainsi que les militants de gauche ont pris les armes – qu'ils avaient récupérées dans les casernes du Shah assaillies en février 1979 et ont refusé de rendre ensuite – pour aller se battre contre l'invasion irakienne en septembre 1980. C'est ainsi que, au-delà des lignes de partage entre réformateurs et conservateurs, l'opinion iranienne a longtemps semblé soutenir le programme d'enrichissement nucléaire comme une question d'autonomie et de dignité nationales. C'est ainsi que le pouvoir arrivait encore, de Téhéran à Bagdad, à mobiliser les foules contre l'impérialisme états-unien pour les funérailles du héros Qassem Soleimani en janvier 2020.

Si la révolution de 1979 est considérée comme incomplète par ceux qui en dénoncent la confiscation, l'ironie est qu'elle est aussi considérée comme incomplète par le pouvoir qui s'en revendique héritier. Rappelez-vous que, à l'occasion des quarante ans de la révolution islamique le 11 février 2019, le Guide suprême avait présenté son plan

pour les quarante années à venir. Celui-ci visait selon ses mots à « compléter la révolution islamique » à travers trois étapes : l'islamisation du gouvernement, l'islamisation de la société, l'islamisation de l'État. La première peut décrire assez fidèlement la destruction du pacte républicain qui depuis 2021 a porté au pouvoir, des conseils municipaux jusqu'à la présidence, les hommes du Guide suprême. La deuxième, l'islamisation de la société, coince un peu : c'est sous la pression de ce programme que les feux révolutionnaires sont partis en septembre dernier. Dans la littérature grise du régime, les protestations de la société civile étaient envisagées comme une réaction organique à prévoir. À la lumière de ces documents, je reconsidère le flegme et le silence initiaux des autorités, leur calme de façade, la temporalité d'une répression qui ne devait surtout pas répondre du tac-au-tac mais intervenir dans un second temps d'exécution, pour montrer clairement qui restait le maître du temps. Je repense aux discours menaçants, punitifs de ce pouvoir patriarcal qui demande à ses enfants de se tenir sages pour leur propre bien. J'ai l'image du calme dont fait preuve l'assassin quand il maintient l'oreiller sur le visage de sa victime : ne pas bouger surtout face aux derniers soubresauts, aux membres qui remuent violemment dans une dernière tentative de reprendre souffle et d'échapper à la mort. Pourtant, quelque chose ne colle pas. Ce projet d'islamisation, étape par étape, cercle par cercle, dépend de certains acquis. L'identité républicaine islamique du peuple iranien en était un. Il semble qu'il y ait eu là un terrible malentendu : cette identité s'est tissée à travers le patriotisme des Iraniens, leur attachement à l'indépendance nationale. Or cet attachement fonde aujourd'hui un discours de

résistance qui identifie l'État théocratique à une forme de colonisation de l'intérieur, et cherche à redéfinir la nation dans de nouveaux rapports de solidarité entre les groupes ethniques et nationaux, et entre les genres.

À la mort de Jina Mahsa Amini, la première vidéo d'elle la montrait dansant une danse kurde, dans une robe traditionnelle rouge. Elle était à l'extrémité du rang et tendait la main dans une invitation à rejoindre la ronde. Lorsque le corps sans vie du jeune activiste Khodanour Lojei a été rendu à sa famille à Zahedan le 2 octobre 2022, une vidéo a circulé, où on le voit entamer une danse de joie, à la limite de la transe, dans une fête en plein air. Il bondit, un immense sourire aux lèvres, dans une tenue traditionnelle. Un corps de femme kurde, un corps d'homme baloutche qui ne sont ni ennemis ni martyrs. Entre les mots « femme » et « liberté », c'est bien le mot « vie » qui désactive ces deux figures sur lesquelles s'est forgée la légitimité du pouvoir postrévolutionnaire, et qui dessine une autre voie au courage et à l'héroïsme politiques.

Conclusion

Où va le mouvement révolutionnaire en Iran ? On ne le sait pas, et personne n'a aucun moyen de le savoir.

Après la chute du mur de Berlin, Francis Fukuyama annonçait la « fin de l'histoire¹ », faisant de la démocratie libérale le point d'arrivée de l'aventure idéologique et historique humaine, destinée à être, à plus ou moins long terme, la forme politique unifiée des sociétés. Cette analyse a été mille fois démentie par les conflictualités globales et le retour des régimes autoritaires qui font notre présent. Mais elle n'était pas tant une anticipation des lendemains de la guerre froide qu'un miroir des désirs et de l'imaginaire cultivés par l'ordre libéral, des récits qu'il forge de lui-même et du monde – une vision persistante qui enserme notre lecture de l'actualité. Pourtant, nos vies individuelles et collectives sont faites d'événements.

Des cendres d'un empire soviétique que l'on a vu s'effondrer puis se recomposer en Russie nous vient l'exemple de peuples qui refusent collectivement d'aligner leurs actions

1 Francis FUKUYAMA, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, Paris, 1992.

sur des prédictions : que Kyiv tomberait en quelques jours en février 2022, par exemple. Cette façon de se mettre en jeu très profondément, par refus de servitude volontaire, nous montre que l'espoir est une pratique : il n'y a pas à chercher de bonnes raisons d'espérer. On tente régulièrement de comprendre ce qui se passe en Ukraine, en Iran, en se demandant si gagner la guerre semble militairement plausible, si renverser le régime semble faisable – et si, donc, on a des raisons d'être optimistes. Ce qu'on fait alors, c'est évaluer au préalable les chances de victoire pour savoir si on peut mettre, à distance, notre espoir dans la balance de ces luttes. Si ça vaut le coup. Mais le courage des Ukrainiens et des Iraniennes montre que l'espoir ne fonctionne pas ainsi – et ce n'est même pas à cela qu'il sert. Il est une pratique politique. Remettre l'espoir à sa place dans sa relation aux faits, et à la compréhension que nous pouvons en avoir, semble être une des clés de ce que nous appelons le courage. L'histoire de la société iranienne montre que le courage n'est pas une vertu que l'on possède ou non : c'est un rapport au cours des choses, à l'action, et une économie des valeurs et des émotions qui se transforme dans le temps. Elle se façonne, gagne ou perd en intensité à travers des événements vécus collectivement.

De ce côté du monde, nourris quoi qu'on en dise d'une certitude secrète d'être arrivés à la fin de l'histoire, protégés derrière les étoiles qui font la ronde sur le drapeau européen, nous applaudissons le courage de celles et ceux qui luttent en Afghanistan, en Iran, en Ukraine, en Palestine, en Syrie, au Soudan, comme s'il s'agissait d'une ressource exotique liée aux conditions de survie dans des zones de guerre et d'oppression. En s'habituant à cette grille de production et

CONCLUSION

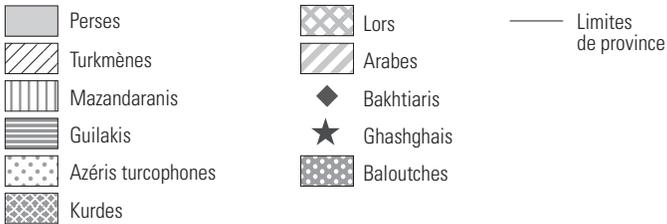
de réception de l'actualité, on passe à côté d'un enjeu de taille ; non pas tant pour les autres qu'il faudrait aider, mais pour nous-mêmes, et notre société prise dans des contradictions et des défis immenses, dont la seule issue pour le moment est la renaissance des populismes d'extrême droite. On ne voit pas qu'arrêter de se demander s'il est raisonnable de croire en une révolution en Iran, ou en une victoire de l'Ukraine contre la Russie revient à changer notre rapport à l'espoir – à accepter de le reconnaître comme ce qu'il est de fait pour les Ukrainiens et les Iraniennes : une forme de vie et de résistance. C'est ce qui libérerait la question du courage pour nous-mêmes. L'histoire qu'ils et elles sont en train d'écrire là-bas nous regarde, autant qu'on la regarde : elle ne nous invite pas à applaudir, mais à nous mettre en résonance avec leurs luttes pour affronter celles qui nous attendent, nous aussi, ici et maintenant.

Pour retrouver les images
du soulèvement révolutionnaire en Iran :





Principaux groupes nationaux et ethniques



© Éditions La Découverte

Chronologie

1901 : une concession de forage pétrolier pour soixante ans en Perse est attribuée à une compagnie britannique.

1905 : révolution constitutionnelle renversant la monarchie absolue des Qadjar.

1906 : écriture de la première Constitution de la Perse.

1907 : partage de la Perse en trois zones d'influence – le Nord pour les Russes, le Sud-Est pour les Britanniques et une zone neutre. Découverte de gisements pétroliers.

1909 : création de l'Anglo-Persian Oil Compagny (APOC) qui deviendra la British Petroleum.

1921 : coup d'État militaire du colonel Reza Khan qui devient Premier ministre. Signature du traité d'amitié russo-iranien.

1925 : destitution d'Ahmad Shah, le dernier roi Qadjar. Soutenu par les Britanniques, Reza Khan est couronné monarque et devient Reza Shah Pahlavi.

1927 : loi vestimentaire favorisant les tenues occidentales. Projet de réseau de fer transiranien.

1928 : fondation de la Banque nationale d'Iran.

1934 : inauguration de l'université de Téhéran. La Perse est rebaptisée Iran.

1939 : début de la Seconde Guerre mondiale.

1941 : l'Iran est envahi par les Britanniques et les Soviétiques. Reza Shah, favorable à l'Allemagne, doit abdiquer en faveur de son fils, Mohammad Reza Shah.

1951 : le général Razmara est assassiné, Mohammad Mosaddegh devient Premier ministre. Il nationalise l'industrie pétrolière iranienne, la Grande-Bretagne lance un embargo sur le pétrole iranien.

1952 : rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne.

1953 : un coup d'État militaire soutenu par le Shah et par la CIA renverse Mossadegh.

1955 : l'Iran rejoint le pacte de Bagdad, politique d'engagement visant à affaiblir l'influence de l'URSS sur le Moyen-Orient, le clergé est fortement opposé à ce pacte. Pogroms visant la minorité religieuse baha'ie.

1956 : crise du canal de Suez.

1957 : fondation de la Savak, police secrète du Shah.

1960 : l'Iran, l'Arabie saoudite, le Koweït, l'Irak et le Venezuela créent l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).

1962 : démission d'Ali Amini, Premier ministre.

1963 : « Révolution blanche » du Shah, destinée à moderniser l'économie et la société. Les réformes agraires et politiques (dont le droit de vote accordé aux femmes) et la mainmise américaine sont vivement critiquées par les opposants et le clergé, en particulier par l'ayatollah Khomeini.

1964 : les fonctionnaires états-uniens obtiennent l'immunité légale en Iran, l'Iran reçoit un prêt de la part du gouvernement états-unien, Khomeini est expulsé vers la Turquie.

1965 : le Premier ministre Mansur est assassiné puis remplacé par Hoveida.

1967 : couronnement du Shah « roi des rois », à la manière des princes perses achéménides et sassanides.

1968 : signature par l'Iran du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et ratification en 1970.

CHRONOLOGIE

1971 : fastueuses fêtes de Persépolis pour le 2 500^e anniversaire de l'Empire perse achéménide.

1976 : le Shah instaure le calendrier solaire impérial, abandonnant le calendrier islamique.

1977 : nombreuses manifestations d'étudiants brutalement réprimées.

1978 : premiers mouvements révolutionnaires. Khomeini appelle au soulèvement depuis Neauphle-le-Château en France. Près de cent manifestants sont tués lors de la manifestation du « Vendredi noir ».

1979 : le Shah quitte l'Iran et se réfugie en Égypte. Khomeini retourne triomphalement en Iran et devient le Guide de la révolution. La République islamique d'Iran est votée. Prise d'otages à l'ambassade des États-Unis. La Constitution est adoptée, mettant en place une théocratie.

1980 : Bani Sadr est élu président de la République. L'Irak de Saddam Hussein envahit l'Iran.

1981 : destitution de Bani Sadr, et élection d'Ali Rajaï, assassiné un mois plus tard. Ali Khamenei est le premier religieux à être élu président de la République.

1982 : Israël entre au Liban, création du Hezbollah.

1986 : affaire des ventes d'armes états-uniennes à Téhéran, « Irangate », afin d'obtenir la libération des otages états-uniens détenus au Liban.

1988 : cessez-le-feu officiel entre l'Iran et l'Irak. Massacres des prisons.

1989 : mort de Khomeini, Khamenei devient le Guide suprême de la révolution. La Constitution est modifiée. Rafsandjani, conservateur modéré, est élu président de la République et réélu en 1993.

1995 : embargo financier et commercial décrété par les États-Unis de Bill Clinton contre l'Iran.

1997 : le réformateur Khatami est élu président de la République et réélu en 2001.

1998 : meurtres et disparitions à la chaîne d'intellectuels et d'opposants au gouvernement.

1999 : révoltes étudiantes violemment réprimées.

2000 : les réformateurs obtiennent la majorité au Parlement. Les projets de lois réformatrices échouent.

2002 : George W. Bush place l'Iran avec l'Irak et la Corée du Nord dans l'« axe du Mal » qui soutient le terrorisme. Des opposants révèlent l'existence d'un programme nucléaire iranien.

2003 : l'avocate Shirin Ebadi obtient le prix Nobel de la paix. Les pays occidentaux craignent que l'Iran ne veuille se doter de la bombe atomique à la suite des infractions recensées au traité de non-prolifération (TNP). Les États-Unis envahissent l'Irak.

2004 : victoire écrasante des conservateurs au Parlement, mais avec un faible taux de participation de la population ; le Parlement reste aux conservateurs en 2008.

2005 : Mahmoud Ahmadinejad remporte l'élection présidentielle et décide la reprise de l'enrichissement d'uranium.

2006 : l'Iran annonce disposer de la technologie nucléaire. Le Conseil de sécurité de l'ONU prend des sanctions à l'égard de l'Iran.

2009 : la réélection de Mahmoud Ahmadinejad provoque des manifestations de masse dénonçant une fraude électorale. Le « mouvement vert » est violemment réprimé.

2011 : printemps arabes, début du conflit syrien. Échec des négociations sur le nucléaire iranien nouvelles sanctions occidentales.

2013 : élection à la présidence de la République de Hassan Rohani.

2014 : l'Iran se dit prêt à assister le gouvernement irakien contre les insurgés sunnites.

2015 : accord de Vienne visant à limiter le programme nucléaire iranien en échange de la levée de l'embargo international.

2016 : entrée en vigueur de l'accord et levée des sanctions. Victoire des modérés et des réformateurs aux élections législa-

CHRONOLOGIE

tives. Premières visites diplomatiques d'un président iranien en Europe depuis seize ans.

2017 : réélection de Rohani à la présidence. Manifestations de grande ampleur, violemment réprimées, en réaction à la vie chère et à la corruption.

2018 : retrait des États-Unis de l'accord nucléaire et mise en place de lourdes sanctions contre l'Iran, qui menace de reprendre l'enrichissement de l'uranium.

2019 : sous pression états-unienne, isolement économique international de l'Iran. Protestations déclenchées par la hausse de la taxe sur l'essence, violemment réprimées.

2020 : assassinat du général Qassem Soleimani lors d'un raid états-unien à Bagdad. Crise diplomatique. L'avion du vol PS 752 est abattu à Téhéran. Début de la pandémie globale de Covid-19.

2021 : Ebrahim Raïsi est élu à la présidence. Grèves dans les secteurs industriel et de l'éducation nationale.

Ce livre est dédié à Jina Mahsa Amini, Mohsen Mohammadi, Foad Ghadimi, Reza Lotfi, Mino Majidi, Fereydoun Mahmoudi, Farjad Darvishi, Mohsen Kaysari, Amir Mohammad Nowrozi, Bandar Anzali, Abdullah Mahmoudpour, Fardin Bakhtiari, Amin Maarofi, Sadruddin Litani, Danesh Rahnama, Rozbeh Khadamiyan, Milan Haghighi, Mohammad Hossein Sarvi, Milad Zare, Pedram Azarnoosh, Mehrdad Behnam Asl, Hanane Kiakajuri, Ghazaleh Chalavi, Reza Shahparnia, Farzin Lotfi, Sasan Ghorbani, Yasin Jamalzadeh, Hajar Abbasi, Yasser Jafari, Erfan Rezaei Navai, Mohammad Falah, Amir Ali, Saeed Mohammadi, Parsa Rezadoost, Javad Heydari, Mehssa Mogoi, Hadis Najafi, Seyed Sina Loh Mousavi, Mehdi Asgari, Iman Mohammadi, Hossein Ali Kia Kajuri, Abdolsalam Ghader Golvani, Mohammad Reza Eskandari, Mohammad Zamani, Kanan Aghaei, Hamid Foulavand, Behnam Layeghpor, Seyed Mehdi Mousavi Niko, Mehrdad Ghorbani, Mohammad Hasan Turkaman, Samad Barghinia, Maziar Salmanian, Erfan Nazarbeigi, Arian Moridi, Mahmoud Keshvari, Afshin Shahamat, Siavash Mahmoudi, Nika Shakarami, Mahmoud Brahui, Khalil Ghanbarzahi

Tanha, Mohammad Sedigh Naroei, Sarina Ismailzadeh, Mohammad Javad Farmani, Mehrzad Avazpour Kakrodi, Jalil Rakhshani, Abdul Majid Rigi Shahouzehi, Mohammad Ali Gamshadzehi, Yaser Shah Bakhsh, Mokhtar Ahmadi, Hamzeh Naroei, Hamid Naroei, Hamzeh Naroei, Yunus Naroei, Mansour Rakhshani, Ali Agheli Naroei, Umran Shah Bakhsh, Farzad Shah, Ahmad Shah Bakhsh, Abdul Malek Shah Bakhsh, Mohammad Amin Gamshadzehi, Salahedin Gamshadzehi, Poya Rajab Nia, Balal Anshini, Abdul Ghafoor Noorbrahoei, Mohammad Brahoei, Abdul Samad Brahoei Eydozehi, Lal Mohammad Ali Zehi, Abubakr Nahtani, Musa Nahtani Anshini, Mohammad Gholjaei, Aminullah Gholjaei, Mohammad Rigi, Samer Hashemzehi, Sami Hashemzehi, Abdul Rahman Balochi Khah, Mohammad Reza Adib Totazehi, Mohammad Omar Shahnnavazi, Abdul Khalegh Omar Shahnnavazi, Amirhamzeh Shahnnavazi, Ali Akbar Brahoei, Jalil Ghanbarzehi, Nematullah Kabdani, Abdul Samad Sabeti Zadeh Shahouzehi, Ebrahim Gargij, Ahmad Sargolzaei, Mohammad Farogh Rakhshani, Ali Akbar, Abubakr Alizehi, Hamid Isa Zehi, Jalil Mohammadzehi, Omid Shahnnavazi, Amin Gale Bache, Amir Hossein Basati, Poya Sheyda, Umran Hassan Zehi, Mohsen Gamshadzehi, Mahmoud Shahnnavazi, Gangozehi Rigi, Hasti Naroei, Amirhossein Parnian Mirkazehe Rigi, Esmaeil Hossein Zehi, Omid Sarani, Shirin Alizadeh, Salman Maleki, Jamal Abdul Naser Mohammad Hasani Brahoei, Mohammadreza Sarvari, Ali Mozafari Salanghoch, Mehrab Dolat Panah, Amirreza Naderzadeh, Hamid Naroei, Abdullah Naroei, Mohammad Ali Ismail Zehi Shah Bakhsh, Majid Balochzehi Shah Bakhsh, Mehdi Anshini, Balal Rakhshani, Mohammad Eghbal Nayebzehi Shahnnavazi,

Arman Hassan Zehi, Morteza Hassan Zehi, Zulfaghar Hasan Zehi, Mahmoud Hassan Zehi, Sadis Keshani, Abdul Ghafoor Dehmoreh, Esmail Abil, Suleiman Arab, Ahmad Sarani, Javad Posheh, Mahedin Shirouzehi, Jaber Shirouzehi, Saeed Gargij, Lal Mohammad Anshini, Khodanoor Lajei, Ehsan Khan Mohammadi, Amir Mahdi Farokhipour, Mohammad Zarei, Abdul Jalil Rakhshani, Musa Doira Naroei, Matin Ghanbarzehi, Abdulmanan Rakhshani, Ali Mirshekar, Arash Pahlavan, Mohsen Mal Mir, Mehdi Leilazi, Hadiye Naimani, Abolfazl Mehdipour Roshan, Amirhossein Shams Nateri, Saeed Iranmanesh, Gholam Nabi Notizehi, Abulfazl Akbari Dost, Erfan Khazai, Mehdi Bebrnejhad, Roshana Ahmadi, Mohammad Hosseini Khah, Mehrdad Avazpour, Mohammad Rasul Momenizadeh, Mohsen Pazouki, Emad Heydari, Behzad Rigi, Mohammad Jameh Bozorg, Sasan Bagheri, Alireza Fathi, Seyed Abbas Mirmousavi, Seyed Alireza Hosseini, Javad Khansari, Abdul Vahid Tohid Nia, Amir Hossein Mahdavi, Ehsan Alibazi, Morteza Nowrozi, Mohammad Hossein Marevatti, Pooya Ahmadpour Pasikhani, Mohsen Mohammadi Kochaksaraei, Hamid Saneipour, Mohammad Amin Takeli, Aisan Madan Pasand, Omid Safarzehi, Najmeddin Tajik, Lal Mohammad Anshani, Nima Shafagh Dost, Peyman Manbari, Dariush Alizadeh, Mohammad Amini, Yahya Rahimi, Mohammad Javad Zahedi Saravi, Mohsen Mousavi, Mohammad Rakhshani, Esmail Dezvar, Seyed Ahmad Shokrollahi, Yaser Shahouzehi, Mustafa Berichi, Mehrab Najafi, Maten Abdollahpour, Abdullah Shah Bakhsh, Azizullah Kebdani, Sina Naderi, Armin Sayadi, Aziz Moradi, Kamal Faghghi, Ali Brahoei, Abolfazl Adinezadeh, Setareh Tajik, Mustafa Shamlou, Hadis Abdi, Danial Shah Bakhsh, Omid Mahdavi, Ali Akbar

Rabiei, Arvin Malmali Golzari, Farzin Farrokhi, Iman Behzadpour, Negin Salehi, Heder Naroei Rashid, Mohiuddin Shah Bakhsh, Amir Mohammad Gamshadzei, Mehregan Zahmatkesh, Sepehr Sharifi Torgaba, Ramin Karami, Seyed Mohammad Hosseini, Asra Panahi Khangah, Hamed Baji Zehi, Morteza, Ramin Fathi, Seyed Alireza Hosseini, Arnika Ghaem Maghami, Mohammad Abdullahi, Mohammad Reza Mohtasham, Nagin Abdul Maleki, Sina Malayeri, Mohammad Khajavi Dareh Balaei, Hossein Mohammadi, Meghdad Azizi, Esmail Semko Molodi, Mohammad Shariati, Abulfazl Baho, Rahim Kalij, Afshin Asham, Kubra Sheikh Sagha, Shahu Khezri, Zaniar Abubakri, Motaleb Saeedpiro, Maedeh Javanfar, Mehrshad Shahidinejhad Monfared Tehrani, Fereydoun Faraji, Mohammad Keyvan Darvishi, Mohammad Lotf Elahi, Dastan Rasol, Sadaf Movahedi, Sarina Saedi, Masoud Ahmadzadeh, Seyed Ali Seyedi, Fereshte Ahmadi, Hossein Kebdani, Reza Esmailzadeh, Mehdi Farahani, Parisa Bahmani, Adel Kochakzaei Berichi, Aynaz Javaheri, Sarina Shiri, Omid Naroei, Hadi Hagh Shenas, Aref Gholampour, Behnaz Afshari, Parmis Homnava, Kumar Daroftadeh, Hamidreza Malmir, Ebrahim Mirzaei, Helen Ahmadi, Fardin Abdkhoda, Mohammad Saremi, Yousef Raisi, Diana Mahmoudi, Saman Ghadirpour, Marziyeh Doshen Ziyari, Esmail Heydari, Milad Javidpour, Amir Hossein Rumiani Nazari, Maysam Hadipur, Momen Zand Karimi, Nasim Sedghi, Erfan Zamani, Yaser Naroei, Sadegh Aramesh Brahoei, Mehran Shekari, Nasrin Ghaderi, Nima Noori, Mohammad Shah Bakhsh, Mobin Mirkazehi, Azim Mahmoudzei, Rahim Dad Shahlibar, Kambiz Rigi, Saeed Sohrab Zahi, Ali Kurd Kulahouri, Yaser Bahadurzei, Abdul Malek Shahnavaizi, Yunes Salahshuran, Mohammad

Hossein Salari, Ahmadreza Gholji, Elahe Saeedi, Mohammad Ghaemi Far, Ali Rozbahani, Navid Badpa, Mehdi Hazrati, Omid Barzegar, Mohammad Amin Hashmatian, Mohammad Hossein Faraji, Abbas Luyemi, Morteza Shirmohammadi, Mohammad Reza Ferdowsi, Fayegh Mam Ghaderi, Sam Biranvand, Morteza Soltanian, Komeil Amirkhanlo, Alireza Karimi, Mehdi Heydari, Meysam Moghadasi, Kamran Shahbazi, Farzaneh Kazemi, Rasul Haddadi, Mohammad Salehi, Mohammadreza Bali Lashek, Bahar Khorshidi, Ardalan Ghasemi, Mohammad Hossein Hajjani, Ali Abiyar, Darya Nazm Deh, Saman Rahmani, Hamid Goli, Hamid Nastar Jahan, Esmail Sattari, Mehrshad Talatof, Fuad Mohammadi, Zaniar Allah Moradi, Isa Bigleri, Milad Saeidi, Saman Ghaderbeigi, Borhan Karami, Daniel Pabandi, Salar Mojaver, Milad Khoshkam, Kian Pirfalak, Artin Rahmani Payani, Reza Shariati, Ashraf Nikbakht, Mohammad Hassanzadeh, Ali Abbasi, Murad Bahramian, Moslem Hoshangi, Sajad Rashidi, Mohammad Soltani, Asad Rahimi, Milad Asefi, Ali Moulai, Abbas Shafiei, Esmail Shanbedi, Sepehr Maghsoodi, Aram Habibi, Shahu Bahmani, Aylar Haghi, Abdulrahman Bakhtiari, Ghafoor Molodi, Seyed Ali Araghi, Sajad Ghaemi Bahman Biglo, Asghar Aghaei, Javad Rezaei, Amjad Enayati, Hiva Janan, Hajhar Mam Khosravi, Azad Hosseinpouri, Hamidreza Rouhi, Aso Ghaderi, Mohammad Ahmadi Gagesh, Mustafa Shabani, Milad Marofi, Saeed Asadi, Arshaya Soltanieh, Hamed Molai, Omid Moeidi, Amir Farasati Shad, Kamal Ahmedpour, Mehran Rahmani, Arman Emadi, Shahriar Mohammadi, Omid Hasani, Samaneh Niknam, Vahid Khani, Shirko Soltani, Rasool Ghafouri, Seyed Javad Mosavi, Mohammad Barzgar, Habibullah Fathi, Fuad Savari, Hamed Sedighi,

Amir Hossein Daliri Langroudi, Hossein Abd Panah, Rashid Rashidi, Mehran Basir Tavana, Erfan Kakaei, Bahauddin Veisi, Loghman Kakai, Taher Azizi, Karvan Ghader Shukri, Reza Sharafi, Mohsen Niazi, Satar Rahimi, Suleiman Shukri Yasikandi, Jalal Ghorbani Kotal, Tahsin Miri, Johar Fatahi Mirki, Jamal Azami, Esmail Gol Anbar, Masoud Teimuri, Moin Ghasempour, Farhad Khosravi, Farshid Mousavi, Haider Mahali, Ribaz Salehi Vand, Koresh Pazhakh, Shoaib Heydari, Amirjavad Asadzadeh, Edris Gharibzadeh, Mehdi Kaboli Kafshgiri, Aram Majd, Shomal Khadiri Pour, Hosein Shirazi Pour, Alireza Shojaei, Ali Akbar Heydar Zadeh, Sa'di Shahrokhi Pour, Maryam Ghorbani Pour – Age : Unknown – Gender: Woman – Place of death: Shahrekord, Mariya Ghavasiye, Himan Aman, Milad Saediyan Jo, Mohammad Khalili, Mohammad Hossein Kamandlo, Shoresheh Niknam, Reza Kazemi, Masoud Dolatshahi, Amir Mahdi Hasani, Ebrahim Sharifi, Atefe Naami, Amin Khanlo, Jabar Farghizadeh, Negin Radfar, Mehran Samaak, Hasan Naseri Khor, Avat Ghaderpor, Farzin Marofi, Hamed Salahshor, Ehsan Ghasemifard, Sanaz Keshavarz, Mona Chamani, Yusef Ghanbarzadegan Darabi, Asghar Hajhir Lotf, Hainye Moradi Nejhad, Mohammad Moradi, Rohallah Abedini, Yazdan Aghajani, Milad Zamani, Reza Dehbovoid, Amir Mohammad Rahmani Pour, Sepehr Azami, Mohammad Reza Ghorbani, Mehdi Eydivandi, Hooman Abdolahi, Yunes Fazel Beigi, Mohsen Shekari, Majidreza Rahnavard, Aida Rostami, Mohammad Moradi, Bohran Elyasi, Mohammad Mehdi Karami, Seyyed Mohammad Hosseini, Majid Kazemi, Saleh Mirhashemi, Saeed Yaghoubi, et les autres, tués pour s'être soulevés en 2022 et 2023, dont nous n'avons pas les noms.

Remerciements

Je remercie Omid Montazeri, Shekoufe Sakhi, Hassan Makaremi, Yasmin Nadir, Pardis Shafafi, Shahrzad Mojab, Darya Djavaheri, Niloofar Golkar, Parvin Ardalan, Rezvan Zandieh, Nassan, Hawre Youssefi, Star Fathe Awehang, Anouche Kunth, Natalia Pashkeeva et Estelle Car pour leur aide, leur amitié et les échanges précieux qui ont nourri ce livre.

Merci à mon éditrice Charlotte Thillaye. Merci à Arman Iurchenko.

Table

« La révolution est plus proche de vous que la jugulaire de votre cou »	7
15 septembre 2022	11
16 septembre 2022	23
17 septembre 2022	27
21 septembre 2022	37
22 septembre 2022	46
26 septembre 2022	51
28 septembre 2022	55
29 septembre 2022	63
30 septembre 2022	69
2 octobre 2022	76
3 octobre 2022	89
5 octobre 2022	101

9 octobre 2022	108
12 octobre 2022	111
14 octobre 2022	115
15 octobre 2022	120
17 octobre 2022	126
18 octobre 2022	140
19 octobre 2022	168
22 octobre 2022	172
26 octobre 2022	178
2 novembre 2022	184
3 novembre 2022	194
9 novembre 2022	201
11 novembre 2022	205
17 novembre 2022	210
25 novembre 2022	217
28 novembre 2022	222
29 novembre 2022	225
3 décembre 2022	228
7 décembre 2022	232
8 décembre 2022	235

TABLE

12 décembre 2022	236
16 décembre 2022	241
26 décembre 2022	245
31 décembre 2022	246
3 janvier 2023	249
10 janvier 2023	252
11 janvier 2023	261
16 janvier 2023	278
18 janvier 2023	282
4 février 2023	290
9 février 2023	292
10 février 2023	301
11 février 2023	308
Conclusion	321
Chronologie	327
Remerciements	339



Cet ouvrage est imprimé
sur du papier issu de forêts
gérées durablement.

